DERNIÈRE ÉDITION

Le Monde

QUARANTE-CINQUIÈME ANNÉE – N° 13572 – 4,50 F   Fondateur : Hubert Beuve-Méry   Directeur : André Fontaine   – VENDREDI 16 SEPTEMBRE 1988

Bonne nouvelle outre-Atlantique

Les marchés financiers ont sacrifié à un rituel désormais mensuel. L'annonce d'un déficit commercial de 9,53 milliards de dollars aux Etats-Unis, le plus faible depuis décembre 1984, a été saluée par une remontée des places boursières et du dollar. Les banques centrales se sont attachées à calmer ces premiers moments d'excitation en intervenant pour freiner l'envol du billet vert.

Mais, au-delà de ce rappel à l'ordre, deux facteurs devraient limiter les ardeurs spéculatives sur la devise américaine. La quasi-stagnation de la production industrielle en août et la baisse des importations, premier gage d'une moindre boulimie des consommateurs et des investisseurs, apaisent les craintes de résurgence de l'inflation aux Etats-Unis. Dans un premier temps, tout au moins, la menace d'un nouveau tour de vis du crédit semble écartée.

Ces signaux sont encore trop ténus pour que la Réserve fédérale baisse sa garde. Seul véritable pilote de l'économie américaine jusqu'à l'arrivée à la Maison Blanche du futur président, en janvier 1989, l'institut d'émission ne perd aucune occasion de rappeler sa détermination : la conjoncture sera surveillée de très près, et, au moindre signe de surchauffe, une hausse des taux d'intérêt sera décidée. Une position réaffirmée lors d'une discrète réunion à Paris de hauts fonctionnaires des pays industriels. Le soulagement né d'une croissance beaucoup plus vigoureuse que prévu en 1988 l'emporte encore sur la crainte de voir s'enclencher un nouveau cycle inflationniste dans le monde. Mais, persuadés de l'importance de prévenir le mal – le retour aux anticipations de dérapage des prix, – les dirigeants des pays industriels jouent l'extrême prudence.

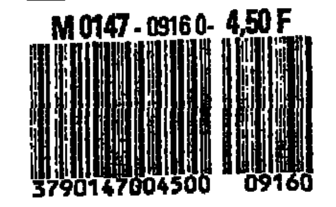
Deux cas de figure sont envisagés. Ou l'activité américaine est de plus en plus tirée par les exportations et les investissements. Plus saine, une telle croissance permettra de gagner du temps. Petites phrases de mise en garde et interventions sur les marchés des changes seront à même de calmer le jeu monétaire en attendant qu'on puisse évaluer la détermination de la prochaine administration à établir les équilibres économiques. Ou les Américains continuent de vivre au-dessus de leurs moyens, à peu épargner pour consommer et à contraindre leur pays à dépendre de l'humeur des investisseurs étrangers pour financer leurs déficits. Un relèvement des taux d'intérêt, seule arme dont dispose la Réserve fédérale, ne pourrait alors être évité.

Les Allemands ont déjà fait savoir qu'ils suivraient le mouvement. Une hypothèse qui ne sourit guère au gouvernement français, toujours soucieux de stabiliser le loyer de l'argent, à défaut de pouvoir le baisser.

A quelques jours de l'assemblée générale du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, à Berlin-Ouest, l'exercice consistant à convaincre les marchés que la concertation internationale est suffisamment cohérente pour garantir une croissance raisonnable et par là même durable tient plus que jamais de l'équilibrisme.

(Lire nos informations page 30.)

M 0147 - 0916 0 - 4,50 F



3790147004500 09160

200 000 personnes dans les rues

L'opposition exige la démission du nouveau président mexicain

Près de deux cent mille personnes se sont rassemblées, le mercredi 14 septembre, sur la place centrale de Mexico pour protester contre l'officialisation de l'élection à la présidence de la République du candidat du Parti révolutionnaire institutionnel, M. Carlos Salinas de Gortari. Le dirigeant le plus en vue de l'opposition, M. Cuauhtemoc Cardenas, a à cette occasion réitéré sa demande d'annulation de l'élection du 6 juillet dernier et annoncé un projet de fusion de l'opposition de gauche pour lutter contre le PRI.

MEXICO
de notre correspondant
en Amérique centrale

Après consultation des quatre partis formant le Front démocratique national (FDN), M. Cuauhtemoc Cardenas, devenu l'homme politique le plus populaire du Mexique en quelques mois, propose de créer « *une organisation reflétant la grande unité révolutionnaire et les changements culturels exprimés par le vote des citoyens le 6 juillet* ».

Devant une foule immense réunie sur la place de la Constitution, M. Cardenas a déclaré que cette nouvelle organisation, dont la forme exacte reste à définir – « *une coalition, une fédération ou un parti politique* », – lutterait pour un retour aux grands idéaux de la révolution de 1910 intégrés dans la Constitution de 1917 : « *La démocratie, contrairement à l'autoritarisme actuel ; l'égalité, pour mettre fin à l'exploitation et à la marginalisation de grands secteurs de la population ; l'exercice sans limite de la souveraineté nationale, pour en terminer avec la subordination du pays aux intérêts étrangers ; une justice, pour supprimer légalement la corruption et les privilèges...* »

M. Cardenas souhaite la création de « *comités de base* » à tous les niveaux de la société pour mener l'offensive contre le régime. Objectif principal : forcer à la démission le président élu le 6 juillet, M. Carlos Salinas de Gortari, qui doit normalement entrer en fonction le 1er décembre.

Les partisans de M. Cardenas sont prêts à accepter les résultats des élections législatives qui leur ont été moins défavorables (les deux grandes forces d'opposition ont obtenu 240 sièges sur 500).

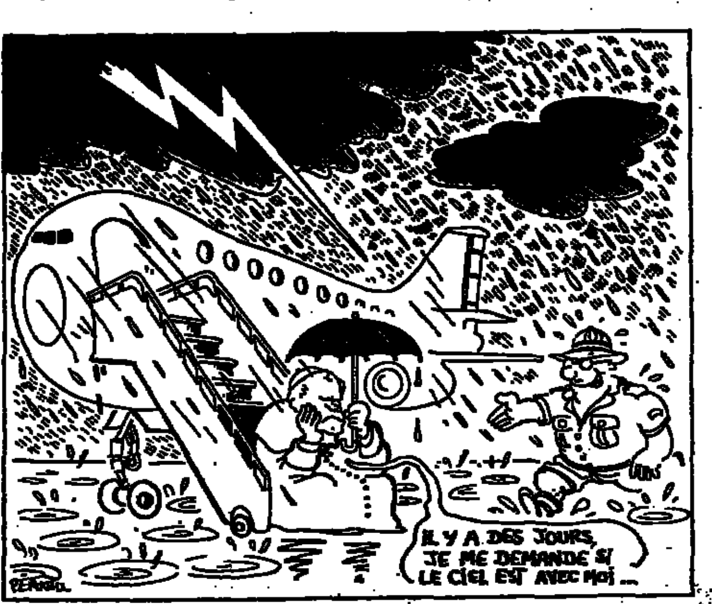
BERTRAND DE LA GRANGE.

(Lire la suite page 6.)

Une escale imprévue due au mauvais temps

Pretoria se réjouit de l'étape du pape en Afrique du Sud

En route vers le Lesotho, troisième étape de son périple africain, Jean-Paul II a dû faire, le mercredi 14 septembre, à cause du mauvais temps, une escale inattendue de quelques heures à l'aéroport de Johannesburg où il a été accueilli par M. « Pik » Botha, ministre sud-africain des affaires étrangères. Celui-ci s'est félicité d'avoir eu ainsi « le privilège de pouvoir rendre service » au souverain pontife, qui a dû gagner par la route Maseru, la capitale du Lesotho. Il y est arrivé en fin de journée alors que s'achevait, de manière sanglante, une prise d'otages.



Lire page 4 l'article de PATRICE CLAUDE

Les mesures gouvernementales contre le chômage

Le « chantier » de l'emploi

En lançant ses « chantiers » pour l'emploi lors du conseil des ministres du 14 septembre, M. Michel Rocard tourne la page d'une certaine politique de lutte contre le chômage. L'effort porte sur les conditions économiques d'une reprise de l'emploi et se trouve facilité par la conjoncture. Mais ce choix repose également sur un pari.

Le plan pour l'emploi présenté par M. Michel Rocard constitue un tournant. Désormais, l'accent est mis, plus que sur les aspects sociaux, sur des mesures économiques, qui se déploient dans de nombreuses directions. A grand renfort de symboles, le gouvernement veut démontrer qu'il s'engage dans une orientation et qu'il s'y tiendra. Mieux, il se garde de promettre un résultat avant longtemps. Il se refuse à chiffrer les effets attendus, et le premier ministre rappelle lui même, à propos du nombre des chômeurs, que « *le retour à zéro est hors de portée* ».

Décidément, les temps ont changé. Finies les spectaculaires actions de traitement social, telles que les préretraites ou les contrats de solidarité. Abandonnés, les rêves d'une croissance si forte qu'elle devait balayer le chômage. Rangée au magasin des accessoires l'illusion de la déréglementation à tout va. Cette fois, on entreprend un travail en profondeur qui justifie l'appellation de « *chantier* », utilisée par M. Rocard, c'est-à-dire un patient processus de remise en marche. Il s'agit de multiplier les occasions pour que le déclic se produise, à partir duquel les faits et les mouvements s'enchaîneraient selon un cycle vertueux.

Aucune solution n'est par conséquent écartée. Si le message privilégie l'effort fait en faveur de la réduction du coût de la main-d'œuvre, avec l'amorce d'un allègement des cotisations ou des exonérations de charges sociales, les dispositions prévues pour l'aide au financement des PME-PMI sont au moins aussi importantes. Ce sont bien les petites entreprises et même les micro entreprises dont le dynamisme est sollicité, et les gisements d'emploi du tertiaire qui sont visés. Cela se vérifie également dans la première mesure d'ensemble prise pour faciliter le développement local.

Ce changement dans la politique de l'emploi intervient à un moment privilégié mais repose sur un pari. Rendu obèse par ses excès, le traitement social s'est essoufflé, a perdu de son efficacité et, surtout, ne peut plus être dopé une nouvelle fois.

ALAIN LEBAUBE.

(Lire la suite page 30.)

Hommes politiques, médias, citoyens

La vertu civile

par Pierre Bourdieu
professeur au Collège de France

Le monde politique est le lieu de deux tendances de sens inverse : d'une part, il se ferme de plus en plus complètement sur soi, sur ses jeux et ses enjeux ; d'autre part, il est de plus en plus directement accessible au regard du commun des citoyens, la télévision jouant un rôle déterminant dans les deux cas. Il en résulte que la distance ne cesse de croître entre les professionnels et les profanes ainsi que la conscience de la logique propre du jeu politique.

Il n'est plus besoin aujourd'hui d'être un expert en sociologie politique pour savoir que nombre des déclarations et des actions des hommes politiques, non seulement les « petites phrases » sur les « grands desseins » ou les grands débats sur les petites divergences entre les leaders ou les « courants », mais aussi les plus graves décisions politiques peuvent trouver leur principe dans les intérêts nés de la concurrence pour telle ou telle position rare, celle de secrétaire général, de premier ministre ou de président de la République et ainsi à tous les niveaux de l'espace politique.

La discordance entre les attentes de sincérité ou les exigences de désintéressement qui sont inscrites dans la délégation démocratique de pouvoirs et la réalité des microscopiques manœuvres contribue à renforcer un indifférentisme actif, symbolisé un moment par Coluche, et bien différent de l'antiparlementarisme poujadiste auquel, pour se défendre, entendent le réduire ceux qui contribuent à le susciter. Mais elle peut aussi inspirer un sentiment de scandale qui transforme l'apolitisme ordinaire en hostilité envers la politique et ceux qui en vivent.

C'est ainsi que les volte-face répétées de dirigeants plus évidemment inspirés par le souci de leur propre perpétuation que par les intérêts de ceux qu'ils font profession de défendre ne sont pas pour rien dans le fait que le Front national recrute souvent aujourd'hui dans les anciens bastions du Parti communiste, qui a bénéficié plus que personne de la remise de soi confiante ou résignée au porte-parole (on sait en effet que cette disposition est de plus en plus fréquente à mesure que l'on descend dans la hiérarchie sociale). Et si les alliances avec les partis de droite profitent tant au même Front national, c'est moins, comme on le dit, par la touche de respectabilité qu'elles lui assurent, que par le discrédit qu'elles infligent à ceux qui dénoncent leurs propres dénonciations en se montrant prêts à tout pour assurer leur propre reproduction.

(Lire la suite page 2.)

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 4,50 dir. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 18 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 $; Antilles/Réunion, 7,20 F ; Côte-d'Ivoire, 425 F CFA ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 155 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 150 dr. ; Irlande, 90 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 130 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,50 cr. ; Suisse, 1,60 f. ; USA, 1,50 $; USA (West Coast), 2 $.

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

Débats

BIBLIOGRAPHIE

Uriage d'hier à aujourd'hui

LA défaite de 1940, on la gomme parfois lorsqu'on étudie les débuts de Vichy. Une armée battue, une moitié de la France repliée sur l'autre, une énorme confusion des hommes et des idées. Pour quelques-uns, une « divine » surprise : la mort de la IIIe République et son remplacement par un régime patriarcal inspiré par des idéologies de droite et d'extrême droite. Pour d'autres, très peu nombreux alors, la volonté de reprendre le combat. Pour d'autres encore, sans exclure la lutte contre le nazisme et pour la libération, l'occasion de reconstruire à partir d'hommes nouveaux une société nouvelle. Et, pour la plupart des Français, le sentiment avivé ou retrouvé d'une patrie que ses malheurs rendaient à nouveau charnelle et non plus seulement abstraite : un sol et des hommes.

C'est un point que les détracteurs d'Uriage qui n'ont pas connu l'invasion étrangère saisissent difficilement : le nationalisme est une idéologie, le patriotisme un sentiment. Un sentiment fort, temporairement unificateur, et qui peut être créateur.

⁂

L'itinéraire d'Uriage en est l'exemple. Au départ, une volonté de renouveau que n'appuie aucune recherche intellectuelle ou politique. Son premier avatar, au château de la Fauconnière, est une tentative pour former les chefs dont, estime le capitaine Dunoyer de Segonzac, la France a besoin. Les fabriques de chefs pullulent alors à l'ombre de Vichy et du maréchal Pétain. Le vieux soldat trouve cela très gentil, *« son œil bleu reflétant,* dit Dunoyer, *une certaine ironie ».* Chants, exercices virils, salut au drapeau, se pratiquent un peu partout et occupent une génération de jeunes déracinés et inoccupés, discrètement entretenus dans l'espoir d'une revanche.

L'immense intérêt d'Uriage, c'est d'être sorti de ce pastiche de scoutisme, d'être passé de la gesticulation à la réflexion, de la réflexion à l'action. D'être devenu un monastère au désert où l'on veut bâtir un monde, où on s'éloigne des sermons bêtifiants de Vichy, et où la machine à concasser les idées devient un instrument de combat sur le terrain, dans une résistance active.

Cette aventure et ses prolongements, de la Libération à aujourd'hui, Pierre Bitoun les décrit avec enthousiasme. Il a trente-trois ans et n'a connu Uriage qu'à travers les témoignages qu'il a recueillis. Après avoir rompu des lances avec Bernard-Henry Lévy et l'historien israélien Zeev Sternhell, pour qui Uriage fut sans le savoir un fleuron du *« fascisme à la française »,* il fait défiler ses témoins. Pas tous favorables : c'est le cas de Philippe Lamour, qui donne une image sarcastique de ses voisins de la Fauconnière.

On voit Uriage prendre, à la grande horreur de Vichy et malgré une tentative de récupération de l'amiral Darlan, un tournant décisif vers une *« idéologie réformatrice »* et une remise en cause radicale. Dunoyer de Segonzac et les « chefs » qui l'entourent rencontrent, loin du « maurrassisme » dans lequel ils baignaient plus ou moins consciemment, Emmanuel Mounier, philosophe du personnalisme, et les hommes de la mouvance de la revue *Esprit.* La vieille et inconfortable demeure du chevalier Bayard, au-dessus de Grenoble, devient alors à la fois un centre de formation où défilent cinq mille stagiaires de toutes origines et de toutes formations, un laboratoire d'idées de plus en plus hérétique aux yeux des « penseurs » de Vichy, enfin un lieu où la Résistance se prépare. L'extraordinaire mélange de hiérarchie militaire, de « décrassage » dans les petits matins glacés et de débats intellectuels de haut niveau, est assez difficilement compréhensible aujourd'hui. Et probablement inimitable. Il y fallait la pression due à la défaite, la tension croissante avec Vichy jusqu'à la dissolution par Laval en 1942, le désir de revanche, le sentiment que tout était à faire et que tout pouvait être fait.

Hubert Beuve-Méry, Benigno Cacéres, Paul-Henri Chombart de Lauwe, Paul Delouvrier, Jean-Marie Domenach, Gibert Gadoffre et bien d'autres chefs, stagiaires ou maquisards comme Simon Nora, content tour à tour l'histoire et la vie du château, de la « Thébaïde » incendiée par l'ennemi, des tournées de formation des réfractaires en train de devenir des combattants.

⁂

Quelles traces demeurent de cette petite épopée où furent un instant mêlés des comédiens comme Madeleine Barbulée, Olivier Hussenot, Yves Robert, que côtoyèrent des autogestionnaires comme Marcel Barbu et Marcel Mermoz ? Pierre Bitoun a recueilli sur l'après-Uriage de longs récits autobiographiques. On y mesure l'influence très variable de l'aventure. La tentative pour renouveler l'homme et la société à partir d'une éthique et d'un engagement personnel n'a pas abouti à la transformation profonde dont on rêvait sur la montagne. Mais beaucoup des hommes et des femmes qui ont vécu ce *« rêve éveillé »* en ont porté la marque et l'ont donnée à leurs entreprises.

A travers *le Monde* d'Hubert Beuve-Méry, les multiples responsabilités de Paul Delouvrier, le *Peuple et culture* de Joffre Dumazedier et Benigno Cacéres, un fil court : une manière d'être et d'agir, une volonté d'améliorer le monde et la vie à travers les rapports humains.

Uriage n'est pas devenu un Ordre, comme certains le souhaitaient, ni une mafia. Mais, dans une société qui s'interroge, quelques-unes des réponses élaborées au « désert » gardent leur pertinence.

JEAN PLANCHAIS.

★ *Les Hommes d'Uriage,* par Pierre Bitoun. Editions La Découverte, 285 p., 130 F.

POLITIQUE

La vertu civile

(Suite de la première page.)

Ainsi, le désenchantement du politique résulte presque automatiquement du double mouvement de l'univers politique. D'un côté, ceux qui sont engagés dans le jeu politique s'enferment toujours davantage dans leurs jeux à huis clos, sans autre communication avec le monde extérieur bien souvent que des sondages qui produisent les réponses en imposant les questions, et nombre d'entre eux, mus par le seul souci d'exister (comme les prétendants) ou de survivre (comme les champions déchus), se déterminent les uns et les autres dans des actions qui, loin d'avoir pour principe la conviction éthique ou le dévouement à une cause politique, ne sont que des réactions aux réactions des autres. Et le comble de la perversion est atteint lorsque, la « performance télévisuelle » devenant la mesure de toutes choses, les conseillers en communication guidés par les sondeurs forment les politiciens à mimer la sincérité et à jouer la conviction.

De l'autre côté, la télévision, par un de ses effets les plus systématiquement ignorés de ceux qui lui imputent tous les malheurs du siècle, autrefois la « massification » des « masses » et, aujourd'hui, la dégradation de la culture, a ouvert une fenêtre sur le champ clos où les politiciens jouent leurs jeux de prince, avec l'illusion de passer inaperçus. Comme dans les anciennes démocraties des petits groupes d'interconnaissance ou dans la cité grecque imaginée par Hegel, les mandataires sont désormais sous le regard prolongé du groupe tout entier : pour qui les a observés, à longueur d'interviews, de déclarations ou de débats de soirées électorales, les protagonistes du jeu politique n'ont plus de secret et les plus inconscients d'entre eux perdraient beaucoup de leur superbe s'ils pouvaient lire les portraits psychologiques d'une rare acuité que font d'eux les téléspectateurs, même les plus culturellement démunis, lorsqu'on les interroge à leur propos. Chacun sait que, comme le notait Hugo, *« Quand la bouche dit oui, le regard dit peut-être. »* Et le citoyen, devenu téléspectateur, pour peu qu'il possède l'art de déchiffrer les impondérables de la communication infralinguistique, se trouve ainsi en mesure d'exercer le *« droit de regard »,* qu'il a toujours plus ou moins consciemment revendiqué.

L'autre ouverture

L'« ouverture » que les électeurs ont approuvée lors de la dernière élection présidentielle n'est pas celle qui excite et divise les appareils, les apparatchiks et aussi les commentateurs politiques, celle qui renforcerait la tendance du microcosme politique à la fermeture sur soi, c'est-à-dire sur des formes simplement un peu plus compliquées des combinaisons ordinaires. C'est celle qui offrirait, plus largement encore, le monde politique au regard critique de tous les citoyens, empêchant le corps politique d'interposer l'écran de ses intérêts particuliers et de ses préoccupations que l'on a raison d'appeler politiciennes, puisqu'elles n'ont de cause et de fin que la défense du corps politique.

Tout le monde a compris qu'il y a trop de problèmes vrais pour que l'on puisse laisser aux hommes politiques le soin d'inventer les faux problèmes nécessaires à leur propre perpétuation.

La solution que le gouvernement de Michel Rocard a apportée au problème calédonien est, en ce sens, exemplaire. Affronter, *sans autre fin que de le résoudre,* un problème qui venait de faire l'objet d'une évidente exploitation politicienne, c'était faire éclater au grand jour, rétrospectivement, l'*instrumentalisme cynique* d'une décision politique comme l'attaque de la grotte d'Ouvéa ; c'était rappeler que, comme l'avait enseigné en d'autres temps Mendès France, le courage politique consiste à se mettre au service des problèmes, au risque de ne pas durer, plutôt que de se servir des problèmes pour se perpétuer à tout prix. Et la réussite de la négociation a montré que la vertu civile, peut-être parce qu'elle est si rare, peut-être parce qu'elle appelle la vertu, constitue parfois une arme politique hautement efficace.

On a le sentiment que, du fait du mode d'action politique qui s'est trouvé ainsi instauré, le monde politique est en train de rattraper le retard qu'il avait pris, en se fermant sur lui-même, par rapport aux attentes des citoyens et par rapport notamment aux exigences éthiques qui se sont manifestées tant de fois, au cours des vingt dernières années, à travers notamment des actions ou des manifestations comme celles de SOS Racisme, des étudiants ou des lycéens.

Les responsables politiques les plus libres, objectivement et subjectivement, par rapport aux exigences du jeu politique et aux contraintes des appareils peuvent se faire entendre, tandis que les apparatchiks sont momentanément réduits au silence. Et peut-être les conditions sont-elles en train de se créer pour que s'instaurent durablement des règles écrites ou non écrites, et, mieux encore, des mécanismes objectifs capables d'imposer pratiquement aux hommes politiques les disciplines de la vertu civile. Il dépend de tous les citoyens, et notamment de ceux qui, comme les intellectuels, ont le loisir et les moyens d'exercer leur droit de regard sur le monde politique, qu'un mode d'exercice du pouvoir qui est parfois dénoncé comme une forme de moralisme naïf (c'est bien ce que l'on veut dire lorsque l'on parle de « boyscoutisme ») soit en réalité une anticipation créatrice d'un état du monde politique où les responsables politiques, sans cesse placés sous le regard de tous, à découvert, seraient contraints d'instaurer cette forme de démocratie directe que rendent possible, paradoxalement, la transparence et l'ouverture du champ politique assurées par un usage démocratique de la télévision.

Prendre la parole

On a beaucoup parlé du silence des intellectuels en des temps où il leur fallait beaucoup de vertu pour ne pas dénoncer à chaque instant, au risque de servir des desseins plus cyniques, les manquements à la vertu civile. Peut-être le moment est-il venu pour eux de prendre la parole, non pour célébrer les pouvoirs, comme on le leur demande d'ordinaire, mais pour participer, avec d'autres, et en particulier les journalistes, à l'exercice de la vigilance civique qui, par la critique et la révélation autant que par l'éloge ou la complicité tacite, contribuerait à instaurer un monde politique où les responsables politiques auraient intérêt à la vertu.

PIERRE BOURDIEU.

Au courrier du Monde

SOLIDARNOSC

Où sont passés nos badges ?

C'était en 1981.

Le badge de Solidarnosc était monté à l'assaut des poitrines. J'en avais acheté et distribué autour de moi, et je le portais partout dans mes déplacements. Il était beau, ce badge aux lettres flottant à l'infini. On le voyait aussi bien au revers du veston des politiques que sur le blouson des ouvriers, le chandail des profs, la chemise des syndicalistes, la veste des employés de banque, le chemisier des hôtesses ou serveuses, le col des journalistes...

Ce n'était pas un gadget, plutôt un signe discret, symbole de changement, porteur d'espoir. Il signifiait une longue histoire, parsemée de drames et de morts tragiques. Solidarnosc bousculait le temps et son badge nous aiguillonnait.

Puis il y eut le coup de force de Jaruzelski, glacé derrière ses lunettes noires, quelques jours avant Noël, le cri poignant d'Edmond Maire révolté, et la Pologne se referma sur elle-même, dans sa nuit informative, comme si les accords de Gdansk n'avaient jamais existé. Nous nous heurtâmes de nouveau à ses frontières.

Les années passèrent. Il restait cette période héroïque au cours de laquelle quelques hommes courageux avaient tenté l'impossible pour leur peuple. La nostalgie chaque année grandissait... Mais on savait que, grâce à sa formidable capacité de résistance, Solidarnosc ne pouvait pas disparaître. On ne raye pas d'un trait une organisation de plusieurs millions de membres en marche sur un chemin nouveau.

Aujourd'hui, Walesa renaît, qui nous a appris à ne jamais baisser la tête. Mon badge est là, ressuscité. Vais-je avoir le courage de le remettre ?

Se multipliera-t-il de nouveau à l'infini ?

Dites : si nous réagrafions nos badges ?

Pour que la Pologne ne fasse plus bégayer l'Histoire.

LOUIS GUINARD
(Arras).

ALGÉRIE

Le sort de Zoulika Zenati

A la suite de la publication dans *le Monde* daté 4-5 septembre d'un article de Georges Marion sur l'affaire Jobic, l'attaché de presse de l'ambassade d'Algérie nous écrit pour protester contre *« le lien que M. Georges Marion tente de suggérer entre l'affaire Jobic et l'Algérie ».* Il ajoute : *« Il n'est pas inutile de rappeler que Zoulika Zenati est une ressortissante algérienne et qu'elle relève, de ce fait, des lois et règlements établis souverainement par son pays. Mais, pour répondre aux interrogations de votre collaborateur, il est bon de préciser que Zoulika Zenati a été convoquée pour une affaire administrative la concernant, régularisée dès vendredi 2 septembre et qu'elle ne fait l'objet d'aucune mesure restrictive en ce qui concerne ses déplacements. »*

[NDLR. — Précisons que, depuis que cette lettre nous a été adressée, la situation de Zoulika Zenati a été réglée et qu'elle a pu revenir en France le 9 septembre.]

TABOU

Armes chimiques

Je ne comprends pas les médias qui condamnent l'Irak pour employer des moyens chimiques pour détruire ses ennemis. On ne parle jamais de ceux qui les fabriquent. Comme si ce sujet était « tabou ». C'est un problème analogue à la drogue. On parle de ceux qui l'utilisent, mais pas de ceux qui en profitent : « dealers et producteurs ».

FRANÇOIS VERGONZANNE
(Castres).

● **PRÉCISION.** — Dans la lettre intitulée *Hommage (le Monde* daté 13 septembre) rappelant le rôle dans le mouvement de *Jeune république,* de M. Gruber, maître verrier récemment décédé, une confusion de notre correspondant a attribué à M. Jean-Jacques Gruber le prénom de son frère Francis. L'hommage en question concernait bien Jean-Jacques. Quant à Francis Gruber, qui fut un peintre de renom, il est mort en 1948, à l'âge de trente-six ans.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27
Télex MONDPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Edité par la SARL *le Monde*

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du *Monde* »,
Société anonyme
des lecteurs du *Monde,*
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, *gérant,*
et Hubert Beuve-Méry, *fondateur.*

Administrateur général :
Bernard Wouts.

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.

Corédacteur en chef :
Claude Sales.

ABONNEMENTS
PAR MINITEL
36-15 – Tapez LEMONDE
code d'accès ABO

Imprimerie du « Monde » 7, r. des Italiens PARIS-IXe

OJD 1987

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037
Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 42-47-99-61.

Etranger

Après la visite de M. Arafat à Strasbourg et sa rencontre avec M. Dumas

Opération charme

STRASBOURG
de notre envoyé spécial

Au second et dernier jour de sa visite à Strasbourg, M. Yasser Arafat s'est livré, mercredi 14 septembre, à une grande opération de charme en direction des Européens comme des Israéliens, affinant l'image de *« l'homme de paix »* qu'il avait présentée mardi devant les députés socialistes européens. La tête couverte de son traditionnel keffieh noir et blanc mais n'arborant pas son non moins traditionnel revolver, il s'est adressé *« à tous les Israéliens, à tous les juifs »* pour leur souhaiter, en hébreu, *« Chana Tova ! »* (Bonne Année !) à l'occasion du Nouvel An juif, dont la date coïncidait avec la venue du chef de l'OLP. Une coïncidence qui a d'ailleurs été fort mal ressentie au sein de la communauté juive française.

« Je souhaite une année de paix », a lancé le responsable palestinien lors d'une conférence de presse à laquelle assistaient plusieurs journalistes israéliens. Souriant, décontracté, M. Arafat s'est déclaré prêt à *« rencontrer tout responsable israélien aux Nations unies, s'il le désire, au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale ou dans l'un des pays membres permanents du Conseil de sécurité ; tout responsable israélien qui serait prêt à le faire dans le cadre d'une conférence internationale ». « Nous proposons la paix à ceux qui la veulent, c'est pourquoi j'ai souhaité bonne année aux Israéliens »*, a-t-il ajouté.

« Bienvenue à l'ami Abie Nathan », s'est-il encore écrié lorsque le militant israélien de la paix – celui que l'on appela *« le pilote de la paix »* pour s'être posé pacifiquement en avion en Egypte en 1968... neuf ans avant le voyage d'Anouar el Sadate à Jérusalem – a fait une apparition surprise. M. Nathan a expliqué qu'il venait d'apprendre qu'il était menacé d'arrestation dans son pays pour avoir rencontré M. Arafat il y a quelques jours à Tunis.

Cette démonstration de charme n'a toutefois pas empêché le dirigeant palestinien de renvoyer abruptement dos à dos le premier ministre israélien, M. Itzhak Shamir, et son adversaire travailliste, M. Shimon Pérès, par cette seule phrase : *« Je cherche un de Gaulle en Israël. »* Un journaliste israélien venait de lui demander à qui allait sa préférence, du Likoud de M. Shamir ou des travaillistes de M. Pérès.

Pas plus que mardi, devant les 165 députés socialistes du Parlement européen, M. Arafat n'a apporté, mercredi, d'éléments nouveaux sur les choix à venir de l'OLP, renvoyant, comme la veille, à la prochaine session du Conseil national palestinien. Il a de nouveau évoqué, mais, cette fois, de façon plus claire que précédemment, les options entre lesquelles le CNP devra choisir *« le mois prochain »* : appel à la protection par l'ONU de la Cisjordanie et de Gaza lorsque les Israéliens s'en seront retirés ou proclamation dès maintenant d'un Etat palestinien sous occupation israélienne et formation d'un gouvernement provisoire.

Cette énumération a été l'occasion pour M. Arafat de lancer un appel à l'Europe pour qu'elle reconnaisse le gouvernement palestinien si celui-ci devait voir le jour. Un appel qui a toutes les chances de ne trouver aucun écho à l'heure actuelle – la question d'une telle reconnaissance n'a même pas été soulevée par M. Arafat lors de son entretien avec M. Dumas, selon l'une des personnes présentes à cette rencontre.

Pour l'« acceptation mutuelle »

Entré par la petite porte, M. Arafat n'en a pas moins pris pied dans l'Europe parlementaire. Invité par le seul groupe socialiste du Parlement européen, le chef de l'OLP n'a pas paru dans le palais même de l'Europe. En lieu et place de tapis rouge, il dut se contenter du marbre de l'immeuble des parlementaires européens, qui abrite les bureaux des députés. Le groupe des démocrates-chrétiens (cent quinze députés) l'a finalement boudé, après avoir longuement hésité. Les libéraux de Mme Veil (quarante-quatre parlementaires) ont protesté contre sa venue. Seuls, à côté des socialistes, qui forment le groupe le plus important, les communistes et les Verts lui ont rendu visite.

Mais il reste que sa visite de mardi et mercredi à Strasbourg a fait tomber un tabou, a permis un *« déblocage »*, selon les termes de parlementaires, le président du Parlement, lord Plumb, un conservateur britannique, n'était pas obligé de le recevoir officiellement. Il l'a tout de même fait malgré les critiques que son geste lui a attirés, notamment des libéraux. Le ministre grec des affaires étrangères, M. Carolos Papoulias, président en exercice du conseil des ministres européen, fit le déplacement pour rencontrer M. Arafat, qui s'entretint également avec M. Claude Cheysson, commissaire européen.

Vint enfin le geste de M. Dumas, qui avait laissé planer le doute jusqu'à mardi. Le ministre français des affaires étrangères et le responsable palestinien se sont entretenus, mercredi après-midi, dans une atmosphère *« très chaleureuse »*, a-t-on souligné de source palestinienne, selon laquelle les deux hommes – qui se sont déjà rencontrés, mais à Tunis – se sont parlé *« de façon très franche »*. M. Arafat, a-t-on précisé de même source, a exprimé à M. Dumas le vœu de l'OLP que *« la France joue un rôle dynamique dans la recherche d'une solution politique »* au Proche-Orient. Peu auparavant, M. Arafat avait évoqué cette rencontre en parlant de *« décision courageuse »* de la part du gouvernement français et avait *« remercié toute personne* [en France] *qui a participé à cette décision, au plus haut niveau »*. Une claire allusion à M. François Mitterrand.

A l'issue de son entretien de quarante minutes, M. Dumas, à qui il n'est pas possible de poser de questions, a lu une déclaration précisant qu'il avait tenu à rencontrer M. Arafat avant la réunion du CNP pour *« lui parler de paix »* et réaffirmer la position de la France : *« Israël a droit à vivre dans des frontières sûres et reconnues ; le peuple palestinien a droit à avoir une patrie et à assumer son destin. (...) Pour atteindre le règlement de paix qui consacrera ces droits, le dialogue entre les parties est nécessaire. Le dialogue suppose l'acceptation mutuelle, la reconnaissance sans équivoque par les Palestiniens qu'Israël puisse et doive vivre dans des frontières sûres, l'acceptation par Israël du droit des Palestiniens à s'exprimer par eux-mêmes et à choisir leur destin. »*

Après avoir évoqué la nécessité d'une conférence internationale, le ministre a ajouté : *« Tout mouvement qui peut conduire le peuple palestinien à reconnaître Israël, à bâtir un programme politique qui soit juste et réaliste, est souhaitable. La France l'encouragera. De même que la France encouragera tout mouvement qui portera les Israéliens à ouvrir le dialogue avec les Palestiniens et à en tirer toutes les conséquences. » « Le moment n'est-il pas venu de faire taire les armes et de donner la parole aux négociateurs ? »*, a conclu M. Dumas.

YVES HELLER.

Jérusalem rejette les « explications » données par Paris

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Il n'y a aucune ouverture dans les propos tenus par M. Yasser Arafat au Parlement européen, et cela rend d'autant plus *« inutile »* l'entretien que le ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas, a accordé au chef de l'OLP. Telle a été – en forme de condamnation sans appel – la réaction des dirigeants israéliens à l'affaire de Strasbourg. Ils y ont ajouté une accusation publique à l'égard de la France, assurant que Paris avait *« promis »* au gouvernement de Jérusalem que M. Dumas ne recevrait pas le dirigeant palestinien.

Dès la rencontre connue, on déclarait de sources officielles, mercredi, 14 septembre qu'Israël avait eu vent des intentions de M. Dumas il y a près de deux mois. *« Nous avons alors pris contact au plus haut niveau avec les autorités françaises »*, ont poursuivi ces sources, sans préciser s'il s'agissait de l'Elysée ou du gouvernement. Les Israéliens craignaient qu'une telle rencontre établisse un *« précédent »* en Europe, a-t-on encore expliqué, tout en affirmant *« avoir obtenu la semaine dernière la promesse »* que M. Arafat ne serait pas reçu par M. Dumas.

Réalisant qu'une telle rencontre allait finalement avoir lieu, *« le gouvernement israélien est de nouveau intervenu au plus haut niveau »*. Ce fut donc en vain et Israël a alors fait savoir qu'il *« n'acceptait pas »* les explications données à Paris – selon lesquelles l'entretien n'a pas eu lieu sur le sol français, mais dans l'enceinte internationale qu'est le Parlement européen.

Ces accusations publiques se veulent d'autant plus sévères que l'on estime sans intérêt les propos tenus par M. Arafat devant le groupe socialiste du Parlement européen. Pour M. Alon Liel, porte-parole du ministère des affaires étrangères, *« ce discours a clairement montré, une fois de plus, que le chef de l'OLP ne peut pas, et vraisemblablement ne veut pas, modifier la politique de son organisation ». « Dans ces circonstances*, a poursuivi M. Liel, *Israël ne comprend pas quel pouvait bien être l'objectif de l'entretien que M. Dumas a accordé à M. Arafat. »*

« Nous ne voyons pas en quoi cette rencontre a pu avoir un effet positif pour relancer le processus de paix » ; pour s'être cantonné, mardi, aux positions traditionnelles de l'OLP, *« M. Arafat ne méritait pas d'être reçu* [mercredi] *par le gouvernement français »*, a dit le porte-parole. A la présidence du conseil, on constate que M. Arafat, sans avoir fait de concessions, a remporté à Strasbourg *« un succès »* diplomatique et médiatique.

M. Pérès en France la semaine prochaine

Le différend avec la France ne devrait pas trop peser sur les relations entre les deux pays ; M. Dumas pourra s'en entretenir, dès la semaine prochaine, à Paris avec son collègue israélien, M. Shimon Pérès. Le quotidien *Maariv* disait avec malice : *« Que trouver à redire à la France quand des Israéliens eux-mêmes rencontrent M. Arafat ? »*

Dans les territoires occupés – où une dizaine de Palestiniens ont été blessés par balles mercredi, – les réactions au discours de M. Arafat sont peu tranchées. Chacun y a trouvé ce qu'il voulait. Un nationaliste modéré proche de l'OLP comme l'avocat Fayez Abou Rahmeh y voit *« une étape importante pour combler le fossé entre Israéliens et Palestiniens »* ; le journaliste Jack Khazno, de la même tendance, se félicite que M. Arafat ait *« pour la première fois mentionné nommément Israël et exprimé sa volonté de négocier avec lui »*. Chez les Palestiniens plus radicaux – ceux qui sont opposés à une évolution vers une reconnaissance d'Israël – on était tout aussi satisfait, précisément parce que M. Arafat n'a, semble-t-il, pas fait un pas dans le sens qu'ils redoutent.

ALAIN FRACHON.

Le ministre des affaires étrangères français se rend à Prague

M. Roland Dumas était attendu jeudi 15 septembre à Prague pour une visite officielle de trois jours en Tchécoslovaquie. Le ministre des affaires étrangères devait être accueilli par son collègue, M. Chnoupek, et s'entretenir avec le président Husak, puis avec M. Strougal, président du gouvernement fédéral. Il devait rencontrer vendredi le secrétaire général du parti, M. Jakes, avant de partir pour Brno, où il visitera les stands des quarante-sept exposants français à la Foire internationale de construction mécanique, et sera l'hôte d'un déjeuner offert par le ministre tchécoslovaque du commerce extérieur, M. Sterba. M. Dumas rencontrera le lendemain Mgr Tomasek et se réserve une partie de la matinée de samedi pour des entretiens privés avec des dissidents.

Le programme comporte une importante partie culturelle. Jeudi, les deux ministres des affaires étrangères devaient signer un échange de lettres sur l'enseignement des langues. Une visite est prévue à l'université de Prague.

A partir de 1968 et pendant une dizaine d'années les contacts politiques entre les deux pays ont été pratiquement inexistants. En 1979 encore, M. François-Poncet avait annulé un projet de voyage à Prague après la condamnation du dissident Vaclav Havel, et M. Dumas fut, en mai 1985, le premier chef de la diplomatie française à être reçu officiellement dans la capitale tchécoslovaque après cette période « glaciaire ». Il y fut suivi en 1987 par MM. Noir, Bariani et Madelin, dont la visite marqua la reprise de relations économiques plus actives.

Les échanges commerciaux entre les deux pays restent cependant à un niveau très bas (2,6 milliards de francs en 1987 ; la France exporte vers ce pays six fois moins que la RFA, moins que l'Autriche, mais aussi que l'Italie et la Grande-Bretagne).

C. T.

L'utilisation d'armes chimiques contre les Kurdes irakiens

Ankara juge « inopportun » l'envoi en Turquie d'une mission d'enquête

La Turquie a estimé, mercredi 14 septembre, *« inopportun »* et *« négatif »* l'envoi éventuel par l'ONU d'une commission d'enquête sur l'utilisation par l'Irak d'armes chimiques contre les Kurdes qui se sont réfugiés en Turquie.

Le porte-parole du ministère turc des affaires étrangères, M. Inal Batu, a déclaré que *« les médecins experts turcs ont déjà examiné soigneusement les réfugiés du nord de l'Irak et n'ont constaté aucune trace de blessure causée par des armes chimiques »* et que le gouvernement d'Ankara avait *« confiance dans ses médecins »*. En cas d'initiative officielle de l'ONU pour envoyer en Turquie une mission d'experts, Ankara *« estimera que cette initiative serait inopportune et négative »*, a indiqué M. Batu. D'autre part, il a précisé que les réfugiés étaient *« en résidence temporaire en Turquie »* et qu'aucune décision n'avait encore été prise quant à leur sort définitif.

Par ailleurs, cinq des six pays membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG) ont apporté leur soutien à Bagdad. L'Arabie saoudite, Bahreïn, le Koweït, les Emirats arabes unis et Qatar ont ainsi condamné la *« campagne »* menée contre l'Irak *« frère »*. Mercredi soir, Oman n'avait toujours pas réagi aux accusations portées contre le régime irakien. – *(AFP.)*

La fin du voyage du chef de l'Etat tunisien en France

« Le courant est passé » entre M. Mitterrand et M. Ben Ali

Le président Ben Ali a quitté Paris dans la matinée du jeudi 15 septembre au terme d'une visite de trois jours dont il est *« pleinement satisfait »*, dit-on dans son entourage. L'objet des visites d'Etat n'est généralement pas de prendre sur le champ des décisions sur les dossiers techniques, mais de faciliter la compréhension au niveau des présidents. Celle-ci a permis au successeur de M. Bourguiba de mieux se faire connaître de M. Mitterrand avec lequel c'était son premier contact direct. *« Le courant est passé »*, selon le ministre des affaires étrangères, M. Abdelhamid Escheikh.

Ce séjour en France avait avant tout valeur de symbole. Il s'agissait de montrer que le nouveau régime, plus soucieux que le précédent de préserver les valeurs nationales, était au moins aussi capable que lui d'entretenir de bons rapports avec l'ancienne puissance coloniale. C'est apparemment chose faite : mercredi soir, de nombreuses personnalités politiques, des représentants des corps constitués, le monde culturel et économique, se pressaient dans les salons de l'ambassade de Tunisie, où le président Ben Ali offrait une réception.

En se rendant en pèlerinage à Coëtquidan, le chef de l'Etat tunisien a montré que le nationalisme pouvait se concilier avec une fidélité sans inhibition à l'égard de ses amis français. C'est dans le domaine militaire qu'une des principales requêtes tunisiennes sera exaucée : la France s'est engagée à compléter la couverture radar du pays. Une mission va prochainement étudier les aspects techniques et financiers de l'affaire, des consultations avec les partenaires européens étant nécessaires en matière de facilités de crédit. En revanche, il n'est pas question pour le moment de remotoriser une partie des blindés tunisiens.

Contrairement à ce qu'on pouvait espérer, la question de la diffusion en direct d'une chaîne de télévision française en Tunisie n'est pas réglée. Il n'est pas certain que TF 1 sera retenu après la mise en service du satellite TDF 1. *« Franco-française »* par excellence, cette affaire compliqué n'est toujours pas tranchée. Il est acquis en revanche que Paris apportera différents concours à l'amélioration de la chaîne nationale tunisienne et aussi de la deuxième chaîne en langue française créée en 1983. Puisque la décision de principe de la diffusion d'une chaîne française reste acquise, les Tunisiens ont fait valoir qu'il fallait améliorer leur propre télévision pour ne pas susciter une désaffection du public qui créerait une situation malsaine.

D'une façon générale, le président Ben Ali a plaidé pour une meilleure adaptation de l'aide de la France aux besoins de son pays. Des engagements ont été pris en matière économique et financière. Le secteur privé est aussi concerné. M. Ben Ali, qui a fait adopter en Tunisie des mesures encourageant les investissements privés – nationaux ou étrangers, – souhaitait que *« le gouvernement français, de son côté, fasse le nécessaire pour sensibiliser les opérateurs »*. Paris pourrait décider de donner des encouragements d'ordre fiscal et de faciliter l'octroi de prêts bonifiés. La question est vaste et complexe. On a donc décidé la création d'un comité de réflexion...

J. de L.G.

● **Retour d'un dirigeant islamiste à Tunis.** – L'un des dirigeants du Mouvement de la tendance islamique (MTI-principal mouvement intégriste), M. Hamadi Jebali, condamné par coutumace il y a un an à la peine capitale, est rentré à Tunis sans entraves, a-t-on appris mercredi 14 septembre auprès d'un de ses avocats. Ceux-ci avaient auparavant placé une demande d'opposition au jugement de la Cour de sûreté de l'Etat, juridiction d'exception, que le président Ben Ali a dissoute. Cette juridiction examinera la demande le 20 septembre. Un autre responsable du MTI, M. Abdel Fattah Mourou, secrétaire général de cette formation, devrait rentrer à Tunis dans les prochains jours. – *(AFP.)*

Le pèlerinage à Coëtquidan

COËTQUIDAN
de notre envoyé spécial

Toujours prêts à partir ensemble pour les exercices de nuit, ils étaient trois camarades inséparables – Zine El Abidine Ben Ali, Habib Ammar, Abdelhamid Escheikh – parmi la vingtaine de Tunisiens de la promotion Bourguiba envoyés parfaire leur formation militaire à Coëtquidan en 1956, l'année de l'indépendance.

Devenu président de la République, le premier a choisi les deux autres respectivement comme ministre de l'intérieur et comme ministre des affaires étrangères, et, hôte de la France, il a voulu revoir son école avec ses compagnons de jeunesse.

Un ciel plombé pèse sur la lande bretonne, mercredi 14 septembre, quand l'hélicoptère qui les amène de Rennes, en compagnie notamment de M. Chevènement, ministre de la défense, se pose à proximité de la cour Rivoli, où sont rendus les honneurs devant la statue de « Marceau, général à vingt-trois ans ».

Après de Gaulle

Longue esplanade, bâtiments modernes : l'illustre visiteur ne peut pas reconnaître son école. Il y a trente-deux ans, « Coët », installé ici en 1945, après que les bombardements alliés de l'été 1944 eurent détruit les bâtiments antiques de Saint-Cyr, n'était pas encore le grand ensemble fonctionnel construit en 1962.

« Coët » aujourd'hui, c'est, en fait, plusieurs écoles (Ecole spéciale militaire de Saint-Cyr, Ecole militaire interarmes, Ecole militaire du corps technique et administratif). On y voit des femmes en uniforme, et une cinquantaine d'étrangers, presque tous originaires d'Afrique francophone, sont inscrits.

Une petite troupe impeccable a été mobilisée pour l'accueil, mais la venue de l'ancien élève devenu chef d'Etat – après le maréchal MacMahon, le roi Pierre Ier de Serbie (promotion 1864), le général Gilles, président du Paraguay (promotion 1968), le prince Louis de Monaco (promotion 1893) et, bien sûr, le général de Gaulle – ne perturbe pas la vie ordinaire du camp.

On fait le parcours du combattant derrière la statue de Kléber. Dans une carrière, des cavaliers se livrent à un exercice de haute école.

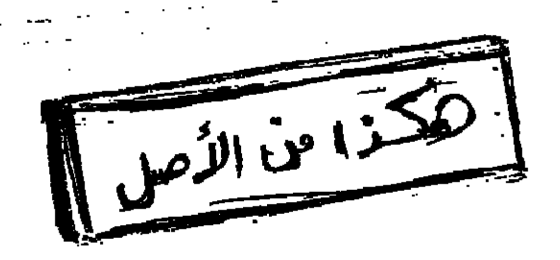
Par l'avenue du Chemin-des-Dames, on se rend au cercle des officiers. Pendant le déjeuner, le général Ben Ali raconte ses propres parcours du combattant et les non moins terribles revues de tenues en pleine nuit. Il tient à voir le seul site qui n'ait guère changé, un terrain de parade devant l'ancien poste de commandement devenu le pavillon des EOR.

Les chefs français ont eu un petit problème : les archives de l'année 1956 ont disparu, et il est impossible de retrouver des traces précises du passage du président, dont un général âgé a toutefois conservé la mémoire. Au *« musée du souvenir »* cependant, on lui offre un album de photos de l'époque avec une plaquette sur les Cyrards : *« Ils s'instruisent pour vaincre. »*

Congratulations finales devant les cadeaux de l'invité au musée : un pistolet du dix-huitième siècle, notamment. Les hélicos attendent déjà pour la course contre la montre vers Paris.

Sur le livre d'or, le successeur de Bourguiba a écrit : *« Je ne retrouve plus mon îlot B, mais Kléber est toujours là, le casoar aussi, symbole de l'éternelle tradition cyrarde à laquelle je suis fier d'appartenir. »*

J. DE LA GUÉRIVIÈRE.



هكذا من الأصل

Diplomatie

La réforme de l'UNESCO

Les « petits pas » de M. Mayor ne font pas tous l'unanimité

L'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture vient de lancer à Paris la Décennie mondiale du développement culturel 1988-1997, dont l'idée a été approuvée il y a quelque vingt mois par l'Assemblée générale de l'ONU à New-York et qui a pour but, selon M. Federico Mayor, de *« remettre la culture à sa vraie place »*. La première, dans son esprit.

Le directeur général de l'UNESCO a profité de ce lancement pour mettre en circulation, lors d'un discours prononcé lundi 12 septembre, l'idée qui lui est chère de nommer auprès de lui un « Conseil mondial de la culture ». Ce projet, s'il séduit nombre d'intellectuels, ne suscite guère l'enthousiasme des gouvernements, car sa réalisation réduirait sans doute le rôle du Conseil exécutif de l'organisation.

Depuis la fondation de l'UNESCO, en 1945, et jusqu'à la réforme de 1954 voulue par les Etats-Unis, les membres du Conseil étaient surtout des savants et des penseurs, choisis pour leurs qualités propres. Depuis lors, ils sont généralement des fonctionnaires désignés par leurs administrations nationales, puis élus par le conseil pour la forme. Ainsi, aujourd'hui, s'agissant de la France, c'est la même personne – Mme Marie-Claude Cabana – qui est à la fois ambassadrice près l'organisation et membre de son Conseil exécutif...

Des projets plus avancés de M. Mayor suscitent d'autres remous. Ainsi sa décision de nommer bientôt directeur de la division des droits de l'homme et de la paix un juriste polonais, M. Januz Symonides (quarante-neuf ans), *« fonctionnaire sans grand relief, proche du régime de Varsovie »*, assurent ses détracteurs. L'entourage du directeur fait valoir, au contraire, que *« le candidat est à mi-chemin de son gouvernement et des opposants et qu'aucun ressortissant des pays communistes n'avait jamais occupé cette direction »*. M. Mayor a lui-même déclaré : *« Il est inadmissible de prétendre que les droits de l'homme sont une exclusivité des Occidentaux. Ce sont, au contraire, des gens qui ont eu à souffrir dans ce domaine qui sont particulièrement qualifiés pour s'en occuper. »*

Autre mesure décidée par le directeur général et assez contestée : l'éclatement en deux postes de même rang de la fonction de directeur général adjoint – le numéro deux de l'UNESCO, – actuellement occupée par un diplomate français, M. Michel De Bonnecorse. Celui-ci sera prochainement remplacé par M. Edouardo Portella, ancien ministre brésilien de l'éducation, qui prendra en charge les programmes de l'organisation, et par M. Charma, qui quittera ses responsabilités de directeur adjoint d'Air India pour s'occuper de la gestion de l'UNESCO.

Les déplacements de M. Mayor à travers la planète, presque aussi fréquents mais généralement plus brefs que ceux de son prédécesseur, M. Amadou Mahtar M'Bow, provoquent également maintes questions.

Nombreux sont enfin les délégués du tiers-monde, principalement ceux d'Etats islamiques, qui reprochent vertement à M. Mayor d'avoir, lors d'une allocution prononcée au cours d'un symposium culturel à Lisbonne, placé la création d'Israël parmi les réalisations majeures de l'humanité depuis 1945, au même titre que les Nations unies, le plan Marshall et la Déclaration universelle des droits de l'homme, et cela sans mentionner la décolonisation.

Il est, en revanche, un domaine où la politique des petits pas choisie par M. Mayor réalise la quasi-unanimité place Fontenoy : la réorganisation de l'Office d'information du public, auquel s'adressent en particulier les journalistes. Sous la férule d'un haut fonctionnaire yougoslave, M. Léon Davico, ce service, longtemps déficient, est aujourd'hui nettement plus efficace.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

Asie

BIRMANIE : les manifestations à Rangoun

L'opposition cherche à obtenir une transition pacifique vers la démocratie

BANGKOK
de notre envoyé spécial

Tandis que Rangoun était de nouveau complètement paralysée mercredi 14 septembre et que des manifestations monstres contre le régime s'y déroulaient, les chefs de l'opposition ont tenté une nouvelle fois d'obtenir un dénouement pacifique de la crise. Mais, dans la soirée, rien n'indiquait encore, selon des sources diplomatiques, que le gouvernement actuel était prêt à céder la place à un gouvernement intérimaire, ainsi que l'exige les manifestants.

La tension a encore monté d'un cran au cours d'une manifestation qui a réuni des centaines de milliers de gens dans le centre de la capitale. Les étudiants, de mieux en mieux organisés, s'impatientent chaque jour davantage. Les slogans se durcissent. Le ravitaillement fait de plus en plus défaut. Mercredi, tous les commerces étaient fermés à Rangoun. Une nouvelle fois, bonzes, ouvriers des entreprises d'Etat, écoliers, policiers et pilotes de la compagnie nationale aérienne s'étaient joints aux étudiants. Les services d'ordre, de plus en plus efficaces, canalisaient cette foule qui dénonçait le *« fascisme »* du BSPP, le parti unique, dont elle réclame, depuis des semaines, la dissolution.

Les trois personnalités les plus en vue du mouvement – les anciens généraux Aung Gyi et Tin U, ainsi que Mme Aung San Suu Kyi – ont toutefois adjuré les étudiants de patienter encore de deux à trois jours afin de leur donner une dernière chance d'obtenir du président Maung Maung une transition pacifique du pouvoir. Dans la soirée de mercredi, elles ont également fait savoir qu'elles reportaient d'autant leur projet de gouvernement intérimaire pour ne pas former une administration *« parallèle »*. En bref, elles s'accrochent à l'espoir, si mince soit-il, d'un transfert dans l'ordre du pouvoir.

Mais, depuis son discours du 10 septembre, dans lequel il a renoncé au système de parti unique et annoncé des élections générales, M. Maung Maung est demeuré muet. On ignore tout des tractations qu'il peut conduire avec les éléments les plus durs de l'armée demeurés fidèles au général Ne Win. Comme les jours précédents, les militaires conservent un profil bas à Rangoun, y laissant défiler une population de plus en plus exaspérée. Selon des informations difficiles à recouper, la *« justice populaire »* y aurait tranché encore quelques têtes de pillards ou de provocateurs.

Selon des diplomates en poste à Rangoun, tous les scénarios demeurent concevables. Si le pouvoir a misé sur un essoufflement de l'insurrection, il s'est lourdement trompé. Il peut donc soit céder, soit préparer un mauvais coup, avec de terribles conséquences et en sachant que, de toute manière, l'époque de Ne Win est révolue. Mais, de l'avis général, l'impasse actuelle ne peut s'éterniser.

Les deux raffineries de Rangoun sont maintenant fermées depuis plus d'un mois. Le prix du riz a décuplé. Même les ambassades sont contraintes de se ravitailler au marché noir. Faute de transport – trains, camions, autobus, – les denrées de première nécessité se font de plus en plus rares. Pour l'instant, la Birmanie et ses quelque trente-huit millions d'habitants continuent de sombrer par la volonté d'une poignée de généraux qui, visiblement, n'ont pas encore renoncé à leurs exorbitants privilèges passés et tiennent, jusqu'à nouvel ordre, l'essentiel de leur troupe.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

Afrique

Le voyage de Jean-Paul II en Afrique australe

L'escale imprévue du pape à Johannesburg

JOHANNESBURG
de notre envoyé spécial

Ce devait être une simple et gentille tournée pastorale, légèrement pimentée certes, mais le quatrième voyage africain de Jean-Paul II a brutalement versé, le 14 septembre, d'abord dans l'imprévu puis dans le cauchemar.

Quatre hommes sont morts déchiquetés par des balles de mitraillette, mardi à Maseru, la capitale du Lesotho, lors d'une prise d'otages de soixante et onze personnes, dont huit religieuses et une quarantaine d'enfants. Tous ces gens n'avaient, ce jour-là, qu'un point en commun : ils voulaient voir le pape.

La journée avait commencé dans la bonne humeur, et les flon-flon africains, à l'aéroport de Gabarone, avaient clôturé dans la fête le séjour papal au Botswana, marqué *« par la courtoisie et l'affection »* d'une des nations les plus douces de la terre.

Le Boeing-707 de Jean-Paul II et de sa suite devait s'envoler à 9 heures. Un quart d'heure avant, une tempête s'étant abattue sur Maseru, étape suivante du programme du voyage, le départ, annonça-t-on, était retardé d'*« demi-heure »*, puis très vite d'*« une heure au moins »*. A 9 h 15, cependant, l'appareil décolle. *« Etrange »*, se dit-on. 10 heures : à l'approche du petit royaume montagneux d'Afrique australe, les turbulences secouent les passagers dans leur fauteuil.

L'avion descend jusqu'à 700 mètres, mais rien à faire, c'est la purée de pois. On apprendra plus tard que, deux radios étant en panne, il était impossible d'atterrir sur l'aéroport de Maseru sans risquer la vie des passagers. 10 h 25 : M. Joachim Navarro, le porte-parole du Vatican, fait savoir que l'avion se déroute sur Johannesburg. Une salve d'applaudissements salue cette nouvelle. Les soixante-dix journalistes qui accompagnaient Jean-Paul II – pour la plupart spécialiste des questions religieuses – sont contents. Depuis le temps qu'on leur parle de *« ce diable de pays d'apartheid »*, ils vont enfin l'apercevoir.

Plus tard, le pilote d'Air Zimbabwe (1) viendra expliquer que le mauvais temps règne aussi au Swaziland et au Mozambique. Il a choisi *« personnellement »* Johannesburg.

« Le pape avait promis de visiter l'Afrique du Sud lors d'un séjour prochain », constate son porte-parole. *Eh bien, voilà, le moment est venu.* Quant à Jean-Paul II, il a lui-même ce mot : *« Voilà qui n'était pas prévu au programme ! »* Avant que son avion ne soit dérouté vers Johannesburg, il avait envoyé un message radio au président Pieter Botha. *« En survolant le territoire sud-africain, je présente mes salutations respectueuses à Votre Excellence et je prie pour la paix et le bien-être de tous les habitants de votre pays. »*

Le déjeuner privé du pape et de M. « Pik » Botha, ministre sud-africain des affaires étrangères, dans un salon de l'aéroport, fut empreint de *« cordialité »*, selon Pretoria, puis Jean-Paul II traversa 550 kilomètres de terre sud-africaine. Le pape et son entourage dans une limousine du *« gouvernement de l'apartheid »* et toute sa suite religieuse et journalistique installée dans trois luxueux autocars, fournis, protégés, alimentés par le même gouvernement.

Quand il s'agit de faire bonne figure pour l'image et la réputation de leur pays, les Sud-Africains savent être efficaces. En deux heures, tout avait été minutieusement organisé. Personne ne l'a dit, mais il y avait, c'est certain, un petit air de revanche dans l'air, mardi après-midi, à Johannesburg.

Avertis par leur radio nationale, de nombreux Sud-Africains blancs étaient venus attendre le pape à sa sortie de l'aéroport, ce pape qui avait prévu de tourner autour du pays sans jamais – cette année, du moins – y mettre les pieds.

M. « Pik » Botha, qui a le sens de la formule, et de l'à-propos à revendre, commenta : *« C'était écrit. Le chef de l'Eglise universelle se devait de venir en Afrique du Sud. »* Oh, bien sûr, ce n'était pas une visite apostolique. *« Pourquoi n'a-t-il pas baisé la terre sud-africaine à son arrivée ? »*, nous demanda avec de vrais sanglots dans la voix, une jolie blonde, catholique pratiquante. *« Le Saint-Père avait besoin d'un endroit sûr pour atterrir, et nous avons le privilège de pouvoir lui rendre ce service »*, expliqua gravement le ministre, cachant mal sa jubilation.

« Nous avons évoqué avec Sa Sainteté, que j'ai déjà eu l'honneur de rencontrer deux fois (au Vatican), tous les problèmes de la région. Je lui ai parlé de nos efforts en faveur de la paix et du récent voyage de notre président au Mozambique et au Malawi. Comme d'habitude, le pape a montré une grande connaissance de la géopolitique de cette région », a précisé M. Botha.

Immortalisée par les photographes sud-africains, la poignée de main du pape et d'un dirigeant de Pretoria dans l'aéroport Ian Smuts à Johannesburg a fait le tour du monde. Et les images de ce cortège, un convoi insolite sur une autoroute d'Afrique du Sud, fonçant avec une demi-douzaine de voitures de police, girophares allumés et toutes sirènes hurlantes en direction du Lesotho, ces images-là aussi feront longtemps jaser dans toute l'Afrique.

« Toute l'affaire sent la manipulation », nous dira, à Maseru, un diplomate occidental, résumant ainsi l'opinion de ses collègues. Mais, les autorités de Pretoria, qui ont su saisir l'occasion qui leur était offerte – ce sont les mêmes policiers sud-africains qui ont encore assuré la sécurité du cortège papal jusqu'à 30 kilomètres à l'intérieur des frontières du Lesotho – commanderaient-elles aussi aux éléments ?

PATRICE CLAUDE.

(1) Bien que les vols au départ de Rome aient toujours lieu sur Alitalia, une fois sur place, le pape a l'habitude d'utiliser les lignes locales pour se déplacer d'étape en étape.

Dans la zone des tempêtes...

Ce n'est pas la première fois qu'une visite du pape provoque directement ou indirectement des incidents sanglants. Des bousculades avaient causé la mort de neuf personnes le 4 mai 1980 à Kinshasa (Zaïre). Deux mois plus tard, le 9 juillet 1980, un accident identique endeuille la visite de Jean-Paul II au Brésil : sept fidèles meurent piétinés à Fortaleza. Le 3 avril 1987, à la suite de manifestations anti-Pinochet, des émeutes vont faire deux cents blessés au stade O'Higgins de Santiago-du-Chili, où le pape était en train de célébrer la messe. En trente-neuf voyages, c'est cependant la première fois que se déroule une prise d'otages liée à une visite de Jean-Paul II.

Par deux fois en revanche, en raison du mauvais temps, son avion avait dû être détourné : le 20 septembre 1984, il n'avait pu se poser à Fort-Simpson, dans le pays indien, au nord du Canada, et il avait fait escale à Yellowknife avant de regagner Rome. Retour de l'Inde, le 10 février 1986, l'avion pontifical était également dérouté vers Naples, l'aéroport de Rome étant enneigé. Le fait que le pape soit obligé d'atterrir dans un pays qu'il n'avait pas prévu de visiter – ici l'Afrique du Sud – est cependant sans précédent.

H. T.

Le rite zaïrois autorisé par le Vatican

Les partisans de l'« inculturation » des rites liturgiques en Afrique viennent de gagner à Rome une vieille bataille : celle du rite liturgique zaïrois. « *On a christianisé l'Afrique. Il faut maintenant africaniser le christianisme* », a coutume de dire le cardinal Malula, archevêque de Kinshasa. La Curie romaine vient seulement de reconnaître, par un décret de la Congrégation du culte divin publié le mercredi 14 septembre, des pratiques liturgiques en vigueur depuis le début des années 60-70 dans l'ouest et le nord du Zaïre.

Les prêtres et les fidèles se voient officiellement autorisés à danser pendant la messe, à accompagner la prière, dit le texte du Vatican, « *de mouvements du corps selon les rythmes traditionnels du peuple* ». Le tam-tam et le gong vont pouvoir remplacer l'harmonium et les clochettes. Dans la litanie des saints, les fidèles pourront invoquer leurs « *ancêtres au cœur droit* ».

D'autres innovations – comme la lance d'apparat au pied de la croix – n'ont pas été retenues. On ne touche pas non plus, bien sûr, au pain et au vin, contrairement au souhait de ceux qui veulent introduire d'autres substances – le mil, par exemple – dans le sacrifice eucharistique.

Prise d'otages à Maseru : quatre morts

MASERU (Lesotho)
de notre envoyé spécial

Le cortège papal était passé à 800 mètres de l'endroit depuis un quart d'heure à peine, au centre de Maseru, quand un déluge de mitraille s'abattit sur l'autobus. Quatre membres d'un commando sud-africain blanc, visage noirci à la suie, s'engouffrèrent armés dans le véhicule. A l'intérieur, il y avait une douzaine de blessés et quatre cadavres : ceux de trois « terroristes » et celui d'un otage.

L'autobus rempli de pèlerins sud-africains, en route pour la messe de Jean-Paul II à Maseru, avait été détourné, la veille au soir, sur la frontière entre le royaume du Lesotho et le Transkeï, un bantoustan noir de la république blanche. Comment était-il arrivé là, garé devant les grilles de l'ambassade britannique, au cœur de Maseru ? Mystère ! Les pirates, auxquels l'ambassadeur britannique avait refusé de pénétrer avec leurs otages dans l'enceinte de la mission diplomatique, ne voulaient, semble-t-il , qu'une chose : avoir un entretien avec Jean-Paul II, faute de quoi ils allaient « tuer les otages ».

Qui étaient-ils et quelles étaient leurs intentions finales ? L'interrogatoire du seul survivant du commando, composé de quatre hommes, devrait éclairer les enquêteurs. Mais d'ores et déjà, les autorités locales accusent l'Armée de libération du Lesotho (LLA), branche militaire de l'ancien Bechuanaland Congress, un parti politique éliminé de la vie publique basotho par les deux régimes dictatoriaux qui se sont succédé à Maseru depuis 1970, quatre ans après l'indépendance accordée par Londres.

Soutenue jusqu'en 1986 par Pretoria – car l'ancienne dictature du « chef » Jonathan était devenue au fil des ans anti-sud-africaine – la LLA s'est retrouvée, après le coup d'Etat militaire d'il y a deux ans face à deux ennemis : le gouvernement local et son puissant allié sud africain.

Les forces armées de Pretoria, qui entretiennent une présence discrète mais permanente au Lesotho depuis cette époque, sont bien, malgré les dénégations officielles, à l'origine de l'assaut lancé contre le véhicule. Et c'est leur antenne médicale qui donnait encore des soins aux blessés légers une heure après le dénouement du drame dans la cour même de la mission britannique.

Apparemment, Jean-Paul II n'a été tenu au courant de rien et est allé se coucher, mardi soir, sans avoir à connaître du drame. Après avoir célébré la messe à Roma, une petite ville à 25 kilomètres de Maseru, devant moins de six cents pèlerins – sur le million de Sud-Africains attendus au Lesotho pour la visite papale, seuls quelques dizaines de milliers s'étaient présentées aux frontières, – le Saint-Père est rentré à Maseru avec sa suite. On s'attendait, jeudi matin, à une déclaration officielle du Vatican, après la visite d'un prélat romain au chevet des blessés à l'hôpital local.

Apogée religieuse de cette tournée pastorale avec la béatification, jeudi, d'un missionnaire français, le Père Joseph Gérard, mort au siècle dernier. L'étape du Lesotho a mal commencé !

P.C.

Les catholiques majoritaires au Lesotho

Superficie : 30 344 km², enclavés dans l'Afrique du Sud.

Population : 1 560 000 habitants. Capitale : Maseru.

Situation religieuse : la population est très majoritairement chrétienne (90 %). Les premiers missionnaires étaient des presbytériens, établis dès 1822. Les protestants représentent 30 % de la population chrétienne, dépassés par les catholiques arrivés plus tard (43 % environ, soit 653 000).

Le clergé est surtout composé de missionnaires OMI (Oblats de Marie Immaculée), y compris l'évêque du seul diocèse de Maseru. C'est l'un d'entre eux, le Père Joseph Gérard, né en 1831 près de Nancy et mort en 1914 au Basutoland que le pape doit béatifier au cours de sa visite au Lesotho.

Réfugiés au consulat américain

Les trois militants anti-apartheid refusent l'offre de liberté aux autorités

JOHANNESBURG
de notre correspondant

Les autorités sud-africaines ont assuré, le mercredi 14 septembre, que les trois personnalités de l'UDF (Front démocratique uni) réfugiées depuis la veille au consulat général américain de Johannesburg étaient libres de leur mouvement et qu'elles ne retourneraient pas en prison. Murphy Morobe, Vusi Khanyile et Mohammed Valli Moosa s'étaient échappés de l'hôpital général de Johannesburg, où ils recevaient des soins de physiothérapie (*le Monde* du 15 septembre).

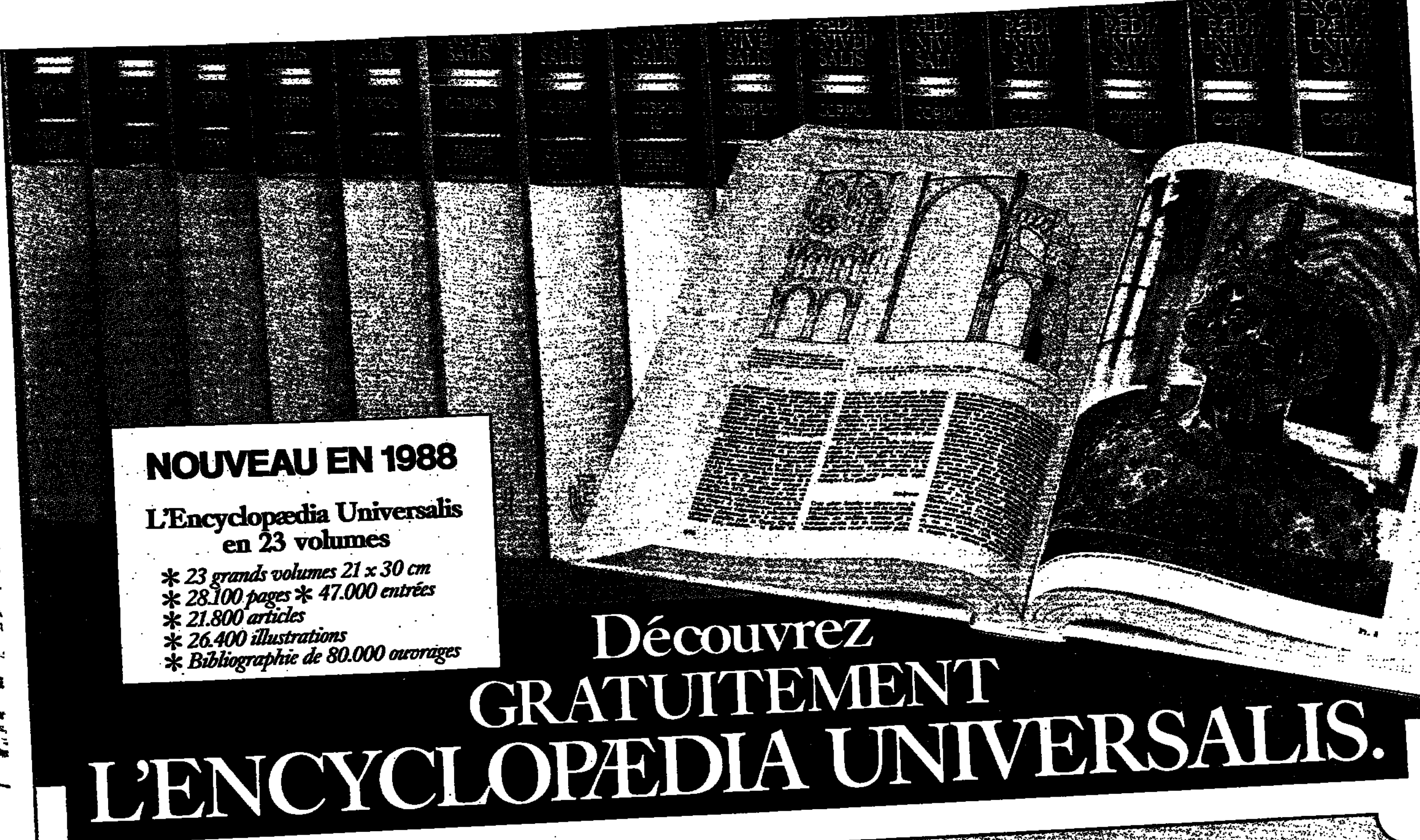
Le ministre des affaires étrangères, M. « Pik » Botha, et le porte-parole de la police ont donné leur assurance que les trois hommes ne seraient pas à nouveau appréhendés s'ils quittaient le consulat. Selon le minsitère des affaires étrangères, un accord aurait été conclu en ce sens entre les gouvernements américain et sudafricain. Les autorités ont même affirmé que leur libération était en cours d'examen au moment de leur évasion.

Les trois militants anti-apartheid ont refusé l'offre de liberté des autorités sud-africaines. Dans un communiqué rendu public par leurs avocats, ils déclarent que leur geste est un *« appel à tous les Sud-Africains et à la communauté internationale pour qu'ils ne permettent pas que l'on oublie le sort des prisonniers politiques »*. Pour deux d'entre eux, les militants étaient détenus sans inculpation depuis quatorze mois, et, pour Vusi Khanyile, depuis vingt et un mois.

M. B.R.

● **MAURITANIE : condamnations au procès des « baasistes ».** – La Cour spéciale de justice de Nouakchott a prononcé, mercredi 14 septembre, treize peines d'emprisonnement ferme – six à cinq ans, cinq à quatre ans, une à trois ans et une à deux ans – contre des opposants accusés de participation à une entreprise de démoralisation de l'armée, enrôlement de soldats pour le compte d'une puissance étrangère non identifiée et non-dénonciation d'activités subversives. Au nombre des condamnés figurent les ex-capitaines de la garde nationale, Moctar Ould Salek, Mohamed Mehmoud Ould El Hadj, Mohamed Hafed Ould Mohamed Lemine et l'ex-lieutenant Mohamed Said Ould Houssein, l'avocat Mohamed Ould Badah, le professeur Memed Ould Ahmed et le journaliste Bredeilleil, ancien ministre de l'information.

La cour a prononcé trois acquittements. Les accusés étaient réputés appartenir à un mouvement baasiste pro-irakien, interdit. Dix avocats ont assuré leur défense, en présence de deux observateurs de la Commission internationale des juristes et d'Amnesty International. – (Reuter.)



NOUVEAU EN 1988

L'Encyclopædia Universalis en 23 volumes

- *23 grands volumes 21 x 30 cm*
- *28.100 pages* ✻ *47.000 entrées*
- *21.800 articles*
- *26.400 illustrations*
- *Bibliographie de 80.000 ouvrages*

Découvrez GRATUITEMENT L'ENCYCLOPÆDIA UNIVERSALIS.

L'Encyclopædia Universalis n'étant pas vendue en librairie, nous aimerions vous envoyer gratuitement, par la poste, une brochure de 32 pages en couleurs, claire et complète. Et cela sans aucun engagement pour vous.

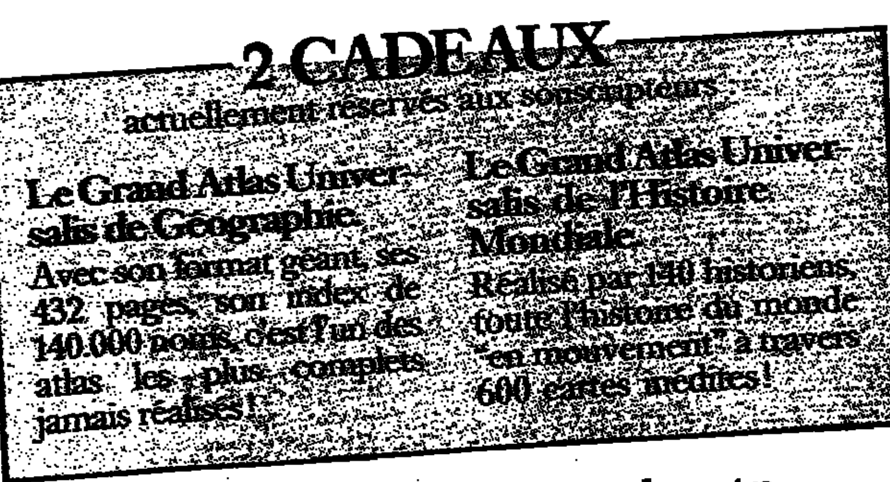
Vous pourrez ainsi découvrir la nouvelle collection de L'Encyclopædia Universalis en 23 volumes – la plus grande, la plus complète et la plus actuelle des grandes encyclopédies françaises.

En plus de sa récente mise à jour, en effet, elle s'est enrichie d'un 23ᵉ volume qui augmente encore sa nouveauté.

Vous ferez connaissance avec les 4.000 savants qui ont conçu L'Encyclopædia Universalis : Prix Nobel, membres de l'Institut, académiciens, historiens, chercheurs, sommités médicales...

Vous comprendrez comment sa structure en trois parties, unique en France, vous permet de choisir votre propre cheminement dans cette masse immense d'informations.

Vous mesurerez, enfin, tout l'intérêt du service exclusif d'actualisation annuelle, qui permet à L'Encyclopædia Universalis de ne jamais vieillir.



2 CADEAUX
actuellement réservés aux souscripteurs

Le Grand Atlas Universalis de Géographie.
Avec son format géant, ses 432 pages, son index de 140.000 noms, c'est l'un des atlas les plus complets jamais réalisés !

Le Grand Atlas Universalis de l'Histoire Mondiale.
Réalisé par 140 historiens, toute l'histoire du monde "en mouvement" à travers 600 cartes inédites !

Vous pouvez également demander votre documentation gratuite par Minitel.



CFL-Encyclopædia Universalis, 4 rue Galilée, 75782 PARIS Cedex 16.



◀ GRATUIT, une passionnante documentation.

Elle vous indiquera également tous les avantages qui vous sont réservés. Vous découvrirez notamment tout un ensemble de plans de crédit, du 3 mois de crédit gratuit jusqu'au paiement en 36 mois.

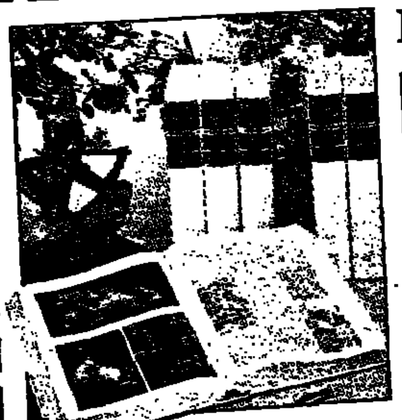
LA PRESSE UNANIME !

"La plus prestigieuse des encyclopédies françaises, la plus intellectuelle, la plus récente." — **Le Monde**

"A coup sûr, l'entreprise actuelle la plus passionnante dans le domaine des ouvrages de référence." — **Lire**

"L'Encyclopædia Universalis, sans rien renier de l'humanisme qui est le sien depuis l'origine, a joué – et gagné – le pari du futur." — **LE FIGARO**

Renvoyez ce Bon dès aujourd'hui. ▼



ENCYCLOPÆDIA UNIVERSALIS

BON POUR UNE DOCUMENTATION GRATUITE

à renvoyer dès aujourd'hui sous enveloppe non affranchie à CFL-Encyclopædia Universalis, Libre-Réponse 19 75, 75789 PARIS CEDEX 16.

Veuillez m'envoyer gratuitement, par la poste, votre documentation complète sur la nouvelle collection de L'Encyclopædia Universalis en 23 volumes. Indiquez-moi également les avantages réservés aux souscripteurs. Il est entendu que cela ne crée pour moi aucune forme d'engagement.

044 3X01 040

☐ M.
☐ Mme ______________ Prénom ______________
☐ Mlle

N° ______ Rue ______________________________

Code postal |_|_|.|_|_|_| Localité ______________________

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

Europe

POLOGNE : nouvelle rencontre Walesa-Kiszczak

Solidarité tente d'arracher des assurances sur sa légalisation

VARSOVIE
de notre envoyée spéciale

Deux semaines après sa première rencontre avec le ministre de l'intérieur, le général Czeslaw Kiszczak, M. Lech Walesa a repris le chemin de Varsovie mercredi 14 septembre pour un second rendez-vous avec le pouvoir.

Le président de Solidarité, qui déteste l'avion, est donc arrivé mardi dans la soirée en voiture, conduit par le secrétaire de l'évêque de Gdansk. Il a aussitôt retrouvé au siège de l'épiscopat l'un de ses plus proches conseillers, M. Tadeusz Mazowiecki, et son fidèle aumônier, le Père Jankowski, arrivé de Gdansk la veille.

Cette nouvelle rencontre avec le général Kiszczak, membre du bureau politique, qui passe pour un interlocuteur extrêmement rusé, devait se tenir jeudi en fin de matinée suivant les mêmes modalités que celles du 31 août : dans une villa isolée appartenant au gouvernement, à quelque 300 mètres de la résidence du général Jaruzelski dans le quartier de Makotow, avec la participation de M. Stanislaw Ciosek, membre suppléant du bureau politique depuis juin dernier, et de l'évêque Jerzy Dabrowski dans le rôle d'observateur.

Mais si l'objet de la première rencontre était très clair puisqu'il s'agissait pour le pouvoir d'obtenir de M. Walesa l'arrêt des grèves lancées quinze jours plus tôt, celui de ce second face-à-face est beaucoup moins évident. Chaque côté veut entraîner l'autre dans une négociation qu'il perçoit différemment : pour l'opposition, le temps est maintenant venu de négocier le retour de Solidarité à une existence légale ; pour le pouvoir, l'objectif est de parvenir à créer une structure d'« *entente nationale* » dans laquelle on discuterait des possibilités de « *réformes politiques, économiques et sociales* » et éventuellement de « *l'enrichissement du modèle syndical polonais* ». Formule ingénieuse en vigueur depuis quelque temps dans la terminologie officielle mais qui, aux yeux de plus d'un responsable de Solidarité, vise essentiellement à « noyer le poisson ».

Prudents, car une grande méfiance demeure parmi les militants de Solidarité, les dirigeants du syndicat interdit espèrent donc obtenir de cette nouvelle rencontre une décision sur une réunion élargie vendredi à quelque vingt personnes, au cours de laquelle Solidarité tenterait d'arracher au pouvoir des « assurances » sur sa légalisation.

« *La porte est légèrement entrouverte* », assurait, mercredi, M. Mazowiecki, intellectuel catholique qui est au cœur de tous ces contacts, comme il l'a été en août 1980.

Le pouvoir a donné ces derniers jours, en particulier à travers la presse, certains signes d'ouverture, et M. Mazowiecki lui-même, si longtemps traité d'extrémiste en haut lieu, a pu s'exprimer dans les colonnes de l'hebdomadaire officiel *Polityka* ; « *Il ne faut plus seulement discuter du problème fondamental de la légalisation de Solidarité*, écrivait-il, *mais aussi le résoudre. Le temps où l'on cherchait à ignorer ce problème est dépassé.* » Mais le communiqué sur la réunion hebdomadaire du bureau politique publié mercredi soir est infiniment moins novateur. Après une critique des récentes prises de position de Solidarité, le bureau politique estime qu'« *un accord sur les changements dans la vie politique, sociale et économique* » est « *le plus important* ». Il a été constaté, poursuit ce communiqué, que tous les groupes représentatifs des différentes opinions et des différentes aspirations peuvent trouver leur place dans un seul syndicat au sein de chaque entreprise. Voilà pour le pluralisme dont un responsable de cellule du PC polonais, interrogé mercredi par l'agence PAP, donnait cette étonnante définition : « *Le pluralisme, oui ! mais au sein d'un syndicat unique dans l'entreprise.* »

SYLVIE KAUFFMANN.

GRANDE-BRETAGNE

Les indépendantistes écossais jouent l'Europe contre Mme Thatcher

INVERNESS
de notre envoyé spécial

« *Empoignez les orties ! Exigez la souveraineté, rien de moins !* » Ce ne sont pas des roses, mais ces mauvaises herbes qui sont fièrement dessinées sur le badge arboré par de nombreux militants. Le congrès du Parti nationaliste écossais (SNP) s'est ouvert, mercredi 14 septembre, à Inverness, en présence de sept cents délégués, sur cette note un peu déroutante : l'idée est que l'indépendance, objectif inchangé de cette formation vieille de cinquante ans, sera peut-être un processus douloureux, mais que l'endurance écossaise ne doit pas reculer devant l'épreuve...

Les nationalistes écossais sont moins folkloriques qu'ils n'en ont l'air. En raison de l'effondrement des conservateurs, ils sont devenus, après les travaillistes, la deuxième formation politique d'Ecosse. L'attention s'est portée à nouveau sur eux lorsqu'ils ont obtenu 21,2 % des voix aux élections locales de mai dernier. Ils avaient quasiment doublé leur score par rapport au précédent scrutin, qui avait eu lieu en 1984.

Les nationalistes se sont rétablis après le double traumatisme qu'ont été pour eux en 1979 l'échec du référendum sur la Dévolution et l'arrivée de Mme Thatcher au pouvoir. La Dévolution prévoyait une large autonomie au sein de la Grande-Bretagne, fondée sur l'élection d'un Parlement écossais pour la première fois depuis le traité d'Union de 1707 entre l'Angleterre et l'Ecosse (1). Elle figure toujours au programme du Parti travailliste, mais elle ne suscite plus l'intérêt du SNP, qui réclame l'indépendance totale, de façon pacifique, par l'obtention d'une majorité de sièges aux élections législatives.

Les nationalistes sont encore très loin du compte puisqu'ils n'ont que trois parlementaires à Westminster sur les soixante-douze qu'envoie l'Ecosse. La règle du scrutin uninominal majoritaire à un tour joue contre eux. Mais ils peuvent se flatter d'une remontée de leurs thèses dans l'opinion. Selon un sondage effectué en avril pour le compte du quotidien *The Scotsman*, 35 % des électeurs écossais sont favorables à l'indépendance (contre 29 % un an auparavant), 42 % souhaitent l'autonomie dans le cadre du Royaume-Uni (contre 41 %), 20 % sont satisfaits du *statu quo* (contre 25 %).

« *Pensez-vous que je me serais lancé dans cette aventure si je ne pensais pas avoir une chance de réussir avant l'âge de la retraite ?* », nous explique Alex Salmond, leader adjoint du parti, âgé de trente-trois ans, qui a abandonné une carrière d'économiste à la Banque d'Ecosse pour se consacrer à la cause indépendantiste. M. Salmond a gardé le costume et les manières de sa profession d'origine. Le leader du SNP, M. Gordon Wilson, est juriste. Les délégués au congrès ont d'ailleurs souvent des allures de notables. Beaucoup sont avocats, enseignants, médecins. Quelques-uns portent le kilt, mais très rares sont ceux capables de s'exprimer en gaélique, une langue qui n'est plus parlée que dans quelques régions reculées.

Comme le Danemark ou l'Irlande

« *L'Ecosse est une des nations les plus anciennes d'Europe, et elle est économiquement et politiquement viable*, dit M. Salmond. *Nous avons le pétrole et le gaz de la mer du Nord. Nous avons déjà aussi une administration autonome. En plus, avec le Scottish Office, notre critère est non pas la naissance mais le lieu de résidence. Les étrangers, y compris les Anglais, vivant en Ecosse, seraient les bienvenus. Avec cinq millions d'habitants, pourquoi ne pourrions-nous pas être indépendants, comme la Suisse, l'Autriche, le Danemark ou l'Irlande ?* »

L'Europe est une façon d'échapper au reproche du séparatisme. Dans la salle de théâtre où se tient le congrès, sur les bords de la rivière Ness, par où s'écoule vers la mer le trop-plein du Loch Ness voisin, une banderole proclame en anglais et en gaélique : « *L'avenir de l'Ecosse : l'indépendance au sein de l'Europe.* »

Le SNP avait, en 1984, lors des dernières élections européennes, pris publiquement position contre l'Europe supranationale. Mais la situation a évolué depuis que le Fonds européen d'aide régionale a exercé ses bienfaits, et surtout en raison de l'hostilité de Mme Thatcher à la construction européenne.

Les nationalistes jouent désormais Bruxelles contre la « Dame de fer », qu'ils accusent de remettre en cause le particularisme écossais. Ses projets de centraliser le système d'éducation ou l'instauration d'un programme scolaire unique sont très mal ressentis. Il y a également la querelle du nouvel impôt local identique pour chaque habitant que les nationalistes appellent à boycotter.

Mais ce qu'ils reprochent le plus à Mme Thatcher est en fait sa condescendance. Ils ont le sentiment que la manne pétrolière de la mer du Nord a servi à financer le boom économique du sud de l'Angleterre sans véritablement créer d'emplois qualifiés chez eux. Le gouvernement conservateur met en avant l'ampleur des allocations de chômage et des aides sociales distribuées en Ecosse. A cette situation humiliante d'assistés, ils préféreraient un véritable développement industriel, à l'image de celui qu'a connu l'Ecosse à la fin du dix-neuvième siècle lorsque les chantiers navals de Glasgow exportaient dans le monde entier jusqu'en Inde et en Chine.

DOMINIQUE DHOMBRES.

(1) Les Ecossais avaient voté à 52 % en faveur de la dévolution, mais les « oui » ne représentaient que 33 % des électeurs inscrits, alors que la barre avait été fixée par Londres à 40 %.

Amériques

HAITI : après le massacre de dimanche

Des bandes armées continuent de sévir dans la capitale

PORT-AU-PRINCE
correspondance

Comme aux pires moments de la dictature duvaliériste, la terreur s'est abattue sur Haïti après le massacre, perpétré dimanche dernier, dans l'église Saint-Jean Bosco. Des bandes armées ont continué de sévir dans la capitale au début de la semaine sans être inquiétées par les autorités : une autre église, l'Immaculée-Conception, dans le bidonville de Cité-Soleil, a été saccagée ; deux stations de radio, Radio Soleil (la station de l'Église catholique) et Radio-Cacique, ont été attaquées, ainsi que les sièges de deux partis d'opposition.

L'objectif des instigateurs de cette nouvelle vague de violences ne fait guère de doute, il s'agit de terroriser la population et d'empêcher l'opposition démocratique de se manifester. Dimanche dernier, les partis regroupés au sein du Comité d'entente démocratique (ICD) avaient appelé la population à manifester en faveur de la Constitution libérale de 1987 en portant des vêtements blancs. « *L'opération de Saint-Jean-Bosco a permis au pouvoir de faire d'une pierre deux coups : frapper le Père Aristide, l'opposant le plus acharné du régime, et empêcher le mouvement démocratique de reprendre son souffle* », explique un sociologue haïtien qui préfère garder l'anonymat « *pour des raisons de sécurité* ».

Selon un diplomate, le Père Aristide et le dirigeant paysan Jean-Baptiste Chavannes, qui assistait à la messe, n'ont eu la vie sauve que grâce à l'intervention d'un petit groupe d'officiers qui a pu les soustraire à la horde déchaînée et les remettre au nonce apostolique. Le Père Aristide est désormais « *en lieu sûr* » sous la protection de l'Église.

Alors que la conférence épiscopale n'a toujours pas réagi officiellement, deux évêques ont vivement condamné la tuerie de dimanche. Mgr Joseph Lafontant, l'évêque auxiliaire de Port-au-Prince, a exigé que « *justice soit faite pour toutes les victimes* » et qualifié le massacre de « *gifle au peuple* » haïtien. Pour sa part, Mgr Willy Romelus, l'évêque de Jérémie (sud du pays) a appelé la population « *à se délivrer des assassins* ».

« *Tous ensemble nous devrons livrer bataille par la prière et la non-violence jusqu'à la délivrance* », a déclaré l'évêque de Jérémie, qui avait joué un rôle moteur dans les mobilisations populaires contre le gouvernement provisoire du général Namphy durant l'été 1987. Le gouvernement militaire a quant à lui, exprimé mercredi « *sa profonde indignation* » et annoncé que les auteurs de la tragédie de Saint-Jean-Bosco seraient poursuivis.

Aucun d'entre eux n'a pourtant encore été arrêté. Alors que divers témoins affirment avoir reconnu des employés municipaux parmi les assaillants, le maire de Port-au-Prince, M. Franck Romain, un duvaliériste notoire, a affirmé à la radio que le Père Aristide, « *qui a toujours prôné la violence, a récolté ce qu'il avait semé* ».

JEAN-MICHEL CAROIT.

ÉTATS-UNIS : à New-York

La chute d'un bastion du racisme ordinaire

NEW-YORK
de notre correspondant

Ruinée, divisée, profondément bouleversée, la ville de Yonkers, une banlieue-dortoir de deux cent mille habitants, dans le voisinage immédiat de New-York, sur les rives de l'Hudson, s'est finalement inclinée, samedi 10 septembre, devant la loi, après l'avoir froidement défiée pendant quarante ans, mais surtout depuis quelques mois. Le conseil municipal a voté, lors d'une séance-spectacle, le permis de construire d'un ensemble de HLM sur un terrain inclus dans ce que les habitants de la ville considèrent comme une « zone blanche ».

Tout avait commencé par un don. L'Eglise catholique, propriétaire du terrain en question, l'avait dévolu à la ville à condition que celle-ci y construise des logements à bon marché. L'Etat fédéral devait fournir le reste de l'investissement, conjointement avec la ville.

« *Qui dit HLM dit population noire* » s'est exclamé, publiquement, l'un des conseillers municipaux lors d'une protestation organisée, au printemps dernier, devant le Congrès de Washington. « *Qui dit population noire dit drogues, violence, criminalité* », a précisé une brave dame toute blonde, qui croyait dur comme fer que son jardinet serait « *envahi par des dealers de cocaïne* » dès l'achèvement du premier immeuble et que sa fille de seize ans ne pourrait plus sortir pour se rendre au lycée.

Nantis d'un tel soutien « populaire » et arguant de « principes de sécurité », quatre des sept conseillers municipaux se sont formellement opposés, le 1er août dernier, à la délivrance du permis de construire, mettant ainsi la ville en contradiction flagrante avec la loi fédérale sur la déségrégation.

Dès le lendemain, le juge fédéral de New-York a sévi avec férocité, infligeant une amende de 3 100 F par jour aux conseillers récalcitrants et de 600 F à la municipalité, précisant que cette dernière amende allait doubler chaque jour. A ce rythme, le montant de l'amende aurait été supérieur au budget annuel de la ville (2 milliards de francs français) en l'espace de vingt-deux jours. Le 9 août, alors que le conseil venait de refuser, une fois de plus, le permis de construire, l'Etat de New-York a imposé à Yonkers la tutelle d'un comité d'urgence prévu par la Constitution.

Assurant le paiement des amendes, le comité d'urgence taillait à tour de bras dans les activités municipales, licenciant des dizaines de fonctionnaires. Vendredi dernier, alors que le montant de l'amende atteignait, pour ce seul jour, 6 millions de francs, le maire annonça que, à moins d'un vote positif lors d'une réunion convoquée pour le lendemain, tous les fonctionnaires de la ville seraient licenciés immédiatement.

Devant une telle perspective, les quatre croisés de la race supérieure ont fini par rendre les armes. Alors que la salle, remplie à craquer de militants venus des quatre coins du pays, scandait des slogans antiracistes, les sept conseillers municipaux, tous des Blancs, ont levé le bras droit, délivrant ainsi le permis de construire. Alors qu'aussitôt une tristesse impudique, mêlée de colère, se lisait sur les visages des habitants des quartiers est de Yonkers, dans le sud, ce fut la fête d'une victoire longtemps attendue.

La tradition du ghetto

En effet, pour les quarante mille *non-white* (Noirs, Hispaniques, Asiatiques) de Yonkers, le chemin parcouru aura été très long. Afin d'éviter des mélanges néfastes, le conseil municipal affectait, depuis des décennies, l'ensemble des dépenses destinées au logement populaire à des projets situés exclusivement dans les quartiers sud, perpétuant ainsi la tradition du ghetto, si chère aux Blancs. Accusé de ne rien faire pour permettre l'accès des enfants noirs aux écoles situées dans des quartiers blancs, il avait dû, en 1985, adopter un plan de transport gratuit qui, « *malgré notre bonne volonté* », affirme le maire, n'a pas encore été mis en œuvre.

« *Malgré Lincoln et malgré Kennedy, j'aurai passé toute ma vie à lutter pour le plus simple des droits* », constate un vieux non blanc venu devant la mairie de Yonkers crier « *Liberté !* »

CHARLES LESCAUT.

MEXIQUE : 200 000 personnes dans les rues

L'opposition exige la démission du nouveau président

(Suite de la première page.)

L'opposition estime, en revanche, qu'on lui a volé la victoire à l'élection présidentielle en déplaçant, par toutes sortes de procédés frauduleux, 4 millions de voix en faveur de M. Salinas qui a obtenu officiellement 50,7 % des voix (31,5 % pour M. Cardenas et 17 % pour M. Emmanuel Clouthier, le candidat de la principale formation de droite, le Parti d'action nationale).

M. Cardenas a été plus particulièrement applaudi quand il s'est prononcé en faveur de la poursuite de la lutte pour « *imposer la volonté populaire* », c'est-à-dire la destitution de M. Salinas. « *La bataille sera longue* », ajoute M. Cardenas. La foule répond en scandant : « *Maintenant ! Maintenant !* » « *Si on nous impose Salinas il y aura la révolution !* »

Poursuivant son discours sur le ton monocorde qui le rend si différent des hommes politiques traditionnels, le fils du général Lazaro Cardenas – président de 1934 à 1940 et responsable de la nationalisation du pétrole – met en garde la foule contre les « *provocations* ». « *Le pouvoir*, dit-il, *souhaiterait que nous appelions à la confrontation violente pour déclencher une répression dévastatrice et provoquer un bain de sang.* »

Pour l'instant les autorités jouent plutôt la carte de la tolérance en laissant l'opposition de gauche et de droite occuper la rue sans restrictions. Simultanément, M. Salinas poursuit ses activités de président élu, recevant les corps constitués et les différents groupes économiques comme si de rien n'était. Du moins en apparence car, et c'est pour le moins étonnant de la part de cet homme qui aimait tant les bains de foule au cours de la campagne électorale, M. Salinas n'a pas participé à une seule manifestation populaire depuis le 6 juillet.

La stratégie de M. Salinas s'inscrit dans la durée : il espère que d'ici au 1er décembre, date de sa prise de fonctions, il aura réussi à convaincre les Mexicains que les choses vont changer avec lui. Il veut, dit-il, mettre fin à « *l'exercice arbitraire et capricieux du pouvoir* ». Il dit souhaiter la « *concertation et le dialogue* » plutôt que la confrontation avec l'opposition. Les mesures qu'il propose vont dans ce sens : réduire le poids de la dette extérieure pour relancer l'économie, réformer la loi électorale pour faire avancer la démocratie, mettre sur pied des « programmes » efficaces de lutte contre la pauvreté, etc.

Cette volonté de rester au-dessus de la mêlée et sa disponibilité pour le dialogue ont, semble-t-il, déjà produit quelques résultats : la droite et certains commentateurs ont perdu de leur agressivité à l'égard de M. Salinas au cours des derniers jours. Seule la gauche conserve sa combativité, mais, malgré les appels à l'unité de M. Cardenas, elle reste très divisée. Le PRI, qui affirme représenter la véritable gauche mexicaine, n'a pas dit son dernier mot et continue de contrôler la plupart des syndicats. Les partisans de M. Cardenas vont peut-être vite en besogne quand ils jouent avec le sigle du parti, affiché sur un dinosaure en papier mâché sur la place de la Constitution.

BERTRAND DE LA GRANGE.

● **ÉTATS-UNIS : prise d'otages dans un centre de recrutement militaire.** – Un homme d'origine libanaise a tenu onze personnes en otage pendant cinq heures, mercredi 14 septembre, dans un centre de recrutement militaire de Richmond, en Virginie, en exigeant la lecture, sur les ondes d'une radio locale, d'une déclaration en faveur de la paix au Liban. L'homme, armé d'un pistolet mitrailleur, s'est rendu sans que la radio ait diffusé son message. – *(Reuter.)*

● **RDA : M. Honecker suggère une rencontre des ministres de la défense de la RFA et de la RDA.** – Le chef de l'Etat et du parti socialiste unifié (SED) est-allemand, M. Erich Honecker, a déclaré mercredi soir 14 septembre à Berlin-Est qu'il souhaitait que les ministres de la défense des deux Etats allemands se rencontrent. Déjà avancée en août dernier par le ministre est-allemand de la défense, M. Heinz Kessler, cette proposition avait suscité une réponse très prudente de la part des autorités ouest-allemandes. – *(AFP.)*

Europe

RFA : rentrée morose pour la coalition au pouvoir à Bonn

Le chancelier Kohl à la recherche d'un second souffle

BONN
de notre correspondant

La rentrée politique s'est effectuée dans une ambiance plus que morose pour le chancelier Helmut Kohl et son gouvernement de coalition chrétien-démocrate-libéral. Les sondages de l'été étaient catastrophiques : pour la première fois depuis leur arrivée au pouvoir en 1982, les partis de la coalition sont dépassés par l'opposition dans la faveur du public. Si le ministre des affaires étrangères, M. Hans Dietrich Genscher (libéral), caracole toujours en tête de la liste des hommes politiques les plus populaires, les principaux leaders chrétiens-démocrates sont largement dépassés par les personnalités de l'opposition, en particulier par les représentants de la nouvelle génération social-démocrate, comme M. Oskar Lafontaine et Bjorn Engholm.

Les causes de cette désaffection de l'opinion sont multiples : la CDU a subi, à l'automne dernier, le contrecoup du « scandale Barschel », qui a abouti au mois de mai à la conquête du Land du Schleswig-Holstein par une majorité absolue SPD. Les maladresses dans la mise en œuvre de la réforme fiscale – l'exemple le plus frappant en a été l'exemption des taxes sur le carburant pour l'aviation privée – ont suscité le mécontentement jusque dans les rangs des militants chrétiens-démocrates, y provoquant une vague de démissions. Les incartades des « barons » chrétiens-démocrates dirigeant les Länder, MM. Franz-Josef Strauss à Munich, Lothar Späth à Stuttgart et Ernst Albrecht à Hanovre, qui assuraient leur popularité dans leur fief en prenant leurs distances vis-à-vis de Bonn, ont contribué à saper l'autorité du chancelier. Inversement, l'opposition social-démocrate a retrouvé de la vigueur et du mordant, en surmontant les déchirements internes qui avaient marqué la dernière période du gouvernement du chancelier Helmut Schmidt.

Et pourtant, le chancelier semble confiant et remonte ses manches pour préparer les élections de 1990. *« A partir de Pâques 1989, nous serons en campagne électorale permanente »*, estime-t-on dans l'entourage du chancelier. Auparavant seules auront lieu les élections au Sénat de Berlin-Ouest, où la facile victoire de la CDU et du bourgmestre sortant, M. Eberhardt Diepgen, ne fait guère de doute face à un SPD berlinois qui n'est plus que l'ombre de ce qu'il fut jadis. Mais dès le printemps, les choses commenceront : élections européennes en juin, élections municipales en Hesse et en Rhénanie-Palatinat. La consultation-phare se déroulera en mars, à Francfort, où le SPD tentera de reconquérir la mairie. S'il y parvenait, on pourrait voir se reconstituer une alliance SPD-Verts dirigée par un espoir social-démocrate d'un côté, M. Volker Hauff, et... Daniel Cohn-Bendit de l'autre, placé par les Verts de Francfort en position d'être élu.



Chômage incompressible

Au début de 1990, les parlements régionaux de trois Länder seront à renouveler : ceux de Rhénanie du Nord-Westphalie, où le ministre du travail, M. Norbert Blüm, tentera de déloger le vice-président du SPD, M. Johannes Rau ; la Sarre, où M. Oskar Lafontaine, l'enfant terrible de la social-démocratie allemande, s'opposera à M. Klaus Töpfer, ministre CDU de l'environnement ; et la Basse-Saxe, où le ministre-président sortant, M. Ernst Albrecht, actuellement ébranlé par un scandale sur l'attribution de licences d'exploitation de casinos, aura bien du mal à conserver son unique voix de majorité face à son challenger SPD, M. Gerhard Schröder.

Les stratèges du chancelier et l'équipe dirigeante de la CDU réunis autour du secrétaire général du parti, M. Heiner Geissler, ont mis au point une tactique qui devrait, selon eux, leur permettre d'aborder ces échéances en bonne posture : *« Nous allons mener le travail législatif sur les prochaines réformes au pas de charge*, nous affirme un proche du chancelier. *La réforme du système de santé et la réforme postale devraient être adoptées d'ici au mois de mars. Après, Helmut Kohl passera son temps à vanter les mérites de son action à la tête du gouvernement. »* Le pari du chancelier est simple : les réformes, on l'a bien vu pour la réforme fiscale, sont pénibles à avaler, suscitent la levée de boucliers de divers lobbies attachés à leurs privilèges mais, une fois que les premiers effets de la médecine réformatrice se font sentir, le moral revient, suivi de la confiance des électeurs...

Le gouvernement ne compte pas trop sur une baisse spectaculaire du chômage pour assurer son succès lors des prochaines consultations : selon ses experts, les effets conjugués de la croissance (3 % prévus pour 1988) et de la baisse de la population active ne se feront sentir qu'en 1991. L'arrivée massive des réfugiés d'origine allemande des pays de l'Est, dont l'accueil a été promu au rang de *« devoir national »* par le chancelier, ne devrait pas modifier notablement la physionomie des prochains scrutins : si l'on estime que les quelque trois cent cinquante mille nouveaux électeurs (0,8 % du corps électoral) revenus d'URSS, de Pologne et de Roumanie voteront en majorité pour les chrétiens-démocrates, on n'oublie pas qu'ils pèseront, avant d'être complètement intégrés, sur les chiffres du chômage, empêchant celui-ci de descendre au-dessous de la barre symbolique des deux millions.

Le chancelier entend également utiliser un autre atout pour regagner la faveur de ses concitoyens : ses succès dans le domaine de la politique extérieure. Il est bien décidé à ne pas laisser à son seul ministre des affaires étrangères les fruits de la détente, dont les résultats sont hautement appréciés par l'opinion ouest-allemande : amélioration des relations quotidiennes avec la RDA, retrait de fusées de l'OTAN du territoire de la République fédérale. Si jusqu'à présent le chancelier apparaissait comme le meneur de jeu de la politique européenne du gouvernement – on l'a bien vu lors du sommet de Hanovre au mois de juin dernier – et des relations franco-allemandes en raison de ses rapports privilégiés avec François Mitterrand, les succès de la diplomatie de la RFA dans les rapports Est-Ouest étaient plutôt mis au crédit de M. Hans Dietrich Genscher.

M. Helmut Kohl compte beaucoup sur son prochain voyage à Moscou, le 24 octobre prochain, pour remettre les montres à l'heure dans ce domaine. L'accueil que lui réservera M. Gorbatchev devrait effacer complètement le souvenir de la « gaffe » de 1986, où l'on avait vu le chancelier comparer, dans un entretien avec le magazine *Newsweek*, le numéro un soviétique au propagandiste de Hitler, Josef Goebbels. M. Kohl effectuera également au début du mois d'octobre un voyage en Indonésie et en Australie, poursuivant l'affirmation de la vocation ouest-allemande à jouer un rôle dans toutes les parties du monde, comme cela avait été le cas en Afrique l'an passé.

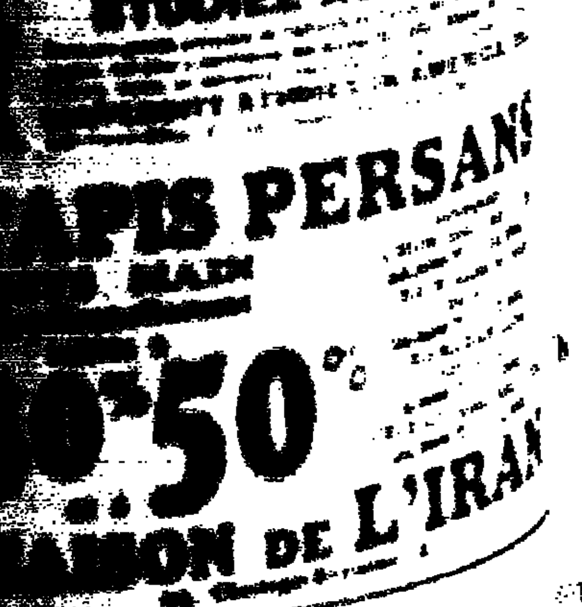
Prochain remaniement

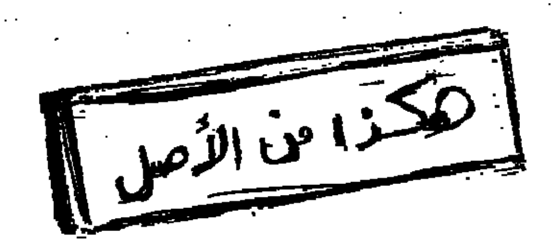
Comme on ne peut pas faire de politique en Allemagne sans faire référence, encore et toujours, au passé, M. Helmut Kohl, historien de formation, interviendra dans ce domaine. Le discours – *« très important »* selon son entourage – qu'il prononcera le 9 novembre, à la synagogue de Francfort, à l'occasion du cinquantième anniversaire de la « Nuit de cristal », parviendra-t-il à faire oublier le malentendu créé par la malheureuse formule de la *« grâce de la naissance tardive »* prononcée lors de son voyage en Israël ? ou sa présence au côté du président Reagan au cimetière militaire de Bitburg, qui avait soulevé, en 1986, une large réprobation ? Le chancelier, en tout cas, semble avoir pris conscience que tout faux pas sur ces questions est lourd de conséquences.

Reste, pour que le dispositif soit complet, à remanier, comme il l'avait laissé entendre en entamant son second mandat, son équipe gouvernementale. Ce remaniement est rendu nécessaire par le départ, à la mi-novembre, du ministre de l'économie, M. Martin Bangemann (libéral), pour la Commission de Bruxelles. Le chancelier, tenu par les accords de coalition avec ses partenaires du FDP et de la CSU bavaroise, n'est pas entièrement maître de ses choix. La succession de M. Bangemann dépend de l'issue du duel que se livrent pour la présidence du FDP le comte Otto Lambsdorff et Mme Irmgard Adam-Schwätzer, secrétaire d'Etat aux affaires européennes. Si cette dernière l'emportait lors du congrès du parti, le 8 octobre prochain, elle revendiquerait le ministère de l'économie, ne pouvant décemment pas rester sous les ordres de M. Genscher, membre du FDP...

M. Kohl réfléchit actuellement à l'ampleur du remaniement ministériel qui aura lieu, en tout état de cause, avant Noël. Une renégociation de la répartition des postes au sein du cabinet risque de faire réapparaître en public les tensions au sein de la coalition, notamment avec son vieil allié-adversaire bavarois Franz Josef Strauss, qui ont des effets désastreux sur l'opinion. Il manque, pourtant, un élément essentiel à M. Kohl pour achever d'élaborer sa stratégie de maintien au pouvoir en 1990 : le nom de son principal concurrent. Qui, de M. Hans Jochen Vogel ou de M. Oskar Lafontaine, portera les couleurs du SPD en 1990 ? L'intérêt des sociaux-démocrates est de faire durer le suspense le plus lontemps possible, à l'image de ce que fit François Mitterrand pour l'élection présidentielle française. Cette attitude leur permet, de plus, de se donner du temps pour tenter de régler les conflits entre les partisans de M. Lafontaine et les syndicats qui se sont cristallisés au congrès de Münster (*le Monde* du 3 septembre).

LUC ROSENZWEIG.





Politique

La préparation des élections cantonales

La loi du 2 mars 1982 a considérablement renforcé le rôle du département. Six ans après son entrée en application, la décentralisation se solde par un bilan jugé globalement positif par les partenaires. Même si le mandat cantonal recueille moins de faveur que celui de maire, les conseillers généraux et surtout les présidents des assemblées départementales ont commencé une longue marche vers plus d'autonomie (*le Monde* du 14 septembre). Les transferts de compétences qui, au début, ont suscité des inquiétudes devant le risque d'un manque de moyens, sont désormais acceptés et assumés, que ce soit dans le domaine du développement économique (*le Monde* du 15 septembre) ou dans celui de l'action sanitaire et sociale et de l'éducation. La loi du 22 juillet 1983 a tiré la leçon de l'incapacité de communes trop petites et d'un Etat trop éloigné pour agir dans le domaine social et en matière scolaire. Demain nous évoquerons le rôle des préfets, qui ont transmis, en 1982, leur pouvoir exécutif aux présidents de conseils généraux.

Aide sociale : une maîtrise des dépenses mais pas de véritable réorientation

Héritage majeur de la décentralisation avec les trente-huit mille fonctionnaires des directions départementales d'action sanitaire et sociale (DDASS) passés du service de l'Etat à celui des départements, l'aide sociale avec (43 milliards de francs en 1986, derniers résultats connus) pèse lourd dans les budgets des conseils généraux : un tiers du total et 44 % des dépenses de fonctionnement.

Elle couvre un ensemble très large : subventions aux hospices et maisons de retraite, aux centres d'aide par le travail (CAT), aux foyers pour l'enfance inadaptée, allocations compensatrices versées aux personnes handicapées (1) ou encore aide médicale à celles qui ne sont pas couvertes par une assurance-maladie obligatoire... Avec en plus depuis 1986 les *« compléments locaux de ressources »* pour les plus pauvres. Un enjeu de taille si l'on sait que plus de 1 million de salariés du secteur sanitaire et social dépendent des subventions des conseils généraux. On aurait pu craindre que la décentralisation ne soit l'occasion de laxisme et de démagogie.

En fait, il n'y a pas eu de dérapage. Les conseils généraux ont « tenu » les dépenses. Celles-ci ont même légèrement diminué en francs constants (de 3,3 % en 1984, de 1,6 % en 1985 et de 1 % en 1986), alors qu'elles avaient augmenté les années précédentes (de 6 % en 1982 et de 4,7 % en 1983). *« Le rythme d'évolution a bel et bien été cassé »*, écrit M. Jean-Claude Jacquet dans un rapport récent au Conseil économique et social sur les conséquences de la décentralisation.

Dont acte. Les conseils généraux ont-ils pour autant mené de véritables politiques d'aide sociale ? C'est moins évident. Certes, on constate d'importantes disparités dans le montant des crédits, indépendamment de la population : de 361 F par habitant en Haute-Savoie à 1 006 F dans le Val-de-Marne en 1986.

Une forte rigidité

A l'intérieur, les parts consacrées aux trois grands blocs – aides à l'enfance et à la mère, aux personnes âgées et enfin aux infirmes et handicapés, – qui représentent ensemble plus de 80 % du total, sont encore plus disparates : la première représente de 15 % dans la Lozère à 65 % dans le Territoire-de-Belfort.

Mais ces disparités préexistaient à la décentralisation, et depuis 1983 il n'y a pas eu de variations significatives ni dans la répartition ni dans l'enveloppe globale. Certes on a constaté une tendance à un resserrement de l'éventail entre les départements les plus « économes » et les plus « dépensiers » : les premiers (Haute-Savoie, Ardèche, Ain) ont augmenté leurs dépenses d'aide sociale de 11 % à 16 %, les seconds (Val-de-Marne, Seine-Maritime, Seine-Saint-Denis, Hauts-de-Seine, Nord) de 5 % au maximum. Mais les conseils généraux ont clairement choisi la continuité.

Rien d'étonnant à cela : l'aide sociale comporte une forte rigidité dans la mesure où une grande partie des dépenses (75 % pour l'aide aux personnes âgées, un tiers pour celles à l'enfance ou aux handicapés) est constituée par le paiement des prix de journée aux différents établissements. Et pour certaines allocations – autre gros morceau – les transformations avaient précédé la décentralisation : par exemple le nombre de handicapés bénéficiaires d'allocations compensatrices, qui avait doublé en 1980 et augmenté de 60 % en 1981, de 22 % en 1982, de 12,7 % encore en 1983.

Mais la répartition des dépenses héritée du passé ne répond pas nécessairement à l'*« adaptation aux besoins et aux particularismes économiques et sociaux »* S'il y a, inévitablement équilibre entre les diverses formes d'aide, les raisons de la répartition ne sont pas évidentes. Rien de surprenant à ce que la Lozère, département rural « vieilli » consacre plus d'argent que d'autres à l'aide aux personnes âgées, mais ce n'est pas le cas général ; de même, ce ne sont pas nécessairement les départements « jeunes » qui accordent la priorité à l'aide à l'enfance.

Le volume des dépenses ne correspond pas non plus à la sctructure économique ou aux ressources des départements : la Savoie « économe », par exemple, a un potentiel fiscal comparable à celui des départements les plus dépensiers de la petite couronne parisienne.

« Qui paie décide »

Les conseils généraux – ou plutôt les présidents qui sont les véritables décideurs – ont examiné avec soin les budgets. Cet examen a été parfois mal ressenti par les gestionnaires d'établissement, en particulier les associations sans but lucratif, qui représentent plus de la moitié du chiffre d'affaires et du personnel du secteur social et pensaient avoir certains droits acquis.

S'il y a eu peu de conventions non renouvelées, peu de coupes sévères, le climat est resté assez frais. Lors du débat au Conseil économique, en juin dernier, le porte-parole des associations a critiqué assez vivement le *« pouvoir discrétionnaire et unilatéral »* des conseils généraux : *« Trop souvent*, a-t-il dit, *la décentralisation donne l'impression de se réduire à la substitution d'un centralisme à un autre. »* Il est vrai que les présidents des conseils généraux se montrent assez fermes sur le principe « Qui paie décide » ; ils ont notamment obtenu du gouvernement Chirac la suppression dès août 1986 – au bout de six mois seulement – des conseils départementaux du développement social, (consultatifs, auquels, ils devaient présenter leurs programmes ».

Mais, hormis le souci de continuité et de bonne gestion, les conseils ne paraissent pas avoir encore le temps d'établir de véritables politiques. Un signe : quelques-uns seulement ont établi les schémas des équipements sociaux et médico-sociaux prévus par la loi.

Les départements risquent d'être contraints à des choix plus nets s'il ne veulent pas à l'avenir augmenter leurs dépenses. Les besoins vont sans doute croître. Par suite de décisions prises à l'extérieur, comme l'expliquait à ses collègues, en décembre dernier, M. Jean-François Deniau (UDF) président du conseil général du Cher : désengagement relatif des caisses de retraite en matière d'aide ménagère, réorientation des CAT qui en exclut certains handicapés *« insuffisamment productifs »*, ou transfert de personnes âgées d'hôpitaux vers des centres médico-sociaux. Mais plus encore par les répercussions de la crise (malgré la création du revenu minimum ou, à plus long terme, de l'allongement de la vie, accroissant le nombre de personnes âgées dépendantes.

GUY HERZLICH.

(1) Allocation versée à celles qui ont besoin en permanence de l'aide d'une tierce personne.

En Meurthe-et-Moselle : enfance et personnes âgées

NANCY
de notre correspondant

L'action sociale reste depuis plusieurs années la grande affaire du conseil général de Meurthe-et-Moselle. Présidée par un médecin, néphrologue de formation, le professeur Claude Huriet, sénateur centriste, l'assemblée départementale va cette année consacrer 589 millions de francs aux affaires sociales, soit 46 % de son budget total. Ce chiffre donne satisfaction à celui qui reste le « M. Santé » de la campagne présidentielle de Raymond Barre, d'autant qu'il fut adopté à l'unanimité moins l'abstention des élus communistes.

La Meurthe-et-Moselle a profité pleinement de la décentralisation pour rapprocher son service départemental des affaires sociales des besoins réels des populations en difficultés. Dix-sept unités territoriales de petite dimension (UAMSD), regroupant en moyenne quarante-cinq mille habitants, couvrent le département pour permettre de mieux coller aux besoins quotidiens. Cette philosophie développée par la majorité UDF-RPR du département s'est notamment traduite par l'incorporation dans ses responsabilités de deux services sociaux : la Mutuelle sociale agricole et l'Union régionale des sociétés de secours miniers de l'Est.

Un fonds d'action santé

Ce dispositif n'a pas remis en cause l'implantation des services sociaux polyvalents dans les quatre-vingts centres du département où chaque instance sociale a en charge cinq mille habitants.

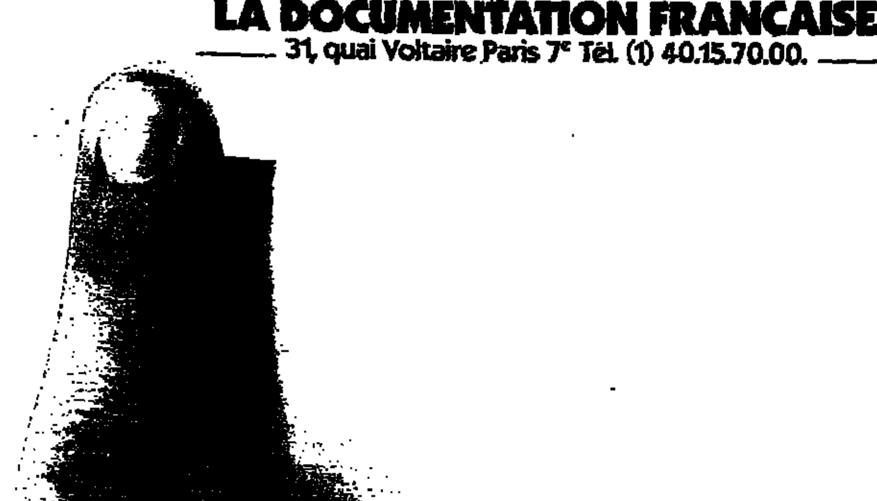
En ce qui concerne les personnes âgées, cette politique s'est concrétisée par l'instauration d'un plan gérontologique tendant à la création de cinq cent quarante places nouvelles d'hébergement, subventionné à 40 %, soit pour un montant de travaux de 150 millions de francs. L'assemblée départementale a favorisé l'implantation d'instances locales gérontologiques et édité le gérontoguide (consultable par Minitel), qui donne toutes les informations sur les possibilités d'hébergement des personnes âgées.

En faveur des plus démunis, la politique sociale meurthe-et-mosellane a développé des mesures ne relevant d'aucune obligation législative. Ce fut le cas pour le complément local de ressources, qui accorde aux adultes une allocation représentative d'un minimum vital ainsi qu'une couverture sociale et une aide à l'insertion à charge du conseil général à hauteur de 30 %.

Dans le même esprit, l'assemblée a adopté la création d'un fonds de garantie d'accès au logement, cautionnant auprès des bailleurs les familles en difficulté. Elle a enfin et surtout mis en place une action pilote à l'échelon national destinée à favoriser l'accès aux soins des plus démunis grâce à un fonds d'action santé. La Caisse primaire d'assurance maladie, l'Etat et le mouvement ATD Quart-monde en sont les partenaires directs.

Conscient de l'évolution préoccupante des situations sociales dans un département toujours cruellement touché par la crise économique, le conseil général de Meurthe-et-Moselle vient cette année d'adopter de nouvelles orientations dans le domaine de l'aide à l'enfance. Avec 308 millions de francs, ce poste se taille la part du lion du budget de l'action sociale.

Dans ce domaine, les élus ont tenu à apporter une attention toute particulière à l'hébergement des mineurs en difficulté. Les services sociaux du département tentent de favoriser chaque fois que cela s'avère possible le placement en famille. Dans le même esprit, la Meurthe-et-Moselle a conforté ses orientations dans le domaine de la protection maternelle et infantile, qui se traduisent surtout par la mise en place de centres de planification et d'éducation familiale. – *(Intérim.)*



Les départements soignent leurs collèges

Depuis le 1er janvier 1986, quatre mille huit cents collèges publics ont été mis à la disposition des départements, qui doivent en assurer la construction, le fonctionnement, l'extension, l'équipement et l'entretien.

Le cadeau était quelque peu empoisonné, car l'état souvent lamentable des collèges construits à la va-vite dans les années 60 et 70 exigeait des investissements considérables de réhabilitation, parfois une reconstruction totale. Mais la décentralisation scolaire portait en germe une dynamique nouvelle que les départements ont généralement su impulser...

Premiers symboles visuels de ce tournant, des collèges entièrement construits par les conseils généraux ont été inaugurés à la rentrée 1987. Dès ses premières années, le transfert des compétences s'est révélé « payant » puisque l'effort financier des départements pour les collèges, à l'instar de celui des régions pour les lycées, est nettement supérieur à celui qui était consentit par l'Etat avant les lois de décentralisation.

En 1987, les dépenses des départements pour les collèges ont ainsi augmenté de 36 %. Des départements comme les Yvelines et le Pas-de-Calais se targuent de construire ou de reconstruire *« un collège par an »*, et nombreux sont ceux qui ont multiplié les efforts de communication (presse, affichage) afin que nul contribuable n'ignore leurs efforts en la matière.

Les conseils généraux, dont les compétences se limitaient traditionnellement aux transports scolaires, ont désormais la capacité d'orienter la politique d'éducation par le biais du schéma prévisionnel des formations établi par les régions, mais sur lequel ils sont consultés, et surtout en décidant de la localisation des collèges à construire ou à rénover – enjeu électoral de taille ! – en attribuant des subventions de fonctionnement parfois à forte connotation pédagogique (ordinateurs, matériels pour l'enseignement de la technologie, etc.) et des bourses d'études. Les élus sont désormais associés aux opérations de carte scolaire – ouverture et fermeture de classes – et sont mieux à même d'adapter le choix des types de formations aux besoins locaux, même si le domaine pédagogique (gestion des professeurs, choix des programmes) leur reste totalement fermé, au grand regret de certains d'entre eux.

Il est même déjà arrivé que les départements pèsent indirectement sur les orientations du ministère de l'éducation nationale lui-même. Effrayés par les conséquences qu'aurait eue l'instauration du libre choix total des établissements par les parents d'élèves sur le coût des transports scolaires qu'ils gèrent, et sur le risque d'une désertification de certains collèges, les conseils généraux avaient incité M. René Monory, alors ministre de l'éducation nationale à défendre une politique de modération dans ce domaine. Mais les départements n'avaient pas réussi à l'empêcher de supprimer de nombreux postes d'agents d'entretien, mesure dont une conséquence est la dégradation accélérée de leur patrimoine scolaire.

Les lycées aussi...

Héritiers, comme les régions, de bâtiments dégradés, les départements détiennent cependant deux atouts spécifiques : la baisse démographique dans les collèges (à l'inverse des lycées surchargés) et l'existence de moyens techniques propres pour construire, entretenir et réparer, alors que les régions ont dû créer de toutes pièces des services pour leurs lycées. Mais les conseils généraux se plaignent des difficultés particulières dans leurs relations avec les services départementaux de l'éducation nationale dirigés par les inspecteurs d'académie, dont les pouvoirs propres viennent pourtant d'être élargis par des mesures de déconcentration destinées à en faire les véritables interlocuteurs des départements.

Les obstacles au dialogue naissant entre l'école et les collectivités locales n'empêchent pas de nombreux élus départementaux de rêver à un nouveau bouleversement du paysage. M. Claude Huriet, sénateur UDF et président du conseil général de Meurthe-et-Moselle, s'appuie sur l'existence de pesanteur, de gaspillage et de conflit dans le système actuel pour souhaiter que lycées et collèges soient confiés à une même collectivité : le département.

Une idée voisine est défendue depuis longtemps par M. Olivier Guichard, président RPR du conseil régional des Pays de la Loire qui souhaite que les conseils généraux prennent en charge l'ensemble des équipements scolaires du secondaire tandis que les régions auraient pour mission de planifier l'effort éducatif des mêmes établissements. Les nécessités d'une gestion rationnelle des équipements – les collèges se vident tandis que les lycées débordent – viennent à l'appui de ce projet. Mais le bouleversement législatif qu'impliquerait une telle redistribution des cartes n'est pas à l'ordre du jour, alors que s'achève à peine l'an III de la décentralisation scolaire.

PHILIPPE BERNARD.

Dans l'Ain : une vraie compétence

BOURG-EN-BRESSE
de notre correspondant

« La charge des collèges, domaine sensible de la vie quotidienne des citoyens du département, constitue une vraie compétence » pour les élus du conseil général de l'Ain. Telle est l'appréciation de M. Jean Grammont, directeur général des services départementaux de cette assemblée – à majorité UDF (1) – présidée par M. Jacques Boyon (RPR), député et ancien secrétaire d'Etat à la défense du gouvernement de M. Chirac.

Depuis les lois de décentralisation, précise M. Grammont, le conseil général *« s'est retrouvé en prise directe avec son électorat sur des dossiers pour lesquels il est maître de sa politique »*. Au titre de l'exercice 1988, 180 millions de francs – dont 50 millions au titre de la dotation d'Etat – ont ainsi été consacrés à d'éducation par les conseillers généraux de ce département rhône-alpin. Sur un budget total de 1,46 milliards de francs, l'intervention dans le domaine scolaire occupe le troisième rang des dépenses départementales, après l'action sociale et la voirie.

Quarante-trois collèges d'enseignement secondaire sont actuellement sous la responsabilité du conseil général de l'Ain qui – exception faite des salaires des enseignants – leur attribue les budgets de fonctionnement, assure l'entretien des bâtiments et finance (89,6 millions de francs depuis 1986) les extensions nécessaires à certains établissements avec l'investissement dans des constructions nouvelles.

A ces charges, qui constituent la part d'*« obligations »* transférée par l'Etat au département, s'ajoutent *« depuis l'indépendance »* celles du transport scolaire dont la gratuité a été décidée par les élus et concerne quotidiennement trente mille élèves environ pour un coût annuel de 71 millions de francs.

Contribution volontaire

En fait, depuis plusieurs années déjà, de multiples actions ont été engagées par cette assemblée soucieuse d'aborder le dossier de l'éducation non en terme de contrainte imposée par la décentralisation, mais d'évolution économique et sociale du département. Et si le directeur général des services du conseil général est parfois tenté d'évoquer ici ou là des *« transferts de charges »* de la part de l'Etat plutôt que des *« transferts de compétence »*, il résume le choix concerté des élus : *« Si nous voulons attirer et faire évoluer les entreprises qui apporteront des emplois (2), nous devons justifier d'une main-d'œuvre stable, qualifiée et de bonne culture, en assurant à la population l'égalité des chances devant la formation qui doit être la meilleure possible. »*

Dans cette perspective, le département, qui plaide pour un développement de l'enseignement supérieur dans un contexte de forte croissance démographique, a d'abord financé conjointement avec la municipalité socialiste de Bourg-en-Bresse un Centre d'études universitaires (CEUBA) de statut privé, sous tutelle de l'université Jean-Moulin Lyon III.

Par ailleurs, un premier programme de logements a été lancé en faveur des étudiants originaires de l'Ain qui suivent leurs cours dans la capitale rhodanienne, parallèlement à la mise en place d'un système de « prêts d'honneur » permettant aux jeunes les moins favorisés de financer leurs études. Des bourses de transport ont également été attribuées aux lycéens vivant en internat à l'extérieur du département au sein duquel le conseil général poursuit notamment une politique d'aide aux communes pour la construction ou le fonctionnement des écoles primaires et maternelles en milieu rural. Cela, tout en subventionnant les projets d'actions éducatives des collèges.

« Au-delà des strictes responsabilités que lui a confiées la loi dans le domaine de l'éducation, le département apporte une contribution volontaire de 114 millions de francs », calcule M. Grammont, dont les chiffres sont contestés par la gauche, minoritaire au conseil général. M. Marcel Gache (PS), membre de la commission des affaires culturelles et sociales (chargée de l'enseignement), juge *« les efforts de l'assemblée appréciables »*. Il n'émet qu'une observation à propos de l'éducation artistique : *« pourrait mieux faire »*.

MICHEL LECOMTE.

(1) Vingt-deux sièges pour l'UDF, douze au RPR et sept à la gauche (PC, PS, MRG), avant renouvellement.

(2) L'Ain affichait au 1er juillet 1988 le plus faible taux de chômage de France avec 6,3 %.

Politique

Le référendum sur la Nouvelle-Calédonie et les difficultés dans l'opposition

Le RPR tente de soulever des obstacles juridiques

Comme prévu, le RPR a longuement débattu, mercredi 14 septembre, du projet de référendum sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie au cours des réunions successives de ses deux groupes parlementaires et de son comité central. Comme prévu également le RPR n'a pas encore définitivement arrêté la position qu'il prendra pour la consultation du 6 novembre. Il le fera vers le 15 octobre à l'occasion d'une nouvelle réunion du comité central. D'ici là, le secrétaire général, M. Juppé, enverra en Nouvelle-Calédonie une délégation composée de parlementaires et de responsables du mouvement *« qui prendra tous contacts utiles avec les diverses parties intéressées »* et qui présentera à son retour un rapport devant le comité central.

Le RPR, dans le communiqué publié à l'issue de ses travaux du 14 septembre, ne fait à aucun moment allusion au RPCR, à ses deux leaders M. Jacques Lafleur, député, et Dick Ukeiwé, sénateur, au fait qu'ils sont les cosignataires avec le leader du FLNKS, M. Tjibaou, de l'accord Matignon et à leurs appels à voter « oui » le 6 novembre. Il se limite à *« réaffirmer sa pleine et entière solidarité avec tous ceux qui, sur le territoire, ont exprimé leur attachement au maintien de la Nouvelle-Calédonie dans la République lors du référendum de 1987 »*. S'agit-il d'une prise de distance du RPR à l'égard de la formation qui l'incarne sur le territoire néo-calédonien et dont le changement d'attitude, consécutif au changement de gouvernement, a *quelque peu surpris — et pour certains choqué —* les militants et les cadres du parti métropolitain ?

La solidarité du RPR avec le RPCR qui était rituellement évoquée naguère est dans ce texte totalement absente.

« Inutile » et « nuisible »

Il est vrai que les débats du comité central ont confirmé que chacun des choix possibles — non, abstention, oui — avait des partisans. Toutefois, ceux qui sont favorables au *« oui »* sont apparus très nettement minoritaires. Alors que le cœur des délégués penche pour le « non », toute l'action des dirigeants consiste à les convaincre de se rallier à une abstention « active », c'est-à-dire « motivée ». Mais si M. Pasqua a pu affirmer qu'*« il ne saurait être question de voter non »*, deux autres élus des Hauts-de-Seine, MM. Labbé et Baumel, ont souhaité le contraire, tout comme M. Bernard Pons.

Restent donc les deux autres possibilités entre lesquelles, en définitive, le RPR devra bien choisir. Davantage qu'au sein des groupes parlementaires, les délégués au comité central tendent vers l'abstention, qui permet de penser « non » sans dire « oui ». Toutefois les défenseurs du « oui » ont pu librement et abondamment développer leurs raisons, bien que M. Etienne Pinte (Yvelines), lorsqu'il l'a fait, ait soulevé des murmures de désapprobation, ce qui a contraint M. Chirac à réclamer le calme à deux reprises. Cette manifestation, il est vrai, visait moins sa prise de position que sa personne en raison de l'article qu'il avait écrit dans *le Monde* (daté du 30 août), où il accusait le RPR d'avoir *« perdu son âme »*. Pourtant les arguments de ceux des « rénovateurs » qui sont partisans du « oui » n'ont pas été différents de ceux des autres dirigeants prônant cette solution, comme M. Chaban-Delmas. Mais tous ceux-là, poliment applaudis, comme ceux qui souhaitent l'abstention, ou le « non », chaleureusement soutenus, ont promis de se rallier au choix qui sera fait par vote à bulletins secrets lors du prochain comité central.

En réalité le RPR, en attendant ce moment-là, déplace le problème du plan politique au plan juridique.

Il lance donc un appel à M. Mitterrand pour qu'il saisisse le Conseil constitutionnel afin que celui-ci émette *« un avis public sur la conformité de la question référendaire à la Constitution et aux lois fondamentales de la République »*. Le RPR reprend ainsi la formule utilisée par le président de la République dans sa *Lettre à tous les Français*, où il prenait un tel engagement pour tout éventuel référendum qui concernerait *« les problèmes majeurs qui naissent de l'évolution de notre société »*. Le RPR estime que le terrain juridique sur lequel il se place est assez solide. Le changement de statut d'un territoire, disent les membres du comité juridique du RPR que dirige M. Pierre Mazeaud, député de Haute-Savoie, ancien conseiller d'Etat, ancien ministre, *« est bien un problème majeur »*, sinon, une simple réforme par voie parlementaire suffirait.

Ils contestent également l'article 2 de l'avant-projet de loi qui limite le droit de voter au référendum envisagé pour 1998 aux seuls électeurs inscrits sur les listes électorales en 1988. Le RPR en déduit que cette disposition *« écarte arbitrairement du droit de vote tous les Français qui choisiraient leur résidence dans ce territoire dans les dix années à venir, alors que l'article L. 11 du code électoral leur ouvre ce droit à partir de six mois de résidence »*. Une exception a été toutefois admise en 1966 en exigeant trois ans de résidence avant le référendum d'autodétermination de la Côte française des Somalis et en 1987 pour le référendum du 13 septembre en Nouvelle-Calédonie. Un tel délai correspondait à la durée d'un séjour outre-mer d'un fonctionnaire métropolitain. Selon le RPR, en revanche, *« une restriction de dix ans ne se fonde sur aucun critère tangible et apparaît clairement abusive »*. La notion de *« population intéressée »* est donc jugée trop restrictive. Accessoirement les juristes du RPR notent que, pendant les dix prochaines années, les Français s'installant en Nouvelle-Cadédonie pourront cependant voter aux élections locales. M. Aurillac, ancien ministre, voit là *« un redoutable précédent pour l'unité nationale »*.

Une autre disposition est jugée contraire à la Constitution : celle contenue dans l'article 80 de l'avant-projet, qui prévoit que *« les personnes exclues de l'amnistie, car inculpées pour des crimes ou des assassinats, ne peuvent plus être placées ou maintenues en détention provisoire »*. Les juristes du RPR assurent que cette disposition *« impose un comportement au juge pour des faits qui échappent précisément à l'amnistie et qui relèvent donc de l'appréciation souveraine du magistrat instructeur »*. Cette intervention directe sur un élément de procédure porterait ainsi atteinte à l'indépendance de l'autorité judiciaire vis-à-vis du pouvoir législatif alors que l'article 64 de la Constitution prévoit que *« le président de la République est garant de l'autorité judiciaire »*.

Fort de tous ces arguments, le RPR estime que l'usage du référendum est « dévoyé » et rappelle sa préférence pour la voie parlementaire. M. Juppé trouve le choix référendaire de M. Mitterrand *« inutile et nuisible »* et guidé seulement par *« le souci d'éviter la censure probable du Conseil constitutionnel »*. Mais si celui-ci donnait un avis favorable, le secrétaire général du RPR s'engage par avance à le respecter.

ANDRÉ PASSERON.

Devant les sénateurs centristes

M. Lecanuet plaide pour les « alliances traditionnelles »

« La comédie de l'ouverture est terminée », M. Jean Lecanuet a sifflé la fin de la récréation devant ses collègues sénateurs de l'Union centriste, réunis pour une journée d'études, mercredi 14 septembre. L'ancien président de l'UDF leur a expliqué que c'était une *« arme »* contre les centristes et qu'il revient désormais à ces derniers de bien mettre en évidence que les socialistes n'ont pas la majorité. Selon lui, les échéances électorales obligeant aux alliances traditionnelles, l'opportunité d'ouverture n'est pas pour tout de suite... bien que le maire de Rouen ait cité une occasion de rouvrir la porte si le dessein du chef de l'Etat est bien de construire l'Europe.

M. Lecanuet, sans que cela soit contesté, a enfin observé que *« la cohésion de l'UDF est exigée par notre électorat »*, lequel est attaché aux alliances UDF-RPR...

Résumant les travaux à huis clos des membres du groupe qu'il préside, M. Daniel Hoeffel a indiqué que les sénateurs centristes sont favorables au *« oui »* pour le référendum sur la Nouvelle-Calédonie. Sur l'ISF, les sénateurs centristes insistent sur la nécessité de le rendre temporaire, de le replacer dans le contexte de 1993. Pour la réforme de l'audiovisuel dont le Sénat devrait discuter avant l'Assemblée nationale, M. Jean Cluzel a plaidé pour que les nominations au futur Conseil supérieur résultent d'un consensus entre le président de la République, celui de l'Assemblée nationale et celui du Sénat. Il s'est déclaré hostile à une inscription dans la Constitution sans qu'auparavant il y ait eu une *« période probatoire »*.

● **M. MÉHAIGNERIE : *« Il y a de bons maires socialistes. »*** — *« Les positions du Parti socialiste favorables à une alliance systématique avec le Parti communiste rendent improbables la constitution de listes entre socialistes et centristes »*, affirme, le jeudi 15 septembre dans un entretien au *Figaro*, M. Pierre Méhaignerie. Néanmoins, constate le président du CDS, *« il y a des bons maires socialistes qui savent concilier nos exigences d'efficacité, de justice et de diffusion des responsabilités, des maires ayant choisi de ne pas pratiquer l'alliance avec le Parti communiste »*. Si *« globalement, le centre soutient ses alliances traditionnelles »*, a renchérit le président de l'UDC, jeudi sur France-Inter, il reconnaît qu'*« il n'est pas interdit, parfois, de mettre un peu d'oxygène dans la vie politique »*. *« De toute façon, ne décidons pas tout de Paris pour des élections locales »*, a conclu M. Méhaignerie.

● **TERRITOIRE DE BELFORT : Le secrétaire départemental du CDS « en congé » de l'UDF.** — M. Philippe Garot, secrétaire départemental du CDS du Territoire de Belfort, a annoncé, le mercredi 14 septembre, qu'il se mettait en congé de l'UDF et qu'il conservait ses trois mandats d'élus locaux. M. Garot a ainsi relancé la polémique qui l'oppose depuis une semaine à la fédération départementale de l'UDF, présidée par M. Jacques Bichet (UDF-PR), après qu'il eut annoncé que le CDS ne donnerait pas de consigne de vote aux élections cantonales. M. Bichet avait alors violemment critiqué l'attitude de M. Garot, qui avait constaté *« une large convergence de vues avec les objectifs récemment définis »* par la majorité socialiste du conseil général. Le président départemental de l'UDF lui avait demandé de se démettre de ses mandats de conseiller régional de Franche-Comté, de conseiller général et de conseiller municipal de Belfort, obtenus, selon lui, *« grâce à l'investiture de la confédération »*.

Les députés UDF appellent les centristes à l'unité mais admettent leur autonomie

L'UDF a tenu, le mercredi 14 septembre à l'Assemblée nationale, sa première journée parlementaire depuis la scission du groupe centriste. L'UDF avait tenté de maintenir un semblant d'union, en prévoyant une journée parlementaire commune UDF-UDC à Ajaccio, au début du mois d'octobre. Devant les réticences des « léotardiens », l'initiative ne devait pas aboutir. Pour plus de prudence, les travaux des soixante-dix députés UDF présents (sur les quatre-vingt-dix du groupe) se sont déroulés à huis clos, autour de M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe, et M. Valéry Giscard d'Estaing, président de l'UDF. L'UDC devait, de son côté, rassembler ses troupes, pour une journée parlementaire autonome, le jeudi 15 septembre, dans un grand hôtel parisien. Son président, M. Pierre Méhaignerie, devait y réaffirmer que, plus que jamais, les députés centristes veulent garder leur autonomie pour être à la fois un pôle de *« références »* à droite et *« le poil à gratter de la gauche »*.

« Nous faisons chambre à part à l'Assemblée nationale, mais nous vivons sous le même toit à l'UDF », s'est consolé M. Jean-Claude Gaudin en évoquant la séparation de corps des élus UDF et UDC, pour la première fois depuis la création de l'UDF, il y a dix ans. Une forte volonté de ne rien faire qui puisse repousser les centristes vers les socialistes s'est dégagée de la réunion de mercredi. *« Les bulles de l'ouverture ont éclaté »*, s'est félicité M. Alain Madelin, qui surveille les dérives du continent centriste, comme un volcanologue les frémissements du sol. Engagés dans une double course électorale (cantonales et municipales), l'UDF joue la carte de l'union sans faille avec les centristes. Nul n'a entendu M. François Léotard relancer la proposition qu'il avait faite, au printemps dernier, de « punir » les centristes en présentant contre eux aux élections cantonales des candidats UDF. Chacun a pris acte, avec un « ouf » de soulagement, des dernières déclarations de M. Pierre Méhaignerie et de son *« niet »* aux socialistes. Preuve de ce changement de climat, M. Gaudin a longuement téléphoné à M. Méhaignerie pour lui rendre compte de la teneur des travaux.

« Le succès politique va à celui des deux camps dont la cohésion interne est la moins mauvaise (...). Evitons les divisions entre nous et essayons de nous rapprocher », a insisté M. Gaudin.

Comme les parlementaires socialistes à Vienne, les élus UDF ont pris la mesure du temps, celui d'une opposition qu'aucun rêve d'une fin prématurée du pouvoir socialiste ne viendrait adoucir. M. François Léotard a plaidé pour une *« opposition responsable porteuse d'une alternance »*. *« Il faut assumer l'échec de 1988 »*, 'a-t-il encore déclaré. MM. André Rossinot et Hervé de Charette lui ont emboîté le pas pour que l'opposition ne s'engouffre pas dans les délices de l'obstruction façon 1981-1983. M. Valéry Giscard d'Estaing s'est fait le chantre de l'union en expliquant que *« la stratégie actuelle du pouvoir »* consistait *« à diviser l'opposition »*.

Pour le président de l'UDF, le modèle espagnol doit être pour tous un sujet de méditation : *« Le gouvernement socialiste espagnol tient parce qu'il n'y a rien en face. Il faut éviter les clivages trop forts entre le RPR et l'UDF. »* Le mot d'ordre est donc au resserrement des rangs entre l'UDF et l'UDC et entre l'UDF et le RPR. M. Gaudin l'a dit et répété : l'ouverture est un *« fusil à plusieurs coups »* ; le prochain tir est attendu pour les élections européennes de 1989. L'UDF veut d'ici là bétonner le terrain. C'est dans cet esprit que M. Giscard d'Estaing a conseillé fermement à M. Méhaignerie de ne plus aller voir le premier ministre, M. Michel Rocard, ni de lui envoyer des missives, comme il l'a fait récemment.

En échange, l'UDF est disposée à faire des pas en direction de l'UDC. Même si les avis divergent en son sein à propos du référendum sur la Nouvelle-Calédonie — ils vont du « oui » à l'abstention, en passant par le « oui, mais », — l'UDF devrait se rallier au « oui » prôné par les centristes. La confédération maintient pour l'heure un faux suspense, en dénonçant les ambiguïtés constitutionnelles du projet de référendum.

Les « traîtres » et les autres

S'agissant de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF), les groupes UDF et UDC sont sur la même longueur d'onde. L'UDF déposera notamment quatre amendements préparés par M. Michel d'Ornano pour tester la volonté du gouvernement d'écouter l'opposition. L'ISF, propose-t-il, ne devrait être voté que pour une année, la résidence principale doit être exonérée, cet impôt devrait être considéré comme un acompte sur les droits de succession, et il ne devrait pas pénaliser les couples mariés par rapport aux concubins. Sur ce dernier point, M. Pierre Bérégovoy, entendu mercredi par la commission des finances, a estimé qu'il serait possible de faire quelque chose pour rétablir l'équilibre (le fisc prendrait en compte le patrimoine cumulé des concubins).

Le chapitre élections a été également longuement évoqué dans la matinée. M. Gaudin a estimé une nouvelle fois qu'il ne fallait pas *« froisser l'électorat lepéniste. Il faut comprendre ceux qui ont des difficultés chez eux »*, a-t-il expliqué. *« Je comprends que certains, comme Carignon dans son département, se déportent vers la gauche parce qu'il en a besoin, mais il y en a d'autres pour lesquels la problématique est différente. »* Au terme de cette journée, M. Gaudin a rendu compte des travaux en insistant sur le fait qu'il n'est de centristes que dans l'opposition.

Dénonçant la reprise de la *« farce politico-médiatique de l'ouverture »*, M. Jean-Claude Gaudin s'est attaché à distinguer les *« traîtres »* (ceux qui, tel M. Jean-Pierre Soisson, sont *« ralliés à une politique socialiste »*) des *« vrais »* centristes (MM. Pierre Méhaignerie et Jacques Barrot, qui ne cessent de répéter qu'ils sont dans l'opposition). Même si, observe M. Gaudin, *« les sirènes de l'ouverture continuent de chanter pour eux »*.

Soucieux de préserver l'unité du *« fait UDF »*, M. Gaudin estime que UDF et UDC pourraient adopter une position commune dans la plupart des débats. Ainsi, l'interdiction de fusion des listes entre les deux tours des élections municipales va faire l'objet d'une proposition de loi de la part de l'UDF. Cette proposition, a précisé M. Gaudin, permettra de vérifier si, chez les socialistes, *« la dénonciation vertueuse s'arrête aux intérêts électoraux »*.

A propos du Front national, M. Gaudin a affirmé que son parti refuserait toute *« alliance »* électorale, mais qu'il ne s'interdirait pas des *« accords de gestion ou de participation »* avec les élus du FN, comme dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, qu'il préside.

Le député de Marseille a ensuite vivement critiqué la loi de finances pour 1989, qui impose aux Français un *« régime basses calories »* : *« L'accessoire — l'ISF — masquera l'essentiel, le déficit d'ambition du gouvernement. »* L'ISF est, selon lui, *« le chiffon rouge idéal pour faire croire que Rocard est à la fois socialiste et centriste »*. Mais M. Gaudin a reconnu qu'il fallait se saisir avec doigté d'un impôt *« imbécile que les Français aiment tant »* et pour lequel la droite *« a payé un tribut suffisamment lourd »* après sa suppression.

A propos de la visite de M. Yasser Arafat à Strasbourg, M. Gaudin a dénoncé la *« discrétion »* de M. Rocard devant cette initiative *« profondément choquante »* pour la communauté juive. Enfin, le président du groupe a annoncé qu'il allait déposer une proposition de loi pour le regroupement des élections territoriales (municipales, cantonales, régionales et européennes) afin de limiter les week-ends électoraux.

PASCALE ROBERT-DIARD et PIERRE SERVENT.

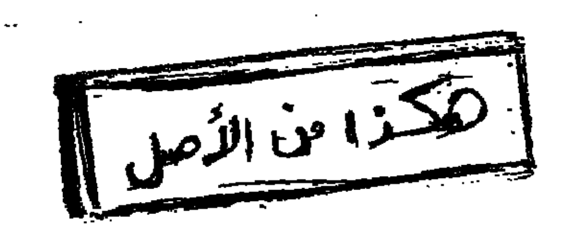
● ***Procédures d'exclusion dans le Var contre six adhérents de l'UDF.*** — M. Maurice Arreckx, sénateur (UDF-PR) du Var, président de la fédération UDF de ce département, a demandé l'exclusion de six adhérents directs de sa formation qui se présentent aux élections cantonales contre les candidats investis par l'opposition. L'une de ces personnes, M. Claude Nabée, se présente dans le septième canton de Toulon avec le soutien du Front national, dont le sigle figure sur ses affiches à côté de celui de l'UDF, tout comme son adversaire, le RPR Louis Bernardi.

Le FN récidive

Les élus européens du Front national persistent et signent. MM. Michel Collinot et Roland Gaucher, représentant de l'extrême droite française au Parlement européen de Strasbourg, apportent un soutien sans faille à leur chef, M. Jean-Marie Le Pen, qui, après avoir qualifié le ministre de la fonction publique de *« Durafour-crématoire »*, l'avait traité de *« salaud »*.

Dans une lettre adressée au garde des sceaux, M. Pierre Arpaillange, et publiée par *National Hebdo* du 15 septembre, les deux élus du FN indiquent qu'ils partagent, sur M. Michel Durafour, *« le même jugement que M. Le Pen »* et le tiennent *« par conséquent pour un salaud »*.

Forts de cette profession de foi politique, MM. Collinot et Gaucher invitent le ministre de la justice à exercer contre eux *« les mêmes poursuites »* que celles qu'il a engagées contre le président du Front et lui demandent donc d'œuvrer pour la levée de leur immunité parlementaire européenne.



هكذا من الأصل

Politique

POINT DE VUE

Morale et politique

par Claude MALHURET
ancien secrétaire d'Etat (UDF) aux droits de l'homme

LA gauche rejetant la proposition de loi de Raymond Barre relative aux élections municipales, le RPR exprimant son refus de toute alliance avec le Front national.

A t-on mesuré toute l'importance de ces deux décisions presque simultanées ?

Commençons par la première : les dirigeants socialistes se sont précipités pour enterrer le projet d'amendement de la loi électorale. Chacun, M. Mauroy, M. Joxe, M. Emmanuelli..., y est allé de sa petite pelletée de terre.

Peut-on en rester là ? Peut-on se dispenser d'analyser ce refus ? Je ne le crois pas. Ce projet constituait une mesure de moralisation de la vie politique. Il visait à en finir avec des manœuvres d'entre deux tours dignes des « apparentements » de la IVe République. Son accueil est révélateur des intentions véritables des uns et des autres. Il permet de mieux éclairer ceux qui hésitent sur l'attitude à adopter face à l'« ouverture ».

Le refus des socialistes tient à deux raisons :

1) Ils ne souhaitent pas, malgré les apparences, que l'opposition se démarque du Front national. Bien plus, en dépit de leurs déclarations, ils sont décidés à tout faire pour empêcher la droite modérée de se distancier de l'extrême droite.

2) Ils ont la ferme intention de maintenir et d'approfondir leur alliance avec le Parti communiste. Alliance électorale jamais rompue, raffermie par des cadeaux récents (retraits de candidats aux législatives, octroi d'un groupe parlementaire). Alliance qui s'exprimera aux prochaines élections municipales comme elle s'est exprimée sans exception aux présidentielles et aux législatives.

Plus que jamais, il est donc clair qu'il y a deux poids et deux mesures. Et cela, moralement, n'est pas acceptable.

Veut-on que je reconnaisse le caractère particulier, spécifique, de toute idéologie raciste ? Je le reconnais.

Veut-on nous rappeler la tragique filiation de la pensée de Jean-Marie Le Pen ? Je n'ai pas besoin qu'on me le rappelle. Veut-on nous faire admettre que de deux totalitarismes l'un ne se compare pas à l'autre ? Admettons. Mais s'il y en a un pire, y en a-t-il pour autant un meilleur ?

N'est-il pas temps de rappeler que les extrêmes sont l'un comme l'autre inacceptables ?

Aujourd'hui, la menace communiste est banalisée. L'audience réduite du Parti communiste, sa perte d'influence idéologique, les mutations de son grand frère, rassurent et tranquillisent. Cette banalisation est dangereuse : le totalitarisme n'est pas affaire de degré.

De ce raisonnement certains de mes amis ont dans le passé été tentés de tirer une mauvaise conclusion : puisque la gauche s'allie avec le Parti communiste, la droite peut s'allier avec le Front national. A cela j'ai toujours répondu fermement : nous ne devons pas plus nous allier avec le Front national que la gauche n'aurait dû s'allier avec le Parti communiste si elle respectait ses propres appels incessants à la morale en politique.

La décision du RPR me réjouit. Elle est l'aboutissement d'une longue marche qu'à quelques-uns nous avons entrepris bien seuls et où nous sommes désormais rejoints. Aujourd'hui toutes les familles de la droite modérée, RPR et toutes les composantes de l'UDF, ont adopté la même position : il n'y aura pas d'alliance avec l'extrême droite.

Et cela impose une nouvelle réflexion à ceux qui sont tentés par les sirènes de l'ouverture. A Jean-Pierre Soisson, avec qui j'ai milité au sein du Parti républicain, à Bernard Kouchner, que j'ai connu à Médecins sans frontières au temps où nous dénoncions les totalitarismes et qui aujourd'hui se retire pour faire élire un communiste, à leurs collègues du gouvernement qui viennent de l'UDF, à ceux de mes amis qui seraient tentés de les rejoindre, je tiens à dire fortement ceci : vous gouvernez aujourd'hui, vous gouvernerez demain avec des hommes qui tous, sans exception, ont été et seront élus dans leurs villes et dans leurs circonscriptions grâce à l'alliance jamais démentie avec le Parti communiste. La raison majeure pour laquelle vous les avez rejoints, vous me l'avez dit, vous l'avez exprimé publiquement, c'est la crainte d'une droite prête aux compromissions.

Désormais, les choses sont claires. Il n'y aura pas dans notre camp de compromission. Mais dans celui qui vous tend les bras rien n'a changé. Vous avez le droit d'être attirés par ceux qui ont accepté de s'allier au partisans de l'asservissement de la Pologne, du million de morts afghans et de Pol Pot.

Mais vous ne pouvez plus ignorer qu'aujourd'hui l'immoralité politique n'est le monopole que d'un seul camp. A ceux qui ont déjà rejoint la majorité présidentielle j'aimerais demander : pourquoi n'avez-vous pas exigé de vos nouveaux amis les décisions que vous craigniez de ne pas obtenir des anciens ? A ceux qui seraient tentés de les imiter je voudrais dire : vous êtes libres de vos choix, mais surtout ne venez pas expliquer aux Français que vous le faites au nom d'une conception morale de la politique. Vous auriez sans soute du mal à les convaincre.

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, le mercredi 14 septembre, sous la présidence de M. François Mitterrand. A l'issue des travaux, le service de presse de la présidence de la République a diffusé un communiqué dont nous publions les principaux extraits.

● MESURES POUR L'EMPLOI

(Lire *le Monde* du 14 et du 15 septembre.)

Face à l'évolution du chômage, une action déterminée et persévérante en faveur de l'éducation, de la formation et de la recherche est entreprise, conformément aux orientations définies par le président de la République. Les choix essentiels du projet de budget pour 1989 correspondent à ces orientations. Mais on ne peut se contenter d'attendre que les mesures à long terme produisent leurs effets.

C'est pourquoi le gouvernement entend mettre en œuvre un ensemble de mesures pour l'emploi regroupées autour de cinq objectifs.

● TRANSFERT DES CENDRES DE JEAN MONNET AU PANTHÉON

Le ministre de la culture et de la communication, des grands travaux et du bicentenaire a présenté au conseil des ministres une communication relative au transfert des cendres de Jean Monnet au Panthéon.

En décidant cet hommage, le président de la République et le gouvernement honorent la personne et l'œuvre de Jean Monnet, homme de foi et de réconciliation, qui, après la deuxième guerre mondiale, s'est attaché à la reconstruction du pays en exerçant, le premier, les fonctions de commissaire au Plan avant de se consacrer à la construction de l'Europe.

La cérémonie aura lieu le 9 novembre 1988, à l'occasion du centenaire de sa naissance. Après une manifestation organisée par l'association des amis de Jean Monnet dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne, la cérémonie officielle se déroulera devant le Panthéon en présence de chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté européenne. Elle sera organisée avec le concours de jeunes des pays d'Europe et sera retransmise en direct à la télévision.

● ORIENTATIONS DE LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT EN MATIÈRE DE FRANCOPHONIE

Le ministre délégué chargé de la francophonie a présenté au conseil des ministres les orientations de la politique du gouvernement en matière de francophonie.

M. Alain Decaux a rappelé l'importance considérable de la réunion en 1986 à Paris, à l'initiative du président de la République, de quarante chefs d'Etat et de gouvernement francophones. Dès ce premier sommet, une communauté francophone est née. La conférence de Québec en 1987 a confirmé sa solidarité. Le prochain sommet aura lieu à Dakar en mai 1989.

Le ministre délégué chargé de la francophonie a défini les principales orientations de son action destinée à renforcer les liens au sein de la communauté francophone.

Dans nos relations extérieures, la francophonie est un atout politique. Elle doit favoriser l'action de notre pays, soutenue, voire relayée par les initiatives des Etats de la communauté francophone qui s'expriment parfois d'une même voix sur les grands problèmes internationaux.

Dans l'Europe de 1993, la langue française doit garder une place de premier rang. Un des meilleurs moyens d'assurer la pérennité de l'usage du français est d'obtenir, de nos partenaires, la réciprocité dans l'apprentissage des langues étrangères.

Dans le secteur audiovisuel, il convient de soutenir TV 5, qui vient d'être inauguré au Canada et doit être développé en Europe et envisagé en Afrique.

En France même, les moyens des institutions dont la mission est de défendre et de promouvoir notre langue seront renforcés.

Enfin, le ministre a présenté le calendrier des grands événements qui feront de 1989 une année importante pour la francophonie :

– Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement au Sénégal ;

– Réunion des ministres de la justice francophones en janvier à Paris ;

– Jeux de la francophonie en juillet au Maroc ;

– Etats généraux de la création francophone ;

– Forum francophone scientifique et technique.

Selon BVA

La cote de M. Rocard en hausse

La popularité de M. Michel Rocard s'est sensiblement améliorée durant la période estivale, selon le sondage réalisé par BVA et publié, le jeudi 15 septembre, dans *Paris-Match* (1). 57,5 % des personnes interrogées (dont 35 % de sympathisants de droite) expriment une opinion favorable à l'égard du premier ministre, alors que 53 % partageaient cet avis en juillet dernier. En revanche, 22,5 % des interviewés (au lieu de 22 % il y a deux mois) refusent leur confiance au chef du gouvernement. M. François Mitterrand bénéficie également d'une large popularité : 63 % des personnes interrogées (dont 32 % partisans de l'opposition) ont, comme en juillet, une bonne opinion du président de la République.

(1) Sondage effectué du 31 août au 6 septembre auprès d'un échantillon représentatif de 923 personnes.

Citez un constructeur européen de mini-ordinateurs qui emploie plus de 18.000 salariés directement au service des clients.



Si la marque Nixdorf ne vous a pas directement sauté à l'esprit, peut-être nous sommes-nous un peu trop occupés de nos clients, et pas assez de notre image.

En réalité, 60 % de nos effectifs, soit plus de 18.000 commerciaux et techniciens de service, travaillent exclusivement au service de nos clients. Et nous croyons chacun d'entre eux indispensable.

Si ce chiffre est unique en Europe, c'est que la priorité au service client commence chez nous à frôler l'obsession.

Mais s'il est possible de rémunérer autant de salariés à soigner nos clients, c'est aussi parce que ceux-ci sont nombreux. En fait, Nixdorf est le premier constructeur européen de mini-ordinateurs sur le marché européen. Nous détenons la plus grande bibliothèque de logiciels de gestion. Nous sommes un fournisseur leader en Europe pour les Banques, l'Automobile, la Distribution.

Jusqu'à ces mois derniers, nous avions un peu la sensation d'être, avec nos clients, les seuls à le savoir. Mais il n'est jamais trop tard pour bien faire.

Nixdorf Computer S.A.
14, avenue des Béguines
95802 Cergy-Pontoise Cedex. Tél. : (1) 34-20-34-20.
Nixdorf Computer Lyon S.A.
2 Avenue Georges Pompidou, 69003 Lyon
Tél. 72349600

NIXDORF COMPUTER

Fiabilité allemande, esprit français



Société

JUSTICE

A Wattrelos (Nord)

Deux des quatre policiers municipaux inculpés après la plainte d'un jeune Maghrébin sont écroués

Les quatre policiers municipaux de Wattrelos (Nord), qui étaient accusés d'avoir brutalisé un jeune Maghrébin et de l'avoir jeté dans un canal *(nos dernières éditions du 15 septembre)* ont finalement été inculpés dans l'après-midi du 14 septembre par M. Jean-Michel Faure, juge d'instruction au tribunal de Lille. Deux d'entre eux, le brigadier-chef Jean-Marie Declerck et le gardien Patrick Gresset, inculpés de violence avec préméditation et non-assistance à personne en danger, ont été écroués. Les deux autres gardiens, Dominique Maluta et Stanislas Podgorski, laissés en liberté sous contrôle judiciaire, ont été inculpés d'arrestation illégale, inculpation qui vise également Patrick Gresset. Les quatre fonctionnaires municipaux ont, en outre, été révoqués par M. Alain Faugaret, maire socialiste de Wattrelos, qui a jugé leur comportement « *indigne et inadmissible de la part d'un citoyen et qui devient insupportable de la part d'un fonctionnaire* ».

Dans la nuit de samedi à dimanche dernier, les policiers municipaux avaient interpellé Djeloul, dix-sept ans, de nationalité française, domicilié dans l'Indre et qui était venu voir sa famille à Wattrelos. Le jeune homme, expliquèrent-ils plus tard, était soupçonné de se livrer au trafic des stupéfiants. Ramené dans les locaux de la police municipale, giflé, puis transporté dans le coffre du break des policiers, Djeloul avait été, pour finir, jeté dans le canal.

Revenu quelques instants plus tard sur les lieux, les policiers constataient que leur victime avait gagné l'autre rive à la nage. Ils s'en saisissaient à nouveau et la jetaient encore une fois dans le canal. Un témoin devait alors appeler police-secours (de la police nationale, cette fois) et le SAMU. Interrogés, les policiers municipaux ont répondu que, par deux fois, Djeloul était tombé dans le canal accidentellement.

Une nouvelle école de police à Roubaix

La première pierre d'une réforme globale

Le ministère de l'intérieur vient de décider l'implantation d'un nouveau centre de formation pour les policiers à Roubaix (Nord). Le site des Hauts-Champs qui a été retenu a été mis à la disposition du ministère de l'intérieur par la municipalité. Le nouveau centre devrait accueillir, dès 1991, plusieurs centaines de policiers, dont quatre cents appelés, policiers auxiliaires qui effectuent leur service national dans la police.

Ce centre mixte rompt donc avec la « logique Egletons », ville de Corrèze où M. Chirac, alors premier ministre, envisageait la construction d'une école pour les seuls policiers auxiliaires. La suppression de ce projet par M. Joxe *(le Monde* du 3 août) avait suscité quelques polémiques, le nouveau ministre de l'intérieur étant soupçonné de « mesquinerie » à l'encontre de ses prédécesseurs.

L'affaire s'insère en fait dans une réflexion globale menée depuis plusieurs mois sur les problèmes que soulève la formation des policiers. Les services de M. Joxe ont en effet constaté que chaque direction de la police nationale (police judiciaire, polices urbaines, RG ou DST) avait mis en œuvre des cycles de formation autonomes, même si les besoins spécifiques, c'est notamment le cas aux RG et à la DST, étaient voisins. un tel morcellement se fait, estime-t-on au ministère, au détriment de la qualité des enseignements donnés ; formateurs et équipements sont mal utilisés. Chaque centre de formation a eu, d'autre part, tendance à se spécialiser, ce qui nuit à l'homogénéité de l'enseignement.

Or le ministère étudie actuellement une prochaine réforme des structures de la police nationale, aujourd'hui partagée entre plusieurs corps aux carrières différentes. Selon les projets à l'étude, les policiers de demain devraient avoir un « cursus » plus resserré, la police nationale n'étant plus formée que de deux ou trois corps.

De nouveaux besoins en formation en découlent, qui insistent surtout sur une intégration plus poussée de la formation initiale. De là l'idée de remplacer peu à peu les vingt et une écoles de police disséminées sur tout le territoire par quelques gros centres, implantés dans les grandes villes, où une formation polyvalente serait donnée aux futurs policiers. Un tel système, dit-on au ministère de l'intérieur, outre qu'il rentabiliserait mieux les installations, serait un facteur important d'homogénéité dans la nouvelle police nationale. Dans cette perspective les services de M. Joxe s'apprêtent d'ailleurs à demander à la mairie de Paris d'étudier l'agrandissement du centre de formation de la police nationale situé sur le plateau de Gravelle, dans le bois de Vincennes.

G. M.

Libération éphémère pour... homonymie

L'administration pénitenciaire a libéré par erreur, mercredi 14 septembre, de la maison d'arrêt de Gradignan (Gironde) Jean-Philippe Aguilera, vingt et un ans, condamné pour viol, torture et acte de barbarie. Considéré comme dangereux, Jean-Philippe Aguilera a été confondu avec un codétenu de nationalité espagnole âgé de quarante-huit ans, Antonio Aguilera, qui, lui, achevait de purger une peine de quatre ans de prison, dont deux avec sursis, prononcée en 1987 pour violence envers un agent d'assurances dont il s'estimait victime.

Les faits qui valaient sa détention à Jean-Philippe Aguilera sont d'une tout autre nature : agression et violences envers une handicapée mentale de vingt-six ans suivies, au cours de sa détention, d'autres sévices infligés à un codétenu.

La police, avertie de la bévue commise par le greffe, devait retrouver en Dordogne dès jeudi 15 septembre le « libéré par erreur ». Quant à son homonyme, il attend pour « sortir » que les enquêteurs aient vérifié qu'il n'a pas été, peu ou prou, complice dans cette affaire de libération insolite.

Bataille pour la sauvegarde d'un « village »

Les entêtés de Belleville

Les quartiers nord-est de Paris intéressent vivement les promoteurs immobiliers, qui y recherchent des « dents creuses », ces ensembles de bâtiments anciens peu élevés coincés entre deux immeubles. La société anonyme de Crédit immobilier des environs de Paris, la SACIEP, tente depuis décembre 1986 de lancer un projet rue de la Mare, dans le vingtième arrondissement. Locataires et copropriétaires s'y opposent fermement.

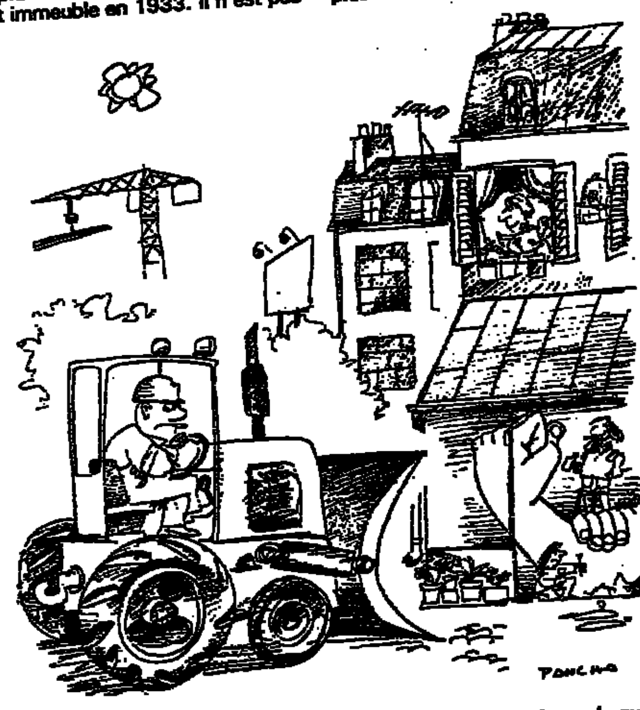
Les parpaings ont défiguré la façade qui donne sur la cour. Quatre des appartements de cet immeuble du XXe arrondissement de Paris ont été murés de l'intérieur et les encadrements des fenêtres s'ouvrent désormais sur ces bouts de murs gris maculés de ciment. Qu'importe ! Au premier étage, Gisèle Perrier, qui vient de repeindre sa balustrade, continue à prendre soin des géraniums en fleur installés au bord de sa fenêtre. La cuisine a été refaite au mois d'août et Gisèle Perrier envisage maintenant de s'attaquer à la salle à manger. Drôle de pari : la société anonyme d'HLM de Paris et ses environs, la SAPE, qui a acquis le bâtiment en décembre 1986, n'attend plus que le départ des derniers locataires pour démolir l'immeuble. Un permis de construire, délivré le 8 septembre 1987 par la mairie de Paris, autorise la construction de deux bâtiments de cinq et deux étages « *à usage d'habitation et de commerce* ». Pour cela il faudrait que les locataires quittent les lieux, ce qu'ils n'ont nulle intention de faire.

Malgré les parpaings, les pressions et les morceaux de tôle argentée qui barrent les verrières de l'ancien atelier de chaussures pour dame du premier étage. Les plus inquiets des occupants ont déménagé au cours de l'année dernière, convaincus « *qu'on ne lutte pas contre les promoteurs* ». Un des locataires a été relogé dans un immeuble de la SAPE, à Marne-la-Vallée, et les autres se sont entendus avec les « négociateurs » envoyés sur place par la société : l'une des locataires a libéré les lieux en échange d'une « *somme forfaitaire et globale* » de 60 000 F, « *compte tenu des installations récentes réalisées dans l'appartement* ».

Restent une dizaine de récalcitrants bien décidés à « *tenir bon* » envers et contre tout. « *Ils s'y sont vraiment mal pris,* lâche Ali Ahsoumi dans un sourire. *Ils ont pensé que les gens qui habitaient de tels quartiers ne savaient pas se défendre. Alors ils ont agi en force, comme en terrain conquis. Ils ont sonné à notre porte et nous ont annoncé froidement qu'il fallait que nous partions, que le bâtiment serait démoli de toute façon et que l'immeuble serait vidé rapidement, par les CRS s'il le fallait. Ça ne m'a pas beaucoup plu.* » Et de dénoncer les visites répétées des négociateurs « *menaçants* » de la SAPE et les innombrables coups de téléphone reçus tard dans la nuit. « *L'un d'eux m'a même affirmé qu'il ferait tout pour que je perde mon travail,* ajoute Gisèle Perrier. *Mon chef de service aux PTT m'a assuré que c'était impossible, mais sur le moment ils m'ont tout de même un peu inquiétée.* » La SAPE, qui se dit « *étonnée* » par ces démarches, insiste pourtant sur « *le dialogue et la concertation* ».

Une seule crainte

Les méthodes parfois musclées des négociateurs ont également déplu à Jean Cassereau, né dans cet immeuble en 1933. Il n'est pas question pour lui de l'abandonner. D'ailleurs, comment le pourrait-il ? Chômeur en fin de droits il ne touche plus un centime depuis le printemps dernier. Des démarches ont été entreprises auprès de l'Office public des habitations de la Ville de Paris qui a « *pris bonne note* » de sa demande, le 16 juin 1987. Il n'a aucune nouvelle depuis cette date. Jean Cassereau n'est toutefois pas inquiet. N'est-il pas dans son droit en restant ainsi sur les lieux ? Dans le cas de baux régis par la loi de 1948, le propriétaire est tenu, en l'absence d'accord amiable, de reloger les locataires qu'il chasse de leur appartement. Le permis de démolir du numéro 79 de la rue de la Mare ne sera délivré qu'à cette condition.



Jean Cassereau et ses compagnons demeurent donc sur place sans jamais oublier de verser leurs loyers. « *Cela leur donnerait une trop belle occasion de nous expulser,* explique Gisèle Perrier.

Tous ces entêtés n'ont qu'une crainte : que la SAPE, dans sa hâte de démolir, cesse petit à petit d'entretenir le bâtiment. Alors chacun met la main à la pâte : Gisèle Perrier nettoie la cour et les escaliers, Jean Cassereau surveille les gouttières et la femme d'Ali Ahsoumi rentre les poubelles tous les matins en emmenant les enfants à l'école. Lorsque la serrure de la porte d'entrée a été forcée l'hiver dernier, ils l'ont réparée avec les moyens du bord.

Les promoteurs de la SACIEP, la société-mère de la SAPE, ont profité de ces dix-huit mois de sourde bataille pour faire leurs comptes. Le projet déposé en 1987, qui prévoit la construction de vingt logements, une boutique et vingt-sept places de parking souterrain, sera plus rentable s'il est étendu. « *Cela favorisera un urbanisme de qualité,* affirme Joël de Lafont, gestionnaire de programmes à la SACIEP. *Nous pourrons ainsi réaliser un beau projet qui améliorera l'environnement de ce quartier.* » La SACIEP, désormais à l'étroit au numéro 79, s'est désormais tournée vers le bâtiment voisin, un immeuble de quatre étages ouvert sur une impasse privée bordée d'ateliers d'artisans : un menuisier, une polisseuse de métaux, une femme sculpteur et une jeune fille qui fabrique des masques et des accessoires de théâtre.

Dernier carré

La SACIEP, bien décidée à acquérir la totalité des parts afin d'étendre son projet, a patiemment démarché les vingt-sept copropriétaires de ce lot. « *Ils nous ont harcelés au téléphone,* raconte Pierre Allio. *Ils prétendaient que les autres avaient vendu pour nous forcer la main. Beaucoup ont fini par céder. Les prix ont tout de même rapidement monté. Au début, la SACIEP proposait 3 000 francs du mètre carré, elle a fini par acheter certains lots près de 10 000 francs le mètre carré.* »

La femme sculpteur, Lisbeth Delisle, Prix Bourdelle en 1985, tient beaucoup à l'atelier de 60 mètres carrés qu'elle a acheté ici en 1984 aux héritiers d'un artisan italien qui fabriquait des statuettes et des gargouilles en plâtre. Où entreposer ses sculptures ? Elle vient de se faire exproprier d'une petite maison qui abritait à la fin du dix-neuvième siècle les ouvriers des carrières de gypse des Buttes-Chaumont. « *Cette maison était à deux pas d'ici,* raconte-t-elle. *Quand je suis arrivée il y a dix-sept ans, il y avait des cours, des maisons, des ateliers, des artisans. Beaucoup ont disparu au profit de ces grands immeubles de béton* », la SACIEP a toutefois réussi à acquérir la quasi-totalité des lots de l'immeuble du 77 de la rue de la Mare et a muré les portes et fenêtres des logements libérés, comme dans l'immeuble voisin. Le dernier carré des co-propriétaires qui ont refusé de vendre ont donc assigné la SACIEP en référé devant le tribunal de grande instance de Paris en lui demandant la remise en l'état d'origine des lieux. « *Ces appartements privés d'aération, disent-ils, ne sont plus préservés de l'humidité. Et que se passera-t-il en cas de fuite ou d'incendie ?* »

Ils ne sont plus que cinq à refuser de vendre leurs parts, et déjà la SACIEP convoite l'immeuble en contrebas, au numéro 75. Un ensemble là aussi d'ateliers et de verdure, niché derrière un immeuble donnant sur la rue. Le sculpteur Coutelle y a installé son « *académie* » : un jardin ouvert à tous, bordé d'ateliers remplis de sculptures. L'un des bâtiments de cet ensemble est un ancien temple maçonnique transformé en logements.

Mais ici les copropriétaires contactés par la SACIEP se sont montrés peu coopératifs. Ils souhaitent défendre cet îlot entouré d'arbres où artistes et artisans vivent côte à côte.

Les promoteurs de la SACIEP finissent par s'impatienter. Les locataires du numéro 79 se montrent bien têtus. Les copropriétaires du numéro 77 semblent prêts à batailler longtemps et les habitants du 75 ont refusé de se laisser séduire. La SACIEP espère toutefois remplacer dans les années à venir cet îlot du vieux Belleville par des immeubles neufs de deux et de cinq étages. « *Nous viendrons à bout,* disent les promoteurs, *de ces récalcitrants. Nous sommes obligés de parvenir à des accords amiables. Mais ce quartier va bouger, il va être restructuré. Il est donc dans l'intérêt de tout le monde de finir ce projet qui enrichira le cadre de vie de l'îlot.* » Et les « récalcitrants » de répondre : « *C'est vrai, il faut réhabiliter mais nous voulons sauver cet îlot du vieux Belleville en lui gardant son charme.* »

ANNE CHEMIN.

MÉDECINE

Le professeur Montagnier juge « insuffisants » les moyens de lutte contre le SIDA en France

En France, les crédits affectés à la recherche sur le SIDA sont-ils suffisants ? Au cours d'un entretien avec l'envoyée spéciale du *Monde* à Arusha (Tanzanie), où se déroule actuellement la IIIe conférence internationale sur le SIDA en Afrique, le professeur Luc Montagnier (Institut Pasteur) juge « *insuffisants* » les efforts faits en France dans ce domaine.

ARUSHA
de notre envoyée spéciale

« Concernant le financement de la recherche, je maintiens que le budget français est tout à fait insuffisant, *nous a déclaré le professeur Montagnier*. On est passé d'environ 100 millions de francs en 1987 à 20 millions cette année. Je crois qu'en France on manque d'une politique à long terme. La recherche sur le SIDA nécessiterait la mise en place d'un programme indépendant des gouvernements. Un peu comme ce qui s'était fait dans le passé avec l'énergie atomique et la création du CEA. Pour le SIDA, toutes les grandes découvertes sont encore à faire. Il faut donc former des chercheurs. Et former un bon chercheur, cela prend de cinq à dix ans.

— *Vous proposez la création d'un conseil national sur le SIDA. C'est une idée personnelle ?*

— Non, je ne suis pas seul à penser cela : il y a un consensus dans le milieu des sidologues. La création d'un tel organisme, composé majoritairement de scientifiques, serait de tracer les grandes orientations dont la recherche sur le SIDA a aujourd'hui besoin, et de conseiller le gouvernement en ce sens. Ce type de structure existe déjà dans d'autres pays, en Grande-Bretagne et en RFA par exemple. Ce conseil national — — devrait travailler sur deux volets : la prévention et la recherche.

— *Ce conseil n'aurait donc qu'un rôle consultatif ?*

— Pour travailler efficacement, il faudrait compléter cette structure par la mise en place d'un comité scientifique auprès du ministère de la recherche — qui indiquerait les programmes à financer. Il faudrait créer dans le même temps un comité de prévention regroupant des spécialistes : ceux qui connaissent le mieux le milieu des jeunes — et celui des toxicomanes. »

Propos recueillis par
CATHERINE SIMON.

Les explications de M. Curien

Dans un communiqué publié le 14 septembre, M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie, réagit aux déclarations du professeur Montagnier. « *Il faut se méfier des effets d'annonce,* écrit-il. *Le gouvernement de M. Chirac avait annoncé la mobilisation immédiate en 1987 de 100 millions de francs au titre d'un « programme national de recherche sur le SIDA ».* « *Comme il était prévisible,* poursuit-il, *ces crédits ne pouvaient être utilement dépensés qu'en accompagnement d'une mobilisation simultanée des équipes de chercheurs sur cette difficile recherche.* »

Résultat : en 1987, seulement 50 millions de francs ont été dépensés. Et c'est pourquoi M. Valade a limité à 20 millions de francs le complément ouvert en 1988, les sommes disponibles étant de ce fait portées à 70 millions de francs. Aujourd'hui, rappelle M. Curien, 45 unités de l'INSERM (sur 250) sont mobilisées par la recherche sur le SIDA, ainsi que 15 équipes de l'Institut Pasteur et 21 laboratoires du CNRS.

EN BREF

● **L'adversaire de la limitation de vitesse victime d'un radar.** — M. Francis Rongier est un adversaire sans concession de la limitation de vitesse sur les routes et autoroutes. Pour aider ceux qui partagent ses vues, il signale régulièrement dans sa revue *Auto Défense,* dont le siège est à Saint-Etienne, l'emplacement des radars de la gendarmerie. La dernière carte qu'il y avait publiée ne devait pas être à jour car M. Rongier a été verbalisé, mardi 13 septembre, sur l'autoroute A 7 pour un passage à 166 kilomètres à l'heure sous le nez d'un radar dans le département de Saône-et-Loire.

● **Plus d'essence au plomb en 1990 au Canada.** — Le gouvernement canadien a annoncé le 14 septembre sa décision d'avancer de deux ans la suppression totale de l'essence au plomb. La date-limite, d'abord fixée au 31 décembre 1992, est ramenée au 1er décembre 1990. Cette décicision, prise au vu des résultats de deux études sur la santé des enfants (menées aux Etats-Unis et en Australie), ne concerne aujourd'hui qu'une minorité d'automobilistes, puisque seulement pour 30 % l'essence vendue au Canada contient encore du plomb. — *(AFP.)*

● **FOOTBALL : championnat de France.** — Paris-Saint-Germain et Bordeaux ont fait match nul (1-1), le mercredi 14 septembre, au Parc des Princes, dans une rencontre de la deuxième journée du championnat de France qui avait dû être reportée. Grâce à ce résultat, Paris-Saint-Germain rejoint Auxerre à la première place du classement. Bordeaux est troisième à trois points.

● **TENNIS : rectificatif.** — C'est cinq ans et non huit ans après que Jack Crawford eut failli réussir le premier grand chelem du tennis que Donald Budge réussit à remporter les quatre tournois majeurs en 1938.



Société

ÉDUCATION

Fin de la grève dans un lycée de Tours

Grandmont rentre dans le rang

TOURS
de notre envoyé spécial

Le lycée Grandmont de Tours a enfin fait sa rentrée le jeudi 15 septembre. Avec neuf jours de retard. Professeurs, personnel non enseignant, élèves et parents d'élèves refusaient la reprise du travail pour protester contre les classes surchargées dépassant quarante élèves. Après neuf jours houleux, où les couloirs déserts des bâtiments vieillots résonnaient des éclats de voix d'assemblées générales quotidiennes, où l'exaspération gagnait les autres lycées de la cité tourangelle, Grandmont rentre dans le rang. Après une manifestation réunissant plus de deux mille personnes aux cris de « *Une chaise pour deux c'est trop peu !* » et une dernière journée de tension où la solidarité s'effilochait au fil des négociations avec M. Jean Favret, inspecteur général mandaté par le ministère de l'éducation nationale, Grandmont a voté la reprise du travail. Sans joie ni passion. Juste en espérant que ce mouvement d'exaspération aura servi à quelque chose.

Grandmont, c'est une usine. Une machine à savoir étalée sur 17 hectares boisés, au sud de Tours. Un vestige de ces cités scolaires créées à la fin des années 50 en pleine vogue du gigantisme pédagogique. Des bâtiments longs de 180 mètres, hauts de quatre étages, à l'architecture insipide, entourent des arbres et un gymnase au plafond qui fuit. Près de cinq mille personnes y vivent. Car Grandmont n'est pas seulement un lycée de 3 300 élèves et de 310 enseignants, c'est aussi un collège de 600 enfants et un lycée d'enseignement professionnel de 780 personnes.

Lieu de vie

Pourtant, Grandmont est loin d'être misérable. Après la période « concentrationnaire » des années 60, où des barbelés cernaient les clôtures et où les allées et venues étaient surveillées par des caméras reliées au bureau du proviseur ; après la période contestatrice dans le sillage de mai 68, où le lycée traînait une image « gauchiste », Grandmont apparaît aujourd'hui comme un lieu de vie et d'expérimentation. Les élèves peuvent y suivre presque toutes les sections possibles et les initiatives pédagogiques sont innombrables, allant du point de rencontre entre les jeunes et l'entreprise, aux « pré-premières », classes allégées à la pédagogie adaptée accueillant les redoublants. Mais Grandmont souffre parce qu'on ne lui donne pas les moyens de vivre.

Par rapport à 1984, il y a 1 100 élèves supplémentaires : « *L'équivalent d'un nouveau lycée* », souligne un professeur. Cette année, la digue a cédé, parce que 400 élèves de plus se sont inscrits. « *Nous avons atteint un seuil intolérable*, reconnaît M. Roger Bonisson, le proviseur. *Les postes alloués aux lycées sont arrêtés avant de connaître les chiffres exacts des effectifs. Nous devons travailler sur des prévisions qui ne tiennent pas compte des échecs au baccalauréat, ni du flux d'élèves arrivant en classe de seconde.* » Il ajoute que, depuis quelques années, les créations de postes d'enseignants ne suivent pas l'augmentation des effectifs. Conséquences : certains cours de langue sont surchargés et la cantine a réquisitionné tous les recoins pour nourrir les jeunes.

Même le proviseur admet que la situation est intenable. « *Pour fonctionner dans des conditions idéales, il faudrait disposer de trente postes supplémentaires* », précise-t-il, en sachant qu'une telle demande est utopique. Son réalisme est partagé par les grévistes dans leurs revendications. « *Nous avons calculé que pour descendre à 35 élèves il faudrait 100 emplois supplémentaires*, affirme M. Renaud Chauvet, du SNES. *Mais nous n'avons pas voulu aller aussi loin.* » Les demandes étaient, en effet, beaucoup plus modestes : création de deux secondes d'enseignement général, une première S, une terminale B, deux postes de langue, quatre postes d'agents et de documentalistes. A l'issue des négociations, les deux classes de seconde, la première, la documentaliste et les quatre postes non enseignants ont été accordés. A la demande des parents d'élèves, les jours de grève ne seront pas retenus.

Malgré cela la rentrée ne sera pas simple. Si tous admirent encore le soutien actif des parents d'élèves et s'étonnent de la mise en veilleuse des divergences syndicales, cette solidarité commençait à vasciller. « *Mieux vaut s'arrêter tous ensemble dans l'unité et la décence que de continuer dans la division* », a expliqué un enseignant. « *La grève s'achève, mais il ne faut pas croire qu'elle est finie. Grandmont n'est pas un cas isolé, c'est un signal d'alarme qui sonne dans tous les lycées* », renchérit un collègue.

THIERRY BILLARD.



L'université francophone

Un an après le sommet francophone de Québec, le projet d'université de la francophonie se concrétise peu à peu. Pour son délégué général, Michel Guilloux, l'Université des réseaux d'expression française (UREF) a pour ambition *« de mailler et de mettre en réseaux la communauté scientifique et technique d'expression française »*, afin de faire émerger une véritable francophonie scientifique.

Outils et projets précis commencent à se mettre en place. Les réseaux institutionnels déjà constitués sous l'égide de l'Association des universités partiellement ou entièrement de langue française (AUPELF) se multiplient : après les conférences internationales des doyens de facultés de médecine, de droit, de pharmacie ainsi que des formations d'ingénieurs ou de vétérinaires, ce sont les doyens de lettres et sciences humaines d'universités francophones qui se sont regroupés cette année en association.

D'autre part, une douzaine de programmes sont en train d'être lancés pour multiplier les échanges d'hommes et de connaissances, en particulier entre les pays du Nord et ceux du Sud, et pour favoriser l'accès à l'information scientifique et technique : création de la collection « Universités francophones » dont les ouvrages seront vendus à moitié prix en Afrique, aide aux bibliothèques des universités du Sud, bourses d'excellence et échanges universitaires, développement des banques de données, etc.

Enfin l'UREF entend créer des réseaux thématiques de recherche partagée rassemblant des chercheurs et des laboratoires sur des thèmes de recherche communs : un premier réseau démarre actuellement sur le SIDA et un second sur le paludisme. Animés par le professeur Gentilini de la Pitié-Salpêtrière, ces deux réseaux bénéficieront cette année d'un premier budget de 4 millions de francs et visent à associer, sur appel d'offres, des équipes de recherche du Nord et du Sud. D'autres réseaux sont en cours de constitution, pour l'agronomie et l'économie notamment. Autant de projets qui devraient aboutir d'ici au prochain sommet francophone prévu à Dakar (Sénégal) en 1989.

G. C.

• Anthropologie médicale

Le département d'ethnologie et de préhistoire de l'université de Nanterre vient de créer un certificat de maîtrise en anthropologie médicale.

(Université Paris X, département d'ethnologie, 200, avenue de la République, 92001 Nanterre. Téléphone : 40-97-72-00).

• Communication

Le département communication de l'université de Grenoble 3 organise, entre le 3 octobre et le 31 janvier 1989, un stage de formation à la « communication informatisée ».

(Université Stendhal BP 25 X F38040 Grenoble Cedex. Téléphone : 76-44-82-18).

• PME

Un DESS « gestion et développement des PME » est créé à la faculté des sciences économiques de l'université de Reims, en collaboration avec l'Union patronale de Champagne-Ardenne.

(57 *bis*, rue Pierre-Taittinger, 51096 Reims Cedex. Téléphone : 26-08-21-21).

CATASTROPHES

Après avoir ravagé la Jamaïque et le Yucatan

Le cyclone Gilbert menace les côtes des Etats-Unis

Arbres tordus et cassés, toits de tôle s'envolant, rues transformées en torrents, vagues énormes, rideaux de pluies : les quelques images du *hurricane* (cyclone tropical de la zone Caraïbes-golfe du Mexique) Gilbert qui ont été diffusées sont hélas classiques : elles reviennent pour chaque cyclone tropical.

Les communications des zones touchées par Gilbert avec le monde extérieur sont encore très difficiles mais on commence à avoir des informations sur les tragédies qui ont déjà jalonné son parcours.

– Le 11 septembre, Gilbert a commencé par faire tomber des déluges de pluie sur les zones côtières du Venezuela : des coulées de boue ont tué cinq personnes. Le 12 septembre, il a effleuré la République Dominicaine (cinq morts) et Haïti (dix morts au moins).

– Les 12-13 septembre, le cyclone a balayé la Jamaïque, puis les petites îles Caïman. A la Jamaïque, les dégâts, énormes, sont évalués à des centaines de millions de dollars. Outre neuf morts, on a déjà dénombré 500 000 sans-abri auxquels s'ajoutent 300 000 autres personnes dont les maisons ont subi des dommages. Au total, c'est le tiers de la population qui a été affecté par la catastrophe. Aux îles Caïman, les dégâts se monteraient à des millions de dollars, mais il n'y aurait pas de morts et peu de sans-abri.

– Le 13 septembre, Gilbert a frôlé la côte ouest de Cuba d'où 92 000 personnes avaient été évacuées préventivement.

Le 14 septembre, le cyclone a balayé la péninsule mexicaine du Yucatan, frappant de plein fouet les îles et les stations balnéaires de Cancun, de Cozumel, de Mujeres, de Progreso, etc. Des villes de l'intérieur, Valladolid et Merida par exemple, ont été touchées, elles aussi. Des dizaines de milliers de personnes avaient été évacuées de la côte, ou au moins conduites dans de solides bâtiments moins exposés que les hôtels des plages ou que les constructions fragiles.

Gilbert, qui avait perdu un peu de sa violence en passant sur le Yucatan, a retrouvé sa vigueur sur les eaux chaudes du golfe du Mexique. Il progresse vers l'ouest-nord-ouest à 20 km/h. Un millier de personnes ont été évacuées des plates-formes pétrolières *offshore* et l'alerte a été donnée sur les côtes du nord-est du Mexique, du Texas et de la Louisiane où les évacuations ont commencé le 14 septembre. La NASA a envoyé ses avions basés à Houston vers des aéroports sûrs, et l'annonce de la date du prochain vol de la navette a été retardée au cas où Gilbert passerait sur la Floride. – *(AFP, UPI)*.

Prénoms

Les cyclones tropicaux des Caraïbes sont désignés par des prénoms depuis 1953. Chaque liste – arrêtée longtemps à l'avance par le centre d'études des cyclones de Miami – est faite de prénoms dont la première lettre suit l'ordre alphabétique. Les cyclones des autres régions ont eu, ensuite, droit eux aussi à des prénoms.

Jusqu'en 1978, ces prénoms étaient exclusivement féminins. Les mouvements féministes américains ayant alors fait remarquer que les comportements masculins étaient aussi imprévisibles que ceux des femmes, les cyclone portent alternativement des prénoms masculins et féminins.

Violence et pression

Les cyclones tropicaux sont un tourbillon atmosphérique de 300 à 800 kilomètres de diamètre, qui prend une violence inouïe en passant sur des mers chaudes (26 °C au minimum), c'est-à-dire qu'ils se produisent en général entre les 8e et 30e parallèles nord et sud, presque toujours sur les côtes est des continents, à la fin de l'été et à l'automne. La pression, au centre du système, tombe très bas (rappelons que la pression atmosphérique moyenne est de 1 015 millibars). C'est elle qui permet de repartir les cyclones en cinq classes. Plus la pression est basse, en effet, plus sont violents les vents qui tournent autour du centre, dans le sens contraire des aiguilles d'une montre dans l'hémisphère nord dans le sens inverse dans l'hémisphère sud.

- *Classe I :* pression égale ou supérieure à 980 mmb ; vents de 130 km/h ; dégâts minimes.
- *Classe II :* pression comprise entre 979 et 965 mmb ; vents de 150 à 190 km/h ; dégâts modérés.
- *Classe III :* pression comprise entre 964 et 945 mmb ; vents de 200 km/h ; dégâts intenses.
- *Classe IV :* pression comprise entre 944 et 920 mmb ; vents de 200 à 250 km/h ; dégâts très importants.
- *Classe V :* pression inférieure à 920 mmb ; vents dépassants 250 km/h ; dégâts catastrophiques.

La pression au centre de Gilbert est descendue à 885 millibars, ce qui est le record connu de toute l'Amérique. Les vents soufflent à 280 kilomètres à l'heure, avec des rafales dépassant 320 kilomètres à l'heure...

Outre les pluies diluviennes, un cyclone tropical est accompagné d'un phénomène de montée de la mer dû à la seule baisse de la pression atmosphérique. Gilbert a ainsi rehaussé le niveau de la mer de 4,5 mètres. Pour peu que le passage d'un cyclone coïncide avec une haute mer de vive eau, l'élévation du niveau de la mer peut atteindre 7 à 8 mètres. D'où les mesures préventives d'évacuation des zones côtières basses que prennent tous les pays un peu organisés. D'où, aussi, les centaines milliers de morts dans des pays en voie de développement (tel le Pakistan oriental en 1970).

En dépit de leurs noms régionaux (*hurricane* dans les Caraïbes et le golfe du Mexique, *typhon* en Extrême-Orient, *willy-willy* en Australie, *baguio* aux Philippines), les cyclones tropicaux ne présentent que de faibles différences : les typhons de la mer de Chine ont des pressions particulièrement basses (884 mmb pour Irma, en 1971), mais leur diamètre est un peu plus petit (300 à 400 kilomètres, contre 600 à 800 kilomètres pour les hurricanes).

La trajectoire des cyclones commence toujours par suivre une direction à composante est-ouest. Parvenue à une certaine latitude, elle amorce une courbe vers le nord puis vers le nord-est dans l'hémisphère nord (vers le sud puis vers le sud-est dans l'hémisphère sud). Mais la course d'un cyclone peut avoir des « fantaisies » : on en a vu faire une boucle complète puis repartir dans leur direction antérieure. La trajectoire est donc assez imprévisible, même avec la surveillance par satellites. Dans le doute, les autorités mettent donc en alerte de vastes portions de côtes.

Alimentés en énergie tant qu'ils passent sur des mers chaudes, les cyclones perdent une partie de celle-ci quand ils sont sur la terre ferme. Ils « meurent » dès qu'ils sont parvenus sur des mers plus froides. L'énergie d'un cyclone tropical est fantastique : on l'a évaluée de 200 à 300 kilotonnes par seconde (la bombe d'Hiroshima n'était « que » de 20 kilotonnes).

YVONNE REBEYROL.

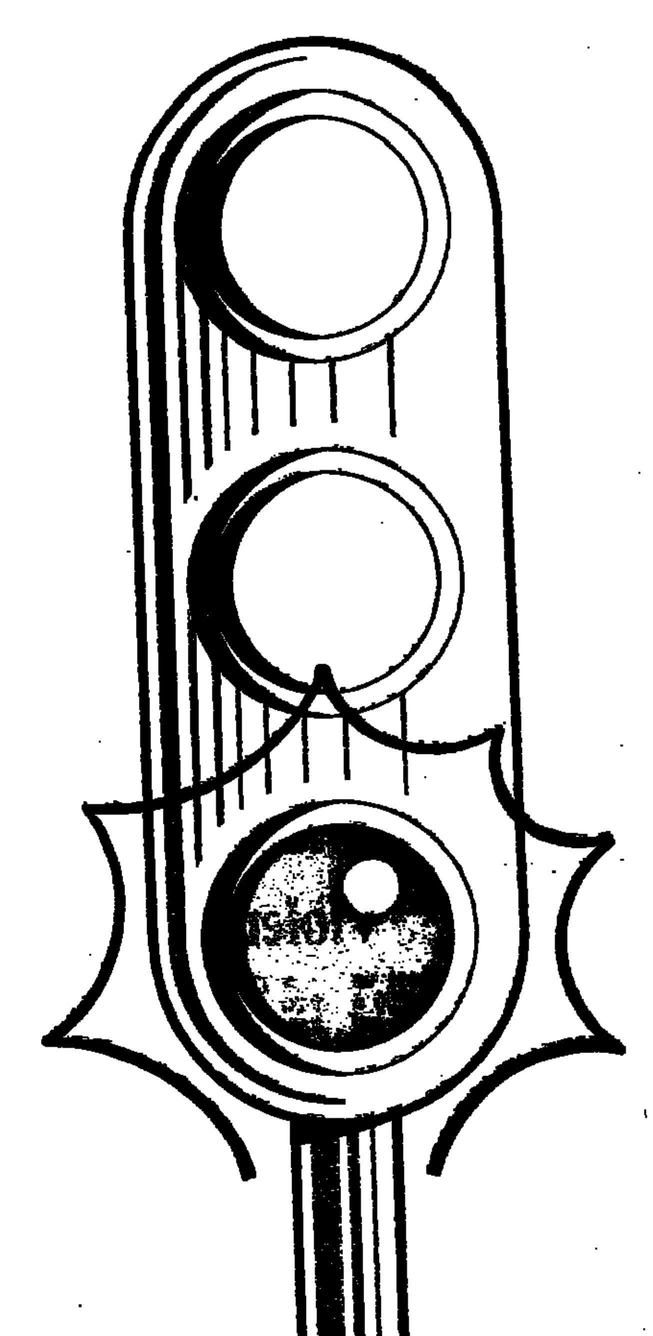
L'aide internationale

Les offres d'assistance à la Jamaïque, dévastée par le cyclone tropical Gilbert, les 12 et 13 septembre, ont commencé a affluer, mercredi, tandis que le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, a lancé un appel à la communauté internationale. La Banque mondiale et la Banque interaméricaine de développement (BID) se sont déclarées prêtes à porter secours à cette île, où, selon des informations parvenues à l'ONU, 800 000 personnes, soit le tiers de la population, ont été touchées. M. Enrique Iglesias, président de la BID, a déclaré que l'envoi d'une mission d'urgence à Kingston avait été décidée et qu'il tentera de se rendre lui-même sur place en fin de semaine.

De leur côté, les Etats-Unis ont envoyé, le 14 septembre, quatre avions chargés de secours tandis qu'une frégate de la Royal Navy britannique a reçu l'ordre de faire cap dans « *les régions de l'île où elle pourra apporter une aide efficace* ». Le Foreign Office a indiqué que le gouvernement britannique « *s'efforcerait de fournir au gouvernement jamaïcain toute l'aide nécessaire* ».

Enfin, le Canada versera au moins 1,6 million de dollars canadiens (8 millions de francs) au gouvernement de Kingston. *(AFP.)*

هكذا من الأصل



150 villes donnent LE FEU VERT aux transports publics

LES BUS DE LA VIE...

Les transports publics sont les sillons du progrès urbain.

La politique d'investissement menée durant plusieurs années par les pouvoirs publics a préparé la ville aux exigences de demain. Les collectivités locales ont pu concevoir des réseaux confortables plus adaptés au développement économique et social des villes de France.

Les transports publics urbains roulaient résolument vers l'avenir.

...SONT LES ATOUTS DE LA VILLE

L'État ne devrait-il pas aujourd'hui accélérer sur la route du progrès ?

La réduction de l'aide financière publique inquiète les collectivités locales.

Les principales villes européennes roulent en autobus, en métro, en tramway. Les centres urbains respirent. Les déplacements sont rapides, faciles et agréables. Les transports publics libèrent la ville et ses habitants.

Pour que la France reste en tête des transports publics, 150 villes font aujourd'hui des propositions concrètes qui permettront aux transports publics de repasser au FEU VERT !





TRANSPORTS PUBLICS URBAINS, UNE PRIORITÉ ÉCONOMIQUE.

Le Monde
DES LIVRES

Anna Maria Ortese, la femme iguane

Nous avons rencontré à Rapallo cet écrivain italien secret, traduit pour la première fois en français, à soixante-quatorze ans.

D'EMBLÉE, on voit qu'Anna Maria Ortese n'est pas faite pour se rendre aux raisons de la société, qu'elle est ailleurs. Pas du tout par goût de la pause, mais par impossibilité radicale et méconnaissance consentie. Quand on la rencontre, on n'est plus étonné qu'elle n'occupe pas la place qui devrait lui revenir dans la littérature européenne, tant semble évidente son incapacité à se mouvoir dans la mondanité carnassière du journalisme (elle en fit pourtant, avec un certain plaisir, pour tenter de gagner sa vie) et de l'édition.

Toujours sur la réserve, voire sur la défensive, elle a refusé toutes les interviews qu'on sollicitait en Italie, à l'occasion du prix Elsa-Morante qui vient de lui être décerné. Du seul entretien qu'elle ait accepté – avec *le Monde*, – elle se repent déjà quand on arrive chez elle. Elle affirme n'avoir rien à dire. Puis elle se met à parler magnifiquement, comme si elle composait, au seul usage de son interlocuteur, un long poème lyrique. Soudain, elle se repent encore, s'interrompt et s'accuse de proférer des banalités. On conçoit qu'elle puisse provoquer une irritation immédiate, tant elle se met hors jeu. Mais ses repentirs, son malaise, son indécision dans la forme, sa certitude quant au fond, forment aussi – tant il est clair qu'elle ne joue pas – quelques-uns des traits d'une infinie et complexe séduction.

Alors on ne sait plus comment quitter cet appartement modestement confortable, situé dans une rue un peu excentrée de Rapallo, à côté de Gênes. Et l'on sait qu'on pourrait rester des jours entiers à écouter l'étrange parole de cette femme de petite taille, habillée sans recherche, aux cheveux gris enserrés d'un bandeau, retenue que dément l'amplitude élégante de ses gestes, et des yeux très mobiles, brillants derrière les lunettes à verres fumés censées les dissimuler.

Tout en s'en défendant, bien sûr, Anna Maria Ortese parle avec un égal bonheur d'elle, de son travail, et même du livre qui sort ces jours-ci en France *l'Iguane*. On hésite à qualifier de « roman » la fatale histoire de Daddo, architecte milanais, et de la « servante-iguane », qui se déroule dans une drôle d'île, – imaginaire – Ocaña, au large du Portugal. *« Certes, on peut lire* l'Iguane *comme un conte,* convient Anna Maria Ortese, *comme une plaisanterie, ou un apologue. J'ai voulu jouer sur l'équivoque de l'argent. Estrellita est une « iguane » parce qu'elle n'a pas d'argent. Quiconque est sans culture est, dans la société, un animal. Or la culture est donnée à ceux qui ont été sélectionnés par l'argent. Ceux qui en sont dépourvus sont donc considérés comme des animaux.*

» J'avais d'abord écrit le livre, avec un autre personnage d'« iguane », beaucoup plus ironique, plus temporel. Puis il a été recouvert par l'iguane qu'on lit aujourd'hui, figure de l'éternelle douleur. J'aime les choses intactes, et qui portent le sens de la douleur. Enfin, je me suis posée la question : qui doit mourir ? Daddo ou l'iguane ? J'ai conclu qu'il fallait faire disparaître le personnage le plus innocent, celui qui avait cru à la bonté. »


G. GASSAUD/SIPA

Anna-Maria Ortese : « J'ai toujours été seule. »

Alors, des deux, qui ? La réponse est donnée par ce livre-mystère où l'on est emporté si violemment dans l'univers d'Anna Maria Ortese, qu'on croit à la servante-iguane – sans s'étonner d'entendre parler l'animal et de voir chacun se comporter comme si tout cela était normal, – avant de comprendre que l'« iguanité » est l'emblème de la pauvreté et de la douleur et que, dans cette femme-iguane, Anna Maria Ortese a mis beaucoup de sa propre existence.

Sa vie ? Commencée dans *« une famille modestissime »*, elle est marquée par la gêne, les déménagements répétés, d'abord vers la Libye (son père était militaire), puis à l'intérieur de l'Italie – Naples, Rome, Venise, Milan. En 1978, Anna Maria Ortese a enfin posé ses valises à Rapallo, en compagnie de sa sœur aînée, qui habite avec elle depuis trente-quatre ans.

« Pour ce qui est de l'école, je l'ai quittée vers quatorze ans, raconte-t-elle. *Cela ne m'intéressait pas. Mais je lisais. Parce que mes frères, eux, faisaient des études, et qu'il y avait des livres à la maison. Je me suis mise aussi à lire en français, langue que j'apprenais seule, comme l'espagnol. J'ai lu Chateaubriand en particulier. Des Anglo-Saxons aussi, tout Stevenson, Yeats, Poe, James, mais en traduction. J'étais toujours seule, sans argent pour rien, pas même pour des vêtements. Ces années d'adolescence furent très pénibles. »*

JOSYANE SAVIGNEAU.

(Lire la suite page 21.)

Le mythe Léonard

Serge Bramly raconte la vie de Léonard de Vinci, héros légendaire mais personnage énigmatique et trompeur.

LÉONARD DE VINCI plaît aux écrivains français, auxquels sa gravité majestueuse et sa réputation d'universalité n'ont cessé d'en imposer depuis deux siècles. *« Miroir profond et sombre »*, écrivait Baudelaire. Péladan, Valéry et une foule de biographes et de commentateurs nés de Freud ont depuis alimenté la flamme, régulièrement, dévotement.

Serge Bramly, que l'on connaissait jusqu'ici pour ses romans, a l'admiration moins aveugle et le savoir plus précis que bien de ces hagiographes. Les quelque cinq cents pages de sa biographies célèbrent sans doute avec chaleur les vertus d'esprit et de caractère de son héros. Léonard apparaît ainsi sous les traits d'un humaniste acharné à la découverte de la nature, passionnément épris de physique, d'anatomie, de botanique et de géométrie, inventeur infatigable, ingénieur en fortifications, hydraulique et chimie, dessinateur sans égal et peintre enfin.

Les preuves d'une telle fécondité sont si nombreuses et pittoresques que Bramly, qui connaît son Léonard par cœur, s'accorde le plaisir de plonger dans les Carnets pour y pêcher quelques bizarreries peu connues : projet de scaphandrier destructeur de galères ottomanes ou pendule à eau qui réveillerait le dormeur en lui soulevant pieds et jambes à l'heure dite. Ces extravagances, certaines très sérieuses, d'autres très « Jules Verne », donnent au livre l'apparence d'un de ces cabinets des merveilles à la mode de la Renaissance où voisinaient l'admirable et le burlesque : un dragon fabriqué avec un lézard et un tableau de Léonard, par exemple.

L'admiration du biographe pour son sujet l'incite même à venger de très anciens méfaits. Michel-Ange, qui ne respecta guère la gloire de Léonard, est présenté comme un homme *« brutal, intolérant, irascible »*, sale, déguenillé et *« œuvrant comme un bagnard »* – ce qui manque un peu de nuances. Vasari, quant à lui, paie pour avoir osé recouvrir de ses propres fresques – *« ennuyeuses »*, d'après Bramly, – ce qui restait de la *Bataille d'Anghiari* au Palazzo Vecchio. Mais ces excès de zèle, qui animent l'ouvrage, ne compromettent pas la finesse de l'analyse. Les portraits d'amis et de princes que Bramly a multipliés contribuent à l'inverse à « dédiviniser » Léonard.

Ils rappellent ce qu'il dut à l'excellent Verrocchio, son premier maître, aux Médicis, Sforza et Borgia, ses mécènes successifs, et à leurs bibliothèques, où il prit nombre de ses idées. Ils rappellent encore que sa vie ne fut pas exempte de scandales, qu'il fut accusé publiquement de sodomie et qu'il entretenait une cour d'« élèves » choisis pour leur beauté plus que pour leur talent. Cela n'a pas empêché Freud d'expliquer l'*« inactivité sexuelle »* de Léonard – explication que Bramly ne peut que tenir pour douteuse.

Léonard avait en effet trop coutume de se mettre en scène pour que l'on ne se méfie pas. A Florence, à Milan, à Rome et, pour finir, à Amboise, il s'est montré sans cesse en équipage de grand homme, vêtu de rose, la barbe prophétique et peignée, l'esprit ailleurs, le regard méditatif, ainsi qu'en ses autoportraits. Il soigne sa légende, tout en multipliant en secret les offres de service aux puissants du moment, changeant de protecteur avec quelque cynisme, au gré des défaites et des fortunes. Ce Léonard-ci, peu héroïque, passablement mercenaire et très près de ses sous, son biographe le révèle et suggère à demi-mot qu'il faut compter l'autocélébration au rang de ses principaux talents. N'obtint-il pas d'être peint par Raphaël en costume de Platon dans *l'École d'Athènes* ?

Il est vrai que si le personnage ne s'était changé en mythe de son propre chef, on se fût peut-être avisé de ce qu'il avait l'habitude de ne rien achever. Michel-Ange n'avait pas tort de le lui rappeler : peut-être par malchance, du fait de guerres ou d'inconstance de sa part, Léonard n'a ni fondu son cheval monumental de Milan, ni réussi à détourner l'Arno pour vaincre Pise, ni terminé sa fresque de la *Bataille d'Anghiari*. La *Cène* de Milan a souffert des innovations techniques de son auteur. Quant à *la Joconde*, on ne peut ni la voir ni en dire quoi que ce soit, tant elle a suscité de sottises.

Restent les dessins, l'essentiel de ses travaux et leur meilleure part, ne serait-ce que parce que Léonard n'est jamais plus à l'aise dans l'exécution que quand il se sert d'une plume et d'un papier. Là, dans ces exercices sur nature qui évoquent parfois les croquis de Dürer, autre observateur appliqué, Léonard est admirable. Il dessine un chat dans toutes ses positions, une plante, un talus, une vague, les ronds que fait une pierre tombée dans l'eau, des visages, des mains, des nus. On croirait qu'il travaille à rassembler tous les éléments d'une peinture à venir, et qu'il n'a pas exécutée lui-même, nouvelle parce que fidèle à la réalité des choses.

PHILIPPE DAGEN.

★ LÉONARD DE VINCI, de Serge Bramly. Lattès, 488 p., 160 F.

● LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH, *de l'Académie française*

Un été dans l'Ouest, *de Philippe Labro*

Le choc d'une vie

IL n'y a pas de doute : pour qu'un livre vous saute un peu à la figure, que les pages tournent toutes seules, qu'allégresse et besoin de transmettre soulèvent les lignes, bref pour que ça palpite, là-dedans, comme un testament urgent, au lieu de sentir le devoir imposé et l'huile de bras, rien ne vaut une bonne vieille marotte, chez l'auteur, une affaire qui a dominé et marqué toute son existence. Pour d'autres, ce sera un amour fou, un chagrin tenace, une cause ravageuse, une terre adorée ; ce fut longtemps, avant qu'ils ne s'ouvrent trop loin de nous, les champs de bataille. Pour Labro, sa véritable guerre de quinquagénaire trop jeune pour avoir fait le coup de feu, sa cause de reporter non engagé, le choc de sa vie, ce fut l'Amérique des *fifties*, découverte à vingt ans et toujours présente, le paradis perdu, l'enfer aperçu, la Mecque journalistique et cinématographique, la référence, son Occident, son Orient, son Sud, son Nord. Disons le mot : sa manie.

L'Etudiant étranger (1986) racontait les débuts de l'expérience : un campus de Virginie avec ses règles douillettes, ses flirts à peine teintés de drames (une Noire mal acceptée, une déviante qui paie de névrose son arrachement au système). Pour acquitter sa deuxième année de scolarité, notre *college boy* prend un *summer job* – un boulot d'été, – qui va le plonger brutalement dans l'autre Amérique, aux antipodes de la première : un camp forestier du Colorado, où aventuriers et repris de justice passent les arbres à l'insecticide pour une poignée de dollars...

DÈS le départ par la route, le changement éclate. Des évadés de l'Ohio traqués pour crimes de sang veulent impliquer le naïf auto-stoppeur dans une minable attaque de station-service. Après les protections riantes de l'université, voici la jungle américaine du chacun-pour-soi, de la mouise sans issue, de la violence nue, celle que cachaient les téléphones blancs et les décolletés pigeonnants de Hollywood, qu'avaient seulement suggérées Steinbeck ou Caldwell, et que le cinéma de *Macadam Cow-Boy*, *Délivrance* et *Bagdad Café* montrerait bien plus tard.

On tombe toujours à pic quand on est vraiment curieux. Cette chance des vrais reporters nourris de Jack London, Labro en bénéficie, car c'est justement vers 1956 qu'apparaissaient outre-Atlantique les vagabonds à guitare et les « filles-fleurs » dont naîtra la poésie de la « route ». Une de ces errantes, Amy Clarke, assaille le narrateur de sa douceur déconcertante, à l'arrière d'un bus Greyhound, et s'offre à lui dans un champ de colza secoué par une tornade... La troisième Amérique, celle d'une tendresse sans illusion ni lendemain, restera fichée dans son cœur. Un pays où l'on se livre totalement et où l'on se quitte en vingt-quatre heures, sans les précautions des convenances : l'Europe est loin.

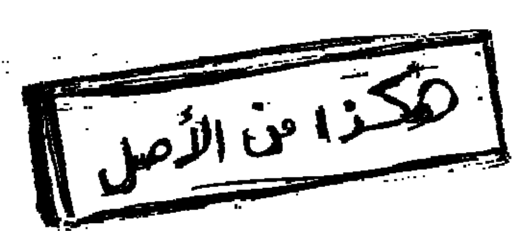
Plus loin encore, au chantier forestier ! Aux finalités près, le système régnant rappelle celui des camps totalitaires. Les arrivants sont « sélectionnés » selon leur carrure, et l'ordre naît de leurs différences physiques, érigées en castes.

APRÈS l'instruction théorique et délicate des campus, c'est l'école âpre d'une collectivité hors-la-loi, que règlent la vitesse des camions, le poids des bidons, les litres de bière, la perversité des hommes. Pour tenir, il faut être *« tough »* ; prononcez : *taff*, et comprenez : « dur à cuire ». Le *college boy* doit tout assimiler d'un coup, y compris soigner la vérole que lui a passée la fille-fleur du champ de colza. A part le courrier alambiqué de la névrosée de l'an passé, qui manque d'épouser un psychanalyste fétichiste et choisira finalement de disparaître, le narrateur n'a plus de contact avec le passé « civilisé ». Il doit apprendre à rester sur le qui-vive jour et nuit, sans exclure de sa méfiance les braves types. De spectateur de western, il se mue en acteur exposé aux vraies rixes, et éprouve que sa bonne vieille idéologie de la non-violence pèse peu en face d'un camionneur ivre...

La violence et la bêtise culminent dans un affrontement entre deux camps voisins, que leur dureté égale de vie devrait pourtant rapprocher. Aucuns pourparlers ne parviennent à désamorcer le projet de bagarre entre ces hommes frustrés de femmes et de loisirs. Le sang coulera, les dents voleront. Personne n'aura gagné. Il fallait que « ça » explose. Chacun rentre soulagé. Ce solennel et débile instinct, rendu encore plus absurde par l'atavisme américain de « l'organisation », qui en viendra jamais à bout ?

(Lire la suite page 17.)





A LA VITRINE DU LIBRAIRE

Cioran, ce bouddha des Carpates


Cioran par Irmeli Jung.

Un beau visage est le plus beau des spectacles, disait La Bruyère. On ne peut que lui donner raison en feuilletant l'album de photographies qu'Irmeli Jung a consacré à Cioran. *Le philosophe roumain et la portraitiste finlandaise se sont découvert une complicité d'exilés*, un même attachement pour Dieppe et quelques squares de la capitale. Irmeli Jung, qui aimerait faire des photos comme Ingmar Bergman ses films, nous invite à explorer une contrée surprenante ; le visage d'un moraliste qui se définit *lui-même comme un « bouddha de pacotille »*.

Dans le clair-obscur des photographies d'Irmeli Jung, dans la brume de Dieppe ou dans le *demi-jour de Paris, Cioran semble surgir de nulle part, à la manière d'un homme qui refuse* d'être réel, d'être exposé en pleine lumière. C'est le visage d'un méditateur ulcéré d'exister, non celui d'un citoyen du nirvâna. On dirait que se reflète sur son front toute sa philosophie.

L'*écartèlement* dont il nous entretient dans ses livres se lit sur son visage, partagé entre refus et résignation, apaisement et inquiétude. Dans le regard de ce vieux loup des Carpates, Irmeli Jung *a admirablement saisi l'expression d'une stupeur* hallucinée, *comme si Cioran nous murmurait à l'oreille les mots qu'il prêtait naguère aux « pouilleux d'en haut » ; « Vous avez eu tort de miser sur moi... »*

Un candidat à l'ingénuité se demandera peut-être, à la vue de ces photographies d'un sublime *crépusculaire, comment Cioran s'est sculpté ce profil de saint* blasé et d'enchanteur désillusionniste. La réponse le laissera songeur : c'est à la pointe sèche du pessimisme que Cioran a façonné son visage. Le titre qu'il a choisi pour cet album de photographies, *l'Elan vers le pire*, achèvera de convaincre notre candide : *« Le progrès n'est rien d'autre qu'un élan vers le pire »*, dit Cioran dans l'un des aphorismes dont il parsème le livre.

Irmeli Jung l'a compris, qui donne de Cioran une image sombre et solitaire : à chaque apparition, on croirait que Cioran revient de la projection en avant-première *de notre désastre, ultime entreprise de sabotage que subventionne Dieu*. Hélas ! Nous *ne courons pas vers la catastrophe, nous galopons en* direction du progrès et de la médiocrité. Alors, seul le pire pourra peut-être nous sauver de la platitude. Le dernier bond dans le néant nous réveillera de notre somnolence. A contempler les photographies d'Irmeli Jung, on ne nourrit plus de doute à ce sujet : *Cioran n'est pas seulement un moraliste hors pair, c'est aussi le seul insomniaque qui veille dans ce « grand dortoir »* qu'est l'univers.

ROLAND JACCARD.

★ L'ÉLAN VERS LE PIRE, photographies de Cioran par Irmeli Jung, accompagnées de quelques aphorismes, *Gallimard*, *160 F*.

HISTOIRE

Marchands des mers du Sud

L'Extrême-Orient est l'un des principaux pôles de développement économique de cette fin de XX[e] siècle, en particulier grâce aux *« petits tigres »* et à la diaspora des Chinois d'outre-mer.

Les réseaux de contacts, de commerce et de finances établis de longue date, les liens familiaux tissés dans toute l'Asie, *mais qui aujourd'hui s'étendent dans le monde entier*, expliquent ce rôle désormais indispensable. Peu à peu, ils en viennent même à racheter de respectables firmes installées en Orient depuis un siècle ou plus.

L'intérêt des études publiées par MM. Lombard et Aubin est de replacer ce développement dans son contexte *historique. L'ouverture* de *l'Orient* – de l'Inde à la Chine – vers l'Occident par les colonisateurs portugais, hollandais, anglais ou français à partir du XVI[e] siècle à longtemps occulté les réseaux commerciaux qui existaient dans la région depuis des générations.

Certains n'ont pu résister à la force et aux méthodes modernes et ne jouent plus qu'un rôle résiduel (commerçants malais, bugis...). D'autres, discrètement, ont survécu en se coulant dans le moule fondu par le colonisateur (commerçants indiens, arabes) et maintiennent, voire développent leurs activités.

Enfin, et surtout, les Chinois, dont le rôle commercial avait atteint son zénith au début de la dynastie des Ming, ont su tirer profit de la période coloniale. On le voit aujourd'hui où ils reprennent le pas *sur leurs maîtres d'hier*.

PATRICE de BEER.

● MARCHANDS ET HOMMES D'AFFAIRES ASIATIQUES DANS L'OCÉAN INDIEN ET LA MER DE CHINE, XIII[e] et XX[e] SIÈCLES, publié sous la direction de Denys Lombard et Jean Aubin. Editions de l'Ecole des hautes études en sciences sociales, *1988, 376 pages, 190 F*.

PHILOSOPHIE

Edgar Faure et Auguste Comte

Du *Cours de philosophie positive* au *Système de politique positive*, en passant par les opuscules de jeunesse, les travaux scientifiques et la correspondance, *les écrits* d'Auguste Comte *sont d'une abondance qui défie* la patience du lecteur le plus obstiné. Pourtant, avant de mourir au printemps dernier, Edgar Faure avait tenu, nous dit-on, à relire toute l'œuvre du fondateur du positivisme pour écrire la préface *à cet Auguste Comte, qui êtes-vous ?*, que publient les éditions de La Manufacture. Ce texte d'une quarantaine de pages, dont il a corrigé les épreuves sur son lit d'hôpital, est donc le dernier qu'ait écrit l'ancien président du conseil.

Celui qui fut le président de la mission du bicentenaire de la Révolution estima, sous le titre « Auguste Comte ou la Révolution terminée », que le philosophe avait pour ambition de *« donner une conclusion justificative »* à la Révolution de 1789 *non seulement en mettant fin à la crise d'où celle-ci* était née mais aussi en créant une situation *« qui serait désormais exonérée du risque révolutionnaire »*, par le moyen du couple *« ordre-progrès »*. Edgar Faure présente avec le talent pédagogique *qu'on lui connaissait* les lignes de force d'une *pensée dont* il loue la *« belle envergure »*.

De cette pensée, plusieurs spécialistes réunis par Gérard Marie de Ficquelmont et Sybil de Acevedo – Henri Gouhier, Léon-Louis Grateloup, Alice Gérard, Jacques Muglioni, Emmanuel Lazinier – *analysent en détail l'évolution* et soulignent avec force l'actualité, qui n'est pas toujours celle que l'on croit. Une riche bibliographie et une liste de *« disciples et sympathisants célèbres »* complètent ce volume qui doit permettre à ceux qui en ont le désir de s'orienter dans une œuvre *non seulement vaste, mais* dense et souvent difficile.

THOMAS FERENCZI.

★ AUGUSTE COMTE, QUI ÊTES-VOUS ?, *La Manufacture*, *395 p., 72 F*.

ROMAN

Une fascination allemande

Préparant un doctorat sur Grimm, c'est tout naturellement qu'Isabelle Mariès *s'installe chez* Andreas et son épouse Verena, dont *les ancêtres ont connu* l'auteur des contes. Tout naturellement aussi que cette famille aristocratique l'accueille dans son château du Wurtemberg, et tout naturellement encore qu'elle rencontre un écrivain français, Adrien Glorieux, *devient la* maîtresse d'Udo Silz, *un comte qui n'aime que « deux choses : la solitude et le monde »*, un prodigieux amant.

Mais en cette Allemagne – qui concentre *« toute la cruauté et la splendeur qui existent sur terre en latence »* – *rien n'est vraiment naturel*. S'impose à Isabelle, comme un double, une certaine Lila, aussi mystérieuse que les fées qui hantent les forêts. Cette Lila, dont se souvient Adrien, fut, à dix-huit ans, *« hôte payant »* au château. Elle devient pour Isabelle *le « mystère Lila »*. Non *seulement* Isabelle ne croit pas à sa mort, mais des fausses confidences d'Andreas aux étreintes d'Udo, d'un bal à une fête, Lila est toujours présente. Et peu à peu Isabelle ne sait plus ce qui est du rêve, de la supposition, du mensonge, de la réalité, de l'envoûtement. Le salut serait dans la fuite, mais...

Mais il faut aller au terme de cette foisonnante histoire pour savoir qui est Lila et quel chemin Isabelle choisit, celui du retour en France ou celui, sans issue, vers un monde à la fois irréel et cruellement présent. De quête de soi-même et d'initiation, ce troisième roman de Geneviève Bon est bien, comme annoncé, un *« tourbillon »*. On peut lui reprocher d'être, ici ou là, trop explicatif et de ne pas résister à un romantisme qui, par des phrases quelque peu redondantes, brise son rythme, mais on se prend aux pièges qui se referment sur l'héroïne *et, autant qu'elle, on veut savoir*.

PIERRE-ROBERT LECLERCQ.

★ LA SAISON DES BALS, *de Geneviève Bon. Robert Laffont, 386 p., 98 F*.

LA VIE LITTÉRAIRE

L'histoire se rencontre à Turenne

Entre les chercheurs locaux et les historiens *« nationaux »*, *parisiens ou non, les rapports ne sont pas* toujours *des meilleurs*. Les premiers, mécontents d'être parfois traités en amateurs, ne manquent pas de relever la moindre erreur qu'auraient commise, à leur avis, les « professionnels »... Ceux-ci critiquent *les méthodes sommaires dont usent à l'occasion des enthousiastes insuffisamment préparés* aux techniques de l'histoire.

Un des principaux intérêts du colloque qui s'est tenu en août sur la vicomté de Turenne – *à cheval sur la Corrèze et sur le Lot – avant, pendant et après* la Révolution, est justement d'avoir mis en présence et au travail les uns et les autres. L'entreprise a recueilli l'intérêt massif des Vicomtins : cent cinquante personnes à Turenne, deux cents à Martel, une bonne centaine à Saint-Céré (1).

La vicomté de Turenne offre cette particularité d'avoir été vendue en 1738 par le duc de Bouillon *au roi de France après avoir joui d'une longue autonomie*, notamment fiscale. Comment se comporta, à partir de 1789, une population fraîchement assujettie aux lourds et multiples impôts du *royaume et enlevée à la tutelle lointaine et débonnaire d'une famille* dont les intérêts essentiels se situaient dans l'est de la France ?

Les paysans vicomtois, plus politisés qu'on ne l'a dit, saluèrent avec satisfaction la fin des privilèges, même si les plus riches renâclèrent à racheter les droits féodaux dont ils étaient devenus de fait propriétaires. *La noblesse s'en tire sans victimes expiatoires. La bourgeoisie* pratiqua, là *comme* ailleurs, l'art de « surfer » sur les vagues politiques, et, en général, d'en tirer profit. Le radicalisme du Sud-Ouest trouva là une de ses origines.

Les principaux organisateurs, M[me] Eugénie Gall et M. Philippe *Vigier, professeur à l'université de Paris-X Nanterre, ainsi que* M[mes] Nicole Aubert, Denise Faix, Janie Juillet et M. Géraud de La Tour d'Auvergne, avaient réuni de brillants spécialistes locaux et des historiens universitaires : M[me] Mona Ozouf, MM. François Furet, J. *Lassalle, Flandin-Biéty*, Jean El Gamal, et, parmi les experts, MM. Alain Corbin, Claude Michaud et Antoine Prost. La régionalisation de l'histoire est décidément en marche.

JEAN PLANCHAIS.

(1) Les *Actes du colloque Révolution et traditions dans la vicomté de Turenne (Haut-Quercy, Bas-Limousin) de 1738 à 1889* seront publiés, avec des concours officiels, par la Société des amis de Saint-Céré (Henri Fontanille, 14, rue Marcellin-Berthelot, 33400 Talence).

● EN POCHE

● Les treize derniers des vingt-sept romans qui composent *les Hommes de bonne volonté*, de Jules Romains, viennent achever l'édition de l'œuvre en quatre volumes dans la collection « Bouquins » (*Robert Laffont*). *Un fichier et un index des personnages*, établis par Lise Jules-Romains, complètent utilement cette réédition.

● *Egalement en « Bouquins »*, paraît le premier volume de la *Correspondance familiale* (1802-1828), de Victor Hugo. *Préfacé par* Jean Gaudon, ce volume comprend également des carnets journaux et comptes de ménage de Hugo.

● Avec *la Décharge, paru en* 1979, Béatrice Beck abandonnait la série de ses *« récits romancés »* et se libérait *« de toute réalité personnelle »* pour raconter l'histoire de Noémie Duchemin. Ce roman, en même temps qu'un autre, *Josée dite Nancy*, sont réédités en « Cahiers rouges » chez Grasset.

● Dans la récente « Bibliothèque » Albin Michel, est repris le roman de guerre de Roger Vercel, *Capitaine Conan*, qui obtint le prix Goncourt 1934.

● Dans la même collection, traduit du suédois par Jeanne Gauffin, une « robinsonnade » de la romancière finlandaise Tove Jansson, *le Livre d'un été*.

● Les Presses de la Cité poursuivent leur édition des œuvres de Georges Simenon parues de 1945 à 1972 aux Presses. Elle comprendra quatorze volumes. *Le quatrième vient de paraître*.

● Du Nouveau Monde à la vieille Angleterre, la romancière américaine Alison Lurie promène, dans *Liaisons étrangères*, un *regard acéré sur les habitudes et les travers des deux sociétés*. Traduit de l'anglais par Sophie Mayoux (« Points »-Seuil, n° R322).

● *Préfacée par* Edouard Glissant, la *Chronique des sept misères*, de l'écrivain antillais Patrick Chamoiseau, *paraît en « Folio »* (n° 1965).

● *Dans la même collection, Hamouda, un récit poétique de* Tahar Ben Jelloun, paru chez Denoël en 1973 (n° 1981).

● Enfin, dans la *série classique*, Jacques Dupont présente une *nouvelle édition* du célèbre *Pêcheur d'Islande*, de Pierre Loti, œuvre que les rides n'ont pas trop altérée... (n° 1982).

● EN BREF

● *LE 2[e] FESTIVAL INTERNATIONAL DE POÉSIE, organisé* par l'UNESCO et l'association Poètes sans frontières, se déroule jusqu'au 17 septembre dans l'immeuble de la place de Fontenoy. Sous l'enseigne « Le feu des mots », quarante poètes venus d'Espagne et d'Amérique *latine rencontreront les poètes de langue française*. Rafael Alberti, Joan Brossa et Octavio Paz seront les trois invités d'honneur présents à ce Festival, qui rendra hommage à Roger Caillois et Jean Casson. UNESCO, 7, place de Fontenoy, Paris 7[e]. *Entrée libre*. Tous les jours de 19 h à 23 h 30. Samedi, *à partir de 15 heures*.

● *Un colloque international sur* « MONTAIGNE ET L'HISTOIRE » se tiendra à Bordeaux du 29 septembre au 1[er] octobre, pour célébrer le quadricentenaire de l'édition de 1588 des *Essais*. Renseignements : CG, Dubois, UER de *Lettres*, université Bordeaux-III. 33405 Talence.

● *Les premières* RENCONTRES JEAN GUÉHENNO auront lieu à Fougères, la ville natale de l'écrivain, du 23 septembre au 16 novembre. Fougères, cité du Livre vivant en 1988, célébrera ainsi le dixième anniversaire de la mort de Guéhenno. *Renseignements à* l'Association nationale pour le Livre vivant : 25-27, rue de l'Yser, 35300 Fougères. Tél. : 99-94-17-65.

● PRÉCISIONS. – Dans les « dernières livraisons » du 9 septembre, nous avons omis d'indiquer l'éditeur du livre de Daniel Grojnowski, *Laforgue et l'« originalité »*, il s'agit de l'éditeur suisse La Baconnière à Neuchâtel ; diff. en France Champion-Slatkine. (276 p., 293 F).

● DERNIÈRES LIVRAISONS

CIVILISATION

● AUTREMENT, Sous la direction de Kenneth White : *Ecosse. Pierre, vent et lumière*. – Un portrait géopolitique et « géopoétique » de l'Ecosse. Un périple au milieu d'une *« réalité complexe »* et de quelques *« singularités »*. (*Autrement*, 222 p., 85 F.)

CRITIQUE LITTÉRAIRE

● PATRICK AVRANE : *Un divan pour Phileas Fogg*. – Une relecture du plus célèbre des romans de Jules Verne, *« le Tour du monde en quatre-vingts jours »*, du point de vue de la psychanalyse. L'auteur étudie ce qui, dans le texte de Jules Verne, *joue avec* les ressorts de l'inconscient. (Aubier, 200 p., 84 F.)

ENTRETIENS

● ALBERTO MORAVIA ET DACIA MARAINI : *le Petit Alberto*. – Dans un long entretien avec son amie Dacia Maraini, le romancier italien remonte le fil de son enfance en livrant ses souvenirs les plus secrets. Traduit de l'italien par René de Ceccaty. (Michel de Maule, 146 p., 85 F.)

FRANCOPHONIE

● GUY DUGAS : *Littérature judéo-maghrébine d'expression française*. – Les écrivains nord-africains francophones ne sont pas tous arabo-berbères ou pieds-noirs. Il y a aussi, d'Elissa Rhaïs à Nine Moatti, de 1880 à nos jours, près de quatre-vingts auteurs *maghrébins de souche israélite, dont Guy Dugas, chef du département de français à l'université de Sanaa* (Yémen du Nord), a recensé les cent soixante-cinq œuvres. (Ed. CELFAN-Monographs, Université Temple, Philadelphie-PA 19122, Etats-Unis, ou chez l'auteur, 71, rue des Avocettes, 34400 Lunel, France. 56 p., 40 F franco.)

ROMAN

● JEAN-YVES HABERER : *la Fièvre atlantique*. – Publié d'abord en 1974 chez Christian Bourgois, mais commencé dix ans plus tôt, *la Fièvre atlantique* s'appuie sur les *« acquis clarificateurs et prestigieux du nouveau roman »*, « *pour aller*, au dire actuel de l'auteur, *à la rencontre d'un certain surréalisme venu des romans médiévaux et du romantisme allemand et incarné superbement par l'œuvre de Julien Green »*. Inspecteur des finances, ancien PDG de Paribas, J.-Y. Haberer succède à M. Lévêque à la tête du Crédit lyonnais. (Ed. Les Impressions nouvelles, 7, rue Taclet, 75020 Paris, 162 p., 94 F.)

SOCIÉTÉ

● JEAN-JACQUES BERREBY : *J'ai choisi de vivre. Nos pouvoirs face à la maladie*. – Frappé d'une maladie réputée incurable, l'auteur témoigne. Une réflexion sur la maladie en même temps qu'une leçon de vie et de sagesse. C'est aussi un guide de conseils pratiques invitant le malade à réduire sa dépendance vis à vis des *médecins et des proches* que J.-J. Berreby livre dans son ouvrage. (Retz, 187 p., 89 F.)

SOUVENIRS

● R.-L. BRUCKBERGER : *Bernanos vivant*. – Des souvenirs en forme d'hommage à *l'auteur de Sous le soleil de Satan* et au polémiste des *Grands Cimetières sous la lune* par l'un de ses fervents admirateurs. (Albin Michel, 244 p., 85 F.)

THÉATRE

● MICHEL BERNARDY : *le Jeu verbal, ou Traité de diction française à l'usage de l'honnête homme*. – Un traité *qui s'adresse* d'abord à l'acteur, *mais qui va aussi mettre l'enseignement* de Bernardy, professeur de langage au conservatoire, à la portée de « l'honnête homme ». Préface de Robin Renucci. (Editions de l'Aube, 209 p., 100 F.)

● GÉRARD-DENIS FARCY : *les Théâtres d'Audiberti*. – Toute la dramaturgie d'Audiberti passée au peigne fin sous un regard *neuf. L'étude décortique le travail d'élaboration* d'Audiberti, de la « mise en pièce » à la mise en scène. (PUF, 319 p., 148 F.)





● ROMANS

L'espion de l'humanité

Longue vue, *de Patrick Deville : un jeu sur les variations de la mise au point...*

Patrick Deville fait partie de ces romanciers désormais attendus, depuis la parution de son premier roman, *Cordon bleu*, en mars 1987. Il poursuit avec *Longue Vue* son chemin original, perfectionnant ce jeu auquel il nous avait déjà familiarisés, sur les variations de la mise au point.

« Voici un livre scientifique », disent d'entrée de jeu les premières lignes de *Longue Vue*. Impératif quelque peu déroutant lorsque l'on s'attend à *entamer* la lecture paisible d'un roman. Tout se passe en effet comme s'il s'agissait ici moins de lire simplement que de constater empiriquement les faits et les choses, par l'intermédiaire de la longue *vue* qui *nous* est *confiée*, le temps du livre.

Korberg, un savant professeur en ornithologie, ne quitte pas ses jumelles. D'abord occupé à observer les oiseaux, il dévie insidieusement son objectif pour épier un petit groupe d'individus auquel son passé le rattache. Mais l'intrigue – en gros l'histoire de deux hommes jadis amants de la même femme – est vite estompée au profit du simple constat des objets et des événements élémentaires qui peuplent le quotidien. Le savant devenu voyeur ne perd pas de vue son goût des précisions scientifiques.

Ajustant sa longue vue, il varie les focalisations, joue sur les changements de perspective. Le champ de vision, selon ce qu'en décide la *mollette* de *mise* au point, passe sans transition de l'aspect panoramique d'un paysage aux pattes de boutons-pression qui tiennent le revers d'un short bermuda, minutieusement examinées, comme découpées au scalpel. Le roman suit l'itinéraire de cette longue vue. Conformes à l'objectivité de la vision, des phrases dépouillées de tout artifice, parfois de simples onomatopées flanquées là à l'état brut, rendent tels quels le *« gringrin »* de la bicyclette ou le *« cricri »* des grillons.

Dans le prolongement du nouveau roman, Patrick Deville tend à gommer l'intrigue, les sentiments et la psychologie en faveur d'un parti pris des choses. Sous l'œil du savant, objets et êtres humains sont mis sur le même plan, rassemblés dans une prise de vue générale de l'univers. La métaphysique se mêle alors insidieusement à la trame romanesque. Au savant-voyeur se superpose le philosophe-voyant qui extrapole sur le devenir des objets et sur la rencontre des hommes et des choses. Un caillou dans lequel a *shooté un personnage* entraîne tout à la fois l'imagination d'une préhistoire fantaisiste au jeu de football, des notations physiques et géologiques sur les cailloux, ou une interrogation métaphysique sur *« la destinée d'un caillou »*.



Le tour de force de Patrick Deville est d'être parvenu à suggérer la vie du monde à travers un bref échantillon d'hommes et d'objets saisis au hasard, dans une histoire réduite à son minimum. Le quotidien y est réduit au plus élémentaire : par une sorte d'ascèse progressive, *Longue Vue* nous remet en contact immédiat avec les choses, apprend à réajuster notre perception du monde.

Trop « intello » ? Certains peut-être reprocheront à ce roman de couper court aux élans de la lecture. L'écriture, plus épurée que dans *Cordon bleu*, tend toutefois, parfois, à pécher par excès d'intellectualisme. Pourtant la coïncidence de pensées métaphysiques et d'une lumière romanesque très crue n'est pas sans séduction ni sans force.

On y sent se former à tâtons l'ambition du romancier de donner du monde une vision stellaire. Comme l'un de ses personnages, il travaille à une ébauche, en étant *« à ce stade où des phrases isolées se mêlent aux dessins géométriques censés figurer l'architecture idéale »*.

MARION VAN RENTERGHEM.

★ **LONGUE VUE, de Patrick Deville, Editions de Minuit, 126 p., 49 F.**

DÉBUTS

L'exercice solitaire du silence

Sophie Avon raconte l'impossible dialogue d'une fille et de son père

DEUX voix, deux existences se frôlent dans le premier roman de Sophie Avon, *le Silence de Gabrielle*. Deux voix *proches, familières*, qui *ne* peuvent *pourtant se* rejoindre ni se mêler.

Gabrielle se tient immobile au seuil de l'âge adulte. Adolescente apeurée, elle ne le franchit pas, ce seuil qui donne sur l'inconnu. Comme d'autres renoncent un jour à se nourrir, elle a décidé, à la mort de sa mère, de ne plus parler. Quelques pages de journal se substituent à la parole tue, retenue. Elles disent, au cours d'un bref mois de printemps, la matière *d'une souffrance intime*, d'un *deuil et d'une révolte que nul cri ne peut exprimer, que nul* interlocuteur, sinon une morte, ne peut entendre.

Tenu à distance par et dans le silence de Gabrielle, le père a lui aussi recours à l'écriture pour tenter de rétablir un dialogue rompu. Mais, reprenant le fil d'une vocation d'écrivain, ancienne et contrariée, il se raconte plus qu'il ne parle réellement. Parole sincère sans doute, émouvante, mais qui ne ménage pas l'accueil, l'espace filial nécessaire à l'adolescente. C'est encore et toujours sa propre mélancolie qu'il remâche, sa vie insatisfaite qu'il se remémore.

« La volonté de se taire est comme un jeûne, une désintoxication ou un régime ; le moindre écart est fatal, la résistance accumulée se brise comme une cendre. » Le silence, Gabrielle s'en est fait un monde. Monde fermé, douloureux, dans lequel médecin et psychiatre tentent de s'insinuer pour le briser. Mais aussi lieu d'une secrète liberté, observatoire imaginaire d'où l'on regarde s'agiter les autres, dans le *« désordre des mots »*. Mais *dans ce « confort »*, Gabrielle ne peut totalement évacuer le dehors, abolir le monde où ces autres vivent et meurent... C'est une tragédie qui viendra briser le cocon, ou du moins interrompre l'exercice solitaire du journal intime. Tragédie dans laquelle une main tendue, une parole – la sienne – ont manqué.

« Ce sont nos morts qui nous veillent, et nous, les vivants, dormons sans le savoir dans un cerceuil. » Au silence de la jeune fille, les regrets, le désenchantement et l'amertume du père sont impuissants à répondre. Cette longue lettre qu'il écrit, dans le temps même où Gabrielle tient son journal, et dont elle est la destinataire, *exprime, autant que* ses mots à *elle*, une fermeture, une impossible communication.

D'un ton constamment juste, le premier roman de Sophie Avon ne s'égare à aucun moment dans l'outrance sentimentale. L'écriture sobre et souple contourne les clichés de la psychologie familiale et parvient à maintenir l'émotion. Seule peut-être, la construction binaire du roman semblera un peu rigide.

PATRICK KÉCHICHIAN.

★ **LE SILENCE DE GABRIELLE, de Sophie Avon, Arléa, 122 p., 72 F.**

● LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH

Le choc d'une vie

(Suite de la page 15.)

ON dirait que la rudesse des hommes s'aligne, dans cet Ouest des étendues vierges et du travail forcé, sur celle de la nature. La pluie, à elle seule, est un *enseignement*. Elle rend la tâche plus accablante, en même temps *qu'elle apaise et réunit les forçats*. Tel contremaître bourru s'attendrit sur le bleu profond des conifères et sur les variétés de fleurs. Tel autre explique la vie occulte des bêtes. Admirations méritées, ressenties du dedans, et non pas en touristes, les *« dudes »*, ces jobards ! Le *college boy* commence à être *initié*. Il a *connu* le baptême du feu. Il a frôlé quelques secrets. Il est prié de n'en rien livrer.

Deux épreuves l'attendent encore : la rencontre, par *hasard*, de la « fille-fleur » du champ de colza, à qui il apprend *qu'elle l'a contaminé*, et *qui s'avoue amoureuse* d'un autre, l'introuvable auteur d'une chanson sur la « loi de la route ». La seconde et dernière secousse est digne d'un film noir : trois motards tatoués montent au camp pour se venger *d'un quatrième « hell's angel »* qui s'y cachait d'on ne sait quelle traîtrise. Total : *quatre morts sans phrase*, au pistolet 45 et au couteau à manche de corne, des blousons ensanglantés dans la poussière d'un camp pourri. Le prix de la liberté ?

QUAND le *college boy* mâtiné de routard et de cow-boy rentrera en France avec sa bague des campus et ses bottes à talons biseautés, les directeurs de *journaux le feront lanterner*. Parfait bilingue, fou de Hemingway et de reportage à *l'américaine, décidé à s'incruster* : à Paris, on n'aime pas trop ce genre-là ! Commencez par ne plus vous déguiser, jeune homme !... Pourtant, un certain Lazareff se laissera séduire. La suite est dans tous vos magazines.

Moralité ? Le narrateur se garde d'en tirer une, ce travers si peu américain. Il a seulement compris, pêle-mêle : *que la peur peut conduire au courage, qu'il faut savoir se* débrouiller tout seul et ne pas s'occuper de ce qui ne vous regarde pas, que tout peut arriver, qu'aimer, c'est comprendre sans juger, qu'autant se livrer au premier venu, à quoi bon *attendre ! qu'on ne peut se plaindre des conséquences* de ce qu'on a voulu (*« you asked it ! »* tu l'as voulu !), qu'on doit accepter les incohérences et non les impostures, qu'on peut à la fois s'endurcir et rester tendre, que l'éradiation de *la stupide violence humaine n'est pas pour demain*, qu'il fait bon aller où nous conduisent nos bottes et habiter sous son chapeau...

Peut-être y a-t-il du « surnaturel », dans tout cela ; peut-être tout cela est-il « connecté » à notre insu : ce sont les expressions de l'auteur. Comment, cette *connection* ? Par qui ? A quelle intention ? Le cow-boy rabat son stetson sur *l'œil : motus, assez parlé comme ça* ! La Route n'a pas de Loi, sinon celle du Temps, qu'il s'agit d'aimer sans savoir ce qu'il réserve...

J'AI dit qu'*Un été dans l'Ouest* avait le souffle des expé*riences dont l'auteur n'est jamais tout à fait revenu.* On sent ce souffle à chaque page. *Par différence*, le lecteur est tenté de trouver pâlottes et rebattues les éducations européennes dont l'abreuve notre littérature romanesque. Comme *notre nature et notre violence paraissent étri*quées par rapport à celles du Colorado d'il y a trente ans !

Mais Labro ne nous oblige pas à ces comparaisons. La *fierté évidente d'avoir vécu une chose rare à ses yeux ne l'amène pas à dédaigner ce qui ne la vaut pas*. Il se contente de célébrer l'initiation reçue avec la passion des vrais fidèles, le chauvinisme des purs vétérans.

L'Etudiant étranger avait la fraîcheur *d'un premier livre* ; *Un été dans l'Ouest* a l'entrain lié aux grands chocs d'une vie. Et Labro voue au réel, à l'aventure humaine, un culte qui fait de lui le plus américain des auteurs français !

★ **UN ÉTÉ DANS L'OUEST, de Philippe Labro, Gallimard, 300 p., 90 F.**

Une maison qui fait des aveux

Un roman de Gébé dans lequel une villa au bord de la mer est le personnage principal

CHAQUE vieille maison recèle des trésors de souvenirs. Dans les recoins des pièces, sous les marches des escaliers, derrière la poussière des tableaux, des secrets sont enfouis et des bribes de conversations oubliées subsistent, tandis que les vieux secrétaires dissimulent d'anciennes lettres et photographies. Ces maisons ne sont jamais tout à fait silencieuses : on ne peut donc que louer Gébé, connu jusqu'à présent pour ses talents de dessinateur et d'humoriste, d'avoir fait d'une villa le personnage principal de son roman.

Le *Roman d'une année sabbatique* se présente comme le récit à plusieurs voix de quelques mois de l'existence d'une vieille maison au bord de la mer. La villa « les Tamaris » a été achevée en 1929. Longtemps occupée par la famille qui l'avait construite, elle a été peu à peu délaissée. Elle sait que bientôt elle va disparaître car la falaise sur laquelle elle repose est rongée par la mer, qui menace de l'engloutir à la prochaine tempête.

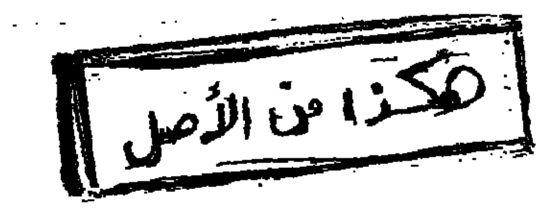
Aussi cette villa est-elle pressée de livrer ses secrets. C'est d'un bon œil qu'elle a vu arriver un juge, venu là pour écrire un roman et réfléchir aux conclusions d'une instruction qui s'est mal terminée et qui l'a décidé à s'octroyer une année sabbatique.

Un juge sait sentir les drames cachés et retrouver de vieux textes dissimulés entre les pages des romans policiers de la bibliothèque. Il sait aussi reconnaître les victimes et démasquer les coupables. Surtout s'il est aidé par une complice aussi fidèle et attentive que la maison où se sont déroulés les événements.

C'est une intrigue pleine de charme que Gébé nous invite à découvrir. Ensuite, on ne regarde plus les objets de la même façon.

SANDRINE TREINER.

★ **ROMAN D'UNE ANNÉE SABBATIQUE, de Gébé, Le Pré-aux-Clercs, 213 p., 95 F.**



● L'HISTOIRE, par Jean-Pierre Rioux

La « destinée manifeste » des Américains

DONC, *quelques trublions manipulés par des idéologues prémarxistes auraient pris la Bastille en brûlant déjà de massacrer du Vendéen et d'imiter Pol Pot, précipitant la chère France dans la terreur orgiaque des républiques bananières. En revanche, outre-Atlantique, les robustes colons insurgés contre Sa Majesté britannique gardaient la tête froide : leur Bible mit en déroute les Cohn-Bendit en puissance, leur Constitution refusa les mythes sectaires, leur loi imposa une bienheureuse évolution dont nul, depuis deux siècles, n'aurait eu à trop souffrir, Indiens, Noirs et Sudistes compris. Foin de « révolution atlantique » et de parenté douteuse : 1789 signifiant violence, 1787 ne peut qu'être sagesse.*

Tel est le raisonnement qui séduit sans doute quelques nouveaux chouans chagrinés par l'approche du bicentenaire et auquel Georges Gusdorf offre la caution d'un petit livre bien enlevé, qui, Dieu soit loué, ne tire le parallèle que sur deux cent cinquante pages. Au milieu d'un argumentaire souvent intelligent et que quelques nuances pouvaient rendre plausible, les formules coulées dans le bronze ponctuent la démonstration manichéenne : 1789 n'étant qu'une *« bouffée délirante, un 1968 qui se prend au sérieux et s'empare de la réalité »* (page 201), *« un projet totalitaire »* (page 253), *« la forme moderne de la guerre sainte, de nos jours perpétuée par le* djihad *islamique »* (page 203), les lois et Constitutions qui en procèdent, inapplicables et avilissantes, sont des sortes d'*« apocalypses laïques et obligatoires »* ; en regard, loin des braillards parisiens et des terroristes de sous-préfecture, les Pères fondateurs des Etats-Unis ont bâti *« une démocratie du possible »* durable et lénifiante. On aura bientôt compris que Georges Gusdorf, comme l'affirme la quatrième de couverture, *« insensible aux mythes, aux tabous et aux lavages de cerveau, montre qu'il est inepte d'apparenter les événements survenus à quelques années de distance des deux côtés de l'Océan »*. Sic.



CETTE comparaison qui hanta Tocqueville mérite qu'on s'y arrête. Sans aller sans doute jusqu'à philosopher sur l'onde révolutionnaire qui aurait parcouru l'Atlantique à la fin du dix-huitième siècle, cette problématique, défendue avec éclat par Jacques Godechot dans les années 60, est aujourd'hui passée de mode. Mais il faut convenir que les Français et les Américains *eurent alors conjointement à régler l'épineux problème du nationalisme et qu'ils ne purent lui apporter de solutions plausibles et viables qu'en le lestant d'une forte charge de mythologie identitaire.* Car, à Washington comme à Paris, il s'agissait de jongler au mieux, sous la pression de l'événement et dans la hâte des vrais révolutionnaires, qui savent qu'il y a toujours urgence à clore le temps de la subversion, mais dans le respect d'une démocratie du contrat, avec ces trois termes redoutables, le peuple, la nation et l'Etat, dont l'*ambition était précisément de ne faire qu'un*.

Nos révolutionnaires, il est vrai, ne l'ont emporté à Valmy et n'ont exporté les droits de l'homme dans l'Europe entière à la pointe de leurs baïonnettes qu'en cultivant l'ambiguïté. Leur nation fut à la fois inédite et réincarnée : inédite par la force du contrat qui unit par adhésion intime des individus gouvernés par la même loi ; réincarnée par l'invocation du destin historique d'un peuple souverain qui avait labouré depuis l'aube des temps le sol du royaume et qui, enfin, relevait *la tête pour prendre en main ses affaires*. A l'extrémité d'une vieille Europe au lourd passé, comment aurait-on pu rompre sans invoquer ? Unifier la langue et quadriller le territoire à coups de départements sans cultiver l'équivoque d'une mythologie nationale qui donnait au peuple la hardiesse et les armes de la révolution ? Il fallut bien combiner l'opacité d'une continuité avec la transparence d'une rupture. Les jeunes Etats-Unis, *eux, peuplés d'aventuriers adossés à l'immensité de la* wilderness, *promis au* melting pot *et hantés de puritanisme, n'avaient* aucune histoire à prendre en charge. Ils eurent donc l'audace de la fondation pure et libre, de la création émancipée, du volontarisme de la page blanche. Et ils en firent une construction qui pouvait satisfaire à la fois le juriste, l'idéologue et le pionnier. C'est une aventure inouïe que nous conte Elise Marienstras dans un beau livre grave et bruissant, plein de feuilles d'herbe et d'écritures *saintes, qui mêle et domine une documentation multiforme à base de textes, d'images et d'objets, qui traque le mythe dans l'intimité* du fantasme et le bouquet des événements.

Que dit-il ? Qu'on a trop souvent lié l'essor des Etats-Unis soit à la révolution douce d'un libéralisme prometteur, soit à *une* démocratie capitaliste de jungle puis d'impérialisme. Sous ces qualificatifs partiels et réducteurs, démontre Elise Marienstras, c'est un nationalisme vivace qui se dissimule et s'excite. Nous voici à l'opposé du raisonnement d'un Hegel qui nous portait à croire que les Etats-Unis, dépourvus d'un Etat véritable *et fort, n'auraient sombré dans le nationalisme yankee qu'à l'occasion des guerres étrangères et auraient ainsi continûment* hésité à jouer dans le concert mondial un rôle à la hauteur de leur réussite économique et de la massivité continentale de l'espace qu'ils maîtrisaient. La révolution des Américains, tout au contraire, tient en quelques mots : *« La nécessité de créer la nation les a menés à faire fond sur l'Etat qui allait construire et incarner la nation et qui allait exercer, face aux puissances étrangères comme à l'intérieur du territoire, la souveraineté qui lui était déléguée par le peuple. »* Autrement dit, ce nationalisme fait de l'Etat la valeur fondatrice et suprême qui transforme *le colon britannique* en citoyen américain, exclut les premiers occupants d'un espace supposé vierge, alimente la religion civile, qui rassemble les citoyens dans le culte de la Constitution. Cette *« création nationale absolue »*, taillée aux dimensions du Nouveau Monde, qui ne repose sur aucun facteur d'antériorité, séduit des colonisateurs, des immigrants et des conquérants, dresse les Euro-Américains contre les Amérindiens et fabriquera du consensus sans se soucier, et dès l'origine du mythe, des avatars de l'histoire.

On pourra discuter quelques thèses de cet imposant travail. Et rappeler, notamment, que la religion, malgré la fermeté du texte constitutionnel qui refuse toute domination d'une Eglise, enveloppa et étreignit fortement le culte civique : *« Aux Etats-Unis*, notait déjà Tocqueville, *la religion se confond avec toutes les habitudes nationales et tous les sentiments que la patrie fait naître. »* N'est-ce pas, au tréfonds et à l'opposé de la version française de la démocratie, le *In God we trust* qui aurait soutenu la quête américaine de l'identité et fondé le pluralisme (1) ? Mais la force du livre d'Elise Marienstras est dans son intrépidité à penser à rebours de la paresse commune : nos Etats-Unis politiques et moraux sortent tout pimpants de sa lecture, lourds de menaces et de promesses, puissamment indigènes et passablement exotiques.

*Leur histoire, qui domine celle de notre vingtième siècle, fut-elle à la hauteur de cette verdeur originelle ? On ne manque pas de se poser la question en suivant l'analyse pré*cise, très maîtrisée et fort sereine, que donne Claude Fohlen, maîtres es études américaines en France, de la *« destinée manifeste »* du pays de Roosevelt et du Watergate, de la guerre du Vietnam et de la Ford T. Son nationalisme pieusement entretenu n'a pas surmonté les crises ni étendu la *pax americana*. Mais, avec ou sans Dieu, n'est-il pas ce ressort qui fait toujours rebondir l'oncle Sam ?

★ **LES RÉVOLUTIONS DE FRANCE ET D'AMÉRIQUE. LA VIOLENCE ET LA SAGESSE, *de Georges Gusdorf.* Librairie académique Perrin, collection « Passé simple », *253 p., 125 F.***

★ **NOUS, LE PEUPLE. LES ORIGINES DU NATIONALISME AMÉRICAIN, d'Elise Marienstras. Gallimard, collection « Bibliothèque des histoires », 479 p., 150 F.**

★ **LES ETATS-UNIS AU VINGTIÈME SIÈCLE, de Claude Fohlen. Aubier, « Collection historique », *337 p., 128 F.***

(1) Les rapports entre religion et politique aux Etats-Unis sont analysés dans un numéro spécial de *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juillet-septembre 1988 (Presses de la FNSP, 156 p., 80 F).

Les fantassins de l'armée des Lumières

Daniel Roche propose une vision originale des mutations culturelles qui marquent le dix-huitième siècle.

L'IDÉE est heureuse d'avoir rassemblé en un volume seize études consacrées par Daniel Roche au cheminement et à l'assise sociale des Lumières dans la France du dix-huitième siècle. De la confrontation de ces textes jusqu'ici dispersés, pour partie publiés à l'étranger et tout à fait inédits pour quatre d'entre eux, ressort avec force une *vision originale* des mutations culturelles qui marquent le dernier siècle de l'Ancien Régime.

Le livre de Daniel Roche oblige à réviser la définition même des Lumières. Faut-il les identifier, comme la tradition l'enseignait, à la marche en avant d'un « esprit philosophique » construit autour de quelques idées abruptement novatrices : la dénonciation de l'obscurantisme religieux, l'exaltation de la tolérance, la définition d'une *morale* naturelle, l'examen critique des *institutions* et des coutumes, la reformulation des fondements du corps social et de la souveraineté politique ? Ou doit-on considérer que ces audaces, brandies par les philosophes, *portées* par le livre prohibé (*mais souvent toléré*), *masquent* en fait des ruptures plus feutrées mais, en leur massivité, peut-être plus décisives ?

Pour Roche, la nouveauté essentielle du siècle réside dans la *diffusion* à large échelle, au sein des groupes les plus traditionnels, d'une pensée d'utilité, pratique et gestionnaire, qui, dans le respect proclamé des autorités établies et des hiérarchies héritées, impose une conception inédite du monde social, *fondée* sur la *promotion* des *talents* et la reconnaissance des mérites.

Les nouveautés philosophiques

De là, le paradoxe fructueux qui a guidé la démarche : déchiffrer derrière le conformisme affiché des institutions, des discours ou des milieux apparemment les plus conservateurs (ainsi les sociétés de pensée patentées, les éloges académiques, les bibliothèques nobiliaires) *les signes* discrets mais sûrs d'une transformation des esprits et des gestes. Par leur fonctionnement, qui reconnaît la « liberté des suffrages » et l'égalité des rangs, comme par leurs *préoccupations*, largement commandées par le souci du progrès et du bonheur commun, les académies de province ont habitué clercs, érudits, nobles d'épée et d'office, hommes de loi et hommes de talent, à partager une éthique de service et à inscrire dans la *société* des ordres et des états une pratique autre du lien social.

Les lectures des nobles (reconstituées à partir des inventaires de bibliothèques) manifestent des *préférences qui sont celles de tous* les lecteurs lettrés : un fort détachement vis-à-vis du livre religieux, le goût pour la littérature à la mode, la curiosité pour les nouveautés philosophiques, de l'*Encyclopédie* à Jean-Jacques.

Les essais de Daniel Roche semblent donc fortifier le constat de Tocqueville : *« Au fond, tous les hommes placés au-dessus du peuple se ressemblaient ; ils avaient les mêmes goûts, se livraient aux mêmes plaisirs, lisaient les mêmes livres, parlaient le même langage »*. L'étude des sociabilités culturelles comme celle de la circulation de l'imprimé confirment pleinement le diagnostic. Contre le réductionnisme simpliste qui voit dans la pensée éclairée l'idéologie de la seule bourgeoisie, et contre une perspective étroite d'histoire des idées qui privilégie les pensées claires aux dépens des usages sans discours, Roche démontre l'existence d'une « classe culturelle » qui recrute dans tous les ordres, qui a ses lieux propres (les salons, les académies, les loges) et ses conduites obligées (l'échange épistolaire, la visite savante, l'envoi de livres) et que cimentent, plus que les idées, des pratiques partagées, produites par les « mêmes goûts », procurant les « mêmes plaisirs ».

Peut-on pour autant tenir cette société des notables de la culture comme une élite réconciliée par-delà les distinctions juridiques et unifiée en ses vouloirs ? Il y a quelques années, l'idée a fait couler beaucoup d'encre, et pas toujours la plus amène. Fidèle à l'enseignement de celui qui fut son *maître*, Ernest Labrousse (auquel il rend hommage dans un avant-propos autobiographique, intitulé « Le métier que je fais »), Daniel Roche souligne que la communauté des engagements culturels n'efface point la *divergence des intérêts*.

Une façon d'être intellectuel

L'égalité formelle qui gouverne les assemblées savantes en leur huis clos ne signifie pas l'abolition des antagonismes qui opposent, hors *l'enclave érudite*, les ordres, les états et les corps. Tocqueville l'avait compris qui concluait l'inventaire des similitudes entre noblesse et bourgeoisie, entre *« tous les hommes placés au-dessus du peuple »*, par ces mots : *« Ils ne différaient plus entre eux que par les droits »* – comme si les proximités culturelles rendaient plus nécessaire et plus insupportable la perpétuation des différences d'état.

C'est sans doute l'existence de cette classe *culturelle* large, massivement provinciale mais dominée par les modèles parisiens, forte de 6 000 académiciens, de 50 000 francs-maçons et de plus encore de lecteurs, qui donne au dix-huitième siècle français son profil original dans l'Europe des Lumières. En *son sein*, s'invente une façon d'être intellectuel, à la fois émancipée des dépendances du patronage aristocratique ou princier et libre des obligations de *« la malheureuse espèce qui écrit pour vivre »* (comme dit Voltaire).

Dotés d'une fortune ou d'une profession qui met à l'abri de la nécessité, trouvant dans le loisir savant le prolongement naturel des *exigences du métier* ou de la condition, les « républicains des lettres » de Roche n'ont rien de commun avec les mercenaires de l'écriture qui se multiplient dans les dernières décennies de l'Ancien Régime et qui, faisant des lettres leur *état*, doivent en passer par les demandes (souvent déshonnêtes) des libraires éditeurs. Leur « république », qui s'accommodait fort bien d'un monarque protecteur et munificent, n'est point celle qui comblera, au *temps révolutionnaire*, les espérances longtemps frustrées de ceux qui n'avaient pu forcer les portes des cénacles choisis.

Le monde clos des lettrés cossus

A la *question* classique des origines *intellectuelles* de la *Révolution*, le livre de Daniel Roche apporte une réponse subtile et pénétrante. L'événement, en sa dynamique, brise les institutions, les habitudes, voire les individus eux-mêmes, qui avaient bâti un univers culturel séparé, régi par des lois qui ne valaient que pour lui, tenu à distance de la multitude.

Les hommes ordinaires (Ménétra le vitrier ou Louis Simon l'étaminier, évoqués dans le dernier chapitre) n'y avaient point leurs entrées, et leur engagement révolutionnaire puise à d'autres sources. Pourtant, c'est dans le monde clos des lettrés cossus, des « fantassins de l'armée des Lumières » que se sont dessinés les compromis inédits et une espérance de félicité publique qui sapaient paisiblement les certitudes fondamentales de l'ordre ancien.

ROGER CHARTIER.

★ **LES RÉPUBLICAINS DES LETTRES, *Gens de culture et Lumières au dix-huitième siècle*, de Daniel Roche, Fayard, *393 p., 160 F.***

Autres parutions

● *Messidor réédite les études d'Albert Matthiez sur Robespierre (préface d'Antoine* Casanova, *post-face de Georges Lefebvre*, 274 p., 120 F).

● Le même éditeur reprend les *Discours et rapports de Saint-Just* présentés et commentés par Albert Soboul (222 p., 120 F).

● Olivier Orban publie le feuilleton de Michel Winock paru cet été dans *le Monde : 1789, l'année sans pareille* (300 p., 110 F. Index et bibliographie).

● Matthieu Couty *dépeint la Vie aux Tuileries pendant la Révolution*, de 1789 à 1799 (Taillandier, 438 p., 127 F).

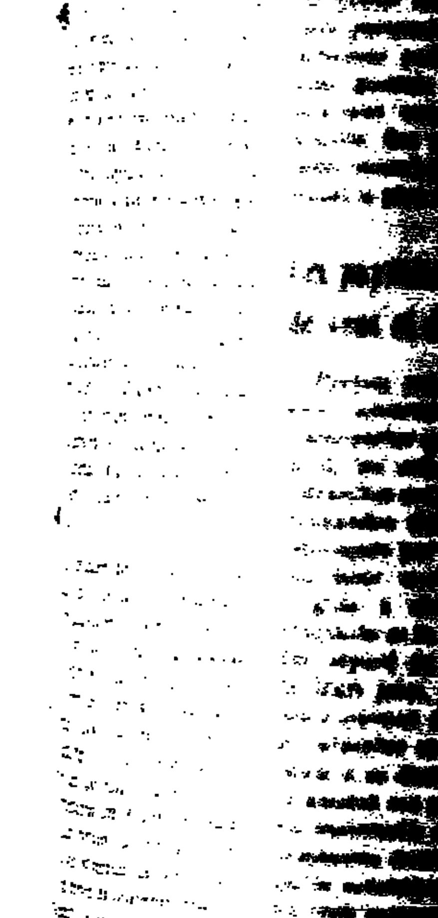
● Michel Poniatowski consacre un nouveau livre à Talleyrand. Il étudie, cette fois, *Talleyrand et l'ancienne France*, de 1754 à 1789 (Perrin, 524 p., 195 F).

● Sous le titre *la Grande Révolution*, Pierre Miquel embrasse tous les mouvements qui ont changé la France de 1789, à Paris, dans les villes de province et dans les campagnes (Plon, 636 p., 130 F).

● Dans *Citoyennes tricoteuses*, Dominique Godineau fait une peinture des *« femmes du peuple pendant la Révolution française »* (Alinéa, 418 p., 149 F). Le même éditeur réédite les biographies de *Robespierre* et de *Marat* par Jean Massin (Alinéa, 312 p., 129 F ; 310 p., 129 F).

● La bibliothèque historique Payot publie *les Déclarations de l'homme de 1789*, c'est-à-dire les nombreux projets qui ont abouti à la *Déclaration que nous connaissons*. Textes réunis et présentés par Christine Fauré (388 p., 140 F).

● Dans *1793, la Révolution contre l'Eglise*, Michel Vovelle raconte et analyse la période de « déchristianisation ». (Ed. Complexe, 312 p., 49 F.)



...fantassins
...l'armée des Lumière...

● SCIENCES HUMAINES

Chronique d'un monde condamné

A travers le témoignage d'un curé de campagne, un grand livre d'ethnologie rurale.

IL y a deux Bernard Alexandre. L'un est parfaitement inconnu. C'est un petit curé de campagne de soixante-dix ans qui exerce son ministère depuis 1945 dans le même village perdu du Pays de Caux, Vattetot-sous-Beaumont, quelques centaines d'âmes taciturnes éparpillées dans des masures humides à 30 km du Havre. Le second est un artiste qui a crevé les écrans de télévision chaque fois qu'il y est apparu. Une première fois dans l'émission d'André Voisin, « Les Conteurs », la dernière en juin lorsque Claude Santelli lui a donné la parole dans une des « Chroniques de France. » Bernard Alexandre, comédien spontané, manieur d'images rustiques et raffinées, utilisateur d'un dialecte, le cauchois, dont il tire un parti tout à la fois comique et poétique, raconte avec autant de chaleur que de malice, autant de verve que de tendresse attentive les faits, les gestes et les mots de ces paysans de Caux, de ces hommes et de ces femmes qui ont fait du silence la première des vertus et dont le curé Alexandre s'est fait le diseur.


CARLOS FREIRE

Le curé Alexandre dans son pays de Caux.

Le Horsain est le résultat d'un pari éditorial : celui d'un passage sans déperdition de l'oral à l'écrit. Il ne s'est pas fait sans sueur. Pendant douze ans, le curé Alexandre a travaillé et retravaillé son manuscrit pour que sa prose acquière la souplesse, le rythme et la couleur de sa parole. Il y est parvenu ; son livre est mieux que bien écrit : vivant. Avec des portraits en trois lignes qui livrent toute l'épaisseur d'un personnage, avec une infinité de petites choses sans importance qui en disent beaucoup plus sur les manières de vivre, de sentir et de penser que des épais traités d'ethnologie, avec des raccourcis verbaux qui livrent l'essentiel d'une connaissance et d'une expérience. Ainsi lorsque Bernard Alexandre dit de ses paroissiens qu'ils sont plus « églisiers » que réellement croyants.

Mais le passage de la chronique racontée d'un coin de Normandie à un livre sous-titré *Vivre et survivre en Pays de Caux* a aussi obligé le curé Alexandre à élaborer une véritable pensée de son expérience. Sous la multiplicité des anecdotes, la richesse et la précision des tableaux, la minutie de la reconstitution d'une minuscule cellule rurale, se développe, hors de toute schématisation théorique, une triple problématique – et également un triple drame.

Le Horsain pose d'abord la question des curés de campagne. Celle de jeunes gens jetés sans réelle formation, sans réelle liberté, dans le désert de ces hameaux où ils rêvent de faire partager le message de l'Evangile alors qu'on leur demande simplement d'être de bons fonctionnaires de la religion, assurant un certain nombre de rites sociaux selon des normes édictées par une bureaucratie romaine aussi lointaine que vétilleuse. Des notables, mais qui vivent dans des conditions souvent misérables, obligés de quêter les quelques pièces qui leur permettent de survivre ; des hommes publics dont les gestes sont guettés et interprétés mais sont condamnés à la plus souvent cruelle des solitudes, au dénuement moral, psychologique, et spirituel le plus effrayant.

Ces paysans de vent et de pluie

Parfois avec humour, souvent avec amertume mais avec ce franc-parler qui heurte beaucoup, dit-il, les urbaines oreilles de la hiérarchie ecclésiastique, Bernard Alexandre témoigne des ravages provoqués par la Contre-Réforme qui pour sauver le pouvoir de l'Eglise a changé la messe en spectacle et le prêtre en intouchable, séparé du reste des hommes, de leurs joies, de leurs peines, de leurs travaux et de leurs fêtes par le caractère sacré de sa fonction. Mais il se demande également si la société est prête à assurer une vie matérielle décente à ces fonctionnaires dont elle attend encore qu'ils accompagnent et célèbrent les rites majeurs de la vie et de la mort.

La solitude, le dénuement, la lancinante interrogation sur le sens d'un sacerdoce qui paraît construit sur un malentendu, Bernard Alexandre ne les a dépassés qu'en faisant *« des choses qui ne se font pas »* quand on est curé : pour pouvoir délivrer son message à ses paroissiens, il a décidé d'abord de bien les connaître. Puis, les connaissant, de les réveiller, de les provoquer en les mettant en scène et en leur offrant en spectacle leur propre portrait. Une manière de franchir la clôture, de lever les interdits, d'établir enfin un dialogue. *Le Horsain* – le mot signifie « étranger » en cauchois, et l'on est étranger dès qu'on est né hors du village – est la description la plus vivante, la plus aiguë, la plus rigoureuse, la plus tendre aussi qu'on ait jamais faite non seulement des mœurs mais de l'âme de ces paysans de vent et de pluie pour qui *« celui qui parle le premier a toujours tort »*.

Le curé Alexandre ne sait pas seulement restituer la brièveté de leur dialecte, mâchonné et comme douloureusement arraché au silence, la lenteur et la prudence d'un comportement façonné pour un fatalisme patient – on ne fait pas pousser les poireaux en leur tirant sur la queue, – ou les effets d'un individualisme ombrageux qui conjugue la liberté et l'autarcie – ne rien devoir aux autres pour n'avoir rien à leur donner. Il a essayé de tout savoir et de tout comprendre de ses paroissiens, des instruments de leurs travaux à leurs rites matrimoniaux, des règles de leurs jeux aux modes de construction de leurs masures, de leurs manières d'acheter et de vendre à leurs angoisses et à leurs nostalgies. Ecrit sur le rythme enjoué d'une chronique de conteur, *le Horsain* est un grand livre d'ethnologie rurale, le portrait savant et sensible d'une civilisation.

Intimement liés dans l'expérience de l'auteur, les deux versants de son livre – ses Mémoires d'un curé de campagne et son étude sur la vie des Cauchois – trouvent une cohérence supplémentaire dans leur destin commun : curés de campagne et civilisation de Caux sont condmanés à disparaître. *Le Horsain* conserve la mémoire de deux réalités qui n'existent plus qu'à l'état de survivance. les séminaires sont vides ou presque; le recrutement ecclésiastique ne permet plus de respecter l'ancienne trilogie triomphale de la France catholique : un village, un clocher, un curé. Bernard Alexandre dessert cinq paroisses, ce qui implique un bouleversement de son rôle religieux aussi bien que de sa place sociale. Demain, affirme l'abbé Alexandre, il faudra nécessairement trouver des formes nouvelles de présence de l'Eglise et surtout de présence de l'Evangile. D'autant que les liens qui unissaient encore, ne serait-ce que dans les formes de la sociabilité, la vie d'Eglise et la vie paysanne se sont déchirés.

La civilisation rurale, assise depuis des siècles sur un socle immuable, est en voie de décomposition. Les éléments de base de la vie individuelle et collective des habitants de Vattetot-sous-Beaumont, le rythme des choses, la hiérarchie des hommes, la communauté des valeurs ont été bouleversés en quelques années, cependant que les mentalités évoluent à leur vitesse propre : beaucoup plus lentement. *Le Horsain* conte également l'histoire poignante d'un double déracinement, d'une double attente angoissée. En ouverture de son livre, Bernard Alexandre rappelle les paroles mi-malicieuses, mi-amères du premier paroissien, un berger, qu'il avait rencontré à son arrivée à Vattetot : *« A c'teu, métiai d'cuai, métiai d'berquier : deux métiais foutus. »*

Bernard Alexandre a écrit sur ces deux métiers foutus un livre tout simplement magnifique et qui se place naturellement aux côtés de cet autre grand témoignage sur la France paysanne paru il y a treize ans dans – ce n'est pas un hasard – la même collection « Terre humaine : » *le Cheval d'orgueil*, de Pierre-Jakez Hélias.

PIERRE LEPAPE.

★ **LE HORSAIN, *Vivre et survivre en Pays de Caux*, de Bernard Alexandre, Plon, collection « Terre humaine », 554 p., 190 F.**

Dans les jardins de la folie

Un plaidoyer d'Edouard Zarifian pour « l'homme bio-psycho-social ».

PEUT-ON être psychiatre aujourd'hui dans notre pays et se situer résolument en dehors – et au-delà – des querelles d'école ? Peut-on s'être distingué par une recherche biologique d'avant-garde, connaître et pratiquer tous les méandres de la chimiothérapie et, dans le même temps, connaître et pratiquer toutes les techniques de la psychothérapie, qu'elle soit « de comportement », familiale, de soutien, cognitive ou de très simple compassion et compréhension ?

La réponse à ces questions est, sans nul doute, positive pour Edouard Zarifian, professeur de psychiatrie et de psychologie médicale à l'université de Caen, auteur ou coauteur de plus de trois cents articles scientifiques et d'une bonne vingtaine de livres consacrés à ce champ si complexe et si douloureux de la maladie mentale.

Et c'est cette vision œcuménique qui donne à son livre un intérêt tout particulier, d'autant plus qu'il réussit l'exploit de n'être engagé dans aucune des « écoles » ni même des « idéologies » qui marquent encore, à notre époque, l'abord de la psychiatrie, *« où la passion, trop souvent, obscurcit l'intelligence et fait taire la raison, où les conflits idéologiques se donnent libre cours »*.

L'impasse des idéologies

Ces conflits sont entretenus par les trois grands courants qui s'affrontent actuellement :

1) *Le courant neurobiologique*, pour lequel il n'est de vérité que le cerveau et le jeu complexe des molécules neuronales, dont les dérèglements seraient la source de tous les maux.

2) *Le courant psychodynamique*, plus particulièrement psychanalytique, attribue tous les errements des humeurs et de l'esprit à la genèse et à l'organisation d'un appareil psychique qu'il importe de décrypter, par le passage de l'inconscient au conscient, de la parole à l'écoute, de l'irrationnel au rationnel.

3) Enfin, *le courant sociologique* nie purement et simplement la folie en soi et projette sur le groupe la responsabilité d'une déviance, réduite à l'expression d'une collectivité malade. Il a donné naissance à l'antipsychiatrie, qui connut son heure de vogue, mais aussi aux thérapies familiales.

Si le courant neurobiologique semble l'emporter, au temps des triomphes de la science, il se trouve néanmoins dans une impasse, selon Edouard Zarifian. Près de cinquante ans après la découverte des premiers médicaments actifs sur la folie, on ne dispose en effet d'aucun index biologique incontesté de la maladie mentale, qui relève toujours d'un diagnostic subjectif. De même, aucune étiologie organique n'a pu être formellement identifiée, les médicaments ont tous été découverts par hasard et nul ne connaît leur mode d'action précis, ni ne peut prédire la réponse à leur action.

« La dimension moléculaire ne peut expliquer à elle seule pensée et comportement », et il est *« abusif d'attribuer au cerveau et à lui seul la cause des maladies mentales »*, comme le fait Changeux par exemple. Opposés à cet *« homme-objet »* des neurobiologistes *« qui défendent un cerveau sans esprit »*, on trouve les psychothérapeutes et les psychanalystes *« qui défendent, eux, un esprit sans cerveau »*, un *« homme-sujet »*.

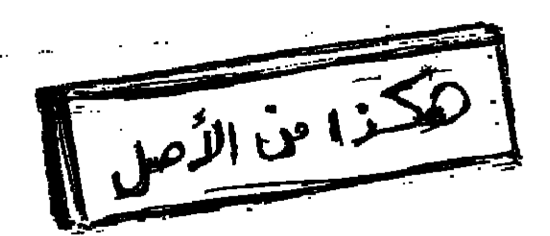
Le chapitre consacré à la psychanalyse est objectif et détaillé : mais, dit Zarifian, s'il s'agit bien d'une expérience existentielle, *« elle ne peut en aucun cas revendiquer un quelconque effet thérapeutique... et sa place s'amenuise en tant que courant d'idées et en tant que thérapeutique »*.

Politique et folie sont étroitement mêlées et les concepts neurobiologiques ou psychanalytiques relèvent à présent d'idéologies globalement explicatives, où les rencontres sont rares, voire houleuses, alors que l'approche de la souffrance mentale exige que l'on comprenne le sujet comme un tout, dans ses perturbations cérébrales comme dans le fonctionnement de sa pensée ou dans ses relations avec ses proches ou son milieu professionnel.

Fervent adepte de l'œcuménisme des soins, Zarifian souhaite qu'il préfigure un œcuménisme semblable et nécessaire des idéologies. *« L'homme bio-psycho-social »* doit enfin exister, conclut-il, et le chemin sera long, qui doit conduire à une meilleure compréhension *« de la terrible expérience qu'est la folie »*, une folie qu'on ne devrait aborder que mû par la compassion et la compréhension, et cela bien au-delà des querelles théoriques.

Dr. ESCOFFIER-LAMBIOTTE.

★ **LES JARDINIERS DE LA FOLIE, d'Edouard Zarifian, Editions Odile Jacob, 233 p., 99 F.**



● VOYAGES

Le Mexique intérieur de Le Clézio

Une introspection déguisée en recherche historique.

LE CLÉZIO ne parle pas comme il écrit. Sa voix est plus grave que son physique et son propos plus enjoué que son écriture. Il se confie volontiers si l'on ne l'interroge pas. Il ne réagit pas aux questions, mais aux opinions, aux provocations, aux silences.

Quand je lui parle de ses lectures d'adolescence, il cite tout de suite Jules Verne (*Martin Cruz*), Joseph Conrad (qu'il a lu en anglais) et Paul Chack (auteur de récits maritimes, fusillé après la guerre). Pas la peine de lui faire remarquer que ces livres ne sont pas trop progressistes, il l'avoue lui-même. Reste que *Martin Cruz* est à l'origine de son rêve américain. Il ne cache pas le caractère naïf de son désir d'Amérique, mais il précise : « *Pour moi, il ne s'agit pas de me réaliser dans l'aventure, mais, au fond, d'essayer de me déchiffrer dans le déplacement.* »

Si je lui dis, pour l'opposer aux fameux clochards de Kerouac, qu'il est un « *bourgeois céleste* », il sursaute. « *Bourgeois, moi ? Vous savez, vivre au Mexique, parmi les Indiens, dans un village aux murs de pisé, ce n'est pas toujours facile.* » Là s'arrête le commentaire. C'est alors que je découvre, derrière la blondeur angélique, un fond de rousseur boucanière. Ce grand calme est un impulsif. Son éducation britannique doit être pour quelque chose dans ce mélange.


CHARLES HARBUTT

Les arbres, les pierres aident Le Clézio à comprendre l'immensité intime du Mexique.

Le papillon Monarque et les Boeing

La quête d'identité se trouve au cœur de l'œuvre de Le Clézio. C'est pourquoi aussitôt, par un chemin détourné, il revient à la question du style de vie : « *Vous connaissez le papillon Monarque ? Il est orange et noir. Il vit au Canada. Chaque année, entre décembre et février, il arrive au Mexique et se pose sur une petite colline, toujours la même, près de la ville de Litacuaro, dans l'Etat de Michoacan. Il faut imaginer cet insecte qui vole au-dessus des nuages, à 8 000 mètres d'altitude, et qui côtoie les Boeing. Le voyage dure un mois et demi, deux mois...* »

Le Clézio joue avec l'anse de sa tasse de thé. Il interrompt le fil de sa rêverie et, après une pause, dit : « *Les papillons Monarque viennent de tous les points du Canada. Ils sont nés au Canada, et quelque chose leur dit :* « Il faut aller mourir au Mexique ». *Ils couvrent toute la montagne, tous les arbres de l'endroit. Ils se reproduisent là et ils meurent. La génération suivante ira se reproduire au Canada, et ainsi de suite.* »

Cette histoire de papillons, qui semble venir comme un cheveu sur la soupe dans une conversation littéraire, parle exactement de ce que Le Clézio veut faire entendre. Il oppose à la morale de la tribulation une esthétique du va-et-vient. D'ailleurs, par la suite, alors que nous évoquons son dernier livre, *le Rêve mexicain ou la pensée interrompue*, il reviendra plusieurs fois sur la notion d'instinct et sur la nécessité pour lui d'être motivé *physiquement* avant d'écrire.

En fait, les arbres, les pierres et surtout les insectes l'aident à comprendre l'immensité intime du Mexique. Sans eux (qui ne figurent pourtant pas dans le récit), sa rêverie historique sur la Conquête, tentative de retour aux origines, recherche d'un temps où le temps avait une autre substance, n'aurait pas de valeur.

Le Clézio ne se veut ni ethnologue ni historien. Par le truchement de l'enquête documentaire, par la reconstitution du passé, il exprime d'abord le Mexique qui est en lui. Il le reconsidère de son point de vue. Son admiration pour Juan Rulfo, l'auteur de *Pedro Paramo* (1) et de *Llano en flammes* (2), trahit son goût profond pour la part du rêve : « *Un peu comme la Terre est soumise à des mouvements de profondeur, des magmas, sous son aspect d'homme moderne, Juan Rulfo est soumis à des passions, des pulsions et des idées, des images, qui viennent du monde préhispanique. Ses personnages sont des figures dans un ballet, et leur existence individuelle n'est qu'apparente.* »

« Rusé comme un joueur de dés »

Traven (3) est aussi un de ses auteurs secrets et favoris. Une fois, à peine avait-il lu *Rosa Blanca*, histoire romancée d'une hacienda, qu'il s'est retrouvé dans la même situation que le héros... « *Souvenez-vous : quelqu'un propose au propriétaire de* Rosa Blanca *d'acheter sa terre et lui fait valoir qu'avec l'argent il pourra échanger son cheval contre une torpédo. L'autre rétorque :* « Une torpédo, ça va trop vite ! Quand je passerai sur le chemin, les gens ne pourront plus me dire « *Comment ça va ?* », ou me signaler qu'un arbre est tombé plus loin... » « *Et ce jour-là*, ajoute Le Clézio, *j'ai été justement arrêté par un arbre en travers de la route.* » Ainsi le hasard montre comment Traven a su capter la relativité du temps, qui est un trait de l'indianité mexicaine, et comment Le Clézio, à son tour, est sensible au caractère cyclique des choses de la vie...

Nous parlons de son apologie des barbares, d'Antonin Artaud et des Tarahumaras, de la Conquête espagnole qui était « *une véritable société par actions* », de Moctezuma, l'empereur magique, de Colomb-le-mystique et de Cortès, « *rusé comme un joueur de dés* » et annonciateur de l'homme du XXe siècle. Le Clézio fait preuve d'un savoir qui va au-delà de la simple érudition. Comme si l'onde de choc des civilisations l'avait touché personnellement. Il est bien possible que *le Rêve mexicain ou la pensée interrompue* soit une introspection déguisée en recherche historique. La passion du détail, l'analyse des textes et des codes s'y marient curieusement avec le sens du cosmos.

Nous sortons du bistrot éblouis par la lumière de midi. Nous parlons encore du Mexique, avant de revenir sur nos pas car nous avons oublié de régler les consommations...

JACQUES MEUNIER.

★ LE REVE MEXICAIN OU LA PENSEE INTERROMPUE, de J.-M. G. Le Clézio, collection « Essais », Gallimard, 252 p., 85 F.

(1) Gallimard, 1979.
(2) Nadeau, 1987.
(3) Ecrivain d'origine allemande, mort au Mexique, où il était venu s'installer dans les années 20. En 1969, Traven est déjà connu pour de nombreux romans publiés sur divers pseudonymes, dont *le Trésor de la Silva Madre*, que John Huston adapta au cinéma. La collection « 10-18 » a réédité plusieurs de ses livres (« le Monde des livres » du 27 février 1987).

● LETTRES ÉTRANGÈRES

Un inédit de l'écrivain argentin

Les dernières paraboles de Borges

De 1984 à 1986, Jorge Luis Borges eut des entretiens réguliers avec *Osvaldo Ferrari*. Ces dernières conversations de l'écrivain — qui devait mourir le 14 juin 1986 — ont été diffusées par la radio de Buenos-Aires, avant d'être rassemblées dans trois volumes publiés en Argentine. Sous le titre *Ultimes dialogues*, et dans une traduction de Claude Couffon, *les éditions* de l'Aube vont faire paraître, ces jours-ci, le troisième volume. Nous en donnons quelques extraits.

Le vieillissement des idées

Un écrivain français a dit que les idées naissent douces et vieillissent féroces. C'est vrai, car on commence par penser que l'Etat doit tout diriger, qu'il est préférable qu'une corporation régisse les choses au lieu que tout « *reste abandonné au chaos ou à des circonstances individuelles* », et l'on arrive au nazisme ou au communisme, bien entendu. Toute idée est à sa naissance une belle possibilité, et ensuite, quand elle vieillit, elle est utilisée par la tyrannie, pour l'oppression.

Citoyens du monde

(...) Là nous touchons au thème le plus mélancolique de tous, qui est la politique. Ce n'est certainement pas la première fois que je le dis, je suis ennemi de l'Etat et des Etats ; ennemi aussi du nationalisme, une des tares de notre temps. Ennemi de ce qui permet à chacun d'insister sur le privilège d'être né dans tel coin ou recoin de la planète, non ? et de nous retrouver si loin du vieux rêve des stoïciens, lesquels, à une époque où les gens se définissaient par leur ville : Thalès de Milet, Zénon d'Elée, Héraclite d'Ephèse etc, se proclamaient citoyens du monde. Ce qui a dû être un scandaleux paradoxe pour les Grecs.

Le sommeil du philosophe

Un de mes amis, Emilio Oribe, le poète urugayen, enseignait la philosophie à la faculté de philosophie et lettres de l'université de Montevideo. C'était un homme monumental, il était sourd — ce qui le rendait d'une certaine façon invulnérable parce qu'il n'entendait pas ce qu'il ne voulait pas entendre, — eh bien ! on m'a dit qu'il avait réussi à imposer ce rite étrange : dix minutes avant que la sonnerie ne retentît, cet homme monumental (...) fermait les yeux. Les étudiants savaient alors qu'ils devaient partir, que la classe durerait dix minutes de moins. Le rite était établi, les étudiants le connaissaient, et ils respectaient cet homme monumental qui était resté là, feignant de dormir. Les étudiants, qui me l'ont raconté, ne l'en aimaient pas moins ; ils comprenaient qu'il était naturel qu'après avoir parlé, je ne sais pas, durant quarante minutes il fût, n'est-ce pas, un peu fatigué.

L'éducation d'Adam

Je ne savais pas qu'Adam parlait en vers. Pourtant, je me souviens avoir lu dans un livre sur la Kabbale — l'un des rares livres sur la Kabbale que j'ai lus — qu'Adam, à ce qu'on suppose (bien sûr, Adam était sorti tout droit des mains de Dieu), était le meilleur historien, le meilleur métaphysicien, le meilleur mathématicien, étant donné qu'il était né parfait et avait été instruit par la divinité ou par les anges. On suppose, en outre, qu'il était très grand et que plus tard il *s'est mis à décroître* ; Léon Bloy le dit dans une très jolie phrase : lorsque Adam est expulsé du paradis, il ne ressemble plus à un feu mais à une braise qui s'éteint. On suppose également que la Kabbale a une tradition très ancienne, puisque les anges l'ont enseignée à Adam, qui l'a enseignée à Caïn et à Abel, qui l'ont enseignée à leurs enfants, cette tradition se transmettant ainsi jusque vers le milieu du Moyen Age. Aujourd'hui, il faut qu'une idée soit neuve pour être appréciée, mais autrefois, non, pour être accueillie avec respect, elle devait être très ancienne ; et y a-t-il ancienneté plus grande que celle d'Adam, premier kabbaliste ?

Que faisais-tu pendant la guerre de Troie ?

Quand Lucrèce parle de la peur de la mort — je me souviens qu'il croit à la mort physique, et aussi à la mort de l'âme, — il dit que les mortels peuvent penser : « *Je vais mourir et le monde continuera.* » Ce qui me rappelle une fois encore Victor Hugo qui se lamente dans le vers : « *Je m'en irai bientôt, au milieu de la fête.* » Lucrèce ajoute que c'est vrai, qu'il y aura un temps infini après la mort, qu'on ne sera pas là personnellement, mais, tout compte fait, pourquoi nous lamenter de ce temps infini, postérieur à la mort, et qui ne sera pas nôtre, puisque nous ne nous lamentons pas du temps infini antérieur à notre naissance et que nous n'avons pas non plus partagé ? Et il demande : « *Car toi, où étais-tu durant la guerre de Troie ?* » (...). Donc, si tu te moques pas mal de ne pas y avoir participé, quelle importance pour toi de ne pas être mêlé, plus tard, à d'autres guerres et à d'autres événements ?

JORGE LUIS BORGES.

(*) *Les titres sont de la rédaction.*

Identités péruviennes

IL est difficile d'être plus péruvien que le poète et prosateur José Carlos Rodriguez-Najar, âgé de quarante-trois ans, puisqu'il tient à la fois des Indiens de l'Amazone par sa mère, des Espagnols et des Indiens des Andes par son père. Son deuxième recueil de poèmes, *El Dorado*, paru en 1979 (1), évoque justement la difficulté d'être métis, c'est-à-dire l'héritier de cultures rivales.

La nécessité d'approfondir son identité latine conduisit Rodriguez-Najar en France, où il vit depuis 1973, mais le Pérou reste toujours présent dans ses livres : *Warachicuy-Poèmes* (1976) rappelle le soulèvement des Incas contre les Espagnols ; le roman *Jardin de pierres* (1985) retrace l'épopée d'un groupe d'Indiens et de métis qui tentent de survivre à Lima.

Dans son dernier recueil de poèmes, *Romances d'amour profane*, Rodriguez-Najar parle davantage de son expérience européenne, de ses voyages, notamment à Santorin, de ses amours (« *Reste enfin, Amour, en ta demeure* »), de Paris, où « *la lumière est plus dense que l'espace de la nuit* », et de l'évolution politique en France (« *Ici je m'arrête et je descends/cette saison n'est pas la mienne/ni celle d'André, de Jean et de Jean-Marc* »). Cependant, le Pérou inspire à l'auteur ces vers nostalgiques : « *L'histoire est restée en arrière, les eaux ont effacé/toute trace du temps.* »

VASSILIS ALEXAKIS.

★ ROMANCES D'AMOUR PROFANE, de José Carlos Rodriguez-Najar, traduit de l'espagnol par Marcel Hennart, édition bilingue, L'Harmattan, 77 p., 55 F.

(1) Luneau-Ascot.

Les cigarettes d'Harry Matthews

Un des membres les plus éminents de l'Oulipo cultive l'art de la surprise romanesque.

HARRY MATTHEWS est un auteur astucieux et comblé : à peine a-t-on fini son roman *Cigarettes* qu'on le recommence, bien obligé, pour avoir le fin mot de l'histoire. Et cette deuxième lecture réserve autant de surprises que la première : c'était donc ça ! A la troisième, je suppose, seule reste, comme en musique, l'harmonie d'une écriture qui vous a séduit dès que la mélodie, très années 30, s'est dessinée. C'est elle, autant que l'enchaînement d'énigmes et leur résolution, qui vous a entraîné jusqu'au bout. Un roman qu'on ne lit pas en une heure, debout à la FNAC, comme la plupart des romans-hebdos qui sortent à présent, un roman qu'on va relire, comme on réécoute un disque, quelle aubaine ! Imaginez du Dos Passos écrit par un Fitzgerald qui aurait connu les années 60, ou du Henry James récrit par un Tchekhov des années 80 qui aurait, comme Woody Allen, celles-ci en horreur, vous aurez une idée de *Cigarettes*. Une vague idée.

Au seuil du livre (bonjour Genette), la dédicace fait signe : « *A la mémoire de Georges Perec.* » Autant afficher : littérature. Et règle de composition cachée. Oulipo. Harry Matthews en est membre. Après Queneau, Perec, Calvino, avec Roubaud, il en est même l'un des plus éminents (1). Perec et lui étaient grands amis, ils se sont traduit mutuellement quelques-uns de leurs livres. Pour celui-ci, Perec lui ayant fait faux bond comme à tous, Matthews a pris son épouse, Marie Chaix, la romancière, qui a fait, avec sa collaboration, un travail admirable : on entend l'américain en français comme une intonation, un très léger accent. Une traduction où l'on entend « swell » quand on lit « formidable », n'est-ce pas le rêve ?

Les messieurs et les dames de l'Ouvroir de littérature potentielle ont pour délectable habitude de publier des textes obtenus à coup de contraintes extrêmement strictes, que tantôt ils affichent, tantôt ils masquent. Et il leur arrive aussi de publier des textes sans règle aucune, sinon celle de plaire, qu'ils observent de toute façon, sinon on verrait bien l'ouvroir et la potentialité, mais pas la littérature ! *La Vie mode d'emploi* obéissait à une contrainte formelle qui se laissait fortement soupçonner, mais que nul n'aurait sans doute trouvée si Perec n'avait fini par la révéler, un an après le prix Médicis. *Cigarettes*, qui devrait tenter le Médicis étranger, ou c'est à n'y rien comprendre, est-il un livre oulipien ? Interrogé cet été, l'auteur s'est montré évasif.

Le livre est fait de quinze chapitres, qui peuvent être lus comme des nouvelles, isolément, car chacun développe à lui seul une histoire (d'amour, de jalousie, d'argent, de sexe, avec un dosage variable de ces ingrédients de base). Mais on gagne beaucoup à lire ces histoires dans l'ordre où elles se présentent, comme un roman à douze personnages, six hommes, six femmes, qui ont pour lien entre eux un treizième, la belle, la sauvage, l'aimable, la mystérieuse Elizabeth H., ou son portrait, qui joue dans ce jeu le rôle du furet. Ce pourrait être la règle.


Harry Matthews : du Dos Passos écrit par un Fitzgerald des années 60.

La bourgeoisie de la côte Est

Ou bien, comme lorsqu'on fume à la chaîne, chaque personnage s'allumerait au précédent et mettrait le feu au suivant, en une flambée continue de passions. *Cigarettes* jouerait ainsi sur une série d'expressions stéréotypées : flamber d'amour, flamber au jeu, se consumer de jalousie, les cendres de la passion. Ou encore, le titre serait une métaphore de la structure en volutes du livre, chaque chapitre surgissant comme un rond de fumée du rond précédent et s'évanouissant dans une nouvelle énigme. Ou, mieux encore, *Cigarettes*, comme titre, ça sonne bien, tout simplement.

En fait, ce roman gigogne, qui se boucle sur lui-même par une violente transgression des règles de cohérence narratologique (le vaporeux narrateur initial qu'on a complètement oublié et qui resurgit à la fin en disant « je » était l'un des personnages, le plus « hard », raconté au « il », comme les autres), développe la même histoire sous quinze angles différents et par franges (ou par bouffées, si vous préférez). Et l'intérêt de cette histoire, où défilent de 1936 à 1963, quinze figures caractéristiques de la bourgeoisie et du milieu artistique de la côte Est est, outre l'écriture, la bonne vieille psychologie.

Certains romanciers donnent le sentiment qu'ils sont psychologues parce qu'ils ont étudié l'âme humaine. Ils pourraient tout aussi bien vous raconter, au sujet du même fonctionnement psychologique, un tout autre cas. Harry Matthews, comme les auteurs cités plus hauts et sous lesquels on espère ne pas l'avoir écrasé, donne le sentiment de comprendre les gens parce qu'il les a observés, à la bonne distance, entre détachement et compassion, et cela peut-être grâce auxdits auteurs (Fitzgerald, Dos Passos, James, Tchekhov). La littérature, c'est encore ce qui a été inventé de mieux pour regarder ses semblables et réfléchir sur l'art, la vie, la mort, comme dirait M. Allen, qu'il ne faut pas oublier ici (le côté *Interiors* et *September Song* de *Cigarettes*, dans un milieur plus huppé). Que l'Oulipo, en 1988, produise, fût-ce très indirectement, un prisme aussi finement taillé en intrigues compliquées pour regarder avec ébahissement la vie telle qu'on la connaît déjà, voilà qui indique où en est aujourd'hui la littérature de pointe : en plein passé. Postmoderne, alors, le *Cigarettes* d'Harry Matthews ? Ce sera comme vous voudrez.

MICHEL CONTAT.

★ **CIGARETTES, d'Harry Matthews, traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Marie Chaix. POL, 351 p., 99 F.**

(1) On n'imputera pas à l'Oulipo, ni à l'auteur, un impardonnable « *générations qui se sont succédées* » qui dépare une très belle dernière page où se lit ce passage que l'on va citer pour compenser le reproche orthographique : « *Je commençais à apprendre que les morts restent éternellement présents parmi nous, sous la forme de vides palpables qui ne s'effacent que lorsque, bien obligés, nous les accueillons en nous. Nous prenons les morts à l'intérieur de nous et remplissons leurs vides de notre propre substance : nous devenons eux.* » C'est vrai aussi des personnages du roman, qui vont peupler notre mémoire comme des amis disparus.

Anna Maria Ortese, la femme iguane

(Suite de la page 15.)

Finalement elle décide de devenir professeur de piano. « *Mais, l'année de mes dix-huit ans*, se souvient Anna Maria Ortese, *un de mes frères est mort en mer, en Amérique. Dans ma tête, le monde a changé. J'ai cessé immédiatement le piano. Je me suis mise à ma machine à écrire. Je suis devenue écrivain.* »

Anna Maria Ortese a d'abord publié des nouvelles et des contes, dans un journal littéraire, puis un premier livre, remarqué et controversé, *Angelici dolori*, en 1937. « *Ensuite est arrivée la guerre, qui a été une grande rupture. Après, j'ai été liée à un groupe d'intellectuels de gauche. Mais tout a été toujours difficile.* » Les rapports avec les autres – « *Je ne me suis jamais mariée, j'ai toujours été seule, comme un chat ; de toute façon, il faut choisir entre cette vie-là et écrire.* » La survie – « *j'ai eu faim* ». Les rares voyages – « *en Russie pour vingt jours avec une délégation de femmes, à Prague, à Vienne, à Paris* ».

Au lieu de résumer, de condenser, il faudrait pouvoir citer Anna Maria Ortese mot après mot, tant elle raconte ce parcours, souvent désolant, avec une ironie douce et « en images », sans jamais s'apitoyer ni se plaindre, mais en choisissant, par une forme raffinée de courtoisie, le récit des anecdotes drôles, des rencontres inattendues, des rares bonheurs qui ont illuminé quelques journées.

Reste que de ce chemin harassant, elle a tiré un pessimisme radical. Ou plutôt un absentéisme total. « *Je me sens en accord absolu avec Schopenhauer. Je ne donnerai la vie à personne. Ni ne l'enlèverai. En dépit du bonheur immense qu'on peut avoir à ouvrir les yeux sur le monde, vivre est une déviation. Il vaut mieux ne pas être. Ou dormir. Tout ce qu'on regarde est douleur ou tromperie. Qui peut dédommager les gens qui sont nés inutilement ?* »

Elle n'aime guère « *ce monde plat que le lieu commun a envahi. Les gens ne pensent qu'à l'amour, ou plutôt au bonheur. C'est misérable. Si être heureux est une mode impérative, ce peut être mortel. Pour ceux qui ne le sont pas. L'amour n'est pas nécessaire quand c'est une mode. Bien sûr, ce peut être aussi quelque chose de merveilleux, l'amour. Mais, quoi qu'il en soit, on ne peut pas fonder le sens de sa vie là-dessus* ».

Relatif, ce sens de la vie terrestre, tout comme l'espace où il tente de se déployer : « *Je voudrais que l'homme redécouvre qu'il vit sur une planète relative, faisant partie d'un immense univers. L'une de mes angoisses, qui ne m'a jamais quittée, c'est « où est-ce que je vis ? ». Je ne me sens pas fille de cette terre, j'ai trop le sens de l'illimité. Je déteste la manière dont l'homme se croit maître d'une planète qu'il ne connaît même pas, et l'usage qu'il fait de sa force, notamment envers les animaux, alors que le « secret humain » est dans le respect de la faiblesse et de la douleur.* » Anna Maria Ortese parle souvent du règne animal, de « *l'âme des animaux* », mais elle ne voudrait pas être prise pour l'une de ces vieilles dames un peu sottement « amie des bêtes ». Elle confie sa « *peur des chiens* » et conclut étrangement : « *les animaux sont comme des rêves* ». Dans l'injustice de leur sort, elle trouve une raison de plus à son pessimisme.

Pourtant, elle a, au fond d'elle-même, un tenace goût de la vie. Il suffit de l'écouter pour n'en pas douter. Et, dans un moment de confiance – ou d'oubli – elle en vient à confier : « *Je m'amuse avec les détails, les infimes accidents de la réalité. Je ne suis pas désespérée. Tout me trouble. Mais la plupart des choses me laissent essoufflée.*

Il ne faut pas se retourner

Le meilleur remède contre le désespoir a été, et sera jusqu'au bout, pour Anna Maria Ortese, la littérature. Celle qu'elle lit (les classiques comme ce qui s'écrit aujourd'hui, en Italie) et la sienne : « *On écrit parce qu'on cherche de la compagnie, puis on publie parce que les éditeurs donnent un peu d'argent. Mais il ne faut pas se retourner. Je répugne à parler de mes livres anciens, à les regarder aussi. Ils ressemblent à de vieilles robes. Finalement, le seul bonheur, c'est d'être jeune. Et quand on écrit, on est jeune.* » Voilà bien pourquoi Anna Maria Ortese écrit chaque jour, et dit avoir encore trois livres à terminer, « *des contes, avec, au centre, une apparition. D'ailleurs, le monde entier est une apparition* ». Des contes philosophiques ? Elle rit. « *J'ai des difficultés avec la philosophie. Dans un de mes livres, un personnage, irrité, mordait dans un livre de Kant. C'est un peu moi.* »

Elle sera toujours un écrivain dérangeant. « *Dès avant la guerre, dès mes débuts*, dit-elle, *j'ai été présentée comme un cas littéraire. Ma vision du monde n'était pas italienne. Trop bizarre, trop abstraite.* » Cette étrangeté, cet usage constant du fantastique dans un pays qui ne l'aime guère, ont valu à ses onze livres (et à leur auteur) un étrange destin : des attaques, des louanges, des polémiques d'une grande violence, des prix, des échecs commerciaux, des récompenses mystérieusement manquées au dernier moment, l'oubli, puis enfin la redécouverte. *L'Iguane*, publié en 1965 a été réédité en 1986 chez Adelphi, bientôt suivi de *In sonno e in veglia* (1).

Il est sans doute difficile, pour Anna Maria Ortese, d'être lue et aimée, à un moment où, à la littérature, à la découverte d'un monde unique, d'un discours singulier, on préfère des histoires distrayantes ou, dans de prétendus « essais », le « prêt-à-porter de la pensée ». « *De toute façon, il est trop tard* », dit-elle, elle qui a dû attendre d'avoir dépassé les soixante-dix ans pour être traduite en France, le pays qu'elle aime comme un rêve littéraire. Mais, tout de même... Il suffirait, ici, d'un peu d'attention et de reconnaissance (on en connaît les voies) pour que l'« iguane », humiliée, blessée, vieillie, devienne – même si ce n'est qu'une joie éphémère – la femme triomphante qu'elle aurait dû être souvent, célébrée pour la pureté et l'éclat de sa langue, le mystère de sa parole et l'évidence de ses secrets.

JOSYANE SAVIGNEAU.

(1) En cours de traduction chez Gallimard.

★ **L'IGUANE, d'Anna Maria Ortese, traduit de l'italien par Jean-Noël Schifano, Gallimard, « Du monde entier », 200p., 86F.**

● D'AUTRES MONDES - *La chronique de Nicole Zand*

Rybakov et la préhistoire de la terreur

★ **LES ENFANTS DE L'ARBAT d'Anatoli Rybakov. Traduit du russe par Antonina Robichon-Stretz, Lucia et Jean Cathala, Albin Michel, 584 p., 130 F.**

★ **SABLE LOURD, d'Anatoli Rybakov, Traduit du russe par Monique Slodzian, Fayard, 370 p., 135 F.**

SI vous ne vous êtes jamais intéressé à l'Union soviétique et à Staline, il n'est peut-être pas nécessaire de vous attaquer à ce gros livre qui, depuis 1987 – date de sa première parution en revue, – est l'événement qui bouleverse les Soviétiques, et pas seulement les intellectuels : plus de deux millions et demi d'exemplaires, une liste d'attente considérable dans les bibliothèques de prêt, un énorme courrier des lecteurs – favorables ou défavorables, – des adaptations théâtrales qui se jouent simultanément dans vingt-deux théâtres de l'URSS, des traductions dans près de vingt-cinq pays étrangers, *les Enfants de l'Arbat* est sans aucun doute le phénomène le plus fantastique de l'édition. Il prouve, en tout cas, que, si la « perestroïka » est un produit qui se vend bien à l'étranger, son impact est immense en Union soviétique. Du moins, chez les lecteurs de littérature.

Mais peut-on parler de littérature à propos d'un livre qui mêle savamment, quoique dans un style assez banal, le roman et le documentaire pour nous conter l'année 1934 ? L'histoire d'un groupe d'étudiants, komsomols, habitant la même maison dans le lieu le plus prestigieux de Moscou, l'Arbat, le quartier des intellectuels, des aristocrates et des grands bourgeois où les hôtels particuliers et les immenses appartements ont le plus souvent été transformés en logements communautaires. Le centre de la vie moscovite ; un quartier de petites rues et de vieux hôtels à quelques centaines de mètres du Kremlin, mais qui se croit à la fois loin et près du pouvoir. L'Arbat dont se souvient Boulat Okoudjava dans sa célèbre chanson *(« Mon Arbat, tu es ma religion, tu es ma patrie, jamais je n'aurai fini de te parcourir »)*. L'Arbat qui n'a pas encore été éventré par l'avenue Kalinine dans les années 50, ni défiguré par une voie piétonne pour touristes dans les années Gorbatchev, pour la plus grande peine des vieux amoureux du quartier.

L'histoire commence lorsque Sacha Pankratov, un étudiant de l'Institut des transports, bon communiste, proche du pouvoir – son oncle, responsable de la sidérurgie, rend compte directement de son travail à Staline, – est accusé d'avoir comploté contre le bureau du parti. Interrogé sur les *« bases marxistes de la comptabilité »*, il a osé affirmer qu'il s'intéressait aussi aux *« connaissances concrètes »*. Accusé d'avoir prôné l'« apolitisme de la comptabilité », coupable d'avoir gentiment ridiculisé les meilleurs élèves de l'Institut dans le journal mural dont il est responsable, le jeune homme se retrouve convaincu de participation à un complot anti-parti pour avoir simplement adressé la parole à un vieillard au pedigree révolutionnaire suspect. Il en coûtera à notre héros trois ans de relégation en Sibérie, et cela nous vaut une étonnante autopsie des angoisses, des révoltes et des incompréhensions d'un communiste convaincu.

ANATOLI RYBAKOV, né en Ukraine en 1911, a été étudiant à Moscou à l'Institut des transports, il ne cache pas qu'il a beaucoup mis de son autobiographie dans cette fresque qui devrait compter trois volumes (l'année « 1935 » est déjà en cours de parution dans la revue *Ogoniok*). Victime des purges, il exercera divers métiers à son retour de Sibérie avant de faire la guerre dans l'armée rouge. Ecrivain depuis 1948, membre de l'Union des écrivains, Prix Staline en 1950, il fait beaucoup parler de lui en 1978 lorsqu'il publie *Sable lourd* (déjà paru en français sous le titre *Sable pesant*, chez Pygmalion, dans une autre traduction et avec d'énormes coupures). *Sable lourd* contait la résistance juive pendant la guerre à travers la saga d'une famille d'artisans juifs d'Ukraine victime non seulement du nazisme mais aussi du racisme ambiant jusqu'à la terrible scène de l'insurrection du ghetto en pleine occupation.

Commencé en 1966, bien avant *Sable lourd*, terminé vingt ans plus tard, lorsque la « glasnost » rend sa publication possible, le projet que Rybakov développe, avec les *Enfants de l'Arbat* est plus monumental : la préhistoire de la terreur stalinienne dans une composition en trio combinant la vie à Moscou, la marche des bannis dans la taïga, l'écrasant personnage de Staline vu du dedans. L'alternance des trois éléments, parfois artificielle, compose, en fin de compte, un monde prodigieusement vivant. Moscou, dont on prépare le Plan de Reconstruction, offre un grouillement de personnages tout à fait disparates : les salauds, les arrivistes, les amoureux, les vieux révolutionnaires silencieux d'avoir trop bien compris ce qui était en train de se passer, les éternelles mères russes désolées, les jeunes pleins d'espoir dans le communisme et les « camarades » qui se croient les « maîtres de l'univers » (comme dirait Tom Wolfe), les cinémas, les restaurants pour trafiquants ou pour « demoiselles » cherchant mari étranger au Metropole ou au National. Ailleurs, la file d'attente des mères devant la prison de Boutyrki, puis d'autres queues pour envoyer des colis et des lettres à des millions de condamnés. D'autres files encore de prisonniers que le train a conduits vers la Sibérie et qui, du terminus, vont à pied vers le lieu qui leur a été assigné, à plusieurs centaines de kilomètres le long de l'Angara, où ils hâlent les barges ou bien traversent la taïga, de plus en plus impénétrable, où les oiseaux continuent de chanter, où, parfois, surgit un élan qui disparaît dans un crissement de branchages.



Le culte vu par deux ex-pionniers : Melamid et Komar.

AU sommet de l'édifice, le « bon » tyran, le Géorgien « père » de son peuple russe qu'il admire et méprise à la fois (*« En Russie*, lui fait dire Rybakov, *la démocratie ouvrirait la porte à la barbarie »*), ignorant du prix aussi bien d'une vie que de dix mille, rongé de méfiance maladive à l'encontre de ses amis d'hier qui ne peuvent être que ses rivaux de demain... Il n'empêche : comme le dit Rybakov, Staline réussit à se faire russe *« de la même manière que le Corse Bonaparte fut français aux yeux des Français »*...

Dans un pays où l'Histoire a été mensonge, la découverte de ce roman a été « la » révélation. Une histoire cachée, refoulée, prenait son existence, donnait lieu à des critiques, des discussions interminables, réveillait des souvenirs enfouis dans la mémoire collective. Pour la majorité du public français, la lecture sera sans doute différente : une population inconnue racontée d'une façon inouïe, à la russe. De grandes étendues parsemées de morceaux de bravoure comme l'histoire du dentiste qui arrache une dent à Staline ; sans oublier tous ces espaces de folie quotidienne, d'horreur programmée. Qu'aurait si bien montré Chaplin, le réalisateur préféré du petit père des peuples auquel, selon Rybakov, il arracha même une larme dans *les Lumières de la ville*...

« Un livre de purification »

***Jean Cathala, cotraducteur des* Enfants de l'Arbat, *a vécu plus de trente années en URSS. Il est un des Français qui ont le mieux connu, dans les camps puis à Moscou, le stalinisme. Nous lui avons demandé ce qu'il avait pensé du personnage de Staline tel qu'il apparaît dans le roman de Rybakov* (1).**

« D'ABORD, de quel stalinisme parle-t-on ? Le stalinisme dont il est question ici, moi, je ne l'ai pas connu. Et il était, en un sens, beaucoup moins parfait que celui que j'ai connu pendant la guerre et avant la mort de Staline, et qui est l'apogée de Staline. De plus, il faut tenir compte des générations d'aujourd'hui... Disons que les septuagénaires ont des souvenirs de cette époque d'avant 34, et Rybakov, qui a soixante-seize ans, appartient à cette catégorie ; les quadragénaires ont connu l'expérience par leurs parents, les jeunes n'en savent à peu près rien...

– Le livre raconte l'année 1934, l'année où commence la Terreur...

– *Les Enfants de l'Arbat*, c'est avant la Terreur. La Terreur, c'est ce qui va arriver après le dernier mot du livre. 1934, c'est l'année où va commencer la « grande » Terreur, comme chez nous entre 1793 et Prairial 94. Seulement, il faut distinguer : la Terreur de 1929-1930, fort bien racontée dans le livre, notamment la déportation en masse des koulaks, c'est-à-dire des paysans qui travaillaient bien ; la Terreur de 1935, avec l'affaire de Leningrad et après l'assassinat de Kirov ; il y a eu ensuite la Terreur de l'ère des grands procès, 1936-1938. Puis une sorte d'apaisement en 1939, au moment du XIX[e] congrès, où l'on dénonce certains excès, notamment les délations. C'est-à-dire qu'on envoie les délateurs rejoindre ceux qu'ils ont cafardés... Mais cependant avec des libérations associées au nom d'un homme qui, à ce moment-là, va se faire une très bonne réputation, je veux dire Beria...

– Comment a travaillé Rybakov ? Quelle a été sa documentation ? Par exemple qu'y a-t-il de réel dans ce qu'il nous raconte de la préparation de l'assassinat de Kirov ?

– Il a travaillé sur des souvenirs, tous les documents accessibles, des témoignages. De plus, il a lu et relu les œuvres de Staline, à tel point qu'il y a un phénomène de mimétisme remarquable et qu'on entend parler Staline en lisant Rybakov. En ce qui concerne Kirov, il se fonde sur des documents publiés, et c'est pour cela qu'on reste jusqu'à la fin du livre dans le suspense. Khrouchtchev a annoncé dès son « prétendu » rapport secret au XX[e] congrès que l'on aurait les preuves que Kirov avait été assassiné par Staline. Puis il a repris les mêmes choses au XXII[e] congrès, mais il n'a jamais apporté ses preuves ; il reste que la lettre de l'assassin de Kirov est authentique.

Incurablement géorgien

– Quel est selon vous le mérite fondamental de ce roman qui n'est pas qu'un roman ?

– Il a essayé d'expliquer Staline. Le Staline de cette époque. C'est la première tentative pour, non pas adorer ou maudire, comme l'avaient déjà fait des adorateurs ou des ennemis déclarés, mais pour essayer de nous faire comprendre que nous avions affaire à un personnage entièrement différent, à un monstre entièrement différent de celui qu'on se représente.

– En tant que traducteur et bon connaisseur du stalinisme, qu'est-ce qui vous a paru le plus remarquable ? Que nous montre Rybakov que vous ne saviez pas ?

– J'ai été admiratif pour ce qu'il a trouvé et qui correspondait à mes propres conclusions. Son Staline n'est pas un inculte, loin de là. Rybakov nous montre un être humain, les souvenirs de son père – le cordonnier, – pour lequel il avait un attachement profond ; l'histoire de la Polonaise de Bakou, qui était une SR (socialiste-révolutionnaire) et qui a été son seul amour. Il nous montre aussi le côté incurablement géorgien de cet homme qui, en même temps, s'est voulu plus russe que les Russes.

– ...Et qui, pourtant, a certainement fait tuer, proportionnellement, plus de Géorgiens que de Russes.

– Avec lui, cela n'a aucune importance. Il n'a jamais regardé à la vie humaine, qu'il s'agisse d'un civil qu'on fait fusiller ou d'une division qu'on envoie sans préparation d'artillerie ! En même temps, on voit que cet homme qui se veut plus russe que les Russes les méprise, qu'il se sent d'une civilisation supérieure, plus ancienne. Cet homme a beaucoup médité, il a médité sur le pouvoir, et Rybakov nous montre bien que le pouvoir pour Staline, ce n'est pas seulement l'ambition effrénée d'un paranoïaque qui veut être le premier, c'est un choix délibéré.

L'homme du soupçon

» Il en va de même pour le soupçon dont Rybakov fait une analyse très fine : Staline est soupçonneux par nature, et, en même temps, son soupçon est raisonné. Par exemple, la manière dont il soupçonne de plus en plus Kirov est d'une logique implacable. Ce que l'auteur nous montre aussi sans le dire, c'est que cet homme est un solitaire, déjà veuf depuis deux ans, très marqué par le suicide de sa femme. Entouré par des hommes seuls qu'il méprise ou soupçonne.

– Comment se racontait-on ces histoires-là du vivant de Staline ?

– Moi, je suis arrivé six ans après l'année 1934. Ou plutôt c'est l'URSS qui m'est arrivée dessus. J'ai entendu très peu d'anecdotes sur Staline de son vivant, j'ai entendu des choses qui ont été dites pour m'éclairer sur ce qui se passait : les histoires concernant les coups de téléphone aux écrivains – Pasternak, Ehrenbourg, etc. J'ai connu des gens qui ne cachaient pas qu'ils avaient eu des proches qui avaient été arrêtés et qui avaient disparu. Une attitude assez curieuse était que chacun considérait que sa victime était la victime d'une épouvantable erreur judiciaire, mais que, pour les autres, on ne savait pas. Quand les souvenirs sur les camps ont commencé à se répandre, on ne vous cachait pas que, même au camp, on n'était pas très sûr de son voisin de châlit. Les personnes qui, aujourd'hui, disent qu'elles ont tout compris à cette époque sont certainement sincères, mais qui projettent dans le passé ce qu'elles ont appris à partir de 1954, quand commencent les retours des camps.

– Est-ce que ce livre, en 1987-1988, est aussi important que le fut *Une journée d'Ivan Denissovitch* ?

– L'un et l'autre sont des livres de purification. Jusqu'à *Denissovitch*, il n'existe pas de littérature des camps, même en samizdat, et l'expérience des camps est une expérience qui ne se transmet pas. Soljenitsyne est celui qui déclenche la compréhension chez ceux qui n'y ont pas été et qui libère l'âme de ceux qui y ont été, mais qui ne peuvent pas raconter ça, parce que celui qui n'est pas de la franc-maçonnerie des « zeks » ne pourra comprendre.

» Ce livre-ci est autre chose, ce n'est plus l'exorcisme vulgaire qui consiste à révéler ou à maudire Staline, c'est un démontage raisonné du tyran prisonnier de sa tyrannie. »

Propos recueillis par
NICOLE ZAND.

(1) Cf. Jean Cathala, *Ni fleur ni fusil* (Albin Michel, 1981). En préparation un essai sur le stalinisme.

Quelques jugements

Lecteurs, écrivains, tous ont voulu donner leur avis dans la presse soviétique – et aussi dans la presse russe de Paris – sur* Les enfants de l'Arbat. *Voici quelques extraits de ces commentaires.

Lettres de lecteurs...

« ... CITOYEN Rybakov, je considère ce prétendu chef-d'œuvre comme nocif, mensonger, contenant des vues subjectives sur notre histoire et particulièrement pour la jeunesse (...). Le reste de mes pensées, j'en ferai part à la presse et peut-être enverrai-je une lettre au KGB. »

L. Strijakova, employée. Leningrad (*Literatournaïa Gazeta* n° 34 (1987).

« ... Le roman du camarade Rybakov est un cadeau à tous les ennemis du pouvoir soviétique. Informer, c'est bien. Mais il faut savoir utiliser l'information et, ce qui est fondamental, ne pas en abuser. »

E. Fétissov. Lvov. (*Literatournaïa Gazeta* n° 34).

« ... J'avais pensé que les jeunes d'aujourd'hui ne s'intéressent pas à l'histoire de notre pays et de notre parti. Quelle erreur ! Il est pratiquement impossible de se procurer la revue où ont été publiés *les Enfants de l'Arbat*. On fait la queue dans les bibliothèques. Les jeunes surtout. Et c'est bien réconfortant. »

A. Brandt. Région de Donetsz. (*Literatournaïa Gazeta* n° 34).

« ... Ne donnez pas d'illusions aux jeunes et n'assombrissez pas les souvenirs que ceux de votre génération gardent de leur merveilleuse jeunesse. »

Votre ex-admiratrice, G. K. Sidorova (*Literatournaïa Gazeta* n° 34).

« ... Votre livre est une véritable œuvre d'historien, derrière laquelle on devine un gigantesque travail de recherche, une masse de faits nouveaux, même pour le connaisseur.

Danilevski, professeur d'histoire (revue *Droujba Narodov* n° 12).

« ... La cellule du parti de votre revue estime-t-elle tolérable de répandre de sales ragots sur la mère de Staline ? »

N. Olessov. Leningrad (*Droujba Narodov* n° 12).

...et d'écrivains

Veniamine Kaverine (*Lettre à Rybakov*).

« Le personnage de Staline est peint en profondeur ; bien plus, il est réincarné. Vous avez réussi ce qui pour n'importe quel écrivain serait un tour de force irréalisable. En quoi réside le secret de cette métamorphose ? En ce que l'auteur refuse catégoriquement le rôle de juge. Il ne plaide pas. Il n'accuse pas non plus. Il n'a qu'un but : parler vrai. Mais il faut parler vrai de façon à être cru. Et c'est là qu'intervient l'art. »

(*Ogoniok* n° 21, 1987).

Boulat Okoudjava (*Lettre à Rybakov*)

« ... Je pense qu'il n'y a pas encore eu dans notre littérature monument littéraire plus remarquable au sujet des années tragiques de notre histoire. »

(*Ogoniok* n° 21, 1987).

Vladimir Maximov

« Les cocoricos montent autour de la prose débile d'Anatoli Rybakov. (...) Au nom de quoi fabrique-t-on et entretient-on de nouveaux mythes littéraires ? (...) Si c'est seulement une occasion facile pour régler les comptes avec les adversaires d'hier, n'est-ce pas payer trop cher que faire triompher un nouveau mensonge aux suites imprévisibles ? »

(*La Pensée russe*, 15 juillet 1988).

BORIS WEIL

« ... Il est mauvais qu'un écrivain s'efforce de transformer en œuvre littéraire sa version de l'histoire du parti communiste bolchevik. Les monologues intérieurs de Kirov et autres personnages positifs, ce sont les pensées d'Anatoli Rybakov lui-même, sa façon d'expliquer comment au bon Lénine a succédé le méchant Staline. La mythologie du XX[e] congrès qui a ensorcelé Rybakov lui dicte la logique de son récit, un récit débouchant sur l'apothéose du XX[e] congrès, ce qui est une apothéose passablement suspecte. »

(*La Pensée russe*, 15 janvier 1988.)

terreur

jugements

DEUX NOUVEAUX TOSHIBA

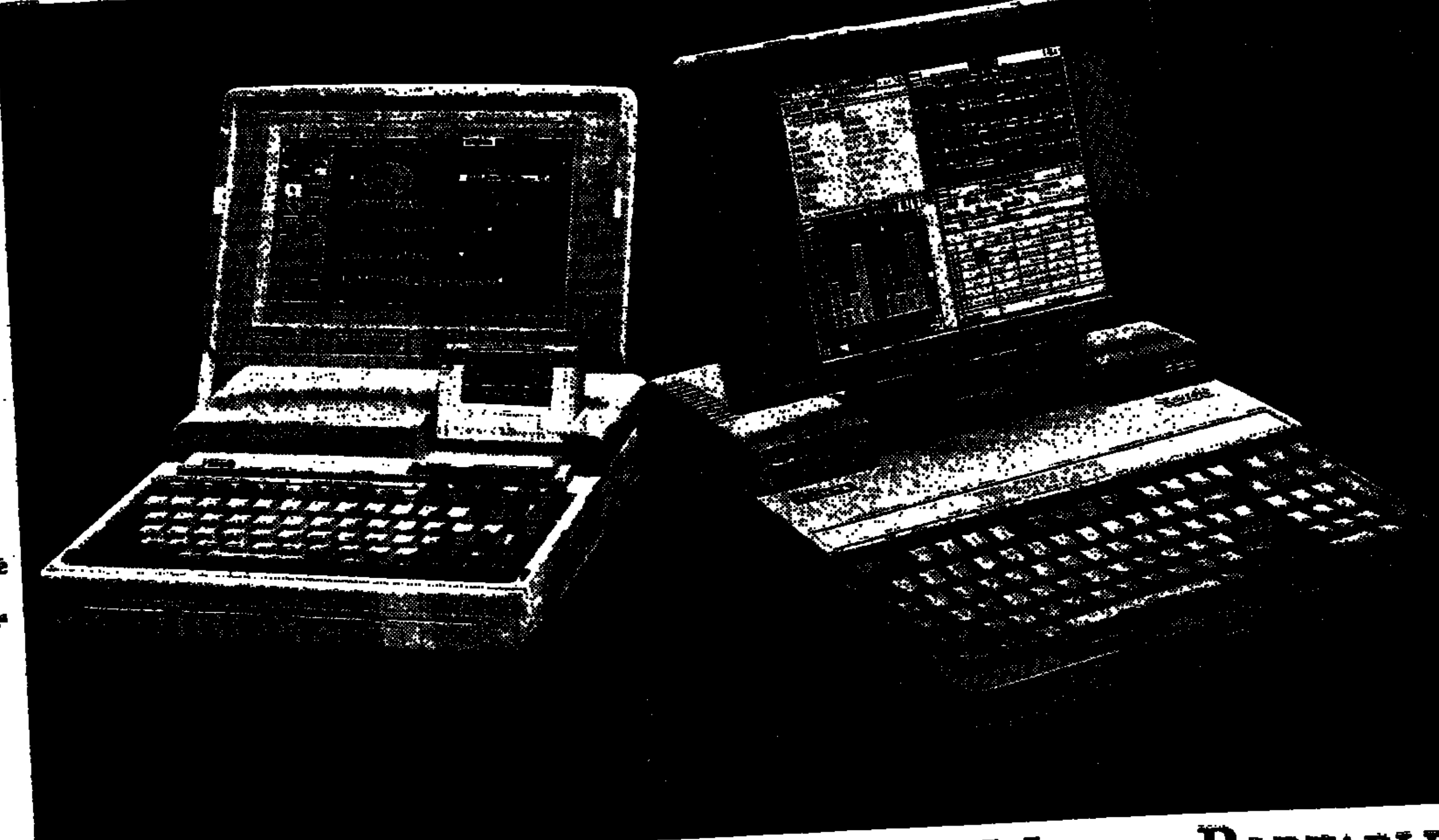
LA PUISSANCE ET LA LIBERTÉ

Un mouvement est lancé. Vers plus d'efficacité, plus de puissance, plus de liberté. Et c'est Toshiba qui le conduit. Toshiba qui vous donne de la puissance pour rivaliser avec les ordinateurs de bureau les plus performants : des capacités de traitement où et quand vous en avez besoin : de la liberté là où il y avait des contraintes. La portabilité, pour Toshiba, c'est la puissance plus la liberté.
Aujourd'hui, voici deux nouveaux portables Toshiba.

Le Toshiba T1600, avec écran EGA, mémoire vive sauvegardable et disque dur 20 Mo intégré : le tout réuni dans un portable léger et autonome. Et le Toshiba T5200, le portable qui remplace les dinosaures de bureau.
Libérez-vous de la tyrannie des micros traditionnels. Sortez des limites de votre bureau. Brisez les liens de l'informatique immobile. Rejoignez la famille Toshiba. La première famille de micros portables.

T1600

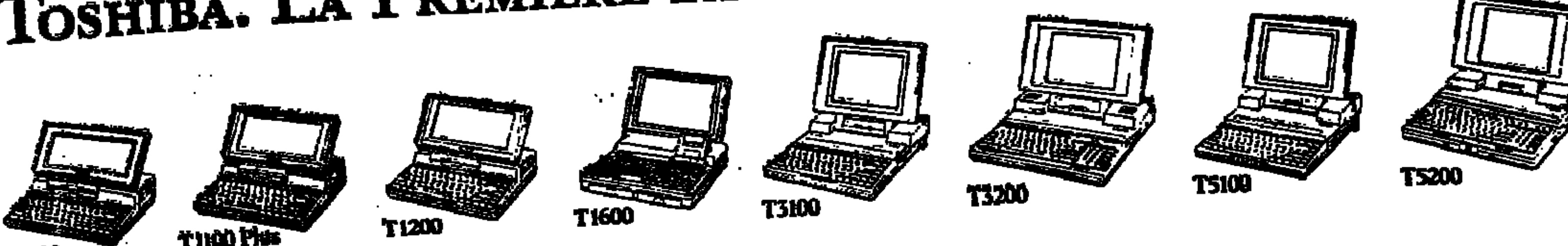
La liberté à pleine puissance.
On disait que c'était impossible. Et pourtant nous l'avons fait. Nous avons fait entrer dans un portable autonome toutes ces caractéristiques:
- Processeur Intel 80C286 à 12 MHz
- Jusqu'à 5 Mo de mémoire vive sauvegardable
- Écran EGA détachable rétro-éclairé
- Disque dur 20 Mo, rapide (29 ms)
- Autonomie optimisée avec mode veille automatique et batteries amovibles
- 5,2 Kg avec une batterie



T5200

La puissance en toute liberté.
Le portable des utilisations «lourdes». Jamais auparavant une puissance aussi considérable n'avait été logée dans un volume aussi réduit.
- Processeur Intel 80 386 à 20 MHz
- Jusqu'à 8 Mo de mémoire vive
- Écran plasma, VGA, détachable
- Disque dur (rapide) 40 ou 100 Mo
- Deux connecteurs d'extension compatibles intégrés
- Système de sécurité LapLok™
- Clavier complet avec pavé numérique complet
- 8,6 Kg

TOSHIBA. LA PREMIÈRE FAMILLE DE MICROS PORTABLES.



Le logiciel Microsoft Works est offert pour l'achat de tout micro-ordinateur portable TOSHIBA entre le 15.9.1988 et le 16.1.1989

L'Empreinte de Demain
TOSHIBA

SALON MICRO 88
STAND N° 1 DE 1060

TOSHIBA SYSTEMES (France) S.A. · Division Informatique · 7, Rue Ampère · BP 131 · 92804 Puteaux Cedex · Tél.: (1) 47.28.28.28.



Culture

CINÉMA

« Un monde à part », de Chris Menges

Ce que Molly voyait

Un film irréprochable sur l'apartheid. Parfait. Trop parfait peut-être.

En juin 1963, en Afrique du Sud, dans une famille blanche, le père s'en va en douceur sans dire pourquoi, fait ses adieux à sa femme Diana, à sa fille Molly. On ne reverra plus Gus, journaliste expatrié de justesse pour ne pas connaître le sort de Mandela et de tant d'autres. Molly (Johdi May) reste avec sa mère (Barbara Hershey), *pense que c'est l'affaire de quelques* semaines au plus et continue ses cours de danse dans le beau collège plein de petites filles riches et Blanches, où on la regarde déjà de travers. Son père passe pour un communiste, un traître, et sa fuite est un aveu.

Molly est incrédule, naïve encore, mais attentive. Elle ne comprend pas pourquoi personne ne se dérange pour un Noir renversé par un Blanc en voiture dans la rue. Elle s'interroge sur le travail de sa mère, mystérieux par bien des aspects, entouré de secrets. Diana est journaliste aussi, *militante active contre* l'apartheid, une femme de tête, courageuse et forte qui est toujours à la *limite* de la *provocation*, de la légalité injustifiable qui règne dans son pays. Elle reçoit des Noirs chez elle pour l'anniversaire de son mari absent, Molly apprend le twist, mais quand la police arrive tout le monde vide son verre dans les pots de fleurs. Une loi interdit aux Blancs d'offrir de l'alcool aux Noirs. Une autre loi est votée qui permet d'arrêter quiconque pour une durée de quatre-vingt-dix jours, avec ou sans motif, autant de fois que « nécessaire ». C'est à la suite d'une manifestation en compagnie de Salomon, le frère de la domestique Elsie, que Diana est arrêtée par la police, une bande de brutes évoquant les nazis avec son doucereux inspecteur Muller, gluant dans le rôle du faux-gentil vrai salaud. A l'école, le boycottage de Molly commence.



DR

« Un monde à part », de Chris Menges

Pour son premier film, Chris Menges, reporter et chef opérateur de grand renom, a eu l'intelligence de prendre le point de vue de Molly, la petite, innocente mais pas si bête, qui découvre avec nous la cruauté, l'abjection d'un monde « à part », celui de l'apartheid, de l'exclusion raciste, de la haine sans retenue. Après une première période de quatre-vingt-dix jours et trois minutes de liberté, on arrête de nouveau Diana qui n'a plus de forces et tente de se suicider. Décidément la jeunesse est bien rude, bien abandonnée, pour Molly.

Barbara Hershey a eu le prix d'interprétation féminine à Cannes *en 1988, et c'est très mérité*. La petite Johdi May est extraordinaire de justesse, d'émotion, comme presque toujours les enfants au cinéma, sans qu'on puisse préjuger son avenir de comédienne. L'histoire est violente et authentique, le père est Joe Slovo, seul Blanc membre du comité exécutif de l'African National Congress, réfugié en Zambie, la mère est la journaliste Ruth First assassinée en août 1982, et Molly est leur fille, Shawn, coscénariste du film de Menges. Les comédiens sont tous excellents et la mise en scène est d'une sobriété parfaite malgré quelques envolées esthétiques dans les scènes de foules. Les Noirs sont d'une noblesse, d'une humanité bouleversante, les Blancs, à l'exception de quelques transfuges héroïques, sont détestables, ignobles. Tout l'ensemble est ainsi peint, sans trop de simplifications faciles, sans demi-teintes, avec les contrastes d'une réalité politique maintes fois dénoncée. C'est irréprochable, en bref. Et bien entendu, c'est là qu'un peu d'ennui prend sa source, que naît un doute sournois sur les inconvénients pour un artiste d'avoir *aussi* raison.

MICHEL BRAUDEAU.

« Une étoile pour l'exemple » de Dominique Delouche

Chauviré sur une chaise

Un reportage sobre sur Yvette Chauviré qui pose au passage quelques questions, sans réponse.

Comme elle est encore belle, la Chauviré, avec ses pommettes hautes et son nez délicatement retroussé ! Un visage sur lequel le temps s'use les griffes. Comme ses jambes, qu'elle nous montre à l'occasion, intactes. Elle est née le 22 avril 1917, disent sans courtoisie les dictionnaires de danse. *Allons donc !*

Les très grands (artistes) sont ceux qui nous tordent le cœur en faisant presque rien. *Une petite note*, un petit geste, un haussement de sourcils. Il nous souvient ainsi d'une répétition de *Giselle* avec Alicia Markova : c'était un simple « raccord », elle devait courir ensuite à quelque cocktail, elle était en escarpins et petite robe noire. Elle ne fit donc qu'esquisser son rôle, « marquer », comme on dit. Inoubliable. Comme Vassiliev indiquant simplement de l'index, un après-midi, la trajectoire des grands jetés qu'il aurait à accomplir le soir dans *Spartakus*...

Il y a un moment tout à fait extraordinaire dans le film que Dominique Delouche consacre à Yvette Chauviré. C'est celui où on la voit, aujourd'hui, assise à côté d'un vieux monsieur, Henri Sauguet, qui lui joue au piano la musique qu'il composa pour le ballet *Mirages* en 1947. Uniquement avec son visage, ses bras, ses mains, elle « marque » la chorégraphie de la variation qui lui valut *ses plus grands triomphes. Et* l'essentiel de *Mirages* est là.

C'est très joli, diront les jeunes générations *auxquelles* on raconte l'histoire de la danse, mais la plus grande ballerine française dansant *Mirages*, chef-d'œuvre de Serge Lifar, ça a bien dû être filmé en scène ? Eh non. Hier, l'Opéra de Paris, dont Chauviré fut la gloire, ne l'a pas « archivée ». Elle a bien tourné dans *la Mort du cygne*, de Jean Benoît-Lévy, mais c'était en 1937, elle était un peu verte. Dominique Delouche a *retrouvé* quelques bouts de films pirates.

Des moments un peu flous. *L'Ecuyère*, *la Péri*, la dernière *Giselle*... Il les enchâsse dans son film, ainsi que quelques photos sublimes qui en disent peut-être plus. Le gros d'*Une étoile pour l'exemple* est un reportage sur Chauviré enseignant aujourd'hui son art à quelques jeunes étoiles. Cela nous vaut une Sylvie Guillem impeccable dans *Grand Pas*, une Monique Loudières éclaboussante dans *Nautéos*, une Isabelle Guérin péremptoire dans *Istar*.

Et cela pose des questions intéressantes : que peut-on transmettre – une fois la technique maîtrisée, bien sûr – dans la danse, où prévaut la singularité de l'écriture corporelle ? Chauviré livre des indications de style. *Elle donne des leçons de* sobriété et d'élégance, qui furent son fort. Mais elle a tendance à montrer *ce qu'elle faisait*, elle, dans tel *rôle*, davantage qu'elle ne cherche à développer la personnalité de l'élève. Peut-être est-ce un travail de longue haleine, qui échappe aux caméras ?

Malgré quelques passages un peu faibles, dans le commentaire (*« L'Opéra, cette ruche où l'on travaille à tous les étages »*) ou dans l'image (Chauviré sur un rocher, à Monte-Carlo, battant des bras au milieu de mouettes), on saura gré à Dominique Delouche de nous épargner les mièvreries auxquelles donnent souvent lieu les films sur la danse. Il l'aime et il sait la filmer : droit, simple, honnête.

A la fin, Chauviré fait répéter à Dominique Khalfouni *la Mort du cygne*. Elle ne la regarde pas, la pauvre Khalfouni. Les yeux fermés, frémissante, elle revit ce rôle qui fut pour elle, dit-elle, *« un cheminement vers l'acceptation de la fin »*. Cet égocentrisme fait partie du document.

SYLVIE DE NUSSAC.

« Héros » de William Tannen

Le divan de Chuck

Tout arrive, même que les bagarreurs aient des failles intérieures. Herrera O'Brien, policier de Santa-Monica qu'on surnomme Héros, voit reparaître dans un cauchemar, Simon la Terreur, redoutable psychopathe qu'il avait fait arrêter cinq ans auparavant, qui avait failli le tuer et dont il croyait s'être débarrassé par des séances de psychanalyse. Mais voilà : Simon s'est enfui de l'asile psychiatrique où on l'avait bouclé. Il a le goût du meurtre. Il tue. Des femmes.

Héros, c'est Chuck Norris, champion de karaté devenu star des films d'action et auquel celui-ci, échappant aux clichés habituels, offre un rôle plus nuancé, une composition dramatique. Désormais sensible à la peur, le personnage de Chuck Norris doit lutter contre lui-même, se retrouver en quelque sorte, et continuer sa cure de psychanalyse en se battant avec Simon la Terreur, le tueur qui, lui, ignore tout sentiment, toute faille. Avec sa force brutale, Jack O'Halloran est vraiment terrible. Il a l'air d'un démon sorti du subconscient. Ce duel n'est pas banal.

J. S.

EN BREF

● **La future bibliothèque d'Alexandrie.** – Le concours d'architecture pour la construction d'une nouvelle bibliothèque d'Alexandrie, en Egypte, est ouvert. L'université *d'Alexandrie, organisatrice du* concours, est assistée par l'Union internationale des architectes, dont le siège est à Paris (51, rue Raynouard, 75016). La date limite des inscriptions est fixée au 30 novembre 1988. Les projets devront être adressés avant le 9 juin 1989 aux membres du jury. Celui-ci est constitué de neuf architectes et bibliothécaires. Il devra *répartir* une somme de 200 000 dollars entre les auteurs des projets primés. L'UNESCO apporte son sou*tien à l'opération, qui est placée sous* le haut patronage du président égyptien Hosni Moubarak.

● **Hartung à la Sorbonne.** – Hans Hartung, qui fêtera mercredi 21 septembre ses quatre-vingt-quatre ans, verra une exposition de ses œuvres récentes organisée dans la chapelle de la Sorbonne. Celles-ci avaient déjà été exposées au cours de l'été à Carcassonne notamment (*le Monde* du 12 août). Le peintre, qui *fut un pionnier de l'abstraction lyrique*, vit à Antibes. Il continue de produire à un rythme soutenu. *« A présent Hans Hartung sort du signe abstrait,* fait remarquer Daniel Abadie, conservateur au Musée national d'art moderne du Centre Pompidou et commissaire de l'exposition. *Il le fait éclater avec des nuages de peinture. »* L'exposition ouvrira le samedi 17 septembre et durera jusqu'au 23 octobre.

● **Une nomination au ministère de la culture.** – Le ministre de la culture, M. Jack Lang, a décidé de confier à M. Bernard Gilman une mission permanente *concernant le développement* des activités culturelles dans les DOM-TOM. Cette mission sera *menée en étroite* coordination avec le ministère des DOM-TOM. M. Bernard Gilman, naguère été chargé des affaires culturelles de la ville de Grenoble, à l'époque où Hubert Dudebout en était le maire. Il est notamment l'auteur d'un rapport sur la maison de la culture de cette ville.

● **RECTIFICATIF.** – Lors du concert donné au Festival international de musique de Besançon le 11 septembre par le Centre polyphonique de Franche-Comté (*le Monde* du 13 septembre), *Les Lamentations de Jérémie*, de Robert Pascal, étaient *dirigées par Claire-Marie Mille* et non par Michel Gentilhomme. Ce dernier dirigeait les *Trois petites liturgies de la présence divine*, d'Olivier Messiaen.

Culture

ARTS

À l'hôtel de Lamoignon

Monsieur G., archiviste

Chroniqueur de mode, correspondant de guerre et fou de dessin, Constantin Guys a tout vu du dix-neuvième siècle, un crayon à la main.

« Nous pouvons parler à coup sûr que, dans peu d'années, les dessins de M. G. deviendront des archives précieuses de la vie civilisée. » Dixit Baudelaire dans la péroraison de son illustre essai du *Peintre de la vie moderne*, en 1863. Qui est M. G. ? Il est *« vieux »*, *« très voyageur »*, *« très cosmopolite »* et *« homme du monde, c'est-à-dire homme du monde entier »*. Il a pour nom Constantin Guys – et a soixante et un ans quand paraît son éloge. Il est, dit Baudelaire, si modeste qu'il a refusé d'être désigné autrement que par une initiale.

Humble, il l'était sans doute, lui qui écrivait à Nadar, autre admirateur et collectionneur de ses dessins : *« Ces croquis n'ont aucune valeur. »* Humble, pauvre et extravagant : quand les journaux ne voulurent plus graver ses vues prises sur le vif, il n'eut d'autres ressource que de vendre ses œuvres à vil prix et d'emprunter de quoi vivre à quelques amis. Il finit par vendre 200 francs trois cents feuilles d'un coup au conservateur du Musée Carnavalet.

Echantillon d'œuvres choisies

Quelques-unes d'entre elles figurent à l'exposition d'aujourd'hui, qui réunit un échantillon, plus qu'une anthologie, composé d'œuvres peu connues ou choisies pour leur valeur documentaire et historique. On y voit moins de lorettes que de militaires, peu de grisettes, tout juste quelques courtisanes majestueuses, et des soldats en quantité.

Ces derniers, russes, britanniques, turcs, croates et français, Guys les a dessinés pendant la guerre de Crimée, où il tint l'emploi tout neuf de correspondant de guerre en images.

Envoyés à Londres, panoramas, portraits et scènes de bataille, tous annotés et munis de légendes détaillées, étaient gravés et paraissaient dans *l'Illustred London News*. Contraint par le format et la reproduction à préférer les compositions claires et les figures isolées, Guys se fit à cette occasion le lointain disciple de Géricault. Comme lui, il proscrit le grandiose et préfère l'ordinaire sordide, les blessés, les fuyards, les hôpitaux et les morts.

Sa guerre est grise et meurtrière, dans des paysages de marais ou de rochers où les sentinelles vont en sabots dans les flaques et le froid. Mais son Orient a tous les pittoresques et ses vues d'Alexandrie une acuité qui ne se trouve guère que dans les carnets marocains de Delacroix.

Guys regarde et capte au vol ce qu'il regarde. Ce qu'il pense, ce qu'il ressent, on le sait à peine. Seule son horreur des champs de bataille s'avoue clairement. Le reste, la vie parisienne et londonnienne, les belles de Séville, Napoléon III ou une élégante l'intéresse froidement, si l'on peut dire, sans satire ni morale nettement confessée. La caricature ne le tente pas.

Il lui suffit d'assister aux défilés et aux fêtes et que sa main, avec une effarante promptitude, inscrive en lignes et boucles les formes du moment présent. Un lavis, un peu d'aquarelle ensuite, le lieu, la date parfois : c'est assez à ses yeux. Guys décrit, en naturaliste. A d'autres, à Baudelaire, de tirer les leçons et d'affirmer que « M. G. » s'est imposé *« la tâche de chercher et d'expliquer la beauté dans la modernité »*.

Guys, lui, ne croit nécessaire ni de théoriser ni de s'élever au-dessus ou au-delà du circonstanciel. A l'inverse de Manet et de Degas, il ne se soucie pas de tirer de ses sujets la matière d'une œuvre hors du temps, ni de ses notes le moindre tableau. L'huile, la peinture l'indiffèrent, et il paraît douteux qu'il s'y soit même seulement essayé. Seul compte le désir de tout saisir d'un réel dont il sait ne pouvoir épuiser la variété que par la multiplication infinie des croquis. Dans ce système, qui ressemble à une manie, peu importe que le genre utilisé soit tenu pour mineur, le dessin pour inachevé et l'artiste pour incomplet.

Il est au fond peu surprenant que, comme se plaint Baudelaire, *« l'insouciance avec laquelle il donne ou prête ses dessins l'expose souvent à des pertes irréparables »*, tant Guys semble être tout entier dans l'instant de l'exécution, sans avant ni après. Mais dans cet instant, il est incomparable, *« archiviste »* sans doute, mais foudroyant de vérité.

PHILIPPE DAGEN.

★ Bibliothèque historique de la Ville de Paris, 24, rue Pavée, jusqu'au 15 octobre.

« En attendant la reine... », dessin de Constantin Guys, Londres vers 1840

« Trésors sacrés à l'ombre du Val-de-Grâce »

Les fruits de la réforme catholique

Paris fut pendant la première moitié du dix-septième siècle l'un des bastions de la Contre-Réforme catholique... Le Val-de-Grâce de François Mansart en est le symbole.

Le Val-de-Grâce est l'un des rares couvents parisiens a être parvenu jusqu'à nous à peu près intact. Cette survie, on la doit paradoxalement aux services des armées qui, à partir de la Révolution, transformèrent la chapelle en magasin – un ballon dirigeable fut longtemps entreposé sous sa coupole – avant de convertir l'ensemble en école de chirurgie et de médecine militaire. Aujourd'hui, un nouvel hôpital est construit à proximité des vieux bâtiments qui retrouvent peu à peu leur physionomie d'antan. Même si les sous-sols de certains d'entre eux recèlent encore une multitude de moulages terrifiants et la reproduction en cire de certaines gueules particulièrement cassées de la première guerre mondiale. L'église elle-même sort d'une longue campagne de restauration qui a permis – entre autres – à la grande fresque de Mignard de retrouver sa fraîcheur et ses couleurs.

L'exposition ouverte à la mairie du cinquième arrondissement dans le cadre des Fêtes d'automne permet de détailler l'histoire et les richesses de ce monument. Elle nous fait surtout mesurer la puissance de la Contre-Réforme catholique dans la première moitié du dix-septième siècle.

Une naïveté souriante

Dans les salles de la mairie court une galerie de portraits souvent anonymes et teintés d'une pieuse naïveté : prêtres de tous rangs, laïcs et dévotes. Ils contribuèrent à faire du Paris de cette époque, une « cité mystique », un bastion du catholicisme. Défilent devant nos yeux Jean-François Gondi, premier archevêque de Paris, le cardinal de Bérulle, Louise de Marillac, l'humble frère Fiacre, le pieux Benoît Labre ou l'omniprésent Vincent de Paul, homme de confiance des Gondi, utilisé pour les tâches les plus diverses, mais toujours « pour la plus grande gloire de Dieu ».

La ferveur religieuse gagne les Parisiens de toutes conditions. Elle s'enracine chez les plus modestes mais la Cour n'est pas épargnée. Les magistrats et la noblesse de robe sont particulièrement touchés par le mouvement. Les congrégations pullulent. L'une d'entre elles – celle du Saint-Sacrement – se manifestera à la fin du siècle par son intolérance. Tout ce monde écrit, publie, prêche. La variété et le nombre des volumes et des manuscrits présentés à la mairie du Ve arrondissement est impressionnant. Sous le règne de Louis XIII et la régence de sa femme, Anne d'Autriche, trente communautés nouvelles s'implantent à Paris.

Les nouvelles maisons religieuses sont ponctuées de dômes, archétype de l'art de la Contre-Réforme venue de Rome. Le clocher disparaît de l'horizon urbain. Les frontons, pilastres et colonnes remplacent les façades flamboyantes. C'est surtout dans les faubourgs que se manifeste cette présence.

Il en reste aujourd'hui quelques exemples notables : chapelle des Carmes, de Pierre Vanuxem, chapelle de la Salpêtrière, de Libéral Bruant, chapelle de la Sorbonne, de Jacques Lemercier, chapelle du collège des Quatre-Nations (notre Institut), de Le Vau : celle des Invalides de Jules Hardouin-Mansart est la plus connue. C'est à François Mansart, son grand-oncle, qu'Anne d'Autriche demanda les plans d'une église à construire dans le faubourg Saint-Jacques. Il s'agissait de remercier la Vierge de lui avoir donné, à elle, un héritier, et à la France, un dauphin.

La première pierre du bâtiment fut posée en 1645 par le tout jeune roi. La construction se révéla difficile à cause des carrières creusées dans le sous-sol de l'édifice. L'architecte trop perfectionniste fut remplacé par Jacques Lemercier, qui ne tarda pas à rendre l'âme. Ce fut donc Pierre Le Muet et Le Duc qui achevèrent le travail de Mansart. L'intérieur fut magnifiquement décoré par Le Duc, qui dessina le somptueux dallage et le baldaquin visiblement inspiré par celui de Saint-Pierre-de-Rome. Mignard imagina pour la coupole une fresque en spirale admirée par Le Bernin. Philippe de Champaigne réalisa pour le couvent une série de tableaux *le Repas chez Simon*, *le Songe d'Elie*. Il est dommage que le Louvre, qui en possèdent certains, ait refusé de les prêter.

EMMANUEL DE ROUX.

★ « Trésors d'art sacré à l'ombre du Val-de-Grâce », 21, place du Panthéon, 75005 Paris. Jusqu'au 31 octobre.

THÉATRE

La classe vivante de Tadeusz Kantor

A Paris, Kantor est bientôt de retour avec Je ne reviendrai jamais. *A Charleville-Mézières, le metteur en scène polonais a créé, avec des stagiaires de l'Institut international de la marionnette, un « cricotage », une esquisse que le créateur de* la Classe morte *a intitulée* Une très courte leçon.

Pédagogue ? Tadeusz Kantor ne se reconnaît pas vraiment sous cette étiquette. On pouvait compter sur lui pour perturber les règles d'un stage intitulé « La maison et les objets » qu'il a accepté de diriger à l'Institut international de la marionnette de Charleville-Mézières. *« Il ne s'est pas agi de leçons, mais de faire connaître le processus de la création. »*

Et le peintre Tadeusz Kantor a parlé du constructivisme, du surréalisme. Il a ouvert ses carnets de croquis, où, jour après jour, il dessine la silhouette d'un personnage, son rythme, sa mouvement, sa tension : *« La forme n'est pas décidée par l'objet, mais par l'espace... Ce sont les règles du cubisme... Les marionnettistes d'aujourd'hui négligent la forme. Ils pensent mécanisme, manipulation. L'état du théâtre de marionnettes n'est pas bon... Le grand théâtre de marionnettes d'Oscar Schlemmer, c'était le théâtre tout court. »*

Kantor évoque son tout premier spectacle, en 1938 : *« Il y a un demi-siècle... j'étais encore étudiant à l'Ecole des beaux-arts, et totalement sous l'influence du Bauhaus. C'étaient des marionnettes, des formes abstraites, un peu paradoxales, puisque j'avais choisi une pièce symboliste :* la Mort de Tintagile, *de Maeterlinck. »* A Milan, il y a deux ans, avec des élèves du Piccolo Teatro, Kantor a repris cette pièce avec deux acteurs qui survenaient et criaient : *« Il n'y a pas de sainte abstraction ! »*

Rien n'est saint, chez Tadeusz Kantor, si la sainteté est l'immobilité. On retrouve dans *Une très courte leçon* (jouée pour deux soirs), la croix, le cercueil, de Wielopole. Wielopole ou *Qu'ils crèvent les artistes*, un vieux lit au matelas défoncé, une porte, une fenêtre qui semblent ne s'ouvrir que sur le vide. Et une fiancée dans une robe d'un blanc virginal. Un poète encore, au visage halluciné, un médiocre auteur, assis un peu à l'écart, totalement débordé par l'irruption d'une foule de personnages qui répètent inlassablement *« Tout doux »*, *« Ta gueule »*, *« Y'a rien »*, sans émotion apparente. Ces quelques bribes de mots leur collent à la peau comme la serpillière à la femme de ménage, les lunettes noires au nez du fiancé aveugle, le broc d'eau au chercheur d'eau en frac noir impeccable sur son caleçon blanc.

On est saisi par la fragilité et l'extrême tension de ces comédiens. Après un petit mois de travail avec Tadeusz Kantor, ils semblent appartenir, désormais, à l'univers du metteur en scène. Kantor, pourtant, ne les a pas choisis. Ils sont vingt, de six nationalités différentes. *« Travailler avec Kantor, c'est être dans l'instabilité, se départir de ses acquis, ne jamais s'installer dans un état d'âme, être incertain, en perpétuelle disponibilité, même si la ligne du personnage est dessinée »*, dit Abbès Zahmani – qui ici, tient le rôle de l'auteur. Il fut Maître Simon aux côtés de Michel Serrault dans *l'Avare* monté par Roger Planchon, et le petit épicier tunisien du film d'Etienne Chatilliez, *La vie est un long fleuve tranquille*.

La pauvre chambre de l'imagination

Avec ces stagiaires, comédiens, marionnettistes, plasticiens, Kantor assure qu'il a travaillé comme avec ses comédiens du Cricot. *« En un jour, j'ai fait leur connaissance absolue. Toutes leurs faiblesses. C'est mon seul talent... Je leur ai donné l'idée principale... Un auteur, un poète et une foule de gens qui entrent, parlent d'eux-mêmes, des pauvres restes de leur vie... J'ai demandé à chacun de parler de lui, de livrer un peu de sa personnalité. Après, je manipule cela... Au début, c'était le chaos. Je n'écris jamais, je donne l'idée... puis, on commence à construire. Le plus important pour moi n'est pas la forme, mais le mouvement intérieur, la concentration de l'acteur. Quand l'acteur commence à s'emplir d'une émotion, il fait le geste exact. »*

Pour amener l'acteur à cet endroit précis de l'émotion, une des méthodes de Kantor (*« On ne peut pas tout savoir »*, répond-il, l'œil malicieux, aux questions...), c'est l'effet de surprise, le perpétuel renversement, entre la crispation et le relâchement. Et jusqu'au dernier moment, à Charleville-Mézières, les acteurs n'ont pas su si Kantor serait présent ou non sur scène, à leurs côtés, comme il l'avait été tout au long des répétitions.

Il s'est assis un peu à l'écart, à deux pas de l'auteur, sans se lever, mais lui donnant des indications à voix basse, manipulateur aux longues mains. *« Les acteurs*, dit-il, *pensent apprendre ce qui leur sera utile pour leur carrière, pour être distribués dans un rôle... je crois, j'espère que j'ai détruit cela. Ici, ils ne jouent aucun rôle, ils sont eux-mêmes. »*

Paradoxe du comédien dans les spectacles de Kantor. Marionnettes de chair, ils répètent inlassablement les mêmes gestes, les mêmes mots. Ils sont matière vivante et morte, pris dans la même pâte brune, grise, blanche, noire, couleurs dominantes du théâtre de Kantor.

Devant ce modeste « cricotage » de quarante minutes, qui est au théâtre de Kantor ce que l'esquisse est au tableau, c'est le même et profond bouleversement, les mêmes flots de musique, yiddish et militaire. Le même théâtre de la mort, qui, depuis *la Classe morte*, révulse quotidien et héroïsme dans une atmosphère de baraque foraine.

La foule ricane

Le poète (Rimbaud à n'en pas douter) récite en boucle, inlassablement, *le Dormeur du val*. Sa fiancée, visage illuminé, rate son entrée et l'auteur médiocre, pris entre le double feu de la censure et de la poésie, la raccompagne dans les coulisses, patiemment. Derrière la vitre, la foule ricane. La petite fiancée entre à nouveau. Cette fois, c'est la bonne, elle prend le poète par la main, lui passe une corde autour du cou et serre dans ses bras sa défroque, pendue sur un cintre... car la foule a dépouillé le poète de ses vêtements. Puis la scène bascule. Pour la première fois, dans une mise en scène de Kantor, il nous donne à voir ce qui se passe, au-delà de la mort du poète : la même solitude, la même et inlassable danse de la fiancée avec sa défroque. L'éternité aussi est une ronde foraine... Mais la censure, impuissante, crie : *« Il n'y a pas de censure dans l'au-delà. »* Et l'auteur, mi-désemparé mi-amusé : *« Il n'y a pas d'épilogue. »*

« C'est, assure Tadeusz Kantor, *la pauvre chambre de mon imagination. Je n'ai pas d'imagination, je ne rêve pas... et je suis contre les rêves, au sens surréaliste. Car si on procède selon les règles d'André Breton, il faut rêver, puis peindre et donc reproduire son rêve. Or je suis contre la reproduction... Je suis assis dans un trou noir et sombre. Dans ma chambre, entrent ou tombent des personnages, des événements, des actions, des situations... J'attends, et je les saisis, quand ils surviennent... »*

ODILE QUIROT.

★ Du 26 septembre au 16 octobre, le Festival d'automne accueille Tadeusz Kantor au Centre Georges-Pompidou avec son dernier spectacle : *Je ne reviendrai jamais.*

Charleville-Mézières, capitale mondiale de la marionnette

Le huitième Festival mondial des théâtres de marionnettes de Charleville-Mézières se déroulera du 23 septembre au 1er octobre. Il réunira cette année quelque cent vingt troupes de marionnettistes venus d'une quarantaine de pays, dont l'Espagne présente en force avec notamment Jodi Bertran.

Pour les marionnettes à fil, à gaine, à tige, à tringles, les marottes, les ombres et les objets, ce festival, créé par Jacques Félix en 1961, est devenu un rendez-vous obligatoire. Pour tous ceux aussi qui s'intéressent au théâtre. Telle est du moins l'ambition conjointe des organisateurs de ce festival et de l'Institut international de la marionnette de Charleville-Mézières dirigé par la Roumaine Margarita Niculescu : redonner à la marionnette les lettres de noblesse acquises du temps du Bauhaus ou de Baston Baty.

★ Renseignements au bureau du festival, 2, rue Kennedy, 08000 Charleville-Mézières ; téléphone : 24-59-30-00.

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

Spectacles

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

(Les jours de première et de relâche sont indiqués *entre parenthèses*.)

LES EAUX ET FORÊTS. Théâtre du Bel Air (43-46-91-93), 20 h 30.

LE TIMIDE AU PALAIS. Artistic-Athévains (43-79-06-18), 20 h 30.

UNE ABSENCE. Bouffes Parisiens (42-96-60-24), 20 h 30.

ESTHER. Comédie-Française (40-15-00-15), 20 h 30.

LE CRIMINEL. La Bastille (43-57-42-14), 21 h.

LA PROSE DU TRANSSIBERIEN ET DE LA PETITE JEHANNE DE FRANCE. Office national suisse du tourisme (47-42-45-45), 20 h 15.

ET LE SPECTALE CONTINUE ! Palais Royal (42-97-59-81), 20 h 30.

DROLE DE COUPLE. Saint-Georges (48-78-63-47), 20 h 45.

GLENGARRY GLEN ROSS. Edouard-VII, Sacha-Guitry (47-42-57-49), 21 h.

LE BUFFON DES FAMILLES. Amphithéâtre de paléontologie du Jardin des Plantes (43-57-57-89), 18 h 30.

IDENTITÉS. Tourtour (48-87-82-48), 19 h.

TEMPORAIREMENT ÉPUISÉ. La Bastille (43-57-42-14), 19 h 30.

MORT A CRÉDIT. Lucernaire Forum (45-44-57-34), 21 h 30.

LE FEU DES MOTS (Poètes sans frontière). Maison de l'UNESCO (entrée libre et gratuite), 19 h.

LA POUDRE AUX YEUX, M. DE POURCEAUGNAC. Comédie-Française (40-15-00-15), 20 h 30.

LA TRILOGIE DE PAGNOL. Théâtre de la Main-d'Or (48-05-67-89).

HORS PARIS

SCEAUX. *Que la vie serait belle, sonate pour Tchekhov.* Ancienne mairie (46-61-19-03), 20 h 30.

Les autres salles

ANTOINE - SIMONE-BERRIAU (42-08-77-71). Les Cahiers tango : 20 h 30.

ARCANE (43-38-19-70). ◇ Travail à domicile : 19 h 45.

ARLEQUIN (RESTAURANT-THÉATRE) (45-89-43-22). Fando et Lis : 20 h 30.

CAFÉ DE LA DANSE (43-57-05-35). La Trilogie du mythe : 18 h 30.

CARTOUCHERIE THÉATRE DE LA TEMPÊTE (43-28-36-36). Salle I. Cami, drames de la vie courante : 20 h 30.

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45). Et vote... la galère !... : 21 h.

COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41). Reviens dormir à l'Elysée : 21 h.

COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11). Voltaire's Folies : 21 h.

COMÉDIE-FRANCAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. ◇ La Poudre aux yeux suivi de Mr de Pourceaugnac : 20 h 30. ◇ Monsieur de Pourceaugnac précédé de la Poudre aux yeux : 20 h 30.

DAUNOU (42-61-69-14). Monsieur Masure : 21 h.

EDGAR (43-20-85-11). Les Babas-Cadres : 20 h 15. Nous on fait où on nous dit de faire : 22 h.

GAITÉ-MONTPARNASSE (43-22-16-18). Nocturnes : 20 h 45.

GALERIE 55-THE ENGLISH THEATRE OF PARIS (43-26-63-51). Signal Man's Apprentice (les Aiguilleurs) : 21 h.

GUICHET MONTPARNASSE (43-27-88-61). Délire à deux : 20 h 30. Y'a t-il un chameau dans l'ascenseur ? : 22 h 15.

HOTEL LUTÉTIA (SALON TRIANON) (45-44-38-10). Mozart au chocolat : 20 h 30.

HUCHETTE (43-26-38-99). La Cantatrice chauve : 19 h 30. La Leçon : 20 h 30. ◇ Simone Weil 1909-1943 : 21 h 30.

JARDIN DES PLANTES (AMPHI-THÉATRE DE PALÉONTOLOGIE) (43-57-57-89). ◇ Le Buffon des familles : 18 h 30.

LA BASTILLE (43-57-42-14). Temporairement épuisé : 19 h 30.

LA BRUYÈRE (48-74-76-99). Les Armoires : 21 h.

LE GRAND EDGAR (43-20-90-09). Bien dégagé autour des oreilles, s'il vous plaît : 20 h. Pierre Péchin : 21 h 45.

LES DÉCHARGEURS (42-36-00-02). The Fantastic Horror Show : 21 h.

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Théâtre noir. Le Petit Prince : 20 h. Mort à crédit : 21 h 30. Théâtre rouge. Contes érotiques arabes du XIVe siècle : 20 h.

MADELEINE (42-65-07-09). La Foire d'empoigne : 21 h.

MAISON DE L'UNESCO (entrée libre). ◇ Le Feu des mots (Poètes sans frontière) IIème Festival international de poésie : 19 h.

MARIE STUART (45-08-17-80). Considérations sur le voyageur : 20 h 30.

MICHODIÈRE (47-42-95-23). Ma cousine de Varsovie : 20 h 45.

MONTPARNASSE (43-22-77-74). Le Secret : 21 h.

NOUVEAUTÉS (47-70-52-76). Le Grand Standing ....20 h 30.

ODÉON-THÉATRE DE L'EUROPE (43-25-70-32). Les Exilés : 20 h 30.

ŒUVRE (48-74-42-52). Exercices de style : 20 h 45.

RANELAGH (42-88-64-44). L'Etrange Mister Knight : 21 h.

ROSEAU-THÉATRE (42-71-30-20). ◇ Jacques Brel Je viens rechercher mes bonbons : 20 h. ◇ Tokyo Bar : 21 h.

THÉATRE DE DIX HEURES (42-64-35-90). Paradiseurs, suivi de Va donc mettre au lit tes ratures : 20 h 30.

THÉATRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Salle I. ◇ La Trilogie de Pagnol : Marius, Fanny, César : 20 h 30. ◇ Marius : 20 h 30. Salle II. ◇ L'Ecume des jours : 20 h 30.

TINTAMARRE (48-87-33-82). ◇ le Fou de Bassan met les bouts : 18 h 30. Mathieu : 20 h 15. Les majorettes se cachent pour mourir : 21 h 30. Barthélémy : 22 h 30.

TOURTOUR (48-87-82-48). Identités : 19 h. La Femme rompue : 20 h 30.

TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40). Guitry, pièces en un acte : 19 h. Riffifoin dans les labours : 21 h.

VARIÉTÉS (42-33-09-92). Le Saut du lit : 20 h 30.

Cafés-théâtres

AU BEC FIN (42-96-29-35). Fou comme Fourcade : 20 h 30. L'Instant Prévert : 22 h 15.

BLANCS-MANTEAUX (48-87-15-84). Salle I. Areu = MC 2 : 20 h 15. Les Epis noirs : 21 h 30. Laurent Violet : 22 h 30. Salle II. Les Sacrés Monstres : 20 h 15. Bernadette, calme-toi ! : 21 h 30.

CAFÉ D'EDGAR (43-20-85-11). Tiens, voilà deux boudins : 20 h 15. Mangeuses d'hommes : 21 h 30. Jeanine Truchot a disparu : 22 h 30.

CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51). Nouveau Spectacle de Smaïn : 20 h 15.

EDGAR III (43-20-85-11). My name is Lolita : 20 h 15. Le Chromosome chatouilleux : 21 h 30.

LE GRENIER (43-80-68-01). Elsy : son univers impitoyable : 22 h.

PETIT CASINO (42-78-36-50). Les oies sont vaches : 21 h. Nous, on sème : 22 h 30.

POINT-VIRGULE (42-78-67-03). L'Ecran du fou : 18 h 30 et 24 h. Jamais vulgaire : 20 h. Nos désirs font désordre : 21 h 30. Vous avez dit Bigard : 22 h 45.

Les concerts

ALPHA DU LION. Chantal Patant-Dupuy, 23 h, soprano, T. Maurouard (piano).

CENTRE GEORGES-POMPIDOU (42-77-11-12). Pierre-Laurent Aimard, 18 h 30, piano. Œuvres de Dutilleux, Boulez.

SAINTE-CHAPELLE. Les Trompettes de Versailles, 21 h. Œuvres de Vivaldi, Bach, Haendel. Téléphone location : 42-62-40-65.

SALLE PLEYEL (45-63-88-73). Ensemble orchestral de Paris, 20 h 30. Dir. Philippe Bender, avec Maurice André, Bernard Soustrot, J.-P. Leroy, T. Caens, G. Boulanger, N. André. Œuvres de Torelli, Bartok, Telemann, Bach, Hartel.

SQUARE VILLEMIN. Pavillon chromatique (jusqu'au 29 septembre), 15 h. Animation musicale des œuvres de Ravel, Bach, Garner, Baden Powell.

TAC STUDIO (43-73-74-47). Jean-Michel Lebris, Barbara Silwa. Jusqu'au 6 octobre. 19 h 30, Flûte, guitare. Œuvres de Haendel, Bach, Rivier, Giuliani.

Synergie. Jusqu'au 22 septembre, 21 h. Jean-Marc Scoataria (flûte trav.), Mireille Bouvard (harpe). Œuvres de Bach, Fauré, Haendel, Ingelbrecht.

THÉATRE DES CHAMPS-ELYSÉES (47-20-36-37). Orchestre national de France, 20 h 30. Dir. Dennis Russel-Davis, J.-C. Pennetier (piano). Œuvres de Ligeti, Messiaen, Strauss, Stravinski. Dans le cadre des Années 50.

Région parisienne

IVRY (THÉATRE D'IVRY) (46-72-37-43). ◇ Ovide, les amours : 20 h 30.

VINCENNES (INTERNATIONAL VISUAL THÉATRE) (43-65-63-63). L'Espèce : 20 h 45.

Jeudi 15 septembre

cinéma

La cinémathèque

PALAIS DE CHAILLOT
(47-04-24-24).

JEUDI

Deux fois vingt ans (1930), de Charles-Félix Tavano, 16 h ; le Café des Jules (1988), de Paul Vecchiali et Jacques Nolot, 19 h ; le Front dans les nuages (1988), de Paul Vecchiali. 21 h.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS
(40-26-34-30)

JEUDI

Paris : un arrondissement par jour : 7e arrondissement : la Grande Dame : la Tour Eiffel en folie (1982) d'un groupe d'enfants, Superman II (1980, v.o.) de Richard Lester, 14 h 30 : Visite du 7e arrondissement : *le 7e arrondissement à travers Gaumont* (1910-1930), l'Ecole militaire (1967) de Jack Sanger, Claire (1965) de Jean-Claude Hechinger, Hôtel des Invalides (1951) de Georges Franju, Naissance d'un musée (1986) de Pierre Samson, 16 h 30 ; la Grande Dame : la Tour Eiffel en folie (1982) d'un groupe d'enfants, la Tour Eiffel (1984), Superman II (1980, v.o.) de Richard Lester, 18 h 30 ; Exploit à la tour Eiffel : A l'assaut de la tour Eiffel (1947) d'Alain Pol, Sauts de la tour Eiffel (1984) de Jean-Louis Normand et Daniel Maillot, Vol sous la tour Eiffel (1984) de Daniel Maillot, les Ecureuils (1981) de J.-M. Soyez, Paris qui dort (1923) de René Clair, 20 h 30.

Les exclusivités

A GAUCHE EN SORTANT DE L'ASCENSEUR (Fr.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

LES AILES DU DÉSIR (Fr.-All., v.o.) : Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).

AMÈRE RÉCOLTE (All., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

LES ANNÉES SANDWICHES (Fr.) : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94).

AU REVOIR LES ENFANTS (Fr.-All.) : Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

BAGDAD CAFÉ (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Fauvette, 13e (43-31-56-86).

LA BÊTE DE GUERRE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Images, 18e (45-22-47-94).

BIG (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

BIRD (A., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Trois Parnassiens, 14e (43-20-30-19).

BLOODSPORT (A., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06).

BONJOUR L'ANGOISSE (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00).

BORIS GODOUNOV (Sov., v.o.) : Le Triomphe, 8e (45-62-45-76).

CHOCOLAT (Fr.) : Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

COLORS (*) (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40).

LE COMPLOT (Fr., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Trois Parnassiens, 14e (43-20-30-19) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

CRY FREEDOM (Brit., v.o.) : Saint-Michel, 5e (43-26-79-17).

LE DERNIER EMPEREUR (Brit.-It., v.o.) : Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60).

DOUBLE DÉTENTE (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33).

EMMANUELLE 6 (**) (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46).

EMPIRE DU SOLEIL (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46).

ENCORE (*) (Fr.) : Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beauregard, 6e (42-22-87-23) ; Le Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

L'ENFANCE DE L'ART (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60).

ENVOYEZ LES VIOLONS (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46).

LE FESTIN DE BABETTE (Dan., v.o.) : Cluny Palace, 5e (43-54-07-76) ; 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16).

FRANTIC (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46).

LES GENS DE DUBLIN (A., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

LES FILMS NOUVEAUX

LA PETITE AMIE. Film français de Luc Béraud : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Images, 18e (45-22-47-94) ; Trois Secrétan, 19e (42-06-79-79) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

PRESIDIO. Film américain de Peter Hyams, v.o. : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Publicis Saint-Germain, 6e (42-22-72-80) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Trois Parnassiens, 14e (43-20-30-19) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) UGC Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

UN MONDE A PART. Film américain de Chris Menges, v.o. : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17e (47-48-06-06) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Images, 18e (45-22-47-94) ; Trois Secrétan, 19e (42-06-79-79).

UNE ETOILE POUR L'EXEMPLE. Film français de Dominique Delouche : Vendôme Opéra, 2e (47-42-97-52).

GOOD MORNING VIETNAM (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Max Linder Panorama, 9e (48-24-88-88) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

LE GRAND BLEU (Fr., v.o.) : Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Kinopanorama, 15e (43-06-50-50) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Rex (Le Grand Rex), 2e (42-36-83-93) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52).

LE GRAND CHEMIN (Fr.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34) ; George V, 8e (45-62-41-46).

HAIRSPRAY (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

HECTOR (Bel.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Studio 43, 9e (47-70-63-40).

HEROS (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

HOMEBOY (A., v.o.) : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88).

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÊTRE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Club Gaumont (Publicis Matignon), 8e (43-59-31-97) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

IRONWEED (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; La Bastille, 11e (43-54-07-76) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44).

LA LECTRICE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; UGC Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LA LOI DU DÉSIR (*) (Esp., v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

MAPANTSULA (Afrique du Sud, v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52).

MASQUERADE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Saint-Michel, 5e (43-26-79-17) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

MÈRE TERESA (Brit., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

LA MÉRIDIENNE (Suis.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

MEURTRE A HOLLYWOOD (A., v.o.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

MILAGRO (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

LES MODERNES (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; La Bastille, 11e (43-54-07-76) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A., v.o.) : Le Triomphe, 8e (45-62-45-76).

NICO (A., v.f.) : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31).

NUIT ITALIENNE (It., v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86) ; Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60).

OEUF (Hol., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Reflet Logos II, 5e (43-54-42-34) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

PUBLIVORE (Fr.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

QUELQUES JOURS AVEC MOI (Fr.) : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; UGC Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Images, 18e (45-22-47-94).

RANDONNÉE POUR UN TUEUR (A., v.o.) : Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82).

SALAAM BOMBAY ! (Indo-Fr., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Racine Odéon, 6e (43-26-19-68) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33).

SAMMY ET ROSIE S'ENVOIENT EN L'AIR (Brit., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

SEPTEMBER (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

UN MOIS A LA CAMPAGNE (Brit., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

UN PRINCE A NEW YORK (A., v.o.) : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Trois Secrétan, 19e (42-06-79-79).

VICES ET CAPRICES (**) (It., v.f.) : Maxevilles, 9e (47-70-72-86).

LA VIE EST UN LONG FLEUVE TRANQUILLE (Fr.) : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

Les séances spéciales

AGUIRRE, LA COLÈRE DE DIEU (All., v.o.) : Accatone (ex Studio Cujas), 5e (46-33-86-86) 14 h.

AMORE (It., v.o.) : La Bastille, 11e (43-54-07-76) 14 h 15, 16 h 15, 18 h 15, 20 h 15, 22 h 15.

BARFLY (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 18 h 30.

BARRY LYNDON (Brit., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 14 h.

CERTAINS L'AIMENT CHAUD (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30) 14 h, 16 h 30, 19 h, 21 h 30.

CHAMBRE AVEC VUE... (Brit., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) 16 h 20.

LES COPAINS D'ABORD (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 20 h 15.

LES DAMNÉS (*) (It.-A., v.o.) : Accatone (ex Studio Cujas), 5e (46-33-86-86) 21 h 40.

L'ENFANCE D'YVAN (Sov., v.o.) : République Cinémas, 11e (48-05-51-33).

LES ENFANTS DE L'IMPASSE (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 18 h 45.

ENVOL (A., v.f.) : La Géode, 19e (46-42-13-13) 10 h, 18 h.

L'HOMME A LA PEAU DE SERPENT (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) 13 h 30.

HOTEL DU NORD (Fr.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 18 h 45.

JONATHAN LIVINGSTON LE GOÉLAND (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) 13 h 30 ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 17 h.

LE LOCATAIRE (Fr.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 17 h.

M LE MAUDIT (All., v.o.) : Denfert, 14e (43-21-41-01) 22 h.

MACADAM COW-BOY (*) (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) 22 h 15.

LE MAITRE DU LOGIS (Dan., v.o.) : République Cinémas, 11e (48-05-51-33) 14 h.

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit., v.o.) : Denfert, 14e (43-21-41-01) 18 h.

MIDNIGHT (A., v.o.) : Studio 28, 18e (46-06-36-07) 19 h, 21 h.

MIDNIGHT EXPRESS (**) (Brit., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 22 h.

ORDET (Dan., v.o.) : Denfert, 14e (43-21-41-01) 20 h.

PINK FLOYD THE WALL (Brit.-A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 16 h 15.

PRINCESS BRIDE (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 21 h.

LE PROCÈS (Fr., v.o.) : Reflet Logos I, 5e (43-54-42-34) 12 h.

QUI A PEUR DE VIRGINIA WOOLF ? (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) 15 h 40.

RAINING IN THE MOUNTAIN (Hong Kong, v.o.) : Cluny Palace, 5e (43-54-07-76) 12 h.

ROME VILLE OUVERTE (It., v.o.) : Cluny Palace, 5e (43-54-07-76) 12 h, 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

VOL AU-DESSUS D'UN NID DE COUCOU (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) 17 h 50.

PARIS EN VISITES

VENDREDI 16 SEPTEMBRE

«La cité des sciences et de l'industrie», 14 h 30, porte de La Villette, bureau d'information, devant la maquette (Tourisme culturel).

«Hôtels de l'île Saint-Louis et cours», 14 h 30, métro Pont-Marie (les Flâneries).

«Le temple bouddhique du bois de Vincennes», 14 h 30, métro Liberté, angle avenue de la Liberté-avenue de Paris (Pierre-Yves Jaslet).

«Jardins et cours de Belleville-Ménilmontant», 14 h 30, place des Fêtes (Paris pittoresque et insolite).

«Hôtels et jardins du Marais, place des Vosges», 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

«Découverte du quartier Breteuil-Suffren avec visite de l'UNESCO», 14 h 45, métro Saint-François-Xavier (V. de Langlade).

«Lord Byron : un destin, une vie romantique», 15 heures, 16, rue Chaptal (Isabelle Hauller).

«L'île Saint-Louis», 15 heures, sortie métro Pont-Marie (Didier Bouchard).

«A Issy-les-Moulineaux : un parc, un séminaire, 15 heures, 33, rue du Général-Leclerc à Issy (Tourisme culturel).

MONUMENTS HISTORIQUES

«La cathédrale russe», 14 h 45, 12, rue Daru.

«Sites gallo-romains parisiens : des thermes de Cluny aux arènes de Lutèce», 14 h 30, 6, place Paul-Painlevé.

«Le village de Charonne et ses rénovations», 15 heures, devant l'église Saint-Germain de Charonne, angle rue de Bagnolet-rue Saint-Blaise.

CONFÉRENCES

11 *bis*, rue Keppler, 20 h 15 : «La source unique des religions». Entrée gratuite (loge unique des théosophes).

Radio-

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ Signalé dans « le Monde radio-télévision » □ Film à éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Jeudi 15 septembre

TF 1

▶ 20.40 Série : Les dossiers de l'inspecteur Lavardin. L'escargot noir, de Claude Chabrol. Avec Jean Poiret, Stéphane Audran, Roger Carel. 22.15 Cinéma : les Malheurs d'Alfred ■ Film français de Pierre Richard (1971). Avec Pierre Richard, Anny Duperey, Pierre Mondy. 23.45 Journal et Bourse. 0.05 Magazine : Minuit sport.

A 2

20.35 Cinéma : Mort d'un pourri ■ Film français de Georges Lautner (1977). Avec Alain Delon, Ornella Muti, Stéphane Audran, Mireille Darc, Maurice Ronet. 22.35 Flash d'informations. 22.40 Magazine : Résistances. Présenté par Noël Mamère. Pologne : L'épreuve de la dernière chance. 0.00 Informations : 24 heures sur la 2.

FR 3

20.30 Série : Lady Blue. Avec Jamie Rose, Danny Aiello. 22.10 Journal et Météo. 22.30 Magazine : Océaniques. La rivière des pluies, avec Jacques Lizot, ethnologue. 23.20 Magazine : Décibels (rediff.). 0.05 Golf. Trophée Lancôme.

CANAL PLUS

20.30 Cinéma : Campus ■■ Film américain d'Albert Pyun (1986). Avec John Stockwell, Eddie Peck, Carey Lowell. 22.00 Flash d'informations. 22.05 Cinéma : Agent trouble ■■ Film français de Jean-Pierre Mocky (1987). Avec Catherine Deneuve, Richard Bohringer, Tom Novembre. 23.30 Cinéma : Goodbye Columbus ■ Film américain de Larry Peerce (1969). Avec Richard Benjamin, Ali McGraw, Jack Klugman (v.o.). 1.10 Cinéma : Marilyn mon amour. Film français classé X de Michel Leblanc (1985). Avec Ofinka, Klaus Bini. 2.30 Documentaire : Animaux du soleil. Timor, île de lumière.

LA 5

20.30 Cinéma : American gigolo ■■■ Film américain de Paul Shrader (1979). Avec Richard Gere, Lauren Hutton. 22.35 Série : Matlock. 23.25 Amicalement vôtre (rediff.). 0.00 Journal de minuit. 0.05 Amicalement vôtre (suite). 0.20 Bonanza (rediff.). 1.10 Capitaine Furillo (rediff.). 2.00 Anne, jour après jour (rediff.). 2.25 Schulmeister, l'espion de l'empereur (rediff.). 3.15 Vive la vie ! (rediff.). 3.40 Feuilleton : Le clan Beaulieu. 4.30 Top nuggets (rediff.).

M 6

20.35 Cinéma : la Baraka ■ Film français de Jean Valère (1982). Avec Roger Hanin, Gérard Darmon, Magali Renoir, Marthe Villalonga. 22.20 Série : Le Saint (rediff.). 23.15 Journal. 23.30 Série : Destination danger. Les professionnels. 0.20 Magazine : Club 6. De Pierre Bouteiller. 1.05 Musique : Boulevard des clips. 2.00 Magazine : Charmes (rediff.). 2.30 Série : Le Saint. (rediff.).

FRANCE-CULTURE

20.30 Dramatique. Un fraisier pour dimanche, de Xavier Bazot. 21.30 Profils perdus. Louise Weiss. 22.40 Nuits magnétiques. Les éloignés de Dieu. 3. L'affection désordonnée. 0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musique : Coda. Les petits labels n'ont pas peur des gros.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (en direct du Théâtre des Champs-Elysées) : Métamorphoses pour 23 instruments à cordes, de R. Strauss ; Mouvements pour piano et orchestre de Stravinski ; Métastasis, de Xenakis ; Apparitions, de Ligeti ; Chronochromie, de Messiaen, par l'Orchestre national de France, dir. Dennis Russel Davies ; sol. : Jean-Claude Pennetier, piano. 22.30 Musique légère. Musique pour les fêtes nocturnes de Boisvallée ; Sonate pour piano n° 12 de Beethoven ; Trois petites pièces montées pour orchestre de Satie. 23.07 Club de la musique contemporaine. 0.30 En compagnie de René Leibowitz. 1.30 Mélodies. Schubertiade (2).

Vendredi 16 septembre

TF 1

13.45 Feuilleton : Côte ouest. 14.35 Variétés : La chance aux chansons. 15.00 Feuilleton : Aurore et Victorien. 15.15 Feuilleton : Marion. 16.15 Jeu : Ordinacœur. 16.45 Club Dorothée. 17.50 Série : Chips. 18.40 Avis de recherche. 18.55 Feuilleton : Santa-Barbara. 19.25 Jeu : La roue de la fortune. 19.50 Le bébête show. 20.00 Journal, Météo et Tapis vert. 20.40 Variétés : Avis de recherche. 22.30 Documentaire : Et la poursuite du bonheur, de Louis Malle. 23.35 Journal et Bourse. 23.55 Série : Les envahisseurs. 0.40 Téléfilm : L'année noire. (1re partie.). 1.35 Les Moineau et les Pinson. 2.00 Magazine : 52 sur la Une. 2.50 Les Moineau et les Pinson (rediff.). 3.15 Documentaire : Histoires naturelles. 4.05 Musique. 4.15 Magazine : 52 sur la Une (rediff.). 5.05 Les Moineau et les Pinson (rediff.). 5.30 Documentaire : Histoires naturelles.

A 2

13.45 Feuilleton : Jeunes docteurs. 14.30 Série : Les enquêtes du commissaire Maigret. 15.55 Flash d'informations. 16.00 Série : Les deux font la paire. 16.55 Flash d'informations. 17.00 Dessin animé. 17.15 Magazine : Graffitis 5-15. 18.00 Série : L'homme qui tombe à pic. 18.45 Jeu : Des chiffres et des lettres. 19.10 Actualités régionales. 19.30 Flash d'informations. 19.35 Plaisir de rire : Tel père, tel fils. 20.00 Journal. 20.30 Météo.



20.35 Feuilleton : La chaîne. De Claude Faraldo, d'après le roman de Michel Drucker. Avec Jean Carmet, Dominique Labourier, Jean-Pierre Cassel, Florent Pagny (2e épisode). 21.35 Apostrophes. Magazine littéraire de Bernard Pivot, en direct du restaurant Drouant, du salon des Goncourt. Hervé Bazin (*les Démons de minuit*), Patrick Besson (*la Statue du commandeur*), Philippe Labro (*Un été dans l'Ouest*), Bernard-Henri Lévy (*les Derniers Jours de Baudelaire*), Erik Orsenna (*Exposition coloniale*). 22.55 Journal. ▶ 23.10 Cinéma : la Charge des tuniques bleues ■■ Film américain d'Antony Mann (1955). Avec Victor Mature, Guy Madison (v.o.). 0.45 Spécial Jeux olympiques. Rétrospective des JO de Los Angeles et cérémonie d'ouverture.

FR 3

13.30 Série : Cap danger. 14.00 Documentaire : Le monde des épices. 14.30 Feuilleton : Allo ! Tu m'aimes ? 15.00 Flash d'informations. 15.03 Variétés : Discorama. 15.30 Magazine : Télé-Caroline. Présenté par Caroline Tresca. Déclic, déclac ; La rubrique d'Esthel Graf ; Télé-cœur ; Faites-vous des amis ; Télé-chic, télé-choc ; De âne à zèbre ; Papy, Mamy ; Viens faire un tour... billon ; Le jeu de la séduction. 17.00 Flash d'informations. 17.03 Dessin animé : Petit ours brun. 17.05 Dessin animé : Boumbo. Les trois prophéties. 17.15 Dessin animé : Mister T. 17.40 The Muppets show. Papy contre papy : Chasse gardée. 18.00 Série : Colorado. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région. 19.53 Dessin animé : Jouez la case. 20.05 Jeu : La classe. Présenté par Fabrice. 20.27 Champions de légende. Emission présentée par Marie-Christine Debourse. 20.29 INC. 20.30 Feuilleton : Terre des gangs. De Richard Sarafian. Avec Michael Nouri, Brian Benben, Joe Penny, Richard Castellano (11e épisode). 21.30 Magazine : Thalassa. De Georges Pernoud. Objectif Séoul. 22.15 Journal et Météo. 22.35 Documentaire : La guerre de Corée. De Hubert Knapp, d'après Max Hastings. 2. *De septembre à octobre-novembre 1950.* 23.35 Musiques, musique. Johannes Brahms : Intermezzo et romance, opus 118, par Eric Heidsieck, piano. 23.45 Golf Trophée Lancôme.

CANAL PLUS

13.30 Cinéma : Agent trouble ■■ Film français de Jean-Pierre Mocky (1987). Avec Catherine Deneuve, Richard Bohringer, Tom Novembre. 14.55 Courts métrages. 15.30 Cinéma : la Coccinelle à Monte-Carlo ■ Film américain de Vincent McEveety (1977). Avec Dean Jones, Don Knotts, Julie Sommars. 17.10 Magazine : Avance sur image. 17.37 Dessin animé : Virgul. 17.40 Cabou cadin. 18.30 Dessins animés : Ça cartoon. 18.45 Flash d'informations. 18.49 Top 50. 19.30 Magazine : Nulle part ailleurs. Présenté par Philippe Gildas. Invitée : Isabelle Huppert. 20.30 Téléfilm : Mode d'emploi pour un meurtre. De Mel Damski, avec Robert Hays, Catherine Mary Stewart. 22.00 Variétés : Juste pour rire. 22.50 Flash d'informations. 23.00 Cinéma : le Grand Chemin ■■ Film français de Jean-Loup Hubert (1986). Avec Anémone, Richard Bohringer, Antoine Hubert, Vanessa Guedj. 0.40 Cinéma : la Famille ■■ Film italien d'Ettore Scola (1986). Avec Vittorio Gassman, Stefania Sandrelli, Fanny Ardant (v.o.) 3.00 Cinéma : Dakota Harris ■ Film australien de Colin Eggleston (1985). Avec John Hargreaves, Meredith Phillipps, Max Phipps. 4.20 Cinéma : Marilyn, mon amour. Film français classé X de Michel Leblanc (1985). 5.40 Concert : James Brown et ses copains.

LA 5

13.35 Série : Amicalement vôtre. 14.35 Série : Bonanza. 15.35 Série : Capitaine Furillo. 16.45 Sandy Jonquille. 17.10 Pollyanna. 17.35 Susy aux fleurs magiques. 18.05 Les aventures de Claire et Tipoune. 18.30 Olive et Tom, champions du foot. 18.55 Journal images. 19.02 Série : L'homme qui valait 3 milliards. 20.00 Journal. 20.30 Téléfilm : Viol et mariage, un cas de conscience. De Peter Levin, avec Mickey Rourke, Linda Hamilton. 22.20 Série : L'inspecteur Derrick. 23.20 Amicalement vôtre (rediff.). 0.00 Journal de minuit. 0.05 Amicalement vôtre (suite). 0.30 Bonanza (rediff.). 1.00 Capitaine Furillo (rediff.). 1.55 Anne, jour après jour (rediff.). 2.20 Schulmeister, l'espion de l'empereur (rediff.). 3.10 Vive la vie ! (rediff.). 3.50 Feuilleton : Le clan Beaulieu. 4.40 Top nuggets (rediff.).

M 6

13.20 Feuilleton : La clinique de la Forêt-Noire. 14.10 Jeu : Faites-moi 6. 16.30 Jeu : Quizz cœur. 16.50 Hit, hit, hit, hourra ! 17.05 Série : Hawaii, police d'Etat. 18.05 Série : Les routes du paradis. 19.00 Série : Les têtes brûlées. 19.54 Six minutes d'informations. 20.00 Série : Cosby show. 20.35 Feuilleton : Dynastie. Images. 21.30 Série : Clair de lune. Un voyage sur la Lune. 22.30 Magazine : Charmes. Nouvelle formule, nouvel habillage, le magazine de Quentin Raspail accueille de nouvelles séquences coquines et tendres. 23.00 Journal. 23.15 Série : Poigne de fer et séduction. Le premier cercle. 0.40 Série : Messieurs les jurés. L'affaire Lusanger. 2.30 Sexy clip. 3.00 Musique : Boulevard des clips. 4.10 Série : Messieurs les jurés. L'affaire Lusanger (rediff.). 6.00 Musique : Boulevard des clips.

FRANCE-CULTURE

20.30 Radio-archives. Rencontre avec Edwige Feuillère. 21.30 Musique : Black and blue. Le Festival de Montréal. 22.40 Nuits magnétiques. Les éloignés de Dieu. 4. Elle est toute noire... 0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musique : Coda. Les petits labels n'ont pas peur des gros.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 15 septembre à Stuttgart) : Hyperprism pour ensemble à vent et percussion de Varèse ; Concerto pour piano et orchestre n° 20 en ré mineur K 466, de Mozart ; Le sacre du printemps, de Stravinski, par l'Orchestre symphonique de la radio de Stuttgart, dir. Gianluigi Gelmetti ; sol. Maria Tipo, piano. 22.20 Premières loges. Extraits de Philémon et Baucis, de Gounod, par l'Orchestre de la Suisse romande, dir. Isidore Karr. 23.07 Club de la musique ancienne. Musique ibérique des seizième et dix-septième siècles par Jordi Savall et l'ensemble Hespérion XX. 0.30 Poissons d'or. Cernota, Corea, Part, Nyman, Satie ; à 1.30, feuilleton : Arthur Bliss.

Audience TV du 14 septembre 1988 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

Audience instantanée, France entière 1 point = 193 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF 1	A 2	FR 3	CANAL +	LA 5	M 6
19 h 22	44.5	Santa-Barbara 21.1	Actual. région. 7.5	Actual. région. 6.6	Top 50 3.4	Homme 3 mill. 3.0	Têtes brûlées 2.3
19 h 45	52.6	Roue fortune 34.2	Baby sitter 3.9	Actual. région. 4.4	Nulle part 2.9	Homme 3 mill. 2.8	Têtes brûlées 3.0
20 h 16	64.1	Journal 30.7	Journal 11.3	La classe 10.5	Nulle part 2.9	Journal 4.5	Cosby show 2.8
20 h 55	68.4	Sacrée soirée 28.1	Chambre ami 15.1	M. Perrichon 4.0	Ciné salles 3.7	Prix bonheur 7.8	Dernière chance 8.1
22 h 8	57.9	Sacrée soirée 31.5	Flash 2.4	M. Perrichon 3.9	Youngblood 4.4	Prix bonheur 6.1	Dernière chance 8.8
22 h 44	57.3	Sacrée soirée 23.0	Documentaire 4.0	Journal 2.4	Youngblood 3.1	Loi Los Angeles 3.2	Le Saint 1.3

Informations « services »

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le jeudi 15 septembre à 0 heure et le dimanche 18 septembre à 24 heures UTC.

Persistance d'un flux de nord-nord-est dirigeant sur le pays des masses d'air humides et fraîches. Les hautes pressions ne gagnent du terrain que petit à petit, le soleil perçant un peu plus dimanche la couverture nuageuse.

Vendredi : très nuageux et humide.

Seules les régions du Roussillon aux côtes de Provence verront du ciel bleu car mistral et tramontane, encore forts, disperseront les nuages.

Ailleurs, la grisaille l'emportera. Toute la matinée le temps sera brumeux. De plus, des précipitations se produiront : un front chaud apportera des pluies faibles, le matin de la Bretagne au Nord, puis des Pays de Loire aux Ardennes. Par ailleurs, les masses d'air seront encore instables dans le Sud. Des averses s'y produiront donc, en particulier sur les massifs, où la neige tombera à partir de 1 500 mètres.

Les températures minimales seront stationnaires avec 8 à 12 degrés. Les maximales remonteront de quelques degrés en moitié nord avec 16 à 19 degrés. Dans le Sud, il fera 17 à 20 degrés et jusqu'à 23 degrés sur les côtes méditerranéennes.

Samedi : journée plutôt médiocre, le ciel restant assez chargé.

Le ciel sera très nuageux à couvert sur un bon nombre de régions. De petites pluies ou bruines sont même possibles en matinée, se limitant à la Manche orientale dans l'après-midi.

Les éclaircies seront plus nombreuses le matin sur le pourtour méditerranéen, le Lyonnais et les Alpes. Mais le ciel très nuageux se généralisera en journée, n'épargnant que les régions côtières où le vent fort persistera.

L'extrême Sud-Est, la Corse et les versants est des Alpes resteront sous un régime instable avec des nuages, entrecoupés d'averses.

Des températures minimales s'étageront de 8 à 10 degrés, sauf sur le pourtour méditerranéen où elles pourront atteindre 14 degrés. Des températures maximales varieront de 14 à 16 degrés sur le nord du pays et de 17 à 20 degrés ailleurs.

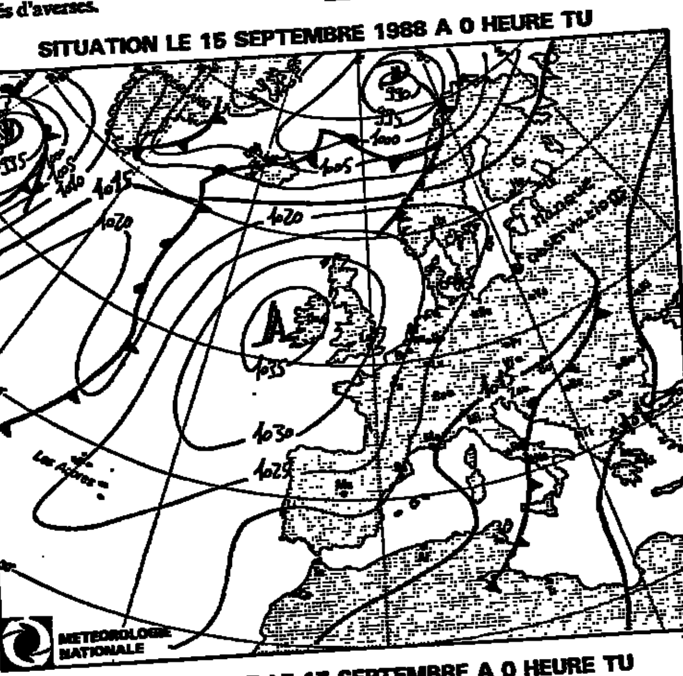
Dimanche : lente évolution vers de meilleures conditions.

Les nuages seront encore nombreux le matin sur la moitié nord, et le temps y sera souvent gris. Au cours de la journée, le soleil devrait arriver à percer la couverture nuageuse, plus difficilement sur les régions les plus au nord.

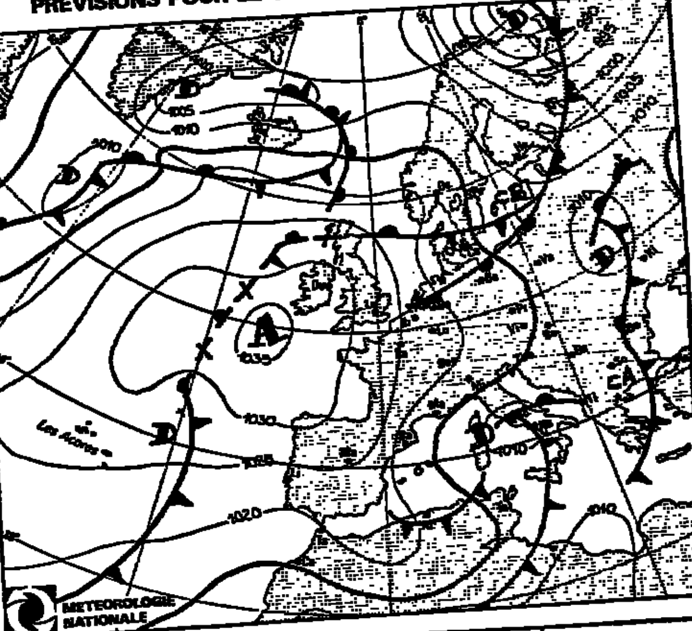
La moitié sud bénéficiera de meilleures conditions, avec un ciel variable mais plutôt dégagé, excepté la Corse, où les nuages mettront un peu plus de temps à s'évacuer.

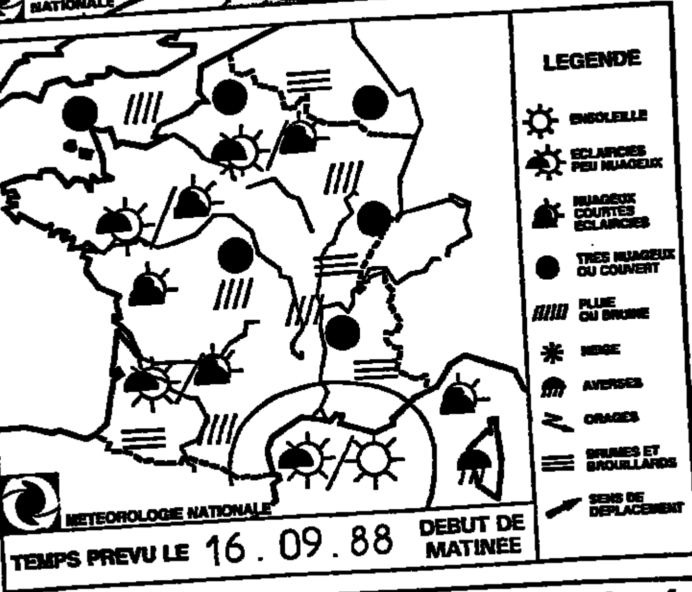
Peu de variations pour les températures, si ce n'est légère hausse des maximas, à la faveur d'éclaircies.

SITUATION LE 15 SEPTEMBRE 1988 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 17 SEPTEMBRE A 0 HEURE TU





TEMPS PREVU LE 16 . 09 . 88 DEBUT DE MATINEE

TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 15-9-1988

Valeurs extrêmes relevées entre le 14-9-1988 à 6 heures TU et le 15-9-1988 à 6 heures TU

FRANCE			
AJACCIO	23	10	D
BIARRITZ	17	10	N
BORDEAUX	18	9	C
BOURGES	14	11	C
BREST	15	10	N
CAEN	15	12	A
CHERBOURG	14	12	C
CLERMONT-FERR.	15	11	P
DIJON	14	11	C
GRENOBLE St-M-H	17	12	P
LILLE	17	11	N
LIMOGES	13	10	P
LYON	15	12	A
MARSEILLE-MAR.	20	12	D
NANCY	14	10	A
NANTES	17	11	N
NICE	24	12	D
PARIS-MONTS.	17	12	C
PAU	16	6	C
PERPIGNAN	20	14	D
RENNES	15	11	N
ST-ÉTIENNE	15	10	P
STRASBOURG	15	10	C
TOURS	16	11	C
TOULOUSE	17	10	C
POINTE-A-PITRE	32	20	D

ÉTRANGER			
ALGER	30	18	N
AMSTERDAM	18	10	A
ATHÈNES	27	21	D
BANGKOK	34	25	C
BARCELONE	22	10	D
BELGRADE	20	13	P
BERLIN	15	10	N
BRUXELLES	17	9	N
LE CAIRE	32	19	D
COPENHAGUE	16	8	D
DAKAR	30	26	D
DELHI	38	29	D
DJERBA	35	25	N
GENÈVE	15	9	A
HONGKONG	31	27	D
ISTANBUL	26	16	D
JÉRUSALEM	26	15	D
LISBONNE	28	17	D
LONDRES	15	10	D
LOS ANGELES	21	16	D
LUXEMBOURG	14	9	A
MADRID	23	7	D
MARRAKECH	32	20	D
MEXICO	22	12	B
MILAN	21	10	D
MONTRÉAL	21	6	D
MOSCOU	13	10	C
NAIROBI	25	15	N
NEW-YORK	27	14	D
OSLO	16	9	A
PALMA-DE-MAJ.	20	12	P
PÉKIN	23	17	D
RIO-DE-JANEIRO	26	20	N
ROME	24	16	C
SINGAPOUR	32	25	C
STOCKHOLM	15	3	N
SYDNEY	16	14	C
TOKYO	27	18	P
TUNIS	38	19	P
VARSOVIE	15	4	B
VENISE	19	11	C
VIENNE	15	10	N

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4832

HORIZONTALEMENT

I. S'il se fait nettoyer, c'est parce qu'il est dégoûtant. – II. Où ce n'est pas noir sur blanc que certains ont l'habitude d'écrire. Peut servir à étendre. – III. Avec elle, il est possible de tirer les couvertures à soi. – IV. Empêche de crier victoire. Note. – V. Qu'il est possible de retourner. – VI. Passé au bleu. Sont visibles en marchant. – VII. Nombreux sont ceux qui y laissent des plumes. Pour lui, les années se sont suivies mais ne se sont pas ressemblé. – VIII. Conjonction. Fait passer par des hauts et des bas. – IX. Telles qu'on a fait le grand écart. Se fait « achever » sur les trottoirs de Pékin. – X. Evolue lentement. Source indirecte de chaleur. – XI. A un chien près d'elle.

VERTICALEMENT

1. Même s'ils sont têtus, on ne peut pas dire qu'ils ne veulent rien entendre. – 2. On lui jeta plus que la pierre. Peut servir à rassembler des feuilles. – 3. Avec lui, on est sûr d'y gagner. Gagnent régulièrement en nombre. Permet à certaines gens d'avoir de la culture. – 4. Ce serait le comble pour elle que de se faire envoyer sur les roses. – 5. Avec lui, on est bien « avancé » ! A ne pas mettre entre toutes les mains. – 6. On ne saurait dire qu'elle n'est pas de bois. Ne manquait pas de qualités. – 7. Est exposé aux coups. Article. Ne tombe généralement pas de haut. – 8. Est en possession de celui qui a trouvé chaussure à son pied. – 9. Ce n'est pas lui qui porte la culotte. Portait à s'emporter.

Solution du problème n° 4831

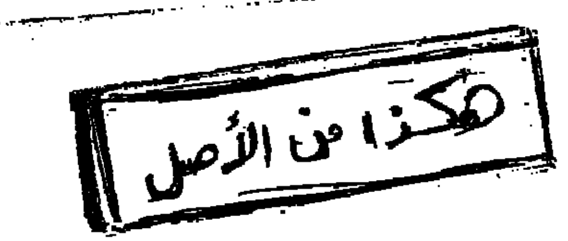
Horizontalement

I. Appareil. – II. Marandeur. – III. Ite. Unie. – IV. Ricercare. – V. Aber. – VI. Lude. Ta. – VII. Le. Aires. – VIII. Pan ! Motus. – IX. Litron. Dû. – X. Ars. Fer. – XI. Té. Braise.

Verticalement

1. Amiral. – 2. Patibulaire. – 3. Précédents. – 4. Aa. Erc. – 5. Ru. Amour. – 6. Education. – 7. Iéna. Art. Fi ! – 8. Luire. Eudes. – 9. Rée. Assuré.

GUY BROUTY.



هكذا من الأصل

Défense

Devant des députés médusés

Les torpilles du préfet maritime de Brest

BREST
de notre envoyé spécial

Jamais la commission de la défense à l'Assemblée nationale n'avait déplacé une mission aussi importante (vingt-sept députés avec, à leur tête, le président, M. Jean-Michel Boucheron, PS, et le vice-président, M. Arthur Paecht, PR) pour signifier au gouvernement qu'il ne doit toucher ni à la modernisation des sous-marins stratégiques ni au programme *Charles-de-Gaulle* d'un porte-avions à propulsion nucléaire. Mais jamais non plus un préfet maritime de Brest, commandant en chef en Atlantique, le vice-amiral d'escadre Dominique Lefebvre, n'avait aussi solennellement mis en garde le même gouvernement contre les risques de voir la marine ne plus pouvoir remplir ses missions faute d'argent.

Cela s'est passé mercredi 14 septembre à Brest, à l'occasion d'une visite d'information de la commission de la défense de l'Assemblée nationale, dont les deux tiers des membres sont de nouveaux députés. Une visite au pas de course (M. Boucheron observera que « *l'armée de terre n'a pas le monopole du pas de charge* »), mais une visite aussi dense que spectaculaire où députés et marins ont cherché à se comprendre.

Majorité socialiste et opposition confondues, les députés présents, à en croire leur président de commission, ont voulu témoigner de l'existence d'un « *consensus total* » sur le fer de lance de la dissuasion, que représentent les sous-marins nucléaires lance-missiles stratégiques, et sur l'importance du projet de porte-avions nucléaire « *pour maintenir les moyens de notre politique en Méditerranée et dans l'hémisphère sud* ». M. Boucheron dira, à cette occasion, que « *le calendrier sera respecté* », la mise en service opérationnelle du *Charles-de-Gaulle*, devant intervenir après 1996.

Les marins, à Brest, respirent : des bruits avaient couru cet été, selon lesquels les experts du ministère des finances trouvaient cher ce programme de porte-avions nucléaire.

« J'ai le devoir de dire la vérité »

M. Boucheron convient néanmoins que « *le cap 1992-1993* » sera difficile à passer, tant les contraintes financières de certains programmes d'armement se feront pressantes. Il annonce que la loi de programmation militaire 1987-1991, qui devait être révisée en octobre prochain, ne le sera pas, en réalité, avant l'été 1989. « *Après des discussions de fond, nous y verrons plus clair dans neuf mois* », explique le président de la commission, qui demande du temps pour réfléchir.

Le vice-amiral d'escadre Lefebvre est apparemment plus pressé. « *J'ai le droit et le devoir de vous dire la vérité*, confie-t-il d'un ton calme et argumenté aux députés. *Je ne vous cacherai pas les difficultés de la marine sur la gestion de son personnel, le renouvellement de ses navires et de son aéronavale, et sur l'entretien courant de la flotte.* » Devant des membres médusés et silencieux de la commission, le préfet maritime de Brest et commandant en chef en Atlantique lance ses torpilles ou ses missiles san faire de distinctions entre les responsabilités passées ou présentes.

Et, d'abord, sur la déflation des effectifs annoncée par le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement. « *Il est difficile de piloter une déflation intelligente, qui sauvegarde les capacités opérationnelles* », dit l'amiral Lefebvre. En dix ans, de 1978 à 1988, la IIe région maritime qu'il commande a perdu 10,68 % de ses ouvriers de l'arsenal : 12,5 % de ses personnels militaires, et il lui manque 20 % de transmetteurs et 18 % de radiotélégraphistes. « *Cela a des conséquences sur le moral* », ajoute le préfet maritime : il y a longtemps que les permissions ne sont plus prises, et les quarante-cinq jours de congés annuels sont symboliques, le pouvoir d'achat d'un marin à terre, au même grade, a diminué de 6,8 % en cinq ans. « *La sécurité de l'emploi est totalement illusoire*, constate-t-il, *car c'est un drame que de convoquer un quartier-maître pour lui dire que son contrat n'est pas renouvelé alors qu'il n'a pas démérité.* »

A propos du renouvellement des bâtiments, ensuite. L'amiral Lefebvre énumère : 175 navires de combat et de soutien en 1970 et 125 en 1988. « *En sept ans*, dit-il, *l'activité a augmenté de 20 % sur les bateaux, puisque leur nombre a diminué.* » Et il demande : « *Dès lors que 90 % de la dissuasion reposent sur la marine, ne faut-il pas lui donner l'environnement en moyens de surface nécessaire à la sûreté de cette mission ?* ». Le vice-amiral d'escadre Michel Merveilleux du Vignaux, qui commande les forces sous-marines et la force océanique stratégique, renchérit : « *Nous sommes les seuls au monde à faire tourner en patrouille trois sous-marins stratégiques sur quatre en activité opérationnelle, depuis le mois de décembre 1982* ».

Sur l'entretien courant de la flotte, enfin. Le préfet maritime de Brest est catégorique : « *Nous reportons à plus tard des opérations majeures d'entretien. Nous mangeons notre blé en herbe, nous consommons notre capital, et notre héritage vieillit prématurément. Notre entretien programmé de la flotte n'est plus préventif, il est devenu correctif.* »

Un exemple : l'amiral Lefebvre explique qu'il a renoncé à la modernisation des locaux-vie du porte-hélicoptères *Jeanne-d'Arc*, « *que nous montrons à l'étranger lors de la croisière de Navale et qui sont au standard d'il y a vingt-cinq ans* ».

Les sacrifices nécessaires

Aurait-il soudain conscience d'avoir dressé un tableau trop sombre de la situation devant les députés qui votent le budget de la nation ? Le préfet maritime de Brest concède qu'il y a « *des sujets de satisfaction* » et que « *le trésor de la marine, c'est son personnel* ». Mais il ajoute aussitôt que « *nous ne pouvons pas en abuser, car chacun fait les sacrifices nécessaires, sans rechigner, en donnant le meilleur de soi-même, malgré des effectifs gravement insuffisants* ».

En aparté, dans l'assistance, c'est un autre officier qui constate que « *certains cadres au contact font soixante-dix heures par semaine* ». Auparavant, c'est l'un des commandants de *l'Inflexible*, le dernier-né des sous-marins stratégiques, qui dénonce « *un éventail des soldes de 1 à 3* », entre celle de son quatier-maître à six ans de métier et la sienne, de capitaine de frégate, après dix-huit ans de spécialité de sous-marinier, alors qu'il atteint ses quarante-deux ans.

M. Boncheron tentera d'endiguer le flot de ces remarques. Le président de la commission dit qu'il sait tout cela et que ses collègues n'ignorent rien. « *La commission*, assure-t-il, *ne veut plus voir une diminution des crédits de fonctionnement de l'armée de l'air et de la marine, compte tenu de leurs missions.* » C'est à dessein qu'il n'a pas cité l'armée de terre, qui subira les premières restrictions en 1989.

JACQUES ISNARD.

Le Carnet du Monde

Mariages

– Marie-Françoise ALEXANDRE-HATVANY,
et
Jean LECLANT,

sont heureux de faire part de leur récent mariage.

Palais de l'Institut,
25, quai de Conti,
75006 Paris.

– Nous faisons part du mariage de

Yvette MASSON,
et de
Charles IUNG

qui sera célébré le vendredi 16 septembre 1988, à la mairie de Carcès.

Lotissement de la Fare,
9, boulevard des Grives,
83570 Carcès.

Décès

– Alain et Anne Deshayes,
Yves Deshayes,
Hervé et Catherine Deshayes,
Christian et Claudine Deshayes,
Bruno et Dominique Deshayes,

M. et Mme Ernest Deshayes
Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Henry DESHAYES,

leur père, grand-père, frère, beau-frère et parent,

survenu à Antony, le 13 septembre 1988, à l'âge de soixante-dix ans,

et invitent à partager leur peine et leur espérance dans la célébration eucharistique qui aura lieu le vendredi 16 septembre 1988, à 14 heures, en l'église Saint-Saturnin, place de l'Eglise, à Antony (Hauts-de-Seine), où l'on se réunira.

L'inhumation se fera au cimetière du Père-Lachaise, Paris-20e.

12, rue Pasteur,
92160 Antony.

– Le président,
Le directeur
Et le personnel du Collège cévenol,
ont la douleur de faire part du décès de

Mireille FRAYSSINET,
née Peugeot,
ancienne élève,
membre du conseil d'administration,

leur collègue et leur amie.

– Les Frères des écoles chrétiennes font part du décès du

Frère Francis FREZEL
(Frère Agilbert-Marie),
ancien directeur de Passy-Buzenval,
des Francs-Bourgeois,
de Saint-Genes (Bordeaux),
ancien président du SNCEEL,

survenu le 14 septembre à l'hôpital de Rouen.

Les obsèques auront lieu le samedi 17 septembre 1988, à 9 heures, en la chapelle du collège de Passy-Buzenval.

Ni fleurs ni couronnes.

– Mme Thérèse Corbani,
sa mère,
Mme Josette Maumus,
son épouse,
Florence, François, Bertrand Maumus,
ses enfants,
Les familles Peyroux, Micoleau, Péguy, Corbani,
ont la douleur de faire part du décès, le 10 septembre 1988, de

Léon-Pierre MAUMUS,

à l'âge de cinquante-quatre ans, à Fort-Moville (Eure), où il reposera désormais.

75, rue du Quatre-Septembre,
40800 Aire-sur-Adour.
74, rue du Rocher,
75008 Paris.
Le Presbytère,
27210 Fort-Moville.

– Mme Louise Moscovici,
son épouse,
Le docteur et Mme Jean-Claude Moscovici
et leur fils,
Mme Liliane Moscovici,
M. Daniel Coulon
et leur fils,
ses enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès du

docteur Lazar MOSCOVICI.

Ses obsèques auront lieu le vendredi 16 septembre 1988, à 15 heures, à Vernoil (Maine-et-Loire).

4 *bis*, rue de la Grande-Chaumière,
75006 Paris.
205 *bis*, boulevard Raspail,
75014 Paris.
23, Gap Road,
SW 19 8JE Londres (Grande-Bretagne).

– Isabelle Kaplan
Et Mariette Ollier-Ozouf,
ses filles,
David Ollier,
son petit-fils,
font part du décès de

Mme Fernand OLLIER,
née Odette Jaillard,

rappelée à Dieu, dans sa quatre-vingt-deuxième année, le 29 août 1988.

144, avenue de la République,
63000 Clermont-Ferrand.

– Sa famille,
Ses amis,
ont la tristesse de faire part de la disparition, le 18 juillet 1988, du

docteur
Paulette POIVILLIERS-CLAP,
née le 13 décembre 1909,

et rappellent à votre souvenir son époux

Georges POIVILLIERS,
commandeur de la Légion d'honneur,
membre de l'Institut,
directeur honoraire de l'Ecole centrale des arts et manufactures,
décédé le 9 mars 1968.

– Sa famille
Et ses amis,
font part du décès survenu le 10 septembre 1988, à l'âge de quarante et un ans, de

Mme Juan RODRIGUEZ-CALAZA,
née Marie-Hélène Bezault.

Suivant sa volonté, son corps a été incinéré et ses cendres dispersées.

– Lyon.

Mme Denise Weill,
sa mère,
Sa famille,
Ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

Nicole WEILL,
ancien membre
de l'Ecole française d'Athènes,
professeur d'histoire
et archéologie grecques à l'université
des sciences sociales de Grenoble-II.

L'incinération a eu lieu dans l'intimité.

Anniversaires

– Si vous vous souvenez de

Laurence BERMAN,

disparue il y a vingt ans dans un accident d'automobile,

ses parents,
seront sensibles à votre lettre.

Soyez prudents sur la route.

18, rue Duret,
75016 Paris.

– Le 16 septembre 1987

Jean-Henri GRANIER

nous quittait.

Que ceux qui l'ont connu, estimé et aimé, se souviennent.

30100 Alès.

– Il y a cinq ans, le 16 septembre 1983

Martin SPINGA

disparaissait à l'âge de vingt-neuf ans.

Avis de messes

– Une messe sera célébrée à Paris, en l'église Saint-Eustache, le jeudi 22 septembre, à 18 h 30, à la mémoire de

Mme Armand GRANIER,
née Suzanne Didier,

rappelée à Dieu le 17 août 1988, dans sa quatre-vingt-huitième année et inhumée à Nantes, le 20 août.

On y associera le souvenir de son fils

Jean-Paul GRANIER,
décédé le 28 octobre 1978.

De la part de
Mme Françoise Granier,
ses enfants et petits-enfants,
Jean-Paul et Caroline Dayan,
Dominique et Fanny Bourel,
Jean-Eudes et Sybille Rabut,
Olivier Rabret,
M. et Mme Jacques Nobécourt,
leurs enfants et petits-enfants,
Jerôme Nobécourt,
Mathilde et Daniel Soulez-Larivière,
Marie-Agnès Nobécourt et Sergio Nuti,
Emmanuelle Nobécourt et Thierry Burel.

113, rue du Général-Buat,
44000 Nantes.
6, place Edmond-Rostand,
75006 Paris.

Communications diverses

– La cérémonie de la Hazkara, dédiée au victimes sans sépulture de la déportation, aura lieu le dimanche 18 septembre 1988, à 10 h 30 précises, sur le parvis du Mémorial du martyr juif inconnu, 17, rue Geoffroy-l'Asnier, 75004 Paris.

Allocution de M. Sam Hoffenberg et de M. Jacques Orfus. La cérémonie religieuse sera assurée par M. le rabbin Charles Liche et M. Emile Kaçmann, ministre officiant, tous deux anciens déportés.

Communication

L'embargo de TF 1 sur les images de Séoul

Canal Plus, la 5 et M 6 privés de Jeux olympiques

Canal Plus, la 5 et M 6 seront-elles privées d'images de Séoul ? A la veille de l'ouverture des Jeux olympiques, un conflit aigu met aux prises TF 1 et ses concurrentes privées. La Une s'oppose, en effet, à toute revente des images des retransmissions sportives, dont elle partage l'exclusivité des droits pour la France, avec Antenne 2 et FR 3. Un *« embargo »* inhabituel et dénoncé par ses victimes comme *« contraire au droit à l'information »*.

L'affaire se noue à l'été 1986. L'Union européenne de radiodiffusion (UER) négocie alors pour l'ensemble de ses membres, avec le Comité international olympique (CIO), les droits de retransmission des Jeux de Séoul. Des droits fort chers et payables d'avance, que l'UER revend aussitôt à des « pools » nationaux de chaînes intéressées. En France, ni Canal Plus – convalescente – ni les cinquième et sixième chaînes – balbutiantes – ne se manifestent. Si bien que, *via* l'Office français de radiodiffusion (OFRT) qui les regroupe, seules les trois premières chaînes – toutes publiques alors – acquittent le montant des droits exigés : 24 millions de francs environ, qu'elles se partagent à égalité.

Aujourd'hui, le paysage audiovisuel est transformé. Canal Plus, la 5 et M 6 multiplient les tranches d'actualité et souhaitent acquérir auprès de leurs concurrentes ces images qui leur font défaut. Une démarche courante, qui s'appuie sur un « code de bonne conduite » existant depuis toujours au sein de l'OFRT, dont les nouvelles chaînes sont, entre-temps, devenues membres. *« Il est d'usage,* explique ainsi M. Jean Stock, directeur général adjoint de M 6, *qu'une télévision, détentrice des droits d'un événement sportif, se réserve l'exclusivité des directs et des longs résumés. Et qu'elle vende, au nom du libre accès à l'information, quelques minutes d'images qui trouveront place dans les journaux télévisés de ses concurrentes. »*

TF 1, Antenne 2 et FR 3 choisissent d'abord de se conformer à cette attitude, et proposent de céder trois minutes maximum d'images par jour, au prix de 30 000 F la minute, en exigeant qu'elles ne soient diffusées qu'entre 20 heures et 24 heures. Un prix trop élevé pour un créneau horaire trop limité, estiment les chaînes demanderesses.

« Trop cher ? », s'insurge TF 1. *« Allons donc ! Si l'on ajoute aux 8 millions de francs d'achats de droits déjà versés, les frais de transmission par satellite que nous devons encore acquitter ainsi que le coût de nos équipes mobilisées pour l'occasion, tant à Séoul qu'à Paris, les Jeux nous reviendront à 26 millions de francs ! Que pèse, en face, le million et demi de recettes que nous pouvions, au maximum, escompter de la vente aux autres chaînes ? A ce compte-là, autant les conserver pour nous ! »*. Mardi 13 septembre, au cours d'une réunion de conciliation organisée à la CNCL, par le président de l'OFRT, M. Jean Autin, le vice-PDG de TF 1, M. Patrice Le Lay, décrète, à la surprise générale, un embargo total et irrévocable sur les images de Séoul, pendant la durée des Jeux.

Sa décision, toutefois, ne fait pas l'unanimité. Si Antenne 2 partage l'analyse économique de la Une (*« la finale du 100 mètres ne dure que 10 secondes »*), elle en déplore la brutalité et les méthodes. Et FR 3 désapprouve clairement la politique maximaliste de TF 1. *« Si l'une de ces deux chaînes s'avisait de vendre des images sans notre accord, nous la traînerions en justice »*, menace M. Jean-Claude Dassier, de TF 1, en soulignant *« la propriété indivise »* des trois sociétés sur les retransmissions sportives de Séoul.

Le blocage est donc total, et les deux chaînes de service public consultent leurs avocats pour trouver une parade à un bras de fer qui menace de s'envenimer. A la menace – voilée – d'exclusion de TF 1 de l'OFRT, qu'aurait proférée M. Autin, la chaîne de M. Bouygues réplique par un définitif : *« Si l'OFRT explose, hé bien, il explosera ! »*. C'en serait alors fait de toute tentative de régulation de la concurrence entre les chaînes françaises.

PIERRE-ANGEL GAY.

Après la polémique sur le salaire de Christine Ockrent

Préavis de grève à A 2 pour le 21 septembre

Le malaise s'accroît à Antenne 2 où la polémique soulevée cette semaine autour du salaire de certains journalistes a débouché sur le dépôt de deux préavis de grève pour le mercredi 21 septembre à 0 heure.

Lancée par la CFDT pour tous les personnels et par le Syndicat national des journalistes (SNJ) pour la rédaction, cette menace a pour but d'obtenir une amélioration des salaires et conditions de travail au sein de la chaîne. Des négociations devaient être entamées jeudi matin entre la direction et les syndicats.

Si la divulgation du salaire de Christine Ockrent a servi de détonateur au conflit, chacun s'emploie à reconnaître que le mécontentement du personnel était latent et aurait de toute façon explosé : dans la rédaction, qui manque de moyens de reportage et dont les effectifs (notamment ceux du service société) ont été considérablement réduits ; dans l'ensemble de la maison, où les personnels – secrétaires, monteurs, techniciens – déplorent une dégradation du pouvoir d'achat alors que des efforts de productivité dus à l'augmentation du temps d'antenne ont été exigés.

Ainsi, la CFDT demande-t-elle notamment *« une revalorisation générale des salaires (+ 1 500 francs pour tout le monde) »*, une augmentation de la prime de fin d'année des non-journalistes à 8 000 francs, *« la suppression des inégalités par le doublement du budget des avancements et des promotions »*. Enfin, elle revendique pour la rédaction des moyens accrus pour la production et le reportage, la fin des suppressions d'emplois et le recrutement des pigistes de longue date.

C'est une véritable fronde qui, en l'espace de quelques jours, s'est organisée à Antenne 2. La direction se dit prête à faire le maximum pour trouver une solution au conflit tandis que le ministère de la communication, qui rappelle avoir désapprouvé le salaire accordé à Christine Ockrent et l'avoir signifié au PDG, souhaite un dénouement rapide. Cette crise est néanmoins révélatrice des problèmes auxquels sera de plus en plus confronté le service public dans l'avenir ; un service public bien mal préparé au système mixte et à la concurrence des chaînes privées.

A. Co.

Rapprochement entre deux géants de l'édition européenne

Pearson et Elsevier échangent des participations

Deux des grands groupes d'édition européens, le néerlandais Elsevier et le britannique Pearson, vont se rapprocher en échangeant des participations (*nos dernières éditions du 15 septembre*). Après des augmentations de capital réciproques, mais sans apport en numéraire, Pearson détiendra 15,4 % d'Elsevier, et ce dernier 8,7 % de Pearson. Ces parts respectives pourront être portées ultérieurement à 25 % et 15 %. Selon Lord Blakenham, président de Pearson, ce premier accord pourrait déboucher à terme sur une fusion des deux groupes.

Spécialisé dans l'édition, notamment scientifique, Elsevier a réalisé en 1987 un chiffre d'affaires de 4,4 milliards de francs pour un bénéfice de 490 millions de francs.

Le groupe Pearson est plus diversifié, puisqu'il comprend la fabrication de porcelaine (Doulton), la banque (au travers de Lazard) ou l'industrie pétrolière, et même les musées de cire (Mme Tussaud). Mais 60 % de son activité (10 milliards de francs de chiffre d'affaires) concerne l'édition ou la presse. Pearson – dont M. Rupert Murdoch détient 20 % des actions – est l'éditeur du quotidien *Financial Times*, et a pris en France le contrôle des *Echos* (*le Monde* du 13 janvier). Le groupe britannique possède également les éditeurs de livres de poche Penguin et Viking, ainsi que des intérêts dans la télévision privée britannique. Son bénéfice avant impôt atteignait 1,6 milliard de francs en 1987, et a progressé de plus de 60 % sur les six premiers mois de 1988.

Les rumeurs d'accord entre les deux groupes existaient depuis longtemps, et la bourse d'Amsterdam n'a réagi que par une hausse modérée du titre Elsevier. Ce dernier pourrait s'appuyer sur Pearson pour se diversifier. Le rapprochement en cours illustre une nouvelle fois l'internationalisation croissante des groupes multimédias, qui cherchent à former des axes d'alliances européens. Il constitue aussi un moyen pour les deux groupes de se défendre contre d'éventuelles OPA. Pearson doit faire face aux appétits de M. Murdoch. Elsevice, lui, a éveillé l'intérêt de M. Robert Maxwell qui avait acheté en bourse, l'an dernier, 8,7 % de son capital.

EN BREF

● **Canal Plus confirme son entrée dans Havas.** – Après les déclarations de Pierre Dauzier, PDG d'Havas, sur la restructuration du capital du premier groupe de communication français (*le Monde* du 15 septembre), Canal Plus confirme son entrée dans Havas. Une filiale de la chaîne payante, Canal Plus Finance, *« dispose de la possibilité d'acquérir »* 5,15 % du capital d'Havas auprès des cinq sociétés formant le noyau dur initial (Lyonnaise des eaux, Compagnie financière de Paribas, Caisse nationale de Crédit agricole, Société générale, Société de participations mobilières). Canal Plus Finance est accompagnée par *« un groupe informel d'actionnaires qui devrait rassembler notamment la Garantie mutuelle des fonctionnaires et la Compagnie générale des eaux »*. Aucune de ces sociétés *« ne détient actuellement »* 5 % du capital d'Havas, seuil à partir duquel les participations doivent être déclarées aux autorités boursières.

● **A TDF, la CFDT durcit le ton.** – La section CFDT de Télédiffusion de France s'est déclarée *« prête à un conflit majeur si la survie de l'entreprise est mise en cause »*. Le syndicat s'inquiète en effet de voir TDF passer sous le contrôle de l'administration des P et T, solution retenue par le gouvernement pour financer le satellite de télévision directe. La CFDT estime *« impératif de respecter l'identité de TDF, dont la stratégie ne doit pas être exclusivement dictée par la DGT »*. Tout en recommandant la complémentarité entre les actions de l'établissement public et celles de la DGT, le syndicat affirme que *« la participation des Télécoms ne peut pas être directement ou indirectement majoritaire »*.

● ***L'Humanité* s'inquiète d'une réduction des aides à la presse.** – Dans son numéro du 15 septembre, *l'Humanité* s'inquiète de ne pas avoir encore reçu l'aide de l'Etat aux quotidiens nationaux à faible chiffre d'affaires publicitaires. Le quotidien du Parti communiste redoute aussi une réduction de cette aide : en effet le montant de la subvention globale de l'Etat n'a pas été augmenté alors qu'un nouveau titre, *Libération*, est inscrit dès cette année parmi les bénéficiaires. Au ministère de la communication, on indique que les subventions accordées cette année à *Libération* devraient se substituer à celles qu'a reçues l'an dernier le *Matin de Paris*, sans que la part de chaque titre s'en trouve diminuée.

● **L'IFI de M. Agnelli achète 74 % des actions de la maison d'édition espagnole Orbis.** – L'Istituto Finanziario Industrial (IFI) de M. Giovanni Agnelli a acheté, par l'intermédiaire du groupe éditorial Fabri, qu'il contrôle en totalité, 74 % des actions de la maison d'édition espagnole Orbis. Les 26 % d'actions restantes sont détenues par les éditions espagnoles Folio de M. Julian Vinuelas, qui demeure à la tête de l'entreprise Orbis. M. Agnelli devient actionnaire d'un groupe au chiffre d'affaires annuel de 3 milliards de pesetas (150 millions de francs), qui a dégagé en 1987 un bénéfice de 140 millions de pesetas (7 millions de francs). L'industriel italien pose ainsi un pied en Espagne, où il ne disposait d'aucun intérêt éditorial.

هكذا من الأصل

Economie

SOMMAIRE

■ Le rapport annuel du FMI fait état d'une amélioration très sensible de la balance des paiements courants des pays en voie de développement *(lire page 31)*.

■ Le plan emploi du premier ministre a suscité des réactions plutôt favorables du côté des PME et plus réservées chez les syndicats *(lire page 30)*.

■ Amélioration de la situation économique des Etats-Unis : le déficit du commerce extérieur du mois de juillet a été le plus bas depuis décembre 1984. Les importations ont diminué de 8,9 %, alors que les exportations ont augmenté de 0,7 % *(lire page 30)*.

Le plan emploi a donné lieu à un « large débat » en conseil des ministres

Le conseil des ministres a adopté, le mercredi 14 octobre, le plan emploi présenté par M. Michel Rocard. La seule mesure nouvelle par rapport à ce qui était déjà connu est l'ouverture d'un « chantier » sur l'aménagement du temps de travail. *Le gouvernement souhaiterait que les partenaires sociaux s'engagent dans la voie de négociations à ce sujet, si possible en se référant aux recommandations du rapport de M. Dominique Taddeï (PS).*

Les délibérations du conseil ont eu une longueur inhabituelle puisqu'elles ne se sont terminées qu'aux alentours de 12 h 30. Cette durée s'explique par le *« large débat »*, selon les termes du porte-parole du gouvernement, M. Claude Evin, qui s'est instauré autour de ce plan. Une dizaine de ministres ont pris la parole.

Selon M. Evin, certains ont fait part de leurs *« interrogations »*. Il semble, en fait, qu'un seul d'entre eux, M. Michel Charasse, ministre du budget, ait fait une intervention critique. M. Charasse approuve totalement l'exonération des charges sociales pour l'entreprise individuelle qui embauche son premier salarié. Mais il fait remarquer que le plan Rocard prévoit 6 milliards de francs d'allègements divers pour les entreprises, sans contrepartie, sans garantie *d'amélioration de la situation de l'emploi*. Le rapport entre le coût (6 milliards) et les prévisions les plus optimistes de créations d'emplois (10 000) lui paraît peut avantageux. M. Rocard lui a répondu en substance qu'il faut savoir investir et lui a rappelé les effets positifs sur l'équilibre de la Sécurité sociale, d'une diminution du chômage.

Les membres du conseil se sont, dans l'ensemble, félicités que ce plan prévoie la reprise du traitement économique du chômage. M. François Doubin, ministre du commerce et de l'artisanat, fait partie des membres du gouvernement très satisfaits des mesures arrêtées, car l'exonération de charges pour l'embauche du premier salarié permet, selon lui, pour les quelque cinq cent mille artisans qui n'ont aujourd'hui aucun salarié, de « casser » un seuil psychologique.

M. Mitterrand a émis plusieurs remarques sur ce plan et a souhaité notamment une mise en place du « crédit-formation » dans des délais plus brefs (M. Mitterrand avait repris dans sa *Lettre à tous les Français* cette idée de M. Michel Rocard). M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, a répondu au président, qui a exprimé son accord, que l'importance *de cette mesure impose qu'elle ne soit pas noyée* dans un plan d'ensemble. Le porte-parole du gouvernement a indiqué qu'un projet de loi pourrait être déposé à la session parlementaire de printemps.

Approbation des PME et des centristes réserves des syndicats

« Nous ne lutterons contre le chômage, nous ne créerons des emplois que si tout le monde s'y met : le gouvernement et tous les ministères – les chefs d'entreprise, les demandeurs d'emploi – et les médias aussi », a déclaré, mercredi 14 septembre, sur Antenne 2, M. Michel Rocard en présentant le plan emploi adopté le matin par le conseil des ministres. *« Ce plan*, a-t-il ajouté, *est l'ouverture d'un chantier qui sera long... Nous avons 2 613 000 demandeurs d'emploi, c'est beaucoup trop, et le retour à zéro est hors de portée »* (le prochain *« chantier »*, a-t-il indiqué, sera la taxe professionnelle). Le plan a suscité des réactions plutôt favorables du côté des PME, assorties de réserves chez les syndicats, et une certaine approbation du côté des centristes.

● **M. Bergeron (FO) : pour la formation.** – M. André Bergeron, secrétaire général de FO, a *« approuvé les décisions prises en vue d'améliorer la formation »* : *« les programmes devront permettre de donner des connaissances adaptées »*. Toutefois, sur les SIVP, *« les chefs d'entreprise doivent se resaisir »*, car *« les exonérations de charges ne contribuent pas à moraliser le système »*. En outre, il s'est inquiété du *« manque à gagner pour la Sécurité sociale »*.

● **La CFTC : « mesures positives mais limitées ».** – La CFTC juge *« positives mais limitées »* les mesures décidées. Elle souhaite en particulier des *« garanties »* sur le financement de la Sécutité sociale et des allocations familiales après la réduction du taux de la cotisation à 7 %, même si elle est *« favorable »* au déplafonnement de cette cotisation. Elle juge aussi nécessaire *« une meilleur coordination au plan local et régional »* des aides à la formation et *« un discernement sérieux »* dans l'attribution des crédits à taux réduit aux PME.

● **La CFDT : « en deçà de la gravitéde la situation ».** – Pour la CFDT, certaines mesures sont *« positives »*, comme l'aide à l'embauche du premier salarié, le déplafonnement des cotisations d'allocations familiales. Mais l'ensemble lui paraît *« en deçà de la gravité de la situation et de l'ambition affichée du gouvernement »*. Elle demande à rencontrer le ministre du travail pour *« stopper les dérives constatées »* sur les TUC et *« moraliser »* les SIVP. Elle regrette que le programme *« se limite à un accompagnement de la reprise économique »*, *« oublie »* la réduction du temps de travail.

La CGT : rien de neuf. – Pour la CGT, il s'agit, *« malgré l'habillage, de la prolongation d'une politique qui depuis dix ans ne cesse de déstructurer l'emploi »*. Le volet économique servira à *« gonfler les profits des entreprises et à amplifier les opérations financières jouant contre l'emploi »*. Le volet social consiste à *« proposer les formules actuelles qui ont fait la preuve de leur nocivité »*, en particulier *« les TUC et les SIVP seront poursuivis, alors qu'il faut les supprimer et les remplacer par de véritables emplois »*.

Dans les entreprises

● **M. Bernasconi (PME) : « favorables aux PME ».** – M. René Bernasconi, président de la Confédération générale des PME, a estimé sur RTL, que les mesures vont permettre de rétablir l'équilibre entre les grandes, les moyennes et les petites entreprises et de créer des emplois. *« Le gouvernement*, a-t-il dit, *semble comprendre nos problèmes. »*

● **La CAPEB (bâtiment) : « satisfaction ».** – La Confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment (CAPEB) constate *« avec satisfaction »* que les entreprises artisanales sont prises en compte. Mais elle juge *« indispensable »* des mesures pour *« consolider la demande »* sur le bâtiment et pour *« une détaxation des revenus réinvestis »* par les entreprises individuelles.

Dans les partis

● **M. Madelin (PR) : « globalement mauvaise ».** – M. Alain Madelin (PR), ancien ministre de l'industrie du gouvernement Chirac, a jugé *« globalement mauvaise »* la panoplie de mesures économiques adoptée. L'idée de *« faire baisser les charges sociales »* est *« bonne, mais les modalités mauvaises »*, car, on fait un transfert vers certaines entreprises au détriment d'autres, et il faut faire baisser l'ensemble des impôts et des charges sociales.

● **M. Durieux (barriste) : « un peu fourre-tout ».** – M. Bruno Durieux, député (Union du centre) et un des conseillers économiques de M. Barre dans sa campagne présidentielle, dans une interview à *Libération*, retrouve des mesures qui *« figuraient dans le programme de Raymond Barre »* : crédit d'impôt-formation, exonération de l'impôt sur les sociétés, allègement des cotisations d'allocations familiales... approuve *« l'idée de combiner traitement social et traitement économique »*, mais trouve que les mesures économiques *« donnent un peu le sentiment d'un fourre-tout »*.

● **M. Méhaignerie : « dans le bon sens ».** – M. Pierre Méhaignerie, président du CDS, dans une interview au *Figaro*, estime que les mesures adoptées *« vont dans le bon sens »*, mais regrette qu'elles *« ne soient pas accompagnées d'une politique économique et fiscale plus en conformité avec celles menées par les autres pays européens »*.

● **Le PS : « au patronat de s'engager.** – *«Le patronat doit maintenant s'engager »*, a déclaré, à l'issue de la réunion du bureau exécutif du PS, M. Jean-Jack Queyranne, porte-parole du parti : le gouvernement ayant pris ses responsabilités, *« on ne comprendrait pas que le gouvernement accorde des allégments fiscaux et des nouveaux financements sans qu'il y ait des engagements de la part du patronat sur l'emploi et l'investissement »*.

Le « chantier »

(Suite de la première page.)

Non seulement la recette arrive à ses limites extrêmes, mais l'opinion publique montre à son égard des signes de lassitude, et les gouvernants, à y avoir trop fréquemment recours, perdraient toute crédibilité.

Le pari, lui, est apparemment facilité par une série de bonnes nouvelles. Après une longue période de destruction, l'emploi paraît repartir. Des créations se sont produites en 1987, et le mouvement s'est poursuivi au cours du premier semestre 1988. Compte tenu des perspectives actuelles, il pourrait se prolonger. Le moment est donc venu d'activer un feu qui reprend en accompagnant la reprise par des mesures appropriées.

Mais le pari suppose aussi du courage et un réalisme qui devra être compris des employeurs comme des salariés et des chômeurs. Même si l'emploi se porte mieux, le chômage a peu de chance de diminuer. Chaque année, 180 000 perspnnes supplémentaires se présentent, sans succès, sur le marché du travail et doivent, pour la moitié d'entre elles, se contenter du traitement social.

Les mesures arrêtées par le gouvernement Rocard ne changeront cet état de choses que marginalement. Au mieux, elles auront, à terme, des conséquences indirectes sur l'emploi si elles parviennent à déclencher un dynamisme. Ce qui suppose de la patience et du sang-froid de la part de l'équipe gouvernementale.

Dans les mois à venir, on devrait donc voir M. Rocard ouvrir d'autres *« chantiers »* et consacrer une bonne partie de son temps à une pédagogie active ainsi qu'à une explication politique de sa démarche. Ce n'est qu'à force de persévérance qu'il parviendra à convaincre et à faire adhérer à son projet.

C'est d'ailleurs ce qu'il a commencé à faire, le 14 septembre sur Antenne 2, en appelant à la mobilisation de tous et à l'effort de chaque acteur.

ALAIN LEBAUBE.

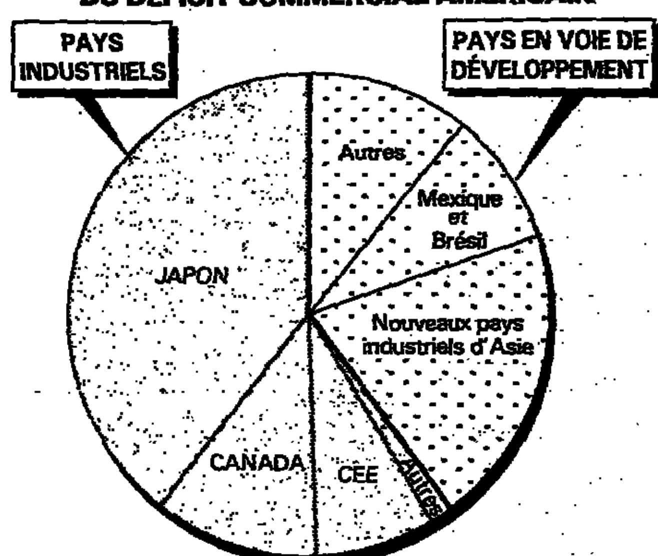
Le déficit commercial américain est ramené à 9,5 milliards de dollars

Le déficit du commerce extérieur américain, 9,53 milliards de dollars en juillet contre 13,3 milliards en juin, confirme, au-delà des aléas des chiffres mensuels, un processus de redréssement, sensible depuis le début de l'année. Selon les données corrigées des variations saisonnières, les importations ont baissé de 8,9 % pour s'inscrire à 35,99 milliards de dollars. Ce recul est partiellement dû à la réduction de la note pétrolière, de moindres achats se conjuguant à la baisse des cours. Il recouvre surtout une diminution des importations de biens d'équipement qui, si elle se confirme, tendrait à indiquer que le boom des investissements provoqué par l'afflux de nouvelles commandes à l'exportation se calme.

Toujours portées par la vigueur de la demande internationale et par l'atout qu'a offert la dévaluation du dollar, jusqu'au premier trimestre, les exportations restent dynamiques. A l'exception de l'automobile, en retrait durant le mois de juillet, les ventes de produits agricoles et industriels se sont fort bien tenues, limitant le tassement des ventes globales américaines – traditionnel durant l'été – à 0,5 % par rapport à juin.

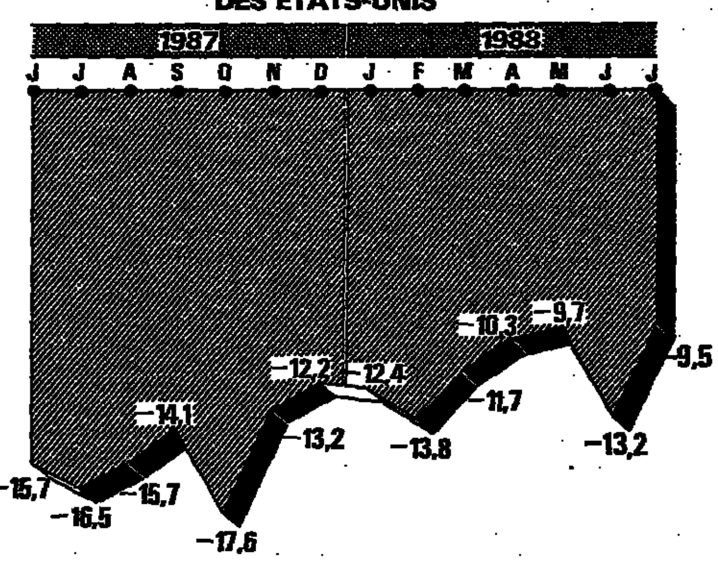
Certes, les spécialistes sont prudents. La poussée des exportations, de 39 % en termes réels depuis le troisième trimestre 1986, ne pourra se maintenir indéfiniment à son rythme actuel. Avant d'affirmer que le plafonnement des importations a fait place à une baisse durable, plusieurs statistiques mensuelles seront encore nécessaires. Mais, en rythme annuel, le déficit des sept premiers mois ne rend plus impensable l'objectif du gouvernement américain : ramener à 140 milliards de dollars un solde négatif qui avait atteint le record de 170 milliards en 1987.

VENTILATION GÉOGRAPHIQUE
DU DÉFICIT COMMERCIAL AMÉRICAIN



Source : Département du commerce américain

LA BALANCE COMMERCIALE DES ÉTATS-UNIS



ENERGIE

Vive remontée des cours du pétrole

Après trois semaines de baisse presqu'ininterrompue les cours du pétrole se sont vivement redressés le mercredi 14 septembre sur tous les marchés internationaux. Le marché, menacé d'effondrement, a accueilli avec soulagement l'annonce par le secrétaire général de l'OPEP d'une prochaine réunion les 25 et 26 septembre du *Comité* des prix de l'organisation, sorte de conseil de surveillance de cinq membres habilité à convoquer une conférence extraordinaire en cas de crise (*nos dernières éditions du 15 septembre*).

La reprise des cours a été, en outre, amplifiées par les craintes suscitées dans le golfe du Mexique et le Texas par l'approche du cyclone tropical Gilbert, qui pourrait entraîner une interruption momentanée de la production du Sud des Etats-Unis. Enfin, des informations faisant état d'une légère décrue de la production de l'OPEP au début du mois de septembre, après deux mois de surproduction ont également rassuré les observateurs.

Les cours des bruts américains et britannique de référence ont repris en une séance plus de 80 cents, à respectivement 15,40 et 14,05 dollars par baril, tandis que le pétrole « Dubaï », représentatif des qualités produites dans le golfe Persique, s'échangeait à 12,12 dollars par baril, 50 cents de plus que la veille.

Dans un communiqué publié à l'occasion du vingt-huitième anniversaire de sa création, l'OPEP souligne que, en dépit de ses efforts, *« les cours se situent actuellement à 4 ou 5 dollars par baril en dessous du prix officiel de référence de 18 dollars par baril »*, et estime *« que des mesures urgentes doivent être prises pour arrêter le glissement à la baisse des prix pétroliers »*. *« Personne, que ce soit au sein de l'Organisation ou en dehors, ne souhaite voir se répéter les événements traumatisants de 1986, où les prix du pétrole ont plongé à moins de 8 dollars par baril »*, ajoute l'OPEP.

REPÈRES

TVA

Baisse confirmée sur les abonnements au gaz et à l'électricité

Le taux de TVA supporté par les abonnements à EDF et GDF sera réduit au début de l'année prochaine : le projet de budget pour 1989 prévoit le passage du taux normal (18,6 %) au taux super-réduit (5,5 %) sur ces prestations. Coût pour les finances publiques : un peu plus de 2 milliards de francs.

Paiements courants

Le déficit français se réduit

La balance des transactions courantes de la France a enregistré, au mois de mai, un déficit de 3,4 milliards de francs en données corrigées des variations saisonnières, après un léger excédent de 0,2 milliard de francs en avril (chiffre révisé), selon des estimations publiées mercredi 14 septembre par le ministère de l'économie.

Sur les cinq premiers mois de 1988, le solde des paiements courants (échanges de biens, services et transports unilatéraux) a été positif de 3,2 milliards de francs après correction des variations saisonnières, après avoir été déficitaire de 6 milliards pour la même période de 1987.

Production industrielle

Faible hausse aux Etats-Unis

La croissance de la production industrielle américaine s'est nettement ralentie en août, pour tomber à 0,2 %, contre une progression révisée à 1 % en juillet et qui avait fait renaître les craintes de surchauffe. La hausse du mois d'août est la plus faible depuis cinq mois, a précisé la Réserve fédérale en annonçant ces chiffres.

Elle tend à indiquer un certain ralentissement de l'activité économique : la production des industries manufacturières a augmenté de 0,2 % seulement contre 0,9 % en juillet. La hausse a été de 0,2 % dans le secteur des bien durables et de 0,1 % pour les biens non durables. La production dans l'industrie minière a, pour sa part, reculé de 0,3 %. En revanche, les services publics (électricité, gaz...) ont vu leur production s'accroître fortement, de 2,1 %.

Report d'une journée du paiement de l'impôt sur le revenu

La date limite du paiement du solde de l'impôt sur le revenu est reportée du jeudi 15 au vendredi 16 septembre à minuit. Si la date de paiement tombe également le 15 septembre, les impôts locaux bénéficient du même report de vingt-quatre heures.

Économie

ETRANGER

Le FMI cherche des formules pour continuer à aider ses débiteurs les plus pauvres

Comme prélude à l'assemblée générale du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, qui se tiendra, cette année, à Berlin, du lundi 26 au jeudi 29 septembre (le comité intérimaire se réunissant le dimanche 25), le FMI vient de rendre public son rapport consacré à l'exercice se terminant le 30 avril 1988.

Quatre questions sont inscrites à l'ordre du jour du comité intérimaire, au sein duquel sont préparées les décisions votées par l'assemblée générale :

1) Situation économique en général dans le monde ;

2) Examen de la situation de la dette internationale ;

3) Projet pour apporter sous certaines conditions une nouvelle aide aux quelques pays qui n'ont pas remboursé le Fonds monétaire. Les huit pays actuellement déclarés inéligibles (c'est-à-dire ne pouvant en principe plus recevoir de crédits du Fonds monétaire) sont les suivants : Vietnam, Guyane, Libéria, Soudan, Pérou, auxquels se sont ajoutés plus récemment la Zambie, la Sierra-Leone et la Somalie ;

4) Neuvième révision des quotas du Fonds monétaire et questions diverses concernant l'éventuelle amélioration des procédures de crédits.

Pendant la période en question, le Fonds monétaire a sensiblement augmenté ses concours. Les pays membres lui ont acheté l'équivalent en devises de 4,1 milliards de droits de tirage spéciaux (un DTS = 8,21 F = 1,29 dollar), contre 3,17 milliards en 1987. Un achat de devises correspond à un emprunt auprès du FMI. Mais les crédits très importants alloués par le Fonds monétaire pendant la période cruciale 1982-1983 et 1984-1985 sont arrivés à échéance, si bien que le rythme des remboursements a également augmenté. En conséquence, l'encours des crédits accordés par le Fonds monétaire est tombé de 31,6 à 27,8 millards de DTS. Par rapport au total des quotas, le pourcentage a été ramené de 35,2 à 30,9 %.

Les pays membres, et notamment les plus pauvres, ont fait largement appel aux nouvelles facilités de crédits ou à l'amélioration de celles qui existaient déjà. Les principales innovations dans ce domaine ont été d'abord la mise en place au mois d'avril de cette année de la facilité d'ajustement structurel renforcée. M. Michel Camdessus, directeur général du Fonds monétaire, a obtenu des pays les plus riches le triplement des ressources précédemment accordées à la facilité d'ajustement structurel (FAS). Les sommes ainsi collectées dépassent 8 milliards de DTS. Les premiers prêts ont été accordés à la Bolivie et au Malawi.

Il a été par ailleurs décidé de combiner en une seule procédure deux guichets du Fonds monétaire celui qui accordait des crédits compensatoires en cas, par exemple, de chute du prix des matières premières et celui qui est destiné à faire face à des événements imprévus, parmi lesquels sont désormais rangée une hausse inopinée des taux d'intérêt. En créant ces nouvelles procédures, le Fonds vise à accorder des prêts de plus longue durée aux pays emprunteurs. Selon la règle traditionnelle, le Fonds monétaire consent des prêts de deux à trois ans par le biais d'accords dits de « confirmation » (stand by). Une autre procédure, proche de la précédente, est celle dite de facilité élargie. La durée des prêts accordés est passé de trois à quatre ans.

Le rapport du Fonds monétaire fait également état d'un redressement très sensible de la balance des paiements courante des pays en voie de développement considérés (ce qui est une hypothèse tout à fait théorique) comme un ensemble. Cet ensemble de pays qui accusaient encore un déficit de 40,7 milliards en 1986 a été en léger excédent en 1987 (+ 0,3).

Le poids de la Corée du Sud

Cette évolution est due notamment au redressement des finances extérieures des pays producteurs de pétrole et à l'accumulation de surplus par plusieurs pays du Sud-Est asiatique. Cependant, les pays en voie de développement ont un besoin global de financement pratiquement inchangé (de l'ordre de 77 milliards de dollars). Cela correspond pour l'essentiel au financement des arriérés de paiements, lesquels se sont chiffrés à 52 milliards de dollars (restructuration de la dette).

Pour la première fois depuis 1982, on a noté une diminution des ratios d'endettement. La dette accumulée par rapport au total des exportations de biens et services des pays en voie de développement a été ramené de 169 % à 158 %. Cependant, cette évolution est due en grande partie à la forte amélioration de la situation de la Corée du Sud.

Cet effet en trompe-l'œil des statistiques globales se retrouve dans le décompte des réserves de change accumulées par les pays en voie de développement. Globalement, ces réserves ont fortement augmenté en 1988, s'accroissant de 17 milliards de droits de tirage spéciaux, contre une baisse de 7 milliards l'année dernière. Mais ce changement reflète essentiellement l'accumulation de dollars par Taïwan.

En ce qui concerne les liquidités internationales, le rapport du FMI évalue à 88 milliards de droits de tirage spéciaux l'augmentation des réserves autres que l'or pendant l'année 1987. En réalité, l'augmentation a été de 119 milliards de DTS, mais le chiffre a été réduit pour tenir compte de la dépréciation de la devise américaine. Cette augmentation importante est due, pour l'essentiel, aux interventions pour soutenir le dollar. Le Fonds monétaire remarque que jamais depuis 1972 les réserves n'ont représenté un pourcentage aussi important par rapport au total des importations. Aussi bien en ce qui concerne les pays développés que les pays en voie de développement.

P. F.

SOCIAL

Fin des négociations sur les mutations technologiques

Le projet d'accord d'orientation sur les mutations technologiques, présenté par le CNPF après quelques modifications le mardi 13 septembre, à l'issue des négociations engagées avec les syndicats, sera soumis à la signature des confédérations entre le 23 septembre et le 4 octobre. Dans le projet qui avait été présenté aux syndicats — et qui a fait l'objet en cours de discussions de quelques amendements, — le CNPF soulignait dans le préambule, à propos de l'introduction de nouvelles technologies : *« Il importe (...) que les projets des entreprises soient conduits en concertation avec les salariés concernés et en tenant compte du rôle du personnel d'encadrement. »*

Le texte distingue les *« projets importants »* — *« susceptibles d'avoir dans l'entreprise des conséquences dans les domaines de l'emploi, de la qualification, de la rémunération, de la formation ou des conditions de travail du personnel »*, — sur lesquels les fédérations professionnelles sont *« invitées »* à négocier, et les *« projets courants »*. Pour les *« projets importants »*, les parties pourront renvoyer aux entreprises certaines questions et *« les procédures d'information, de consultation ou de négociation »* à y mettre en œuvre. Le texte préconise la consultation des institutions représentatives et le développement de la formation.

Seule la CGC, par la voix de Mme Cumunel, a laissé entendre qu'elle signerait ce document, *« sous réserve d'une lecture définitive »*. La CFDT se déterminera la semaine prochaine, M. Jean-Paul Jacquier, secrétaire national, estimant que *« l'impulsion donnée à la négociation de branche et la mise à égalité du social, du technique et de l'économique marquent une étape significative »*. M. Alain Deleu, secrétaire général adjoint de la CFTC, a souligné que ce texte marque *« des orientations de caractère général »*.

FO prendra position le 3 octobre mais M. Faesch a exprimé *« sa déception du fait de certaines insuffisances, notamment de garanties pour les salariés »*. La CGT a manifesté son opposition. Les partenaires sociaux se retrouveront le 4 octobre sur l'aménagement du temps de travail.

● **Plainte après les incidents avec la CGT à la Française de mécanique.** — M. Jean-Claude Bays, secrétaire (CFDT) du comité d'entreprise de la Française de mécanique de Douvrin (Pas-de-Calais), a décidé le mercredi 14 septembre de déposer une plainte contre X pour coups et blessures. M. Bays assure avoir été frappé, comme il l'avait déjà été en avril dernier, par des militants CGT venus manifester dans l'entreprise pour la réintégration de salariés licenciés. Lors d'une journée d'action sur la loi d'amnistie, le mardi 13 septembre, quelque quatre-vingts syndicalistes de la métallurgie CGT s'étaient heurtés, devant la chambre patronale de la métallurgie, aux forces de l'ordre. Selon la CGT, cinq syndicalistes auraient été blessés au cours des échauffourées.

TRANSPORTS

L'accident de l'Airbus A 320 de Mulhouse

Air France licencie le commandant de bord

M. Michel Asseline, commandant de bord de l'Airbus A 320, dont la chute, près de Mulhouse, avait provoqué, le 26 juin, la mort de trois personnes a reçu, le 14 septembre, une lettre de licenciement de la compagnie Air France.

La direction a motivé sa décision par la *« perte de confiance »* provoquée par le comportement anormal de M. Asseline aux commandes de l'appareil, alors qu'on aurait attendu de ce cadre confirmé un strict respect des règles et des usages en vigueur à Air France (*le Monde* du 15 septembre). La procédure de licenciement avait débuté le 29 août par un entretien préalable en présence de délégués syndicaux. Le conseil de discipline de l'aéronautique civile a proposé le 9 septembre au ministre des transports de suspendre pendant huit ans la licence de pilote de ligne de M. Asseline.

La procédure choisie par Air France, qui souhaitait depuis plusieurs semaines le départ de M. Asseline, a été arrêtée après l'échec d'une solution à l'amiable : en échange de la reconnaissance de ses torts, le pilote aurait vu les frais de sa reconversion pris en charge par la compagnie après son licenciement. Dans ces conditions, la direction a préféré ne pas risquer d'être désavouée par la commission de discipline interne où les navigants sont représentés, et elle a décidé d'invoquer la *« perte de confiance »* pour brusquer les choses et éviter de faire juger M. Asseline par ses pairs.

Le Syndicat national des pilotes de ligne (SNPL) est très embarrassé par ce dossier. D'un côté, les fautes de l'intéressé semblent confirmées par les « boîtes noires » de l'avion ; elles témoignent de plusieurs violations des règles techniques et aéronautiques. Même si le SNPL n'en convient pas, ces faits gênent considérablement sa plaidoirie. D'un autre côté, les camarades de M. Asseline ne peuvent se résoudre à sa « mise à mort » professionnelle. Ils argumentent sur les aspects formels du dossier : à M. Delebarre, ministre des transports, ils ont demandé un nouvel examen des boîtes noires originales dont les transcriptions et les copies leur semblent infidèles ; à la direction d'Air France, ils rappellent que le ministre, lui, ne tranchera pas avant le 23 septembre le sort de M. Asseline et que le rapport définitif sur l'accident n'a pas encore été remis au président d'Air France par la commission d'investigation interne. Ils dénoncent la précipitation avec laquelle la compagnie se débarrasse de leur camarade.

Enfin, les pilotes d'Air France attendent avec impatience de voir si leur président, M. Jacques Friedmann, traitera aussi durement les supérieurs de M. Asseline. L'enquête a montré que ceux-ci avaient autorisé le vol et qu'ils avaient omis d'en surveiller convenablement la réalisation.

ALAIN FAUJAS.

A la fin de l'année 1988

Quatre compagnies aériennes européennes mettront en service le système mondial de réservation Amadeus

NICE
de notre envoyé spécial

Ils étaient, le mercredi 14 septembre, à Sophia Antipolis, quatre présidents de compagnies aériennes à couper le ruban inaugural des locaux de la société Amadeus, avec M. Jacques Médecin, maire RPR de Nice et président du conseil général des Alpes-Maritimes : MM. Friedmann (Air France), Andreu (Iberia), Runhau (Lufthansa) et Carlzon (SAS).

Ces quatre compagnies ont fondé l'an dernier ce système de réservation électronique à l'échelle mondiale destiné à concurrencer ceux des compagnies américaines comme Apollo et Sabre. L'informatique a, en effet, bouleversé les méthodes de commercialisation des sièges d'avion. Désormais, l'essentiel des ventes se fera par le canal des agents de voyages équipés de terminaux et reliés aux mémoires des compagnies aériennes. Ces terminaux permettent de connaître les horaires des vols et les places libres à bord des avions, puis de réserver et d'émettre les billets. De plus en plus intelligents, ils sont aussi à même de retenir des chambres d'hôtels, des taxis ou des voitures de location, tout en effectuant la comptabilité de l'agent de voyages ainsi déchargé des tâches administratives.

Tout comme son concurrent Galiléo (Alitalia, British Airways, Sabena, Swissair), Amadeus est en train de tisser sa toile pour convaincre les agents de voyages d'avoir recours à ses services et persuader les transporteurs de lui confier leur réservation. Elle a ainsi séduit sept compagnies aériennes en plus de ses membres fondateurs, quatre groupes hôteliers internationaux et la SNCF, qui ont accepté de payer les 2 ou 3 dollars qu'Amadeus prélèvera sur chaque transaction effectuée.

Amadeus, dont le siège est à Madrid, les ordinateurs à Munich et la matière grise à Sophia Antipolis, a prévu d'investir 300 millions de dollars (1,9 milliard de francs) pour répondre aux exigences de ses agences de voyages clientes, qui sont au nombre de quinze mille, soit 60 % du marché européen. Les ordinateurs IBM et Unisys et le logiciel emprunté à System One (Texas Air) commenceront à fonctionner d'ici à la fin de l'année 1988 pour un test auprès des agences d'Allemagne de l'Ouest. Le 30 juin 1989, ce service, encore embryonnaire, sera étendu à leurs collègues européens. La totalité des fonctions sera disponible au premier semestre 1990.

Les présidents des quatre compagnies fondatrices (90 millions de passagers par an et 600 avions) ont promis, le 14 septembre, que leur système serait ouvert à tous leurs concurrents et qu'aucune procédure informatique « déloyale » ne les avantagerait. La commission de Bruxelles devrait prochainement édicter les règles du jeu informatique destinées à préserver la concurrence en dépit de la situation dominante de certains opérateurs.

AL F.

Les organismes professionnels demandent une priorité pour les transports en commun

Le Groupement des autorités responsables des transports (GART) et l'Union des transports publics (UTP) ont donné le coup d'envoi, le mardi 13 septembre, d'une campagne de sensibilisation sur le thème « Transports publics urbains : faites passer le feu rouge au feu vert ». Le message s'adresse essentiellement aux élus et décideurs économiques, car les transports en commun sont avant tout *« un enjeu politique »*.

« On assiste à une recrudescence de la circulation automobile non seulement à Paris, mais également dans toutes les grandes villes de province », explique M. Michel Robin, le président de l'UTP. La solution à cet engorgement urbain : *« Il faut donner un nouveau coup de fouet aux transports en commun. »*

Pour cela, le GART et l'UTP demandent la mise en application de trois mesures : un examen complet de tous les déplacements dans la ville afin de mieux définir l'espace attribuable à chaque moyen de transport ; un engagement financier plus important de l'Etat ; l'autorisation pour les collectivités locales de fixer librement les tarifs. Selon M. Jean-Michel Gadrat, président du GART, la liberté tarifaire serait limitée par les risques de sanctions commerciales et politiques en cas d'abus, et elle serait plus conforme à l'esprit de la décentralisation.

● **La Commission de Bruxelles dit non à une vignette allemande sur les poids lourds.** — L'idée émise par le gouvernement ouest-allemand d'imposer une vignette aux poids lourds étrangers circulant en RFA est « inacceptable », a estimé, le mercredi 14 septembre, la Commission européenne. Le ministre ouest-allemand des transports, M. Warnke, avait déclaré, mardi, que la RFA envisageait de taxer les camions étrangers car ceux-ci *« ne paient qu'une très petite partie »* du coût réel de leur passage. Selon M. Warnke, la RFA souhaite *« une solution européenne »*, sinon elle prendra des mesures nationales. — *(AFP.)*

EN BREF

● **Plan d'épargne au GAN.** — Le GAN vient de conclure un accord avec la CFDT, la CGT, la CFTC et FO améliorant le plan d'épargne entreprise : celui-ci donne désormais le choix, pour les salariés qui veulent y investir, entre trois fonds de placement (dont un en actions du GAN), avec la possibilité de transférer d'un fonds à l'autre les sommes bloquées. En 1987, 1 167 salariés avaient adhéré au plan d'épargne entreprise et près de 2 millions de francs ont été versés, soit 22 % des sommes distribuées au titre de l'intéressement. La prime d'intéressement des salariés (au titre de 1987), qui sera versée fin septembre, a été augmentée par un avenant à l'accord de 1987, signée par la CFDT, la CFTC et la CGC. Le minimum de la prime (proportionnelle au salaire) a été porté à 2 000 francs pour les salariés (60 % environ de l'effectif) dont la rémunération annuelle est inférieure à 115 000 francs.

● **Vocation de cadres à la SNECMA.** — La longue grève du printemps dernier à la SNECMA ne semble pas avoir troublé son image chez les futurs cadres. En 1988, le groupe a reçu plus de 6 600 candidatures spontanées à des postes de cadres et en prévoit plus de 10 000 au total cette année. Pour un recrutement « extérieur » de 300, les trois quarts des embauches externes proviennent des candidatures spontanées. 10 % des recrutements concernent des diplômés universitaires, le reste provenant des grandes écoles. En 1987, la SNECMA a reçu 11 000 candidatures.

INSOLITES

Auto-matons

Dix-huit robots guidés automatiquement vont servir les repas, distribuer le courrier et le linge propre aux détenus de la nouvelle prison de Santa Rita, dans le comté d'Aladema, en Californie, qui ouvrira ses portes l'an prochain, ont annoncé les autorités locales. Ces robots, familièrement nommés « smart cart » — chariots intelligents, — sont fabriqués par la société Apogee Robotics basée dans le Colorado. Ils mesurent 1,80 mètre de long, 50 centimètres de haut et 60 centimètres de large et peuvent livrer chacun trente repas à la fois.

Pleurs de maïs

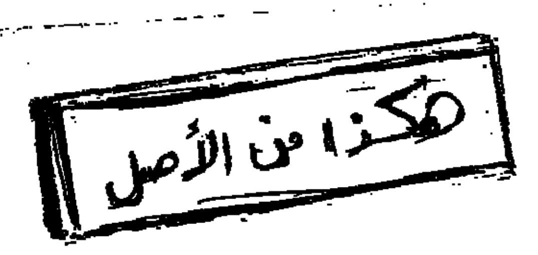
Sensibilisés par la sécheresse qui a sévi dans le centre des Etats-Unis, des chercheurs travaillant pour le ministère américain de l'agriculture viennent de découvrir que les plantes souffrant du manque d'eau peuvent littéralement « crier ». Après avoir écouté au moyen d'appareils électroniques du maïs et d'autres plantes sensibles pendant plusieurs années, ils ont constaté qu'elles produisaient des bruits sur des fréquences nettement supérieures à celles audibles par l'homme. Ces bruits s'expliqueraient par la rupture des vaisseaux qui normalement amènent jusqu'aux feuilles l'eau et les matières nutritives et se fracturent en cas de sécheresse. Ces cris de « détresse » pourraient, selon un entomologiste du ministère attirer certains insectes destructeurs sur ces plantes déjà faibles.

Superwoman est « francilienne »

Les femmes habitant l'Ile-de-France, les « franciliennes », sont les plus actives, plus surmenées mais meilleures mères que leurs cousines de province, estime une étude de l'INSEE citée par le Comité pour l'aménagement du temps de travail et de loisir en Ile-de-France (CATRAL). Travaillant plus souvent à l'extérieur, et supportant des durées de trajet travail-maison bien supérieur, les franciliennes dorment en moyenne un quart d'heure de moins que les provinciales. Elles ne sacrifient pourtant ni les loisirs, ni les enfants puisque le petit « francilien » passe un quart d'heure de plus par jour avec sa mère. Par contre le ménage souffre : les habitantes d'Ile-de-France consacrent aux corvées domestiques de 20 à 30 minutes de moins que les autres françaises.

Le gaz en odeur de sainteté

Les 55 000 abonnés de GDF à Thionville ont reçu, dans le cadre d'une opération pilote, une « carte senteur », afin d'éduquer leur odorat pour détecter la moindre fuite. Il suffit de gratter les micro-capsules insérées dans la carte pour retrouver l'odeur caractéristique du gaz. *« Il s'agit pour nous de resensibiliser les usagers à l'odeur du gaz afin d'éviter de la confondre avec celle de l'essence ou des solvants comme c'est souvent le cas »*, a expliqué le responsable du centre de distribution de Thionville.



Marchés financiers

La Société des Bourses françaises augmenterait ses fonds propres d'environ 700 millions de francs

M. Régis Rousselle, président de la Société des Bourses françaises (SBF), présentera, le lundi 19 septembre, aux dirigeants des sociétés de Bourse les modalités de l'augmentation de capital annoncés dès le mois de juin. Elle sera destinée à reconstituer les fonds propres de la SBF à la suite des 613,7 millions de francs perdus sur le MATIF (Marché à terme des instruments financiers).

Dès sa prise de fonction à la tête de la SBF le 14 juin dernier, en remplacement de M. Xavier Dupont, M. Régis Rousselle avait annoncé sa décision d'augmenter de 1 milliard de francs le capital et de reconstituer le fonds de garantie à hauteur de 500 millions de francs. La première étape, qui devrait être annoncée lundi, porterait sur le renforcement des fonds propres. Sachant qu'elle dispose encore de 325 millions de francs, la SBF devrait lever environ 700 millions de francs. Les modalités, qui sont sur le point d'être arrêtées, semblent particulièrement complexes. Elles répondent à deux objectifs. D'une part, celui de ne pas peser trop sur la quinzaine de sociétés de Bourse en difficulté, et, d'autre part, de faire entrer aux côtés des agents de change des banquiers et des assureurs.

Deux types d'actions seraient alors émis. Des titres A pour les sociétés de Bourse et des titres B pour les assureurs et les banquiers.

Dans une deuxième étape, la SBF créera, conformément à la loi de réforme de la Bourse, un fonds de garantie. Son montant sera de 500 millions de francs. Là aussi, un système de financement sophistiqué est à l'étude.

Les modalités de l'augmentation de capital présentées prochainement devront, pour être adoptées, être validées par une assemblée générale extraordinaire qui se réunira le 3 octobre prochain.

Qui contrôlera LVMH ?

Lutte courtoise entre M. Arnault et M. Racamier

L'effervescence observée en début de semaine autour du titre LVMH (Moët-Hennessy-Louis-Vuitton) s'est poursuivie le mercredi 14 septembre. Ainsi, en deux jours, 1,23 million d'actions ont été échangées, soit plus de 10% du capital, et la valeur a atteint son plus haut niveau de l'année. A l'origine de cette envolée se trouvent deux groupes d'actionnaires conduits les uns par M. Bernard Arnault, président de la Financière Agache, et les autres par M. Henri Racamier, président du comité stratégique de LVMH (*le Monde* du 15 septembre).

L'ambition de chacun d'eux serait de renforcer sa participation avant l'assemblée générale extraordinaire du 22 septembre, qui doit modifier les statuts de LVMH et transformer cette firme en société à directoire et conseil de surveillance. Chacun veut arriver le plus rapidement à la minorité de blocage et avoir une place prépondérante dans le groupe. Du côté de Bernard Arnault et de son allié Guinness, le niveau de participation se situerait entre 30% et 34%. Quant à M. Racamier et à la famille Vuitton, ils posséderaient plus de 24% du capital et, grâce aux votes doubles, détiendraient plus de 30% des parts.

Or, malgré cette course apparente, tout semble aller pour le mieux entre les deux groupes. Du moins officiellement. « *Nous entretenons toujours de très bons rapports* » et « *les accords restent les accords* », entend-on de part et d'autre. Est-ce à dire que le conseil de surveillance désignera à sa tête M. Henri Vuitton, comme il était convenu au mois de juillet, et que M. Alain Chevalier, actuel président de LVMH, sera le président du directoire, qui devrait comprendre six membres ?

La SAFT implante en Chine une usine d'accumulateurs rechargeables

La SAFT, filiale de la CGE, spécialisée dans la fabrication de piles, accumulateurs et batteries, implante en Chine une usine d'accumulateurs portables et rechargeables, utilisés dans l'outillage sans fil, les caméras vidéo, les télécommunications, l'éclairage de secours, les micro-ordinateurs, le petit électroménager. Le marché de ces accumulateurs au nickel-cadmium, d'une durée de vie pouvant atteindre dix ans, progresse de 12% par an (20% en Extrême-Orient) avec une production annuelle de 600 millions d'éléments et un chiffre d'affaires de 4 milliards de francs.

Pour la SAFT (2,8 milliards de francs de chiffre d'affaires dont 67 % à l'exportation), qui est aujourd'hui le numéro un européen en Europe pour ces produits avec la moitié du marché et le troisième mondial (19% du marché) derrière le japonais Sanyo (26%) et l'américain Gates (ex-General Electric), il s'agit de trouver en Chine continentale, à peu de distance de Hongkong, des coûts de production inférieurs de 20% à ceux du Japon et de l'Europe, pour mieux attaquer le marché asiatique. Cette usine emploiera deux cents personnes, avec un chiffre d'affaires de 80 millions de francs, et exportera toute sa production.

NEW-YORK, 14 septembre ↑

Vive hausse

L'annonce d'une forte réduction du déficit commercial en juillet a stimulé la Bourse de New-York, qui était, néanmoins, préoccupée, pendant une bonne partie de la séance, par la forte reprise des cours du pétrole. L'indice Dow Jones a terminé sur une hausse de 17,42 points, à 2 100,46.

Le marché était actif avec 178,6 millions de titres échangés. La surprise a donc été bonne. En effet, les milieux financiers tablaient généralement sur une amélioration plus modeste de la balance commerciale en juillet. Ils espéraient un chiffre de 11,5 milliards de dollars, alors que le chiffre est tombé à 9,5 milliards (– 28 %). Pour les opérateurs, c'est un nouveau signe de ralentissement de l'économie, dont les tendances à la surchauffe des derniers mois laissaient craindre un accélération de l'inflation. Cette analyse a été renforcée par l'annonce d'une progression de seulement 0,2 % de la production industrielle en août, après un gain de 1 % en juillet. Confirmation de la détente du crédit, les taux sur les bons du Trésor à trente ans se sont nettement repliés, tombant à 8,93 %, leur plus bas niveau des dix dernières semaines, avant de remonter toutefois, en fin d'après-midi, à 8,96 %. Mardi, ils étaient à 9 %. On relevait en hausse Amoco, Phillip Petroleum et Goodrich.

VALEURS	Cours du 13 sept.	Cours du 14 sept.
Alcoa	50 1/4	50 7/8
A.T.T.	25 1/8	25 1/2
Boeing	62 1/4	62 1/2
Chase Manhattan Bank	29 1/2	29 5/8
Du Pont de Nemours	80 5/8	82 3/8
Eastman Kodak	44 5/8	44 3/4
Exxon	44 7/8	45 1/4
Ford	51 1/2	51 3/4
General Electric	42 3/8	42 5/8
General Motors	74 5/8	75 1/4
Goodyear	59 1/4	59 5/8
I.B.M.	114 3/4	114 3/4
I.T.T.	49	48 3/4
Mobil Oil	42 7/8	43 7/8
Pfizer	53 3/8	53 5/8
Schlumberger	32 3/8	32 3/4
Texaco	45	45 3/4
UAL Corp. ex-Allegis	90 3/8	90 3/4
Union Carbide	22 1/4	22 5/8
U.S.X.	27 5/8	28 1/8
Westinghouse	51 5/8	51 7/8
Xerox Corp.	54 7/8	54 3/4

LONDRES, 14 septembre ↑

Fermeté

Soumise à des vents contraires, la Bourse de Londres a finalement terminé la séance sur une hausse de 0,5 %, à la suite de la vive hausse de Wall Street après l'annonce d'une forte réduction du déficit commercial américain en juillet. L'indice Footsie des cent valeurs a gagné 8,8 points à 1 765,1, dans un marché assez actif, où ont été échangés 395 millions de titres.

La journée avait débuté sur une note faible, les opérateurs restant préoccupés par l'évolution des taux d'intérêt en Grande-Bretagne. Mais très vite ces craintes se sont dissipées dès que furent connus les chiffres du commerce extérieur américain : une forte réduction du déficit de 28 % par rapport au mois précédent. Le marché a viré à la hausse sous la conduite des valeurs « opéables ». Les alimentaires, les minières, les industrielles, les électriques et les magasins ont été particulièrement recherchées.

Aux pétrolières, les titres d'Enterprise Oil ont bondi de 68 pence à 631, après que la compagnie pétrolière Lasmo eut annoncé son intention de vendre sa participation de 25,2 % dans le capital d'Enterprise Oil. Standard Chartered a gagné 21 pence à 499, après l'annonce d'une augmentation de capital de 303 millions de livres. En revanche, Pearson a baissé de 27 pence à 677, après que le conglomérat eut annoncé un accord de participation croisée avec le néerlandais Elsevier.

PARIS, 14 septembre ↑

Persistance de l'embellie

En sensible hausse dès les premières heures de la journée, la Bourse de Paris a encore accentué son avance à l'annonce d'une forte réduction du déficit commercial américain en juillet. L'indicateur instantané, qui gagnait 0,7 % en début de séance, a terminé sur un gain de 2,05 % dans une ambiance « joyeuse ».

Comme les jours précédents, l'activité était très soutenue sur de nombreux titres. A commencer par LVMH (Louis-Vuitton-Moët-Hennessy), où dès les premiers échanges 90 000 actions étaient traitées. Le mouvement ne faisait que s'amplifier au fil des heures (voir ci-contre). En deux jours, 10 % du capital ont ainsi été négociés, soit plus de 1 millions d'actions. Les acheteurs les plus souvent cités sont MM. Bernard Arnault, président de la Financière Agache, et Henri Racamier, pour le clan Vuitton, chacun essayant de renforcer sa participation en vue d'obtenir la minorité de blocage. Le britannique Grand Metropolitan figurait également parmi les acquéreurs de titres, vraisemblablement en vue de réaliser une belle opération financière en revendant ensuite les actions achetées. Le titre atteignait en séance son niveau le plus haut de l'année. Autres valeurs également très recherchées : Moulinex (203 000 titres), Matra (48 000 pièces et CERUS (291 000 actions). Les valeurs support étaient également très entourées, bénéficiant de l'engouement ambiant. « Le marché repart enfin après trois semaines de piétinement », constatait avec joie un intervenant. Il semble que les liquidités abondent et que les opérateurs soient prêts à les investir si rien ne vient entraver cette tendance pour l'instant haussière. Parmi les valeurs en baisse de cette séance figuraient les titres du secteur pétrolier (Elf Aquitaine, Raffinage Distribution), et de l'immobilier (Séfimeg, Locabail, Immeubles Monceau et Bail Equipement).

A 14 heures, sur le MATIF, 24 100 contrats étaient négociés. La tendance était à la hausse, le contrat de décembre gagnait 0,45 %.

Les marchés de Tokyo étaient fermés, le 15 septembre, jour férié au Japon.

Le Crédit agricole du Loiret sur le second marché

Le Crédit agricole mutuel du Loiret va procéder, le 16 septembre, à une augmentation de capital par l'émission de 230 000 certificats coopératifs d'investissement pour un montant de 85,1 millions de francs, dont l'admission a été demandée au second marché de la Bourse de Paris pour le 20 octobre prochain.

La majeure partie de ces titres sera placée par les agences du Crédit agricole, au prix d'émission de 370 F.

Cette initiative vise à satisfaire les besoins en fonds propres du Crédit mutuel agricole du Loiret dans la perspective de 1992. Au 31 décembre 1987, les fonds propres de la caisse régionale du Loiret se montaient à 380 millions de francs. Les prévisions de croissance situent le niveau de fonds propres, en 1992, à 650 millions de francs pour un encours de crédit de 14 milliards de francs.

FAITS ET RÉSULTATS

● **La Malaisie vend sa participation dans Malaysia Airlines.** – Le gouvernement malaisien a annoncé qu'il allait vendre les 42 % qu'il détient dans la compagnie Malaysia Airlines à la banque Negara (banque centrale). Ce schéma comprend la vente de 147 millions d'actions pour une valeur de 933,45 millions de dollars malaisiens (359 millions de dollars), au prix de 6,35 dollars malaisiens (2,44 dollars), dernier cours coté à la Bourse de Kuala-Lumpur. L'Etat se réserve, toutefois, une action spécifique (*golden share*) pour pouvoir empêcher toute prise de participation hostile ou de nature à changer la politique de la compagnie. La banque Negara a récemment racheté au gouvernement 14,67 % de la compagnie maritime Malaysian International Shipping Corp. Les Malaysia Airlines ont enregistré un bénéfice avant impôt de 157,4 millions de dollars malaisiens (60,5 millions de dollars) au cours de l'année financière terminée le 31 mars, en hausse de 33,2 % sur l'exercice précédent. La compagnie a, d'autre part, entamé des négociations avec British Airways pour une augmentation de ses liaisons avec Londres.

● **Tarneaud au second marché de Bordeaux.** – La banque régionale limousine Tarneaud sera admise au second marché de la Bourse de Bordeaux, le 17 octobre prochain. Tarneaud est une filiale du Crédit du Nord, lui-même rattaché à Paribas. En décembre 1987, à la faveur d'une augmentation de capital (passé à 97,5 millions de francs), le Crédit du Nord a ouvert 18 % de ce même capital au public. Deux mille investisseurs sont ainsi devenus actionnaires. Pour l'introduction en Bourse, le Crédit du Nord cède une nouvelle tranche de 5 % ; il gardera donc 77 % du capital. Dotée de 140 millions de francs de fonds propres, la banque Tarneaud, créée en 1809 à Limoges, gère quarante mille comptes, 2 milliards de francs de dépôts et 2 milliards de crédits. Elle prévoit, pour l'exercice 1988, un bénéfice net de 17 millions de francs, contre 14,3 millions de francs en 1987.

● **Legrand : hausse de 30 % du bénéfice semestriel.** – Le bénéfice net consolidé (part du groupe) du groupe français Legrand (matériel électrique) s'est établi, au premier semestre, à 299 millions de francs, en hausse de 30 % par rapport à la même période de 1987. Dans le même temps, le chiffre d'affaires consolidé a augmenté de 14 % (10 % à structure comparable), à 2,85 milliards de francs, tandis que la marge brute d'autofinancement a crû de 23 %, s'établissant à 461 millions de francs. Le groupe annonce qu'il vient de prendre le contrôle de la société américaine Power Controls, spécialiste des variateurs à usage domestique, qui a réalisé, en 1987, un chiffre d'affaires de 11 millions de dollars et emploie cent quatre-vingts personnes à San-Antonio, au Texas. Au début de l'année, le groupe avait déjà racheté l'activité industrielle de l'américain Slater (interrupteurs, prises de courant...).

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.G.P.S.A.	275 80	287 d
Arnault & Associés	....	....
Asystel	250	255
B.A.C.	440	440
B. Demachy & Assoc.	409	420
B.I.C.M.	548	540
B.I.P.	....	532
Boiron	385	371
Bolloré Technologies	899	898
Boitoni	1050	1050
Câbles de Lyon	1500	1510
Calberson	728	730
Cardif	889	889
C.A. I.-de-Fr. (C.C.I.)	....	263
C.A.T.C.	129 50	130
C.D.M.E.	880	1019
C. Equip. Elect.	282	294 50
C.E.G.I.D.	780	782
C.E.G.E.P.	....	....
C.E.P.-Communication	1470	1445
C.G.I. Informatique	776	800
Ciments d'Origny	515	515
C.N.I.M.	....	365
Concept	248	245
Conforama	....	870
Creeks	390	390
Dafsa	188	185 30
Dauphin	918	918
Devanlay	880	815
Deville	609	616
Duménil-Leblé	1165	1160
Editions Belfond	112 30	114 90
Elysées Investiss.	28	28
Finacor	249	245 10
Gaintoli	471	489
I.C.C.	....	210 10
IDIA	207	210
I.G.F.	114	115
IN2	165 10	165 10
Int. Metal Service	....	380

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
La Commande Electro.	318	320
Le gd livre du mois	280	288
Loca Investissement	259	258
Locamic	....	185
Marlin Immobilier	....	250
Metallurg. Minière	120	118 50
Météologie Internat.	435	437
Microservice	115 10	118 50
M.M.B.M.	530	537
Molex	240	240
Navale-Delmas	....	710
Olivetti-Logabax	....	153 d
Ora. Gest.Fin.	....	308
P.F.A.S.A.	412	413
Presbourg (C. In. & Fin.)	....	....
Prévoyance Assurance	408	408
Publicat. Filipacchi	....	432
Razel	810	842
St-Gobain Emballage	....	1350
St-Honoré Matignon	190	187 60 d
S.C.G.P.M.	....	320
Segin	364	363 60
Sema-Metra	452 50	470 60 d
S.E.P.	1346	1350
S.E.P.R.	....	1201
S.M.T.Goupil	....	342
Sodinforg	820	835
Sopra	....	295
TF 1	243	242
Unilog	141 50	143
Union Financ. de Fr.	375	385
Valeurs de France	319 50	319 50
Banque Hydro-Energie	232	....

Marché des options négociables le 14 septembre 1988

Nombre de contrats : 18 122.

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT Septembre dernier	OPTIONS D'ACHAT Décembre dernier	OPTIONS DE VENTE Septembre dernier	OPTIONS DE VENTE Décembre dernier
Accor	440	50	65	2,80	18
CGE	320	10,50	25	6	15
Elf-Aquitaine	320	9,50	26	–	16
Lafarge-Coppée	1 300	88	140,01	3	25
Michelin	180	26	33	0,80	5
Midi	1 258	64	135	–	–
Paribas	360	71	80	–	1,65
Peugeot	1 180	140	175	2	18
Saint-Gobain	520	15	38,50	7	18
Société générale	400	21	–	3,50	15
Thomson-CSF	180	7,50	18	2	10,40

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 14 sept. 1988
Nombre de contrats : 70 170.

COURS	ÉCHÉANCES Sept. 88	ÉCHÉANCES Déc. 88	ÉCHÉANCES Mars 89
Dernier	106,10	104,85	104,25
Précédent	105,20	103,90	103,25

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT Déc. 88	OPTIONS D'ACHAT Mars 89	OPTIONS DE VENTE Déc. 88	OPTIONS DE VENTE Mars 89
102	2,70	2,88	0,21	0,79

INDICES

CHANGES

Dollar : 6,38 F =

Après l'euphorie qui a saisi les marchés, mercredi 14 septembre, à la suite de la publication de la balance commerciale américaine, le marché est redevenu très calme jeudi. A Tokyo, la place était fermée en raison d'un jour férié. A Paris, le dollar s'échangeait à 6,38 F, restant au même niveau qu'à la clôture du marché interbancaire de la veille et nettement supérieur au fixing établi à 6,3240 F.

FRANCFORT	14 sept.	15 sept.
Dollar (en DM)	1,8780	1,8750

TOKYO	14 sept.	15 sept.
Dollar (en yens)	133,45	Clos

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (15 sept.)	7 5/16-7 7/16 %
New-York (14 sept.)	8 1/16 %

BOURSES

PARIS (*INSEE, base 100 : 31-12-87*)

	13 sept.	14 sept.
Valeurs françaises	124	126,7
Valeurs étrangères	115,8	117,1
(*Sbf, base 100 : 31-12-81*)		
Indice général CAC	354	359,2
(*Sbf, base 1000 : 31-12-87*)		
Indice CAC 40	1 335,18	1 369,75

NEW-YORK (*Indice Dow Jones*)

	13 sept.	14 sept.
Industrielles	2 083,04	2 100,64

LONDRES (*Indice « Financial Times »*)

	12 sept.	13 sept.
Industrielles	1 409,8	1 416,5
Mines d'or	175,9	176,6
Fonds d'Etat	86,79	86,90

TOKYO

	14 sept.	15 sept.
Nikkei Dow Jones	27 885,67	Clos
Indice général	2 146,73	Clos

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR + bas	COURS DU JOUR + haut	UN MOIS Rep. + ou dép. –		DEUX MOIS Rep. + ou dép. –		SIX MOIS Rep. + ou dép. –	
$ E-U	6,3740	6,3770	– 35	– 28	– 60	– 35	– 140	– 60
$ can.	5,2062	5,2108	– 126	– 97	– 239	– 198	– 660	– 555
Yen (100)	4,7585	4,7643	+ 91	+ 117	+ 216	+ 249	+ 688	+ 806
DM	3,4013	3,4042	+ 65	+ 82	+ 150	+ 173	+ 453	+ 516
Florin	3,0144	3,0173	+ 46	+ 58	+ 105	+ 122	+ 352	+ 403
FB (100)	16,2865	16,2223	+ 31	+ 102	+ 99	+ 221	+ 377	+ 728
FS	4,0321	4,0366	+ 139	+ 157	+ 293	+ 318	+ 828	+ 902
L (1 000)	4,5545	4,5599	– 211	– 178	– 350	– 310	– 780	– 685
£	10,6924	10,7038	– 352	– 308	– 757	– 677	– 2 111	– 1 916

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E-U	8 7/8	8 1/4	8 1/8	8 1/4	8 3/16	8 5/16	8 7/16	8 9/16
DM	4 3/4	5	4 13/16	4 15/16	4 13/16	4 15/16	5 3/16	5 5/16
Florin	5 1/4	5 1/2	5 7/16	5 9/16	5 1/2	5 5/8	5 9/16	5 11/16
F.B. (100)	7 1/8	7 5/8	7 1/8	7 7/16	7 1/8	7 7/16	7 7/16	7 3/4
F.S.	2 1/2	3	3 5/16	3 7/16	3 3/8	3 1/2	3 13/16	3 15/16
L (1 000)	13	15	12 3/8	12 3/4	12	12 5/8	11 1/2	11 7/8
£	9 7/8	10 1/8	11 1/2	11 5/8	11 7/8	12	12 3/16	12 5/16
F. franç.	7 1/4	7 5/8	7 11/16	7 13/16	7 7/8	8	8 1/4	8 3/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Marchés financiers

Cours relevés à 17 h 30

BOURSE DU 14 SEPTEMBRE

Règlement mensuel

14/9

Comptant (sélection)

SICAV (sélection)

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Banque Hydro-Energie	232	....
Calciphos	158	180
Cochery	148	....
Cogenhor	86	88
C. Occid. Forestière	180	....
Coparex	361	362
Dubois Inv. (Castro)	832	855
Gachot	72	71
Guy Degrenne	815	....
Hoogovens	167	....
Metroservice (bons)	10	12 95
Nicolas	860	....
Particip. Perrier	350	....
Rémy et Associés	261	260
Rorento N.V.	175 90	175 30
Serv. Equip. Veh.	55 30	....
S.P.R.	370	....
Sté Lecteurs du Monde	651	570
Ulinex	380	....
Union Brasseries	127	....

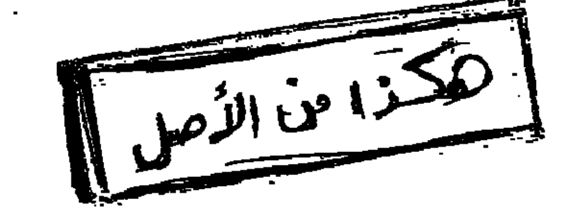
Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 14/9	COURS DES BILLETS Achat	COURS DES BILLETS Vente
Etats-Unis ($ 1)	6 284	6 324	6 060	6 550
ECU	7 048	7 052	....	....
Allemagne (100 DM)	340 290	340 460	330	350
Belgique (100 F)	16 222	16 224	15 450	16 450
Pays-Bas (100 fl.)	301 580	301 750	291	310
Danemark (100 krd)	88 490	88 570	84	91
Norvège (100 k)	91 650	91 880	87	94
Grande-Bretagne (£ 1)	10 673	10 680	10 350	11 350
Grèce (100 drachmes)	4 194	4 198	3 900	4 600
Italie (1 000 lires)	4 558	4 558	4 300	4 800
Suisse (100 fr.)	403 600	404 200	391 500	413 500
Suède (100 krs)	98 160	98 400	95	101
Autriche (100 sch)	48 380	48 390	46 500	49 950
Espagne (100 pes.)	5 089	5 086	4 800	5 300
Portugal (100 esc.)	4 108	4 113	3 750	4 450
Canada ($ can 1)	5 081	5 148	4 900	5 300
Japon (100 yens)	4 717	4 730	4 580	4 780

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 14/9
Or fin (kilo en barre)	85200	85750
Or fin (en lingot)	85450	85800
Pièce française (20 fr)	494	496
Pièce française (10 fr)	351	.....
Pièce suisse (20 fr)	527	530
Pièce latine (20 fr)	494	494
Souverain	620	622
Pièce de 20 dollars	3050	3080
Pièce de 10 dollars	1600	1570
Pièce de 5 dollars	875	.....
Pièce de 50 pesos	3160	3205
Pièce de 10 florins	513	514
Or Londres	420 80	421 90
Or Zurich	420 50	422 50
Or Hongkong	421 05	421 95
Argent Londres	.....	.....

c : coupon détaché – o : offert – * : droit détaché – d : demandé – ◆ : prix précédent – ★ : marché continu



مكنز من الأصل

(Publicité)

SPÉCIAL ENFANTS

SOUVENIR... Marrons, premiers marrons encore tendres qui éclatent sur le sol de la cour. Souvenir. Légère odeur des plumiers et des gommes, lourde odeur des blouses noires, amère odeur des préaux lessivés. Souvenir. Et les bruits ! Le bruit irritant de la craie qui agace le tableau, le bruit si doux de la ville lointaine, le bruit mécanique de la table de multiplication, des comptines et de l'histoire de France. Souvenirs...

• Le bonheur d'être une « chipie ».

Pour être un ou une « chipie », il suffit d'adopter la devise qualité et drôlerie, ce qui n'est vraiment pas difficile ! Dans leurs boutiques, au décor chaleureux grâce à des objets chinés aux puces, tout le monde peut devenir un ou une « chipie ». En effet, voici, par exemple, une ligne exclusive de papeterie et une autre d'accessoires divers tels que sacs, lunettes, ceintures, sans oublier les chaussures aussi bien pour les juniors que pour les adultes. Il en va de même pour l'habillement ! Bref, ici, on vous propose, en fait, un art de vivre. Découvrez les boutiques « Chipie », adultes, enfants, chaussures et parfum dont une au 31, rue de la Ferronnerie, Paris-1er.

• Toute l'Amérique chez New Man.

Chez New Man, comme vous le savez, ce n'est pas triste, mais ce n'est pas tout ! Pour les juniors, « New Man » de l'hiver, tout est taillé pour l'aventure, grâce à une collection complète en denim qui évoque le western et les cow-boys. Voici encore une superbe ligne qui fait penser aux « high school » américaines : des trenchs et blazers marine qui donnent envie de rentrer à l'école ou alors de se glisser dans une veste parka de couleur camel et de partir pour l'aventure. Ne laissez pas vos enfants tristes, allez chez New Man, 27, boulevard des Capucines ou bien dans la toute nouvelle boutique ouverte le 15 septembre, « Monoligne », 155, boulevard Saint-Germain, Paris-7e.

• Réussir de la sixième à la terminale...

Préparez vos études à partir de la sixième jusqu'aux terminales A, B, C, D, G, ainsi que le BTS action commerciale ou le BTS comptabilité et gestion d'entreprise ! Le tout, tel un jeu d'enfant, puisque cela se passe dans un cadre agréable et que les classes sont en nombre limité d'élèves ! Cela permet de suivre chacun de près, en tenant compte de sa personnalité ! Ainsi, rien ne lui échappera ! Cet institut technique privé « Leschi » a été fondé en 1907 à Marseille, mais propose aujourd'hui une annexe à Aix-en-Provence. Renseignements et inscriptions à Marseille. Tél. : 91 48-10-04. A Aix-en-Provence. Tél. : 42 63-10-60.

• Your english is rich.

L'anglais, pour les enfants de six-douze ans, c'est possible, grâce aux éditions Disques BBC. Voici deux vidéocassettes, avec des dessins animés pour les enfants, accompagnés de livrets en couleurs à compléter et proposant des activités ludiques variées. Tout cela s'appelle *« Muzzi in Gondoland »* (première partie disponible, deuxième partie : 2 octobre 1989) et se trouve dans une petite malette contenant sept livres dont un cahier d'exercices, une cassette audio, une cassette vidéo et un livre de chansons. Les éditions de la BBC proposent pour les enfants et les adultes une gamme des produits à partir de 62 francs. Dans les librairies spécialisées et les FNAC. BBC, 8, rue de Berri, Paris-8e. Tél. : 45-62-44-24.

• Une année américaine.

Faire de la rentrée un rêve américain est moins compliqué que vous ne le pensez. Voici Aspect Foundation, une organisation internationale, sans but lucratif, qui propose une année dans une famille américaine, tout en suivant des cours en high school ou en préuniversitaire, mais aussi des séjours en Australie pour les quinze-dix-neuf ans ou des cours d'anglais à l'université Hayward de San-Francisco ! Vous qui avez quinze ans et plus, avouez que c'est tentant ? Comptez 22950 francs pour une année de high school aux Etats-Unis. Voyage compris ! Pour l'année 1989-1990, une première sélection a lieu le 31 octobre 1988. Dépêchez-vous. Contact : Aspect Foundation, Peter Spier, 7, impasse Royer-Collard, Paris-5e. Tél. : 46-34-22-05.

• Les loisirs intelligents.

VVF, c'est une griffe de loisirs bien organisés qui propose à tous ses adhérents, jeunes, familles et retraités, des services des plus variés comme des nurserys des clubs d'enfants et d'adolescents, etc. Sachez que les vacances de VVF sont vraiment économiques, et des séjours à thème sont souvent proposés, tels que le surf, le cinéma, l'informatique, le ski, la plongée sous-marine, etc. On peut même suivre des cours scolaires dans certaines stations de sports d'hiver pendant des séjours en dehors des vacances scolaires ! Pour toutes informations concernant l'organisation : VVF, 33, avenue du Maine, Paris-5e. Tél. : 45-38-20-04.

• Six pieds trois pouces : enfin un spécialiste pour les pieds des enfants !

Oui, dans les boutiques « Six pieds trois pouces », on ne jure que par les pieds de vos enfants, à savoir toutes les pointures de la naissance jusqu'au 40 ! Et puis, il y a une spécialité toute particulière : les chaussures des premiers pas, ceux que l'on prend toujours en photo, alors, autant que cela soit en beauté, non ? Un très grand choix vous est proposé.
Rien n'est trop beau pour les pieds de vos enfants ! Ils désirent des chaussures fantaisistes ? Qu'à cela ne tienne ! Ils en veulent de classiques anglaises, Start Rite, Little Mary ? Rien de plus facile ! 85, rue de Longchamp, Paris-16e, et 78, avenue de Wagram, Paris-17e.

• Le look fifties

Pour avoir le look authentique des années fifties, pas de problème, la signature de « Chevignon » s'en charge et de haut en bas !
Voici la ligne « Kid » avec des pantalons en toile, surtaillés, pleins de petits détails qui font que « Chevignon » est un « Chevignon » !
Cette année, cela existe aussi en velours. Voici encore des chemises en toile chambrée denim avec de superbes incrustations de cuir et nylon, etc.
Bien sûr, vous trouverez les gammes de tee-shirts et autres sweats avec des logos très travaillés et qui font fureur...
Voilà encore une gamme de mailles douillettes, mais toujours dans les tons « aviateurs » des années 50, sans oublier les accessoires, off-course !...
4, rue des Ciseaux, Paris. 1, rue Emile-Zola, Lyon.

• Les enfants et l'écriture.

Un stage, pourquoi pas, pour écrire (pour les enfants) ! Définir le niveau de compréhension et les centres d'intérêt du jeune public. Apprendre les techniques, les possibilités de genres littéraires concernés, ainsi que les moyens de stimuler sa propre imagination et autres questions très pratiques seront abordés au cours de ce stage assuré par Sylvia Dorange, rédactrice en chef de la revue *Abricot*.
Cela finira par vous faire écrire pour eux, et garder ce fameux contact si facile à perdre !...
Renseignez-vous auprès d'Aleph. Tél. : 46.71.25.01. 14, rue Roger-Salengro, 94270 Le Kremlin-Bicêtre.

• Le voyage à moitié prix.

KIWI est un nom devenu synonyme de voyage intelligent, au point d'oublier qu'il pourrait s'agir d'un oiseau ! Oui, la carte KIWI lancée par la SNCF a tellement plus d'avantages que lui !
Il suffit qu'un enfant de moins de seize ans achète cette carte dans une gare ou un agence de voyages (350 F), et voilà qu'il peut en faire bénéficier quatre personnes à moitié prix, et cela trois cent quarante jours par an, en 1re ou 2e classe ! Mieux encore, pour toutou et minou, c'est gratuit ! Savez-vous que, frères et sœurs de cet enfant KIWI peuvent ensuite acheter cette carte 50 F et faire voyager leur entourage à 50 % moins cher ?
Mais aussi, bien sûr, des réductions sur les hôtels Pullman, Altea, Arcade... sur la location de voitures AVIS (train + auto) pour ne citer que ces deux réductions-là ! Décidément... tatac tatoum...

• Se réveiller du bon côté dès le matin.

Coucou, c'est le coq Kellogg's et ses bons conseils !... et il en a à vous donner, car les Français, bien que courageux, n'ont pas encore compris la nécessité des céréales du matin !...
C'est pourtant simple. Vous voulez que votre enfant ait de bonnes notes en classe ?
Il vaut mieux alors qu'il ait consommé un bon petit déjeuner avec ses céréales Kellogg's du matin. Et ne dites pas non plus que cela n'apporte rien, puisqu'un bol de céréales Kellogg's apporte des glucides, des protéines et couvre dès le matin 25 % des apports nutritionnels conseillés quotidiens en huit vitamines et 10 % en fer.

Ça vient de sortir

• Clinique formule homme

J'ai déjà vanté les merveilles proposées par Clinique et sa formule homme : gel, shampooing, face-scrub, etc., et voici, qui vient de sortir de leurs laboratoires, un « body scrub cream ». C'est-à-dire une friction gommante pour le corps, à utiliser comme si c'était un savon sous la douche ! Elle nettoie la peau tout en la réveillant, la tonifiant et la stimulant ! Le tube de 200 ml : 145 F.

• Les nouveaux territoires de Paco Rabanne

L'eau de toilette de Paco Rabanne réveille des milliers d'hommes tous les matins, mais cela ne lui suffit pas et Paco exploite de nouveaux territoires avec son « Ténéré » qui vient de sortir. Les notes de cœur sont épicées et fleuries et, parmi les notes de tête, on trouve une nouvelle base olfactive exclusive à Paco Rabanne qui évoque l'odeur d'une branche de cassis brisée ! Moi qui grimpais dans les buissons dans mon enfance, je suis ravi, enfin, d'en retrouver l'odeur !

• Collections Burberrys enfant

Pour l'automne-hiver 1988, Burberrys propose au rayon enfant de son magasin, 8, boulevard Malesherbes, une collection complète de vêtements et d'accessoires conformes à sa tradition de grande qualité. Les best-sellers : Trench en gabardine de laine marine, 1 680 F ; duffle-coat 100 % laine, doublé en traditionnel écossais Burberrys, 1 680 F ; bermuda de flanelle, 410 F ; chemise en Oxford 100 % coton, 370 F ; cardigans et pulls en V en laine 100 %, 450 F ; kilt classique 100 % laine, 590 F ; blouse en piqué de coton blanc, col rond passepoilé marine et brodé de deux papillons, le 8 ans, 320 F.

• La sports watch

Puisque fumer devient de plus en plus démodé, il ne faut pas croire que les grands spécialistes d'articles pour fumeur se découragent ! Au contraire, Dunhill, qui créa les montres Millénium, continue avec une nouvelle-née, façon sport cette fois, la « Sports watch », plus grosse mais pas moins élégante pour autant, bref, Dunhill quoi ! 8 700 F. 15, rue de la Paix, 75002 Paris.

G.P.

TÉLÉMATIQUE

● *Petits ou gros porteurs, le nouveau service Bourse est enfin arrivé* .... BOURSE
● *Le marché de l'art sur minitel* .... ARTLINE

36-15 tapez LEMONDE

● *Vendez, échangez, achetez vos livres pour la rentrée scolaire 88 (collèges, lycées et universités)* .... LIVRE

36-15 tapez LM

Tandis que l'agitation nationale arménienne reprend

M. Gorbatchev poursuit une difficile campagne en Sibérie

MOSCOU
de notre correspondant

Au Sud, dans le Caucase, la grève générale a repris à Stepanakert, la capitale du Haut-Karabakh, et l'Arménie frémit à nouveau. Au Nord, comme si de rien n'était, M. Gorbatchev poursuit un étonnant dialogue avec la population de la région de Krasnoïarsk, en Sibérie orientale, et les longs reportages que la télévision consacre à ce voyage de rentrée lui donnent une dimension de campagne de mobilisation nationale en faveur de la « perestroïka ».

Au Sud, les problèmes. Au Nord, une évidente détermination à aller de l'avant et à convaincre les Soviétiques de n'être ni timides, ni sceptiques, *ni effrayés, ni impatients.* Le contraste est total mais il résume parfaitement la complexité d'une situation mouvante. D'une part, la peur a tant reculé et l'appel d'air a été si fort qu'on peut interpeller le secrétaire général sur tous les sujets et mettre des villes entières en grève. De l'autre, la résistance des conservateurs demeure si importante, l'impatience de voir enfin tout se résoudre, si vive, et l'anxiété incrédule, si profonde que M. Gorbatchev a plus que jamais besoin d'aller en personne porter la bonne parole, d'expliquer, de freiner les uns et de malmener les autres.

Sous les caméras de télévision toujours, le voici à Norilsk, ville de l'extrême Nord, construite sur les cadavres de millions de déportés politiques de l'ère stalinienne, auxquels la municipalité vient de décider d'ériger un mémorial. On a déjà parlé écologie, vie culturelle, problèmes des retraités, quand une mère de famille se plaint du manque de jardins d'enfants. *« Le problème est-il réel ? Si c'est le cas, c'est une honte »,* lance M. Gorbatchev en se tournant vers les autorités municipales. Le maire bredouille, le problème n'est évidemment que trop réel, mais déjà, une autre question porte sur l'instauration du salaire au rendement qu'un soudeur se plaint de ne pas voir appliquer pleinement. Le secrétaire général abonde dans son sens : *« Il faut payer chacun selon son travail »,* mais la parole lui est déjà arrachée par une jeune femme qui se plaint des nouveaux manuels d'histoire pour le secondaire. Ils viennent d'être modifiés à la hâte, quelques journaux ont critiqué la timidité de ces rectifications à la réécriture stalinienne de l'Histoire et pour cette jeune Sibérienne, c'est simple : *« Il est impossible d'y comprendre ce que nous avons fait dans le passé et comment nous avons édifié le socialisme. »*

Réponse de M. Gorbatchev : *« Ce n'est pas si facile que ça d'écrire des manuels* [car] *on ne peut pas remplacer une demi-vérité par l'autre. Il faudrait d'abord voir tout ça à fond et ne rédiger qu'ensuite de vrais manuels véridiques. »*

Question d'un autre ouvrier sur le début des nouvelles élections au sein du parti. Dans le territoire de Krasnoïarsk, répond M. Gorbatchev, elles ont déjà entraîné le remplacement de 40 % des secrétaires des organisations de base. *« Ce sur quoi nous sommes tombés d'accord à la conférence se met donc en place,* dit-il, *et les gens commencent à proposer les candidatures de ceux en qui ils croient. »* Une voix : *« Il faut préparer de jeunes cadres. »* M. Gorbatchev : *« Nous avons 60 % de nouveaux ministres. Parmi les secrétaires des comités de quartiers, de villes et de régions, il y a encore plus de nouveaux : plus de 80 % (...) et cela en trois ans. »*

Un ouvrier : *« Oui, mais parfois on nous recommande d'élire quelqu'un. » « Ne l'élisez pas »,* rétorque sans hésitation le secrétaire général du parti qui avait déclaré auparavant : *« Vous utilisez mal la « perestroïka », il faut secouer à fond vos directions. » « Mettez en avant vos candidatures,* dit-il, *et si vous vous apercevez qu'on n'a pas élu celui qu'il fallait, qu'il travaille pour lui-même, qu'il est éloigné de vos préoccupations, décidez vous-même ce qu'il faut faire de lui. Si quelque chose ne va pas dans une usine, dans un combinat, allez voir qui en est à la tête. »*

« Laissez-nous tirer sur les états-majors »

« Un ouvrier, poursuit-il, *m'a envoyé une lettre me disant : « Mikhaïl Sergueïevitch, laissez-nous tirer sur les états-majors! »...* Des voix le coupent : *« Oui, c'est juste, c'est ce qu'il fallait faire! »* Et M. Gorbatchev, soudain très grave, plus maître d'école que jamais, dit que non, bien au contraire, ce n'est pas juste du tout : *« Nous poursuivons la politique de restructuration et nous avons la responsabilité d'éviter que le pays ne se coupe en deux, d'éviter que les gens n'en viennent à des affrontements directs. Nous savons tous ce qui s'est passé en Chine avec les tirs sur les états-majors. Il a fallu quinze ans aux gens pour comprendre ce qu'ils avaient fait. Ne répétons donc pas cette expérience. Ne détruisons pas la maison et ne cassons pas tout pour nous demander ensuite : Qu'avons-nous fait ? (...). Nous ne pouvons pas appliquer à nos problèmes d'aujourd'hui les méthodes de 1937 (...). Nous devons agir à travers les élections dans le parti, les élections au Soviet et jeter les bases des solutions-clés de la « perestroïka », grâce aux élections locales. »*

Au passage, M. Gorbatchev a rappelé qu'on comptait 18 millions de cadres de l'Etat et de l'économie sur une population active de 185 millions de personnes, que leur nombre allait être réduit de près de moitié dans l'agriculture et dans l'industrie, et d'un tiers dans les ministères. Tout cela se voit et s'entend à la télévision aux heures de grande écoute, mais pas un mot n'a encore été dit en revanche de la reprise de l'agitation dans le Haut-Karabakh, la région autonome d'Azerbaïdjan, dont la population, aux trois quarts arméniennes, réclame obstinément depuis février dernier son rattachement à la République d'Arménie. La population est soutenue par l'organisation locale du parti qui a, en fait, relancé le mouvement en réaffirmant, le 24 août dernier, le droit de la région à sortir de l'Azerbaïdjan. Parallèlement, les Arméniens d'Arménie continuent à se remobiliser, et un appel à une grève générale de vingt-quatre heures vient d'être lancé pour vendredi en soutien au Haut-Karabakh.

On ne voit pas ce que pourrait maintenant faire l'équipe de M. Gorbatchev pour calmer le jeu sans recourir à la force ni perdre la face. Et pourtant, aussi bien à Stepanakert qu'à Erivan, les nationalistes ont cette fois-ci pris la précaution d'avancer d'autres revendications que le rattachement de la région autonome à l'Arménie. Concrètes, parfaitement acceptables pour beaucoup d'entre elles, elles pourraient servir de base à la recherche d'un compromis, qui ne serait évidemment que provisoire comme tout l'est dans une situation mouvante.

BERNARD GUETTA.

A B C D E F G

Lillehammer (Norvège) accueillera les Jeux olympiques d'hiver de 1994

Les Jeux olympiques d'hiver de 1994 ont été attribués, le jeudi 15 septembre, par les quatre-vingt-sept membres du Comité international olympique réunis à Séoul, à la station norvégienne de Lillehammer. Trois tours de scrutin ont été nécessaires pour sa désignation.

Trois autres villes — Sofia (Bulgarie), Œstersund (Suède), et Anchorage (Etats-Unis) — étaient candidates à l'organisation de ces Jeux olympiques d'hiver, qui auront lieu deux ans seulement après ceux d'Albertville (France). A partir de 1994, Jeux d'hiver et Jeux d'été alterneront, en effet, tous les deux ans.

Avec le service télématique du « Monde »

Jeux olympiques en direct

Le direct sera à l'ordre du jour du service télématique du *Monde* durant les Jeux olympiques. Résultats, classements, records battus : c'est en temps réel que s'afficheront sur les écrans du minitel les performances et les scores. Attention alors au décalage horaire (+ huit heures). En outre, une série de tableaux donneront le détail des épreuves par discipline, les records à battre et... le compte des médailles.

Dès samedi pour les épreuves ou dès maintenant pour les rappels de performances, branchez-vous :

3615 LM.

La réforme de l'audiovisuel

MM. Giscard d'Estaing et Chirac refusent de se rendre à Matignon

La consultation entre le pouvoir et l'opposition a bien du mal à entrer dans les habitudes françaises. Quand M. Jacques Chirac, alors premier ministre, avait souhaité, à la demande du président de la République, moraliser les aspects financiers de la vie politique française, il n'avait eu *aucun mal* à rencontrer les chefs de parti représentés par un groupe à l'Assemblée nationale, MM. Georges Marchais et Lionel Jospin acceptant même, pour l'occasion, de s'asseoir à la même table que M. Jean-Marie Le Pen. Son successeur à Matignon a plus de difficultés. M. Michel Rocard a pourtant voulu utiliser la même formule pour débattre de la réforme de l'organisme gérant l'audiovisuel, mais, cette fois, des susceptibilités rendent cette consultation *difficile.*

L'invitation, une fois encore, a été envoyée aux *chefs des formations* politiques ayant un groupe parlementaire. Pas de problème pour le PC (M. Georges Marchais), pour le PS (M. Pierre Mauroy), pour le RPR (M. Jacques Chirac), mais comment faire avec l'UDF et ses diverses composantes ? Le président de l'UDF, M. Valéry Giscard d'Estaing, devait être invité ; mais le CDS, membre de la confédération, a maintenant son groupe à lui, donc M. Pierre Méhaignerie a été convié, et, pour ne pas oublier le PR, M. François Léotard l'a été aussi.

L'ancien président de la République n'a guère apprécié d'être mis sur le même plan que les responsables de deux partis membres de la confédération qu'il préside. Aussi M. Giscard d'Estaing a répondu au premier ministre, que le dossier devait être vu par les parlementaires, l'invitation devant être envoyée aux présidents des groupes, et donc pour l'UDF à M. Gaudin. M. Chirac a fait la même *réponse.*

En passant, cela permettait de mettre M. Méhaignerie, à la fois président du CDS et de son groupe, sur le même rang que MM. Gaudin et Bernard Pons et non sur celui des « grands », MM. Giscard d'Estaing et Chirac. Seulement M. Léotard a, *lui, fortement envie de débattre* de ce sujet avec le chef du gouvernement ; *aussi pour ne pas avoir une* attitude divergente de celle du président de l'UDF, il a répondu qu'il se rendrait volontiers à Matignon en tant qu'ancien ministre de la culture et de la communication venant discuter de la modification de la loi qu'il avait fait voter...

Th. B.

Sur le vif

Vive le « crack » !

Faut qu'on se parle, là, aujourd'hui. Non, sérieux, je suis *scandalisée. Le coup du reportage* sur le trafic des stupéfiants *en Colombie interdit d'antenne,* notre antenne, par la Mafia, je *n'accepte pas. Parce qu'on en* est arrivés là. Mes confrères de TF 1 *ont été menacés* de mort. Ils risquaient leur peau, et c'était pas une plaisanterie. En Amérique, une bonne vingtaine de journalistes trop curieux l'ont payé de leur vie. Ces Etats dans l'Etat, ces organisations du crime et de l'ombre contrôlent jusqu'à l'info des démocraties, et ici personne ne réagit. Si, on vire un ministre amateur et maladroit coupable de quoi ? D'appeler un chat un chat.

On se cache derrière son petit *doigt. On refuse de regarder* la réalité en face. La came, et plus *particulièrement* le « crack », mélange terrifiant, explosif et *bon marché* à base coke, ça va faire comme pour le SIDA, ne vous y trompez pas, ça va pas tarder à traverser l'Atlantique.

Réagir, oui, mais comment ? Les Etats-Unis, traumatisés par *quinze ans de prohibition, envisagent toutes les solutions.* Ouvertement. Dans les médias, à la *Chambre des représentants.* Au fil des discours des candidats à *la Maison Blanche.*

Faut-il mobiliser l'armée pour *surveiller les frontières ? Faut-il,* au contraire, supprimer les *contrôles, les barrières ? Faut-il* lever l'interdit et couper l'herbe *sous le pied des dealers ? Faut-il* légaliser la drogue ? A moitié ou *totalement ?* Sous contrôle médical ou en vente libre ? A la *pharmacie,* à l'hôpital ou dans les kiosques et les bureaux de *tabac ?*

Ça vous choque ? Pas moi. *Moi, ce qui me renverse, c'est* qu'en France on n'ose même pas se poser la question.

CLAUDE SARRAUTE.

P.S. — Je demande pardon à *mon Jacquot.* L'*hymne* de Bourguiba joué en l'honneur de Ben *Ali, c'est pas sa faute,* c'est celle à Joxe. C'est pas l'orchestre de *la mairie de Paris* qui s'est planté, c'est celui de la préfec*ture de police. Ils sont bien ren*seignés, les renseignements, *dites donc !*

L'agitation s'apaise dans les prisons

Après le mouvement de protestation collectif des prisonniers contre leurs conditions de détention (*le Monde* du 14 septembre), les établissements *pénitentiaires* ont peu à peu retrouvé un rythme de vie « normal ». Selon les chiffres du ministère de la justice, si le 13 septembre, 5 620 détenus avaient suivi le mot d'ordre lancé depuis des établissements de la région *parisienne* et refusé leurs plateaux-repas, ils n'étaient plus, le 14 septembre, que 221 sur l'ensemble du territoire.

De rares incidents se sont produits à Chambéry, où une dizaine de détenus ont refusé de réintégrer leurs cellules, et à Muret où, pour le *troisième jour consécutif,* une centaine de détenus sur 650 sont restés dans la cour de promenade avant de regagner dans le calme la détention à l'arrivée des CRS.

Aux Baumettes, à Marseille, parallèlement au mouvement des détenus, les personnels hostiles à la politique d'ouverture de la direction ont organisé une grève du zèle. *(Lire ci-dessous.)*

Dans un entretien accordé à *Libération,* le ministre de la justice, M. Pierre Arpaillange a déclaré que *« nombre des revendications des détenus »* ne le *« surprennent pas »* (...) *Grâce à l'expérience de ceux qui gèrent les prisons et au caractère réaliste des demandes, bien des problèmes trouvent leur solution. Malheureusement, il en est d'autres qui sont impossibles à résoudre immédiatement. Ceux qui exigent des travaux de modernisation ou de nouveaux crédits. »*

Préoccupé par *« la rigidité du système des peines »* dénoncé par les détenus le garde des sceaux pour qui *« la sanction pénale n'est pas une fin en soi »* et *« n'est pas inexorablement liée à la notion d'enfermement »* entend utiliser plus largement que son prédécesseur les procédures de libération conditionnelle et les commutations de peines, et préciser les droits et obligations des détenus dans un souci d'harmonisation des règlements intérieurs.

Aux Baumettes, des surveillants à cheval sur le règlement

MARSEILLE
de notre correspondant régional

A l'appel de l'intersyndicale de l'UFAP (Union fédérale autonome pénitentiaire), du SNAP (Syndicat national autonome des personnels pénitentiaires) de FO et de la CGT, les surveillants de la maison d'arrêt des Baumettes à Marseille ont lancé, mercredi 14 septembre, un mouvement sous la forme d'une application stricte du règlement intérieur de l'établissement. Ce mouvement fait suite aux accusations lancées par l'intersyndicale contre la politique jugée « laxiste » des autorités pénitentiaires (*le Monde* daté 21-22 août).

« Nous voulons retrouver notre place et mettre les détenus à la leur. » Selon le porte-parole de l'intersyndicale, M. Jacques Struzinski, le moment est venu pour les surveillants de *« reprendre la situation en main »* après une période de laisser-aller directement liée à la mise en œuvre par la direction d'une politique axée sur le développement des activités socio-éducatives en faveur de la population pénale. Ils ne contestent pas, disent-ils, le bien-fondé de cette politique, mais ils estiment qu'elle a été conduite sans discernement au détriment de leurs conditions de travail et des impératifs de sécurité. Ils reconnaissent qu'on a tenu compte de leurs mises en garde répétées. La direction de la prison a notamment pris récemment des mesures pour restreindre la circulation des détenus dans les bâtiments et assurer la surveillance des chantiers.

Elle a également proposé à ses interlocuteurs une restructuration des activités socio-éducatives. Ces améliorations sont cependant considérées comme insuffisantes par les surveillants, qui réclament en particulier la remise en cause du « caïdat » que font régner des meneurs concentrés à l'un des étages de la prison. Elles ne sont pas surtout, de leur point de vue, de nature à répondre à leurs revendications morales : *« Nous voulons que l'on nous rende notre dignité »,* demande ainsi M. Patrick Portella, secrétaire de l'un des syndicats adhérents de l'UFAP.

D'où ce mouvement qui s'apparente à une grève du zèle et consiste à faire observer des points du règlement tombés en désuétude : l'obligation pour les détenus d'être levés et en tenue décente, leurs lits faits pour l'inspection du matin ; le respect du principe de quinze détenus pour les mouvements internes concernant les promenades au lieu de trente à quarante ; le rappel à l'ordre de ceux fumant dans les couloirs, mais aussi la cessation des insultes envers les surveillants, du tapage aux portes, de l'obturation des œilletons des cellules, de l'impropreté, etc.

Pour M. Struzinski, *« tout le monde devrait bénéficier du resserrement de la discipline, et le personnel aura plus de temps à consacrer aux relations sociales avec les détenus et aux problèmes de leur réinsertion ».*

Bien qu'elle se déclare *« surprise »* par le mouvement des surveillants, alors que l'apaisement était apparu *ces dernières semaines,* la direction ne s'en dit guère gênée. *« Le règlement intérieur de la prison,* souligne M. Jacques Daguerre, le directeur, *est fait pour être appliqué. Mais il doit l'être avec intelligence et tact en évitant les provocations gratuites qui pourraient faire dégénérer la situation. Nous avons amplifié le dialogue avec le personnel, mais les syndicats ont tendance parfois à confisquer ou à censurer l'information. Beaucoup de surveillants ont envie aujourd'hui de travailler dans la sécurité. »* Les syndicats rétorquent qu'ils font circuler l'information à condition que la direction veuille la leur donner *« avant que les décisions soient prises ». « Nos consignes,* ajoutent-ils, *sont largement suivies par le personnel, qui est encadré pour parer à tout incident. »*

L'intersyndicale, qui poursuivra son action *« le temps qu'il faudra »,* a enfin accueilli avec satisfaction l'affectation de douze agents supplémentaires, mais considère qu'il en manquera encore une douzaine.

GUY PORTE.

● ***Assassinat d'un magistrat en Sicile.*** — *L'ancien président du tribunal pénal de Trapani, en Sicile, a* été assassiné dans la nuit du *mardi 13 au mercredi 14 septembre.* Le magistrat, Alberto Giacomelli, *était à la retraite depuis un an. Il* s'était notamment occupé des *mesures de prévention à l'encontre* des membres présumés de la Mafia. Son *corps a été découvert mercredi* matin près d'une ferme. — *(AFP.)*

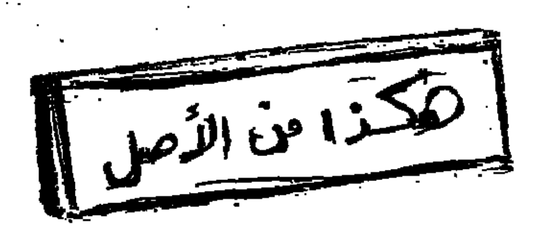
BOURSE DE PARIS

Matinée du 15 septembre

Calme

A l'image des marchés monétaires, le calme est revenu à la Bourse de Paris où l'indicateur instantané perdait 0,14 % en fin de matinée. Le volume d'échanges des titres LVMH s'est également considérablement réduit tout en restant appréciable. 42 400 actions changeaient de mains en début de séance, et la valeur perdait près de 1 %. Les hausses étaient emmenées par Alsthom (+ 4,5 %), Codétel (+ 3,8 %), Electronique Serge Dassault (+ 3,2 %) et Euromarché (+ 2,9 %). Eurotunnel menait les baisses (– 4,3 %), suivi par Fichet Bauche (– 4 %) et Sligos (– 2,8 %).

Le numéro du « Monde » daté 15 septembre 1988 a été tiré à 513 589 exemplaires



هكذا من الأصل

ORKEM. C'EST AUJOURD'HUI LE NOUVEAU NOM DE LA PLUS JEUNE DES GRANDES ENTREPRISES FRANÇAISES.

Orkem est le nouveau nom de CdF Chimie,
une entreprise qui représente 20 milliards de francs de chiffre d'affaires
dans le monde entier.
Et derrière ce nouveau nom, 15000 hommes et femmes
fiers de leur métier, décidés à imposer Orkem
au sein de la chimie mondiale.



Young & Rubicam - Capital Image 88